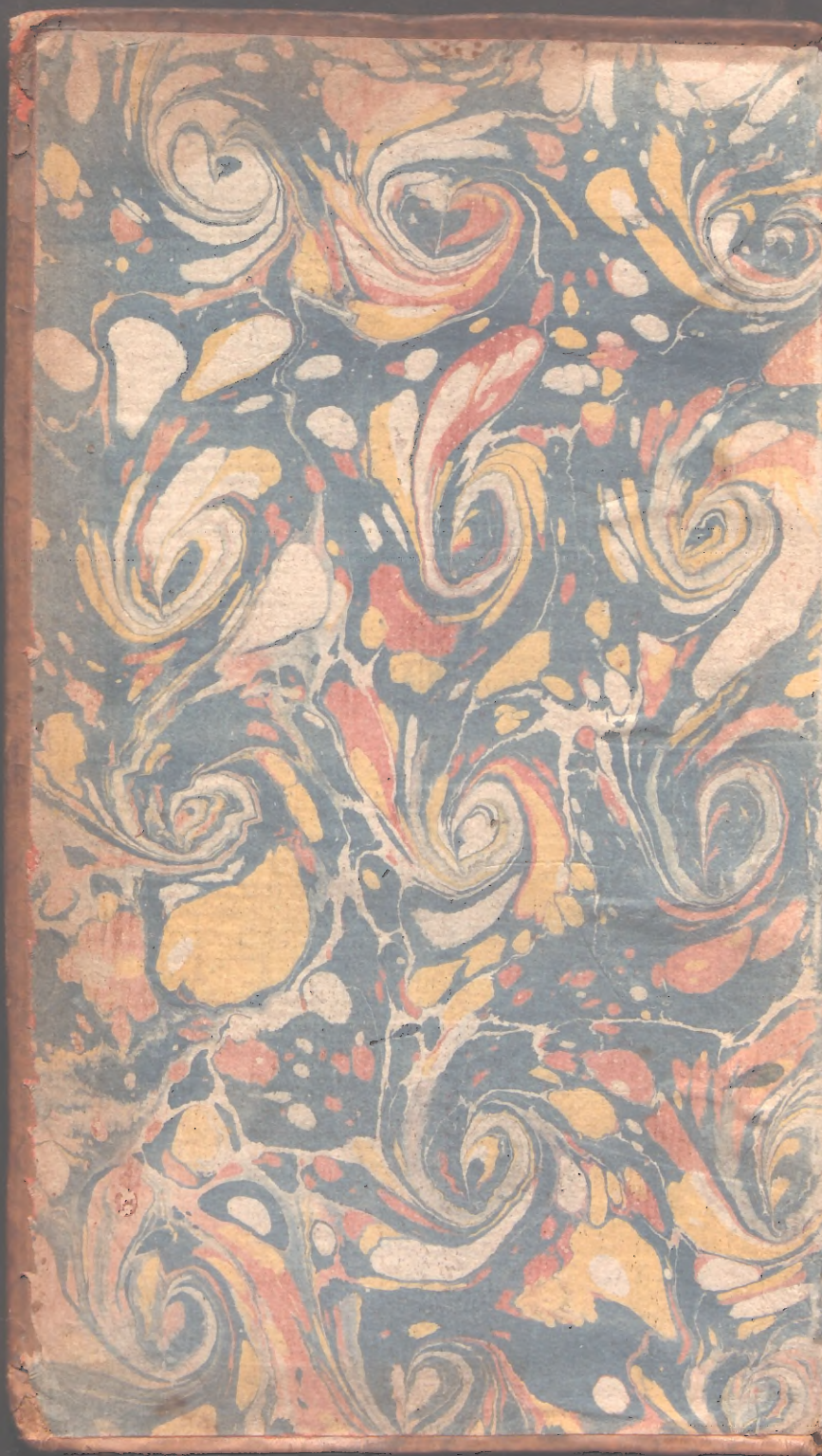


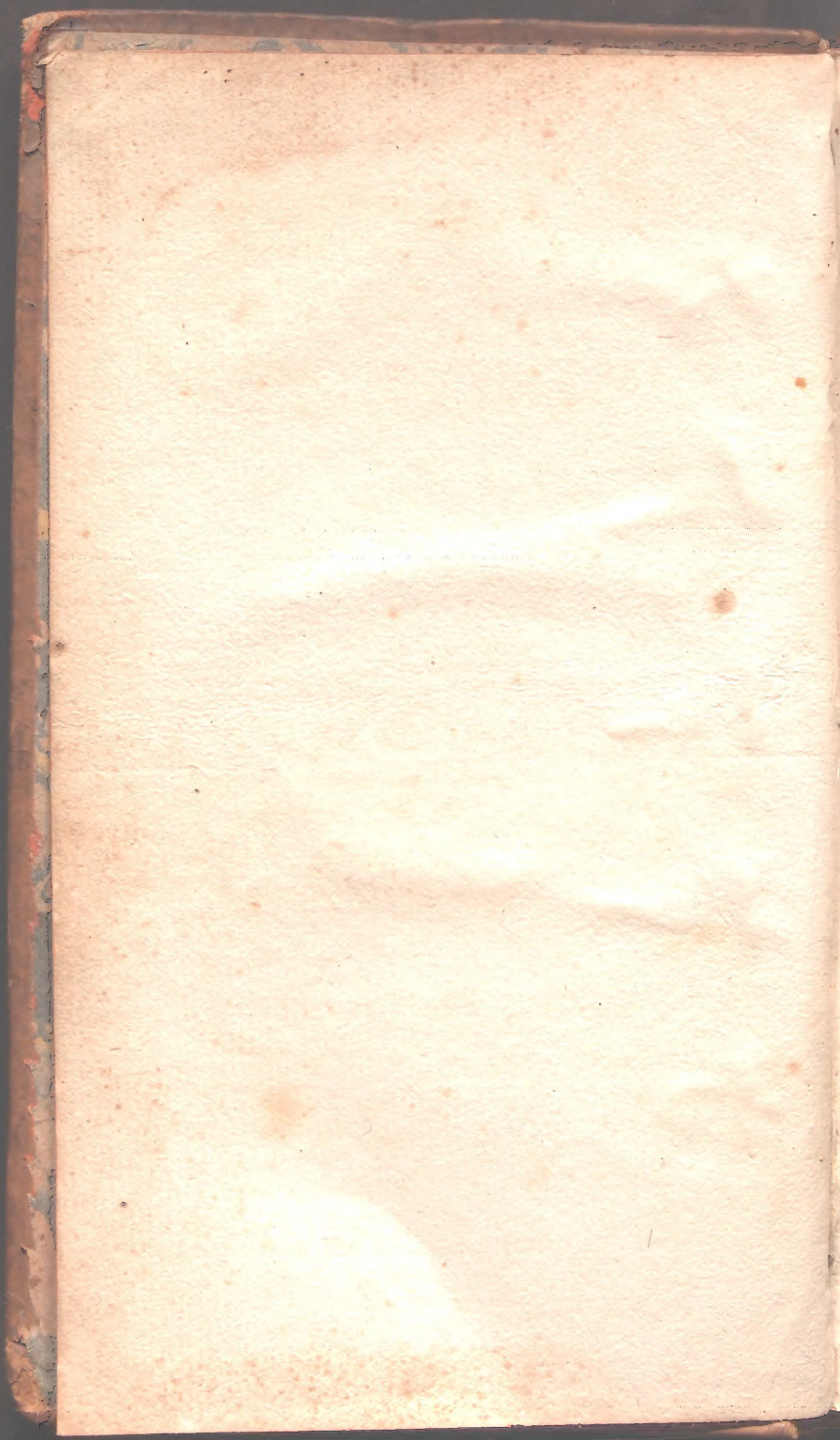






37=6. 1A=8

Feb 141²⁰
no 52



CAUSES CELEBRES

E T

INTERESSANTES

A V E C

LES JUGEMENTS

qui les ont décidées.

TOME XII.

CAUSES CELESTES

ET

THEIR EFFECTS

IN THE UNIVERSE

AND ITS DECISIONS

BY J. M. W. W.

CAUSES CELEBRÉS
E T
INTERESSANTES

A V E C

LES JUGEMENTS
qui les ont décidées.

RECUEILLIES

*Par M***. Avocat au Parlement.*

TOME XII.



A PARIS AU PALAIS,
Chez JEAN DE NULLY, dans la Grande
Salle, du côté de la Cour des Aydes,
à l'Ecu de France & à la Palme.

M. DCC. XLIII.

Avec Approbation & Privilege du Roy.

CAUSES CELESTES

ET

MUTUAS

A. V. B. C.

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

LES TROIS

J'AI parlé dans mon Avertissement de toutes les Causes de ce Volume. J'ajouterais qu'à l'égard de Dom Carlos qui fut jugé par les Inquisiteurs, quoiqu'aucun Historien n'ait dit qu'il fût interrogé, & qu'on ait fait entendre des Témoins, on doit supposer que ces formalités ont été remplies. L'Inquisition n'en connoît point d'autres que celles-là : c'est-là où elle borne toute sa procédure. Je dirai encore que je n'ai donné Dom Carlos & le Czarewitz que pour délasser les gens du monde de la lecture des Causes précédentes.

Quant au Majorat de Rye, dont le nom d'abord pourroit les rebuter, j'ai crû que pour leur ôter toutes les épines qu'ils pourroient rencontrer, je de-

(ij)

vois leur expliquer ici les mots consacrés.

Le mot de *Substitution* en général , a deux significations qu'il faut distinguer : l'une comprend les dispositions des Testateurs , qui ayant institué un héritier , & craignant qu'il ne puisse , ou ne veuille l'être , en nomme un autre qui à son défaut soit leur héritier , c'est ce qu'on appelle substitution vulgaire : L'autre comprend les dispositions des Testateurs , ou des Donateurs qui veulent faire passer leurs biens en tout ou en partie , d'un successeur à un autre ; de sorte que le premier appelé ayant succédé , transmette après lui ces biens au second ; & que s'il y en a plusieurs appelés , les biens passent de l'un à l'autre successivement de degré en degré : c'est ce qu'on appelle Substitution Fideicommissaire , ou simplement Fideicommis.

(iiij)

Grevé de Substitution , c'est-à-dire , chargé de Substitution.

La Substitution Compendieuse comprend toutes sortes de Substitutions.

Quoique dans la Cause on ait défini le Majorat , j'en donnerai encore ici une définition.

Majorat est une disposition , par laquelle une personne dans la vûe de conserver le Nom , les Armes & la splendeur de sa Maison , laisse ses biens , ou une partie à une famille , pour y être déferés par ordre successif perpétuellement en entier à l'aîné le plus proche. Ce nom a été donné à ces sortes de Fideicommis & Substitutions perpétuelles , parce qu'elles assurent les biens du Testateur à ceux de la famille qui sont & seront successivement *Natu Majores* , les aînés.

La nature , les regles du Majorat sont expliqués dans la Cause.

à ij

(iv)

C'est par erreur qu'on a dit dans la Généalogie du Majorat, que le pere de Jean-Paul-Philippe de Saint-Mauris prétendoit à la Substitution, puisque son fils n'avoit cette prétention que comme un mâle descendant par femme de Louise de Rye, c'est-à-dire, par Dorothee de Poitiers sa mere.

En faveur de ceux à qui la Langue Latine n'est pas bien familiere, j'en traduis les passages dans nôtre Langue.

CAUSES



CAUSES CELEBRÉS

ET

INTERESSANTES;
AVEC LES JUGEMENS
qui les ont décidées



*La Marquise de Sassy accusée du
meurtre de son mari , & d'une
supposition de part.*



L y a plusieurs degrés d'absolution des accusés. Les uns triomphent pleinement & obtiennent des dépens , des dommages & intérêts. Aux autres on n'ad-
juge que les dépens pour tous dommages & intérêts : leur victoire n'est pas
complète. Il y en a enfin qui sont mis

Tome XII.

A

2 *Femme accusée du meurtre de son mari*, hors de Cour & de Procès sans aucun autre avantage. On en renvoye sur un plus amplement informé pendant un certain tems. D'autres ont le glaive de la justice suspendu sur leur tête pendant toute leur vie ; on peut informer durant tout ce tems-là , & s'il survient une preuve qui fasse avec celles qui sont au Procès un corps de lumieres qui frappent , ils sont condamnés. On voit bien que ceux qui sont renvoyés sur un plus amplement informé , ne sont pas censés absous : c'est une absolution , ou une condamnation renvoyée , en attendant que la verité éclate. Ceux qui sont déchargés purement & simplement sans aucune réparation , sont ceux pour lesquels les preuves n'ont pas un degré nécessaire pour les convaincre. Le Juge comme homme , les condamne au fonds du cœur ; mais il ne peut pas les condamner comme Juge.

Sans prévenir mon lecteur sur le sort qu'ont eu les accusations intentées à la Marquise de Sassy , je lui laisse la liberté de juger , avant que d'annoncer son Jugement ; il pèsera le mérite des preuves ; & pourra ensuite juger le Jugement des Juges. La Dame Gaudon , veuve du sieur Trouillebois , Marquis

de Ris , Capitaine des Chevaux-Legers , qui fut tué à la Bataille de S. François , connut le Marquis de Saffy , Colonel d'un Régiment d'Infanterie ; elle étoit dans l'Automne de son âge , & le Marquis étoit dans le printems du sien. L'amour qu'elle lui inspira , rapproche ces deux saisons : il surmonte bien de plus grandes disproportions. On a dit au Procès qu'elle ne lui fut point avare de ses faveurs ; elles attachent quelquefois les hommes plus fortement , quelquefois elles les guérissent. Ce qui fait juger qu'elle a eu cette foiblesse , c'est qu'elle a dit dans son Interrogatoire que le Marquis de Saffy a dit que si il pouvoit avoir un enfant mâle d'elle , il l'épouserait ; & qu'elle a même tenté de le tromper , en lui montrant au retour de son voyage un enfant qu'elle dit être de lui. Cet événement est avant son mariage ; elle a depuis délavoué tous ces faits dans d'autres Interrogatoires ; mais quoi qu'il en soit , ce langage prouve toujours que si elle n'a pas fait cette supposition , elle n'avoit pas été fort réservée au Marquis de Saffy.

Mais il ne s'ensuivroit pas que le portrait que son adversaire a fait d'elle , comme d'une coquette qui ne garde pas

4 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
de ménagement , fût sincere. Une intrigue n'en suppose pas plusieurs ; quand elle est même une véritable affaire de cœur , elle en exclut toute autre. On n'a rapporté ni avant son mariage , ni même depuis son mariage , aucune histoire qui pût trouver place dans une cronique scandaleuse.

Le Marquis de Sassy étant épris d'une passion très-vive , se détermina au mariage.

La sœur du Marquis de Sassy qui avoit épousé M. de Villiers Conseiller au Parlement , s'y opposa. Le Procès dura deux ans , parce qu'il fut enfin porté à la Primatie de Lyon , & qu'il y eut plusieurs incidens. Le Marquis de Sassy , dont la passion ne s'usa point pendant ce tems-là , ayant obtenu un dernier Jugement en sa faveur , épousa enfin Madame de Ris le neuvième Janvier 1702.

Le cœur des époux fut très-ulceré contre leur sœur ; & la sœur qui avoit acheté leur inimitié , en conçut une pareille en usant de retour ; suivant la maxime des Italiens qui disent : Tu me hais parce que je t'ai fait du mal , je dois donc te haïr , quoique tu ne m'en aies point fait , puisque tu me regardes comme ton ennemi. Madame de Sassy élevoit

& d'une supposition de part. 3

un petit enfant qu'on appelloit *Mignon* : elle avoit pour lui autant de tendresse que si il eût été à elle ; elle l'avoit pris en Bourbonnois dans la Paroisse de S. Irmond , l'ayant trouvé qui étoit alaité par une chèvre empruntée , parce que la mere malade ne pouvoit le nourrir , & que la pauvreté du pere ne lui permettoit pas d'avoir une autre nourrice.

L'éducation de *Mignon* qu'on a dépeint comme un bel enfant qui avoit des graces naissantes qui frapportoient ceux qui le voyoient , a été le fondement de l'accusation de supposition de part contre la Marquise de Sassy.

Le mariage du Marquis de Sassy fut assez concordant. Madame de Villiers ne pouvoit lui pardonner de s'être marié , & M. de Sassy ne pouvoit pardonner à sa sœur de s'y être opposée. Il avoit vendu son Régiment ; comme il étoit vif , & qu'il ne pouvoit pas demeurer sans occupation , il roula dans sa tête différens projets pour s'ouvrir une voie de rentrer dans le service. Il alla à Barcelone , il eut l'honneur d'accompagner le Roi d'Espagne à Naples ; de Naples il vint à Rome avec M. de Louville que le Roi d'Espagne y envoyoit pour faire un compliment au Pa-

6 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
pe ; de Rome il revint à Paris après
avoir employé quatre mois dans ses dif-
férens voyages. Il demeura le tems qui
étoit nécessaire pour former son équi-
page. Il partit pour l'Armée d'Italie , &
servit en qualité d'Aide de Camp du
Maréchal de Marfin pendant la Cam-
pagne de 1702. Ce fut dans cette an-
née-là qu'on donna la Bataille de Lu-
zara. Les armes du Roi furent victo-
rieuses. M. de Saffy eut le bonheur d'y
signaler son zèle ; mais la Dame de
Saffy y perdit le Marquis de Ris son fils
unique , Capitaine de Dragons , qui fut
tué en s'y distinguant.

Le Marquis de Saffy donne lieu à la
réflexion qu'on a faite , que l'amour des
occupations vives & tumultueuses , sup-
pose une personne qui ne peut suppor-
ter un entretien avec soi-même.

La Campagne finie , le Roi d'Espa-
gne prit la route de Madrid. M. de Sas-
ly offrit à cette Cour de lever un Ré-
giment à ses dépens ; mais il ne put en
obtenir l'agrément , parce que le Roi
d'Espagne n'en accordoit à aucun Fran-
çois. Alors persuadé qu'il n'y avoit rien
à esperer pour lui dans cette Cour , il
revint sur ses pas , & tourna ses vûes
vers Venise. Ce fut là qu'il prit à son

service un Grec appelé Alexandre , qu'il nomma depuis le Chevalier de Rose , dont l'on a fait son assassin. Enfin M. de Saffy n'ayant pû convenir avec cette République des conditions qu'il proposoit pour la servir , il renvoya son Valet de chambre , & celui du Marquis de Ris à Paris. Il ne tarda pas à les suivre lui-même , & arriva au mois de Mars 1703. à Paris , où le Grec se rendit quelque tems après lui. Il fit encore d'autres voyages que son Défenseur n'a rapportés que pour faire voir que l'esprit de voyager lui étoit naturel , & que son dernier voyage dont on a fait un crime à la Dame de Saffy , ne lui a point été inspiré.

Voici l'histoire de ce dernier voyage.

Il se mit dans la tête qu'il étoit soupçonné à la Cour d'un crime d'Etat , & qu'il étoit menacé d'être arrêté ; pour se dérober à cette destinée qu'il appréhendoit , sur ce qu'il prétendoit qu'on avoit empoisonné tous ses différens voyages , sans qu'on ait sçu bien précisément les particularités du crime qu'il s'étoit imaginé qu'on lui imputoit ; sur la fin de Décembre 1704. il chargea sa femme d'acheter secrètement pour lui & pour le Grec , plusieurs cho-

8 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
ses qu'il croyoit nécessaires.

La Gasteau , Femme de chambre de la Marquise , a déposé que dans ce tems-là , bassinant le lit de sa Maîtresse , elle entendit une conversation qu'elle avoit avec une Demoiselle nommée Chamboneau , où elle lui proposoit de se défaire de son mari par l'entremise du Grec. Depuis elle déposa à la confrontation qu'elle ne sçait pas si la Marquise vouloit se défaire de son mari en lui inspirant de voyager , ou par la voie d'un assassinat.

La Gasteau rapporta cette conversation à Paillet son mari , qui l'alla redire au Pere Gerotée Carme , qui suivant les apparences , par un esprit de charité , en vint faire part au Marquis de Sassy , comme d'un complot que l'on avoit fait de l'assassiner pendant le voyage. Il ne lui nomma personne. Le Marquis de Sassy ne parut pas faire grand cas de ces avis. Après avoir dit publiquement devant ses domestiques qu'il ne parloit point , il envoya le Grec retenir deux places au carrosse de Bruxelles ; ce qu'il fit effectivement , sous le nom d'Alexandre Rose. Le lendemain 27. ils partent tous deux par le carrosse , & viennent coucher à Senlis , premier gîte sur la

route. Le Marquis de Saffy congédie le Grec , & lui permet par un congé écrit de se retirer où bon lui semblera. Le Grec continuë sa route vers Bruxelles , & M. de Saffy quitte le carrosse , prend à Senlis la poste , & se rend seul à Roüen. Quand il fut arrivé , il écrivit au Pere Gerotée , à la Marquise , & au sieur de Folleville son ami : il revint à Paris , où il se cacha chez lui ; il rapporta à sa femme les discours énigmatiques du Carme , la crainte où il étoit que ses ennemis ne lui eussent rendu de mauvais offices à la Cour , & qu'elle n'eût mal interprété ses différens voyages , & qu'elle ne le fît arrêter. Plus le Moine avoit affecté de mêler de mysteres & d'embarras dans ses entretiens , plus M. de Saffy croyoit comprendre que la Cour y étoit mêlée , & que ce Moine craignoit de se commettre. Ce fut ce qui obligea M. de Saffy à feindre son voyage de Bruxelles , à le rompre à Senlis , à congédier le Grec comme un homme à l'avenir inutile à toute autre chose qu'à le faire connoître , & ce fut ce qui l'engagea à prendre une route de traverse pour aller en Normandie..

Cette agitation le ramena se cacher

10 *Femme accusée du meurtre de son mari*, encore à Paris quelques jours, persuadé que par ses marches & contre-marches, il seroit plus aisé de faire perdre sa piste à ceux qui pouvoient le chercher. Ce trouble lui continua à Paris; rien n'y fut capable de le rassurer. Sa justification ne devoit pas l'embarasser; jamais son zèle pour le Roi ne s'étoit démenti un moment. Depuis qu'il avoit vendu son Régiment après la Paix de Riswich, & avant la déclaration de la dernière Guerre, il n'avoit rien oublié pour entrer dans le service; d'abord par la voie d'Espagne, ensuite par le Gouvernement d'Aire qu'il avoit voulu acheter; & de tous les voyages qu'il avoit fait, il n'y en avoit aucun qui ne fût chez des Nations amies de cette Couronne: mais tous ces témoignages de son innocence ne dissipoiént point dans son imagination les horreurs de la prison dont il se croyoit menacé: il la craignoit plus que la mort, il sentoît, & il se disoit bien que cette crainte étoit injuste; mais toute injuste qu'elle étoit, elle triomphoit de sa raison, & ne le laissoit pas maître de lui. Ce n'est point ici un discours supposé. Ce fait est prouvé par une Lettre que le Marquis de Saffy a écrite du 13. Janvier

et d'une supposition de part. 11

1704. Pour moi je regarde cette crainte imaginaire du Marquis de Saffy , comme une petiteffe de son esprit , & de la disposition à la démence où il tomba dans la fuite.

Il continua sa route du côté de Vire en Normandie. Il écrivit dans son voyage au sieur de la Croix , & dans l'enveloppe il renferma une Lettre à sa femme ; on lui manda de Vire qu'il y avoit passé.

Pendant que la Marquise de Saffy est en peine de sçavoir le lieu où étoit son mari , & qu'elle tâchoit de s'en informer , le Carme communiqua à M. de Villiers ce qu'on lui avoit dit. On donna des Mémoires à la Cour , on y mêla les intérêts du Roi & de l'Etat.

L'importance de la matiere parut exiger des ordres prompts & séveres ; il en fut expédié un pour arrêter Madame de Saffy , & l'enfermer à la Bastille. Elle y fut conduite le 19. May 1704. & en même-tems le scellé fut apposé sur ses papiers & sur ses effets , & tous ses domestiques enlevés deux jours après.

Un coup si imprévû étonna la Dame de Saffy , mais il ne l'accabla point ; elle se reposa sur la justice du Roi. Le Comte de Ransjac son beau-frere se

12 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
rendit en poste à Paris ; il avoit été
Exempt des Gardes-du-Corps , & sur
sa requête il obtint que ceux qui avoient
donné des Mémoires contre le Mar-
quis, se déclarassent ses Parties.

M. de Villiers rendit alors une Plainte
dans les formes devant le Commissaire
Renard. Il exposa « que Messire Nico-
» las Vauquelin , Chevalier Seigneur de
» Saffy son beau-frere , avoit disparu en-
» viron les Fêtes des Rois 1704. Qu'il
» étoit parti sur un petit cheval accom-
» pagné d'un particulier Grec de Na-
» tion son Valet de chambre , sans que
» depuis ce tems on eût eu aucunes nou-
» velles de lui ; que cependant le che-
» val sur lequel il étoit monté avoit été
» vû en cette ville de Paris ; que l'on
» y avoit rapporté des chemises sales du
» sieur de Saffy , & les rasoirs avec les-
» quels il se faisoit lui-même la barbe ;
» que ses habits avoient été exposés en
» vente à des Frippiers ; que le Grec
» étoit revenu en cette ville de Paris ,
» sans qu'il rapportât aucunes nouvelles
» de son Maître , ni qu'il dît dans quel
» endroit il l'avoit quitté ; que depuis
» quelque tems il s'étoit répandu un
» bruit dans le Public qu'il y avoit eu un
» complot de faire périr le sieur de Saf-

Et d'une supposition de part. 13

fy ; & que pour cela on avoit pratiqué « des moyens très-suspects accompagnés « des circonstances d'une conspiration « contre la personne du sieur de Sassy. « Le Plaignant avoit appris même par « le bruit commun ; qu'il y avoit dans « la maison du sieur de Sassy un petit « garçon âgé d'environ quatre ou cinq « ans , que l'on suppose être fils du sieur « de Sassy , quoiqu'il n'ait pas eu d'en- « fans ; en cet état le Plaignant ne peut « se dispenser de rendre la présente « Plainte dont il requiert Acte , & qu'il « soit informé des faits qui y sont con- « tenus , circonstances & dépendances , « pour avoir l'éclaircissement nécessaire « touchant le départ du sieur de Sassy ; « les voies dont l'on s'est servi pour l'o- « bliger de sortir de Paris ; les moyens « que les coupables ont pris pour faire « réussir cette conspiration , & sçavoir « ceux qui en sont les auteurs , requé- « rant la jonction du Procureur du « Roi. »

M. de Villiers qui cachoit sa marche ,
attaqua ensuite directement la Marqui-
se de Sassy. Sur l'information qui fut
faite, elle & la Demoiselle de Chambo-
neau furent décrétées de prise de corps.
L'Abbé de Ponsenac & l'Abbé Vigi-

14 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
naire furent décrétés d'ajournement
personnel, gens liés avec la Marquise de
Sassy; elle fut transférée de la Bastille
au Châtelet, & d'abord enfermée dans
un cachot; elle subit un long Interro-
gatoire devant le Lieutenant Criminel;
elle a prétendu qu'elle fut si troublée,
qu'elle a cru être en droit de désavouer
plusieurs faits qu'elle avoit avoués dans
ses réponses. En effet il auroit fallu
qu'elle eût eu la tête bien ferme si elle se
fût possédée dans une si triste conjonc-
ture; dans ces instans fatals nos idées se
présentent à nous enveloppées de nua-
ges, & dans une si grande confusion,
que nous ne pouvons rien démêler. Une
ame du premier ordre est supérieure à
elle-même, & a seule alors le privilège
de faire un usage libre de ses fonctions.
Le scellé apposé par ordre du Roi
ayant été levé, fut réapposé sur les pa-
piers & cassetes de la Marquise de Sassy
à la requête de M. de Villiers; inven-
taire fut fait de ses papiers & de sa vais-
selle d'argent.

L'Abbé de Ponsenac & l'Abbé de
Viginaire qui avoient été revendiqués
par M. l'Official, après que le Pro-
cès eut été par lui instruit dans toutes
les formes conjointement avec le Lieu-

& d'une supposition de part. 15

tenant Criminel, furent absous par Jugement rendu en l'Officialité le 13. Janvier 1705. A l'égard de la Demoiselle Chamboneau, elle s'est représentée, & après avoir subi Interrogatoire, on rendit une Sentence qui la mit hors de prison sous caution, sans que M. de Villiers s'y opposât : enfin l'instruction fut pleinement achevée avec toutes les Parties qui pouvoient être intéressées dans ce Procès, même avec le Mercier, qui est le pere de l'enfant que l'on prétendoit supposé par la Dame de Sassy, & l'enfant lui fut représenté & confronté.

Me. Doucet Avocat de M. de Villiers, mit tout en usage pour prouver les deux crimes capitaux dont la Dame de Sassy étoit accusée ; le complot fait pour le perdre, ou pour se débarrasser de lui : & la supposition d'enfant.

Moyens de M. de Villiers accusateur.

Je remarque d'abord que l'accusation du premier crime n'est pas bien nette. M. de Villiers a-t-il voulu dire que c'étoit un complot fait pour attenter à la vie du Marquis de Sassy, ou pour se débarrasser de sa présence, comme d'un surveillant incommode, d'un espion fâcheux, en l'éloignant, & l'engageant à voyager il y a une grande distance entre ces

16 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
deux desseins ; le premier est un crime
atroce ; le second ne mérite tout au plus
que le nom de crime ; voilà d'abord
une distinction importante qu'on auroit
dû faire. Mais on voit que M. de Vil-
liers voulut en premiere Instance faire
une confusion à dessein , pour faire en-
trevoir que ce projet pour se défaire du
Marquis de Sassy avoit pour objet de le
faire assassiner ; il tâcha même de prou-
ver que le Grec devoit être le ministre
de cet attentat. Dans la suite comme
on apprit que le Marquis de Sassy étoit
plein de vie , M. de Villiers a dit clai-
rement qu'il n'avoit voulu accuser la
Marquise de Sassy , que du dessein de se
débarrasser de son mari. Il a prétendu
que l'exécution de ce dessein avoit beau-
coup de noirceur , parce que le Marquis
pouvoit périr dans ses voyages ; dans
cette seconde idée le Grec n'y entroit
pour rien.

Dans son premier Mémoire au Châ-
telet , M^e. Doucet son Avocat s'efforça
de prouver que la Marquise de Sassy
avoit fait un complot pour perdre son
mari ; il la peignit avec les couleurs les
plus noires , afin qu'on la crût capable
d'un si grand crime , & qu'après la pein-
ture qu'il en faisoit , on conclût que ce

complot étoit dans son caractère : mais dans le Mémoire étendu qu'il donna , comme toute sa preuve ne roule que sur la déposition de la Gasteau , Femme de chambre de la Dame de Sassy, & sur trois témoins qui ont ouï dire à la Gasteau cette déposition , il est important de la rapporter. Elle dit donc « qu'une quin- « zaine de jours avant les Fêtes de Noël , « la Dame de Sassy gardant la Chambre « pour une indisposition , la Demoiselle « Chamboneau vint l'après-dîné ; que « comme la déposante bassinoit le lit de « la Dame de Sassy qui vouloit se cou- « cher , elle entendit qu'elle s'entretenoit « de M. de Sassy avec la Demoiselle « Chamboneau ; mais que comme elles « ne parloient pas toujours d'un ton égal , « & que tantôt elles baïssoient , tantôt « elles haussoient leurs voix , elle ne put « parfaitement entendre ce qu'elles se « disoient ; que cependant la Dame de « Sassy ne se souvenant pas que cette fil- « le étoit là qui bassinoit son lit , elle « dit à la Demoiselle Chamboneau : Il « ne veut plus faire de voyage. A quoi « cette Demoiselle repartit : Est-ce que « vous ne pouvez le faire partir par le « moyen du Grec ? Que la Dame de « Sassy répondit : Je n'ose lui dire cela. «

18 *Femme accusée du meurtre de son mari ,*

» La Demoiselle Chamboneau repliqua
» Que lui donneriez-vous bien ? Je lui
» donnerois bien deux cens loüis , &
» qu'il ne revint jamais , dit la Dame de
» Sassy. La Demoiselle Chamboneau
» répondit : Hé bien , j'en fais mon af-
» faire. *Elle ajouta* que la Dame de Sas-
» sy ne parut point s'être apperçue qu'el-
» le eût été entenduë , & qu'elle se cou-
» cha sans inquiétude. Enfin elle dit
» que cette conversation lui paroissant
» un complot pour se défaire du sieur
» de Sassy , lui fit tout craindre pour sa
» personne ; ce qui l'obligea d'en faire
» confidence à la Gouvernante de l'en-
» fant que l'on élève dans la maison ;
» qu'ensuite toutes deux le dirent à Pail-
» let , mari de la Gasteau , que celui-ci
» se chargea d'en avertir quelque Reli-
» gieux Carme qui connoissoit le sieur
» de Sassy. Le reste de la déposition est
» l'histoire de tout ce qui s'est passé de-
» puis cette importante conférence en-
» tre la Gasteau , son mari , & la Gou-
» vernante de l'enfant.

La Gasteau au récolement & à la con-
frontation , a dit qu'elle ne sçait point
si la Dame de Sassy a voulu se défaire de
son mari en prenant des mesures pour
attenter à sa vie , ou si c'est pour l'éloi-

gner d'elle , en l'engageant à voyager ; de sorte que dans ce dernier point de vûë l'entreprise de la Marquise de Sassy ne paroissant point extrêmement noire , n'est constatée que par une déposition unique ; *testis unus , testis nullus*. Cette déposition pour avoir passé dans trois oreilles , & s'être ainsi multipliée est toujours unique ; elle ne change point de nature. On a rassemblé plusieurs autres conjonctures qui se sont toutes évanouies par le retour du Marquis de Sassy ; ainsi comme je ne me propose que d'instruire mes lecteurs , & d'éviter de les ennuyer , je ne ferai point ici un amas de toutes ces conjonctures qui ont grossi l'ouvrage de M^r. Doucet , & qu'il a dû mettre en œuvre pour soutenir la Cause qu'il avoit entreprise. Ce qui n'étoit pas ennuyeux alors , le seroit à présent extrêmement , & ne tourneroit point à l'instruction de mon lecteur ; ainsi je passe à l'accusation de supposition de l'enfant. Voici comme on a raconté l'histoire de ce crime.

La Dame de Sassy ayant engagé depuis plusieurs années le sieur de Sassy dans un commerce qui n'étoit pas innocent , lui avoit fait promettre qu'il l'épouserait en cas qu'elle eût de lui un

20 *Femme accusée du meurtre de son mari*
enfant , parce qu'il avoit une forte passion d'avoir des enfans.

Comme l'âge de la Dame de Sassy ne lui permettoit gueres d'en espérer par les voyes naturelles , elle résolut d'en avoir par un autre moyen. Pendant l'absence du sieur de Sassy , elle prit un enfant nouveau né d'un Païsan du village de S. Irmond en Bourbonnois , & lorsque le sieur de Sassy fut revenu , elle le lui présenta comme étant accouchée , & elle le lui nomma Emmanuel.

Le sieur de Sassy n'ayant aucun doute là-dessus , reçut & traita cet enfant comme s'en croyant le pere ; il l'a fait nourrir & élever dans sa maison comme son fils , & n'a jamais douté qu'il ne le fût.

L'Interrogatoire de la Dame de Sassy fournit des preuves très-claires.

La Dame de Sassy y reconnoît expressément qu'au retour d'un voyage que le sieur de Sassy avoit fait , elle lui avoit présenté l'enfant dont il s'agit comme en étant accouchée pendant son absence ; & elle déclare que ce qui l'avoit porté à faire cette supposition , c'est que le sieur de Sassy lui avoit promis de l'épouser en cas qu'il pût avoir d'elle un enfant mâle.

Et d'une supposition de part. 21

Enquise quel est l'enfant qu'elle avoit chez elle, lorsqu'elle a été arrêtée. A dit que c'est un enfant qu'elle a prit par charité : qu'à la verité elle fit entendre quelque tems après qu'elle l'eût pris, au sieur de Sassy qui venoit la voir à Moulins, & qui alloit à Lyon faire juger le Procès dont elle a parlé, qu'elle étoit accouchée de cet enfant.

Dit de soi que toutes les fois que le sieur de Sassy la voyoit auparavant le mariage, il lui disoit que si elle pouvoit avoir un enfant, & principalement un garçon, il l'épouserait.

Et dans un autre Article. Ayant fait réflexion à ce que lui avoit dit le sieur de Sassy, si elle avoit un garçon, elle lui fit entendre qu'il étoit de lui.

On voit encore par le même Interrogatoire que, le sieur de Sassy s'est cru de bonne foi le pere de l'enfant, qu'il n'a jamais été détrompé là-dessus, & qu'il étoit toujours dans la même erreur lorsqu'il a disparu.

Il ne faut pour en être persuadé, que rapporter les réponses de la Dame de Sassy sans autre raisonnement.

Enquise pourquoi elle n'a jamais dit au sieur de Sassy que l'enfant ne fût pas de leurs œuvres.

A dit que si elle avoit fait un pareil aveu

22 Femme accusée du meurtre de son mari , au sieur de Sassy , il l'auroit quittée un quart d'heure après , & que la passion qu'il paroïssoit avoir pour en avoir , étoit extrême.

Dit de soi que si l'on veut lui permettre d'aller trouver le sieur de Sassy son époux , & qu'on lui garde le secret au sujet de l'enfant en question , elle est certaine qu'elle le ramenera.

Et sur un autre Article. Enquise quel sujet de crainte elle avoit de la visite des Peres Carmes.

A dit qu'elle appréhendoit deux choses , les croiant de la famille de M. de Villiers. La premiere , qu'ils ne vinssent de la part de M. de Villiers faire des plaintes contre elle au sujet d'un Procès : Et la seconde , qu'on ne se servît du ministère de ces Religieux pour découvrir au sieur de Sassy l'hyroire de Mignon.

Par le même Interrogatoire elle parle d'un testament du sieur de Sassy , dans lequel l'enfant dont il s'agit est traité comme son fils ; Car le sieur de Sassy prévoyant que l'on pouvoit contester l'état de l'enfant , parce qu'il étoit né avant le mariage , & qu'il n'avoit pas été mis sous le poêle ; il marquoit que sa volonté étoit que soit qu'il fût reconnu légitime ou non , on lui donnât

& d'une supposition de part. 23

une certaine somme. Voilà donc encore un titre préparé pour favoriser la supposition.

En conservant à cet Interrogatoire toute la force qu'il doit avoir , on voit comment une femme habile sçait profiter de ce penchant naturel que les hommes ont d'avoir des enfans ; penchant qui est l'ouvrage du désir qu'ils ont de se perpétuer ; penchant que la vanité fortifie extrêmement dans le cœur de Gens de condition qui portent un nom distingué.

On rapporte encore plusieurs Lettres que la Dame de Sassy écrivoit à son mari, où l'on voit que cet enfant son idole est l'objet de son affection & celui de son époux ; elle appelle Marquis Mignon , elle lui trouve un petit air mutin qui retrace son origine , & enseigne d'abord le pere à qui il appartient , qui n'est autre que le Marquis de Sassy.

M. de Sacy Avocat au Conseil , défendit Madame de Sassy ; il n'en étoit point parent , comme on le jugera par les différentes lettres de leur nom. Ainsi le même son des deux noms ne conclut rien. Il mit en œuvre cette éloquence qui lui avoit donné l'entrée dans l'Aca-

24 *Femme accusée du meurtre de son mari*
demie François. Voici quel fut son
exorde.

Défenses Tout est extraordinaire dans ce Pro-
de Madame cès ; les crimes , les Parties , la Pro-
de Sally ac- cédure qui a été tenue pour préparer &
cusée. pour instruire l'accusation. On pour-
suit la vengeance de deux crimes. L'un
c'est l'assassinat d'un homme que per-
sonne n'a vû mort , ni même entendu
dire qu'il le fût ; d'un homme qui a été
vû plein de vie , & qui a écrit de divers
endroits différentes Lettres depuis qu'on
le suppose tué. Au défaut d'assassinat on
substitué un dessein ; on soutient que
du moins il y a eu un complot , & on
propose ce complot sans qu'il y ait ni
vestige de convention faite avec celui
qui le devoit exécuter , ni le plus léger
indice de prix ou a lui promis , ou par
lui reçu pour son forfait. L'autre cri-
me , c'est la supposition d'un enfant ,
dont le véritable état est pleinement
assuré par les Registres publics , qui prou-
vent qu'il est fils d'un Païsan & de sa
femme , & que cette même personne
que l'on accuse de l'avoir supposé pour
le sien , l'a retiré des mains du pere &
de la mere pour l'élever par charité ;
d'un enfant dont l'état loin d'avoir été
interverti ou falsifié par des Actes frau-
duleux

Et d'une supposition de part. 25

doux & simulés faits par celle qu'on charge de la supposition , a été au contraire solennellement confirmé par elle-même lorsqu'elle s'est mariée. Il y avoit alors plus de huit mois qu'il étoit né , & qu'il étoit publiquement dans sa maison , sans avoir fait ni dans son contrat ni dans l'acte de célébration de son mariage , ni dans aucun autre acte postérieur nulle mention de cet enfant.

L'accusateur est le beau-frere ; l'accusée est la femme de celui que l'on suppose assassiné , ou du moins sur la vie de qui on prétend qu'il y a eu attentat , & à qui on soutient qu'il a été supposé un fils. L'accusateur veut venger un homme vivant qui ne se plaint pas , dont la sœur que cet accusateur a épousée a toujours été la persécutrice , dont ils sont l'une & l'autre ennemis déclarés ; avec qui ils n'entretenoient ni liaisons ni commerce que par des Sergens & par des Procès qu'ils ont actuellement ensemble aux Requêtes du Palais. L'accusée est une femme qui avant & depuis son mariage , a toujours été l'objet de toute la tendresse de son mari , & en même-tems de toute la fureur implacable de l'unique sœur qu'il avoit ; une femme qui n'a jamais eu de dis-

26 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
pute avec lui , que pour l'obliger d'a-
voier qu'elle l'aimoit encore plus qu'el-
le n'en étoit aimée ; au bonheur de la-
quelle son mari rapportoit sans cesse tou-
tes ses vûes , & qui se faisoit elle-même
tout son bonheur de lui plaire. L'ac-
cusateur ne peut que gagner à la mort
de celui qu'il dit avoir été assassiné. L'ac-
cusée dans tous les sens ne sçauroit qu'y
perdre.

La Procédure tenuë pour préparer &
pour instruire cette accusation , est en-
core plus surprenante que tout le reste.
Le projet en est conçu dans un Cloître.
Dans ce lieu où la Religion ouvre un
azile aux pécheurs & aux coupables , on
trace le plan de la perte d'une femme
innocente. Un garçon Tailleur perdu
de débauches , donne le premier craion
de ce dessein. Un Moine malin le rec-
tifie , & un jeune Magistrat y met la
derniere main : Aveuglé par son inté-
rêt , trop prévenu de son crédit , trop
peu de l'équité qui regne aujourd'hui
en France , moins attentif à ce que de-
viendroit cette affaire , qu'à ce qui lui
en reviendroit , il exécute avec har-
dieffe un projet conçu avec maligni-
té ; il abuse de ce qu'il y a de plus sa-
cré ; il ose associer à sa querelle la

Majesté Royale par des Mémoires secrets ; il dénonce comme criminelle d'Etat une femme dont les peres , le mari & le fils ont perdu la vie en combattant pour le Roi , & qui seroit prête encore de sacrifier la sienne pour son service. Elle est conduite à la Bastille , ses papiers , ses effets , ses domestiques enlevés. Sa Majesté éclaircie sur ses intérêts , l'accusateur est obligé de s'expliquer en Justice sur les siens. Il rend une Plainte : il fait entendre le Moine , le garçon Tailleur , instigateurs de cette accusation ; la nommée Gasteau qui est Femme de chambre de Madame de Sassy , & qui a épousé cet Ouvrier ; & un Laquais est le quatrième témoin. Sur les dépositions , il obtient décret de prise de corps ; il fortifie sa première information d'une seconde composée de cinq malheureux domestiques , que l'on tenoit enfermés dans des chambres particulieres , sans leur avoir permis de voir le jour , jusqu'au moment où ils furent confrontés à leur Maîtresse , contre laquelle par menaces & par promesses , on les avoit forcés de déposer. Enfin sous prétexte de chercher des Pieces servant à conviction , l'accusateur fait apposer un scellé sur

28 *Femme accusée du meurtre de son mari.*
tous les papiers, effets, bijoux & vaisselle d'argent d'une malheureuse prisonnière, le fait lever, y cherche tout ce qui peut convenir à ses intérêts, & nourrir son avidité; & tout cela avec si peu de précaution, qu'il ne veut pas que le Procureur de l'accusée y soit présent, quoiqu'elle eût été interrogée, récolée, & confrontée, & qu'il fût lui-même assisté du sien.

Voilà ce qui réduit cette affaire dans un cas dont il n'y a jamais eu d'exemple, par rapport au genre de crimes, à la qualité des Parties, à l'espece de la Procédure. On conçoit dès-là quelle attention elle mérite, & quel intérêt le Public y doit prendre.

Voilà l'exorde de M. de Sacy dans toute son étendue. Je n'ai pas cru que j'en dussé rien retrancher, parce que cet Avocat y rappelle avec beaucoup d'art tout ce qui est favorable à sa Cause, sans y rien oublier, de sorte que tout son Plaidoyer y est renfermé. En cela consiste le talent de l'Orateur de présenter son affaire sous une face si avantageuse, qu'on est d'abord persuadé en sa faveur. Quand on lit ensuite ses moyens avec de pareilles dispositions, ils font dans l'ame une impression si

profonde, que rien ne peut les effacer. M. de Villiers s'étant proposé pour but de persuader que la Dame de Sassy avoit attenté à la vie de son mari,

M^e. de Sacy établit cinq propositions.

La première, c'est que certainement M. de Sassy n'a point été tué.

La deuxième, que supposé qu'il vive, comme on ne peut en douter, M. de Villiers son beau-frère ne peut jamais être écouté dans l'accusation qu'il forme contre Madame de Sassy, d'avoir comploté pour faire assassiner son mari.

La troisième, qu'une Partie qui seroit recevable à l'accuser d'un tel complot, s'y trouveroit certainement très-mal fondée, puisque loin qu'il y en ait aucune preuve, il ne s'y en trouve pas seulement le plus léger vestige.

La quatrième, que M. de Sassy vivant, il ne peut jamais être permis à M. de Villiers d'accuser Madame de Sassy d'avoir supposé à son mari un enfant.

La cinquième & dernière, que dans les circonstances de cette affaire, une Partie légitime ne pourroit éviter la condamnation des accusateurs qui succombent.

Premierement , entre les neuf témoins qui ont été entendus , il n'y en a aucun qui dise , qu'il sçait que M. de Saffy a été tué ; il n'y en a pas même un seul qui dépose qu'il l'ait entendu dire.

Cependant quand les témoins auroient dit que M. de Saffy a été tué , ou qu'ils l'ont entendu dire , s'il n'étoit évident qu'il y a eu un homme assassiné , les allégations des témoins , bien moins leurs oui-dire ne pourroient faire aucune impression , parce qu'avant que de les croire sur ce qu'ils disent , qu'un tel a été tué , il faut qu'il soit constant qu'il y ait eu un homme assassiné dans le lieu qu'ils désignent : c'est ce que les Jurisconsultes appellent *le Corps du délit*. C'est ce qu'ils veulent faire entendre , lorsqu'ils disent que le fondement indispensable de toute accusation légitime , c'est que le corps du délit soit constant. Ainsi dans la poursuite d'une affaire criminelle , deux choses sont nécessaires à examiner. L'une , s'il y a eu un crime commis ; l'autre , si ceux qui en sont accusés s'en trouvent véritablement les auteurs. De-là il s'ensuit que dans un assassinat , il faut prouver deux choses : l'une , qu'il y a eu un homme tué ; l'autre , que cet homme

et d'une supposition de part. 31

est un tel , & que ce sont les accusés qui l'ont assassiné.

Ici les témoins ne disent point qu'ils aient vû un homme tué; ils disent encore moins que cet homme tué soit M. de Sassy : ils ne disent pas même avoir entendu dire qu'il fût mort. il est donc vrai qu'il n'y a pas la plus légère impression qui puisse déterminer les Juges à douter que M. de Sassy soit tué. Car s'il est permis quelquefois sur beaucoup de circonstances rassemblées , de présumer que tels ou tels sont les auteurs d'un crime , il n'a jamais été permis de présumer qu'il y ait eu un crime commis , & de faire de ce crime simplement présumé , & dont l'existence n'est nullement certaine , la matiere d'une accusation capitale. En un mot , pour faire le Procès à quelqu'un , sous prétexte qu'il est un incendiaire , il faut qu'il y ait un incendie publiquement connu. Pour faire le Procès à quelqu'un comme meurtrier , il faut qu'il y ait un meurtre ; il faut que le meurtre soit existant & avéré , & qu'il ne s'agisse plus que de déterminer quel est le meurtrier.

La Dame de Sassy prouve ensuite que son mari est vivant. Cette preuve

32 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
est d'autant plus solide, qu'après avoir
rapporté des Lettres de plusieurs par-
ticuliers qui l'ont vû durant son voya-
ge, elle produit une Lettre que le sieur
de Saffy lui écrit de l'Isle de *Gerfay* du
30. Mars 1705. où sa fraïeur d'être ar-
rêté par des ordres de la Cour, l'a-
voit enfin fait retirer, croyant que
l'Isle de *Gerfay* étoit un lieu neutre.

Deuxièmement, on démontre qu'il
est généralement reconnu de tous ceux
qui ont la plus légère teinture de la Ju-
risprudence François, qu'en France
les actions criminelles ne sont point
comme dans le Droit Romain populai-
res & publiques; c'est-à-dire, qu'elles
n'appartiennent point au premier d'en-
tre les citoyens qui veut s'en saisir,
& les poursuivre. Les actions crimi-
nelles, non plus que les civiles, ne peu-
vent, selon nos mœurs, s'exercer que
par ceux que les crimes intéressent:
Ainsi de même que pour intenter une
action civile, il faut être maître de
l'intérêt qui se trouve l'objet de cette
action; de même pour intenter une
action criminelle, il faut être celui qui
souffre du dommage du crime dont
on se plaint. Toute la différence qui
se trouve entre ces deux sortes d'ac-

tions , c'est que l'action civile s'exerce dans toute son étendue par la personne qui est faisie du droit : mais au contraire , l'action criminelle ne peut s'intenter par celui qui a reçu l'injure ou le préjudice , que jusqu'à concurrence du dommage qu'il a souffert ou pû souffrir ; mais la Partie de l'action criminelle qui regarde le crime , ne peut être exercée par cette même personne. Nos Loix en faisoient le Magistrat public , à qui seul elles donnent le pouvoir de poursuivre la vengeance du crime , & de demander que la peine qui y est attachée , soit imposée au criminel. C'est pour cela que l'on appelle dans les matieres criminelles Partie civile celui qui se plaint ; parce qu'en concluant sur sa Plainte , il ne peut jamais demander qu'une réparation civile ; c'est-à-dire , pécuniaire , qui se règle sur l'estimation de l'injure & du dommage qu'on lui a fait souffrir. C'est encore par cette raison que celui qui se plaint ne concluant qu'à ses dommages & intérêts civils , qui est tout ce qui peut le regarder dans le crime , ne manque jamais de demander la jonction de M. le Procureur du Roi , afin que par cette jonction ,

34 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
la Partie civile & la Partie publique se
trouvant réunies, les Juges soient en
même-tems en état de prononcer sur
la réparation & sur la punition du cri-
me.

Il n'y aura personne qui ne tire de
lui-même la conséquence naturelle qui
résulte de ce principe. Si M. de Saffy
est vivant, certainement l'action en
réparation & en dommages & intérêts,
pour les crimes qui peuvent avoir été
commis contre sa personne, ne peut
être intentée que par lui; comme lui
seul en matiere civile pourroit exercer
les actions naissantes des contrats pas-
sés à son profit. M. de Villiers son
beau-frere n'est donc pas plus receva-
ble à poursuivre l'action criminelle qui
résulte du chimérique complot, qu'il
prétend avoir été formé contre la vie
de M. de Saffy, qu'il le feroit à dé-
mander en son nom, qu'un débiteur
de M. de Saffy fût condamné à lui payer
le contenu en une Promesse passée en
faveur de M. de Saffy.

De-là il s'ensuit clairement que M.
de Villiers ne pouvant être regardé
comme l'héritier de M. de Saffy vivant,
& n'ayant aucun acte qui lui ait trans-
mis ses droits, il ne peut jamais être

écouté , quand il intente une action criminelle qui ne peut appartenir qu'à M. de Sassy seulement

On ne peut pas opposer à Madame de Sassy , que selon les maximes & les Ordonnances , il est libre à chacun de se rendre dénonciateur d'un crime , & d'exciter par cette dénonciation le ministère public , à qui la vengeance des crimes a été confiée. Car quelle application pourroit-on faire de cette regle à la Cause ? Si la dénonciation est autorisée parmi nous , ce n'est que dans les crimes qui intéressent le Public , & dont la poursuite est négligée par ceux qui en sont chargés. Pourroit-on soutenir sérieusement , que ce complot imaginaire que l'on prétend avoir été formé par une femme contre la vie de son mari , soit de ce nombre ? Quoi ! lorsqu'il plaira à quelqu'un de choisir le tems de l'absence d'un mari pour accuser sa femme d'avoir conspiré contre lui , faudra-t-il aussi-tôt sur cette dénonciation faite souvent par l'ennemi secret de tous les deux , armer le ministère public contre le repos de leur mariage , & sous prétexte de venger le mari qui ne se croit point offensé , l'exposer à perdre honteusement tout

36 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
ce qui fait le bonheur de sa vie ? Si ce-
la est souffert , que deviendra la pré-
voyance des Loix , toujours si attenti-
ves à imposer silence à tous ceux qui
voudroient troubler la concorde d'un
mariage heureux ; si l'on écoute tous
ceux qui l'entreprennent , lorsque pour
y réussir , ils n'ont d'autre prétexte ,
qu'une injure faite par la femme au mari
qui ne se plaint pas ?

Envain M. de Villiers prétendra que
Madame de Saffy elle-même ne peut
plus être écoutée dans ses fins de non-
recevoir , parce qu'elle a procédé sur la
poursuite par lui faite , sans les avoir
opposées ; d'où il conclura qu'après
l'avoir une fois reconnu pour Partie
légitime , elle ne peut plus cesser de le
reconnoître.

Il doit paroître nouveau qu'un ac-
cusateur prétende par des fins de non-
recevoir , ravir à un accusé ses dé-
fenses. Madame de Saffy est persuadée
que lorsque les accusés sont enfermés ,
que lorsqu'on leur refuse la liberté de
prendre conseil , & du moins dans cer-
tains crimes , & jusqu'à un certain tems ,
la Justice n'a pour objet que d'assurer
la vérité , & non pas d'opprimer plus
sûrement l'innocence. C'est pourtant

Et d'une supposition de part. 37-

ce qui arriveroit manifestement , si on ôtoit à un accusé une juste défense , que les Loix lui administrent , & cela pour n'avoir pas allegué cette défense dans un tems où il l'ignoroit , & où la captivité dans laquelle on le détenoit , ne lui permettoit pas de consulter ceux qui pouvoient l'en instruire. Ce seroit rendre la Justice barbare , & lui faire punir au lieu du crime & de la négligence , une ignorance involontaire & forcée.

Troisièmement , il n'y a pas le plus léger vestige du complot dont on accuse la Dame de Sassy.

Un seul témoin qui est la Gasteau , dépose qu'elle a tenu un discours ; cela prouveroit qu'elle a eu une pensée , une intention de se défaire du Marquis de Sassy.

Dans le Droit , c'est un premier principe incontestable , que les pensées , les projets , les intentions mêmes , si quelque acte ou quelque exécution ne les suit , ne sont point du ressort de la Justice humaine. Comme les pensées & les volontés sans suite n'intéressent point la société , la société ne les punit point. Contente qu'aucune action ne trouble son repos , elle ne fouille

38 *Femme accusée du meurtre de son mari*
point dans les cœurs , & les laisse juger
à Dieu qui en est le scrutateur.

Un second principe , c'est que si selon
nos Loix on punit le simple marché fait
pour tuer ou battre quelqu'un , c'est
qu'une telle convention est une véritable
action , & de la nature de celles , qui
indépendamment de leur consommation
, troublent le repos de la société.
Le pacte que les Jurisconsultes ont ap-
pellé *pacte de tuer* , (a) est un acte com-
plet , dès que l'un a stipulé que l'on tue-
roit moyennant une somme , & que
l'autre a promis de le faire. Les Légis-
lateurs ont cru sagement qu'on ne pou-
voit trop détourner les hommes d'en-
trer dans de si cruelles conventions ;
& prévoyant combien il seroit dange-
reux pour la sûreté publique d'atten-
dre à les punir , quand elles seroient
exécutées , ils ont voulu qu'elles fus-
sent punissables aussi-tôt qu'elles étoient
faites. C'est la disposition de l'Ordon-
nance faite aux Etats de Blois : Elle pu-
nit de mort *ceux qui se louent pour tuer ,*
outrager , & excéder quelqu'un ; ensemble
ceux qui les auront loués ou induits. Art.
195.

Ainsi la valeur de l'information se
(a) *Pactum de occidendo.*

réduit à la déposition unique d'un témoin, qui dépose que Madame de Saffy a eu la pensée de se défaire de son mari; encore a-t-il expliqué qu'il ne fait pas si par cette expression de se défaire qu'il a entendu, elle a voulu qu'on attentât à sa vie, ou qu'on l'éloignât par un voyage. Une preuve si frivole mériterait-elle que M. de Villiers intentât une semblable accusation, & qu'on chargeât la Dame de Saffy d'un complot aussi noir: voilà un nouveau genre de crime encore plus inouï, si on le peut dire, que celui dont parloit l'Orateur Romain, & pour lequel les Loix ne se sont point avisées d'établir de peines (a).

Mais cette déposition, si sur le fait de cet imaginaire complot elle étoit plus grave, ne pourroit être d'aucun poids, parce qu'elle est unique. Aucun autre que la Gasteau n'a entendu les discours dont elle parle; & c'est la première de toutes les règles, qu'un témoin unique, de quelque caractère qu'il soit, ne prouve rien (b).

(a) *Novum crimen, & inauditum Cesar, Quintus Ligarius fuit in Africâ. Pro Ligario.*

(b) *Et nunc omnino sancimus, ut unus omnino testis responsio non audiatur, etiam si præcla-*

40 *Femme accusée du meurtre de son mari.*

Quatrièmement, l'accusation de la supposition, de part est encore moins soutenable; elle ne peut être écoutée dans la bouche de M. de Villiers.

La preuve de cette proposition se tire d'un principe dicté par l'équité naturelle & par l'intérêt public autorisé par les Loix, & confirmé par la Jurisprudence des Arrêts. Ce principe, c'est qu'il ne doit être permis à personne d'accuser une femme de supposer un enfant à son mari, tant que son mari vivant ne se plaint point.

L'équité naturelle nous apprend que personne ne doit porter sa curiosité sur les affaires, & étendre ses droits jusques dans la maison d'autrui. Chacun doit être content de régler, & de conserver ses propres intérêts, sans se mêler de défendre & de maintenir les intérêts d'un autre qui ne l'en prie pas. La supposition d'un enfant par une femme dont le mari est vivant, n'est l'affaire que de ce mari, qui par cette supposition, est chargé de l'éducation & de l'entretien de cet enfant. C'est lui seul que l'injure de cette supposition intéresse: C'est une affaire qui regarde

et Curia honore præfulgeat. L. 9. §. 1. Cod. de testibus.

l'état de sa famille , & l'intérieur de sa maison. Aucun particulier n'a droit de lui en demander compte quand il est content.

L'intérêt public ne veut pas qu'il soit permis à personne de troubler la paix des mariages tranquilles & unis. Par cette raison, quelque preuve qu'un particulier puisse avoir , qu'une femme n'est pas fidelle à son mari , si le mari ne se plaint pas , ce particulier ne peut ni la dénoncer , ni la poursuivre en Justice ; & le Ministre public est lui-même assujetti au silence.

Que s'il est vrai , comme on ne peut en disconvenir , que l'intérêt public ferme la bouche même au vengeur des Loix , qui n'a pas la liberté de poursuivre la punition d'un adultere , si le mari ne s'en plaint pas ; comment concevra-t-on que ce même intérêt public puisse souffrir qu'une femme soit accusée d'avoir supposé un enfant à son mari , lorsque lui-même il se tait ? Est-ce donc que l'adultere est une voie moins propre à donner au mari des enfans qui ne sont point à lui , que n'est la voie de lui supposer comme né de sa femme un enfant , qui véritablement n'est point né d'elle ? Mais les charmes

42 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
d'un funeste amour rendent tout aisé,
tout agréable pour une femme, qui par
un commerce illégitime, donne à son
mari des enfans qui ne sont pas de lui.
Au contraire tout est difficile, tout est
embarrassant, pour une femme qui lui
en suppose un seul qui n'est pas né
d'elle. Est-ce que les inconvéniens de
l'adultère sont moins à craindre que
ceux de la supposition d'un enfant?
Mais on sçait que les Législateurs se
sont crûs en droit de trouver dans l'a-
dultère d'une femme, une présomp-
tion naturelle de tous les autres cri-
mes. Il s'en faut bien qu'on ait jamais
pensé de même d'une femme, qui a
supposé un enfant comme né d'elle,
quoiqu'il dût la vie à une autre fem-
me. Que si l'intérêt public, de peur de
diviser deux époux qui vivent bien en-
semble, rejette l'accusation d'adultère,
quand elle est faite par tout autre
que par le mari, quoique ce soit la
voie de lui supposer des enfans la plus
aisée, la plus naturelle, la plus fré-
quente, & la plus dangereuse; ce mê-
me intérêt public souffrira-t-il qu'un
particulier jette la discorde dans un ma-
riage uni, en accusant la femme de
supposer un enfant à son mari qui gar-
de le silence?

Adultera,
ergo vene-
fica.

Comme les Loix ont été tracées sur l'équité naturelle & par rapport à l'intérêt public, on comprend bien qu'elles n'ont pas reçu à cette espece d'accusation, ceux à qui la droite raison & la sûreté commune ne permettent pas de l'intenter. Aussi voit-on que parmi les Romains, où ce crime étoit capital, & où les actions criminelles appartenoient au premier citoyen qui vouloit s'en saisir, & poursuivre le criminel, il y avoit une exception particulière pour ce crime. Les Loix par une disposition expresse ne permettoient qu'au pere, ou à la mere, s'ils vivoient; ou s'ils ne vivoient pas, à ceux qui étoient naturellement intéressés dans la supposition de l'enfant, d'en former l'accusation. La décision en est expresse dans le Digeste. (a) Voici les termes de la Loy. *Le pere ou la mere, peuvent seuls intenter l'accusation de supposition d'enfant, où les personnes qui se trouvent intéressées dans cette supposition; mais on ne peut comme dans toute autre accusation publique, y admettre quiconque*

(a) *De partu supposito soli accusant parentes aut hi ad quos ea res pertineat; non cuilibet ex populo ut publicam accusationem intendat. L. 30. ff. de Lege Cornelia de falsis.*

44 *Femme accusée du meurtre de son mari ,
voudra se rendre accusateur.*

Voyez la note qui est dans le I. Tome des Causes Célèbres, pag. 243.

D'ailleurs la Loy, quand elle parle de ceux qui ont intérêt, elle entend un intérêt ouvert acquis, actuel, incontestable.

M. de Villiers n'en a certainement aucun de cette espece. M. de Sassy vivant, sa succession ne peut être l'objet d'aucune juste précaution; & M. de Villiers d'ailleurs ne peut jamais y avoir aucun intérêt. Si M. de Sassy étoit mort, ou qu'il y eût une succession que l'on fit prétendre à cet enfant, ce seroit le cas où ceux qui se trouveroient héritiers légitimes seroient reçus à intenter l'accusation de supposition d'enfant, pour exclure de la succession celui par lequel on la leur feroit disputer. Ce cas n'est point. M. de Villiers est donc sans droit.

Cette regle que l'équité naturelle, l'intérêt public, & la Loy ont de concert établie, la Jurisprudence des Arrêts l'a expressément confirmée. Entre un grand nombre d'exemples qu'on pourroit citer, il suffira d'en rapporter deux qui sont précis pour cette Cause.

Le premier est intervenu sur l'Appel d'une Sentence du Sénéchal de Poi.

tiers. Gabriel Girard avoit vécu avec Jeanne Beguier sa femme pendant douze ans , sans avoir eu d'enfans. Au mois de Janvier 1638. on baptise publiquement sous leur nom une fille , dont ils prétendoient que Jeanne Beguier étoit accouchée. Peu de jours après Marie Beguier propre sœur de Jeanne Beguier en est avertie. Elle présente Requête au Lieutenant Criminel de Poitiers. Elle s'y plaint que cet accouchement est feint , & simulé , & accuse Jeanne Beguier sa sœur , d'avoir supposé l'enfant qu'elle a fait baptiser sous le nom de Gabriel Girard , & d'elle. On informe , & sur l'information intervient Sentence qui porte , que Jeanne Beguier se trouvant nouvellement accouchée , seroit vûë , & visitée par Médecins , & Matrones , pour reconnoître la vérité de cet accouchement. En exécution de cette Sentence , le Juge se transporta chez Girard. Celui-ci s'oppose , & interjette Appel. Marie Beguier demande que nonobstant cet Appel , il soit passé outre : mais Girard ayant déclaré que s'il étoit passé outre , il prendroit le Juge à partie , le Sénéchal de Poitiers renvoya les Parties à se pourvoir à la

46 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
Cour, Deux Avocats célèbres plaide-
rent la Cause; M^e. Pucelle pour Gi-
rard Appellant, M^e. Gaultier pour
Marie Beguier Intimée, & pour sa
mere qui adhéra à sa Plainte, & à sa
Procédure. La Cause fut de part &
d'autre traitée comme on le pouvoit
attendre de deux hommes de réputa-
tion. Et enfin après une ample discus-
sion, & que M. l'Avocat Général Ta-
lon, l'un des plus sçavans Magistrats
qu'il y ait eu depuis long-tems, eut
conclu à déclarer Marie Beguier, &
sa mere non-recevables en leur ac-
tion de supposition de part, la ques-
tion fut jugée par Arrêt du Parlement
le 18. Juin 1638. Par cet Arrêt, l'appel-
lation, & ce dont étoit Appel, furent
mis au néant, le principal fut évoqué;
& y faisant droit, le Parlement déclara
tant la mere Intervenant, que la fille
Intimée non-recevables en leur action
de supposition de part; les condamna
aux dommages, intérêts, & aux dépens.
Cet Arrêt précis qui est rapporté par M^e.
Pierre Bardet, prouve invinciblement
que la disposition de la Loy Romaine,
comme fondée sur l'équité naturelle, &
sur l'intérêt public, est reçue, & autorisée
en France. On voit même qu'il est clai-

& d'une supposition de part. 47

rement décidé par cet Arrêt que l'accusation d'avoir supposé un enfant , n'est pas écoutée , non pas seulement dans la bouche d'un simple allié ; non pas dans celle de la propre sœur , mais dans la bouche même de l'ayeule , lorsque le pere & la mere sont vivans , & quelques graves d'ailleurs que puissent être les circonstances.

M^c. de Sacy cite ensuite l'affaire de S. Geran , dans laquelle il prétend que Madame de Vantadour , & Madame du Lude parentes collaterales ne furent pas requës Parties intervenantes pendant la vie de M. de saint Geran dans l'accusation de supposition de part qu'on avoit intentée à M. & à Madame de saint Geran.

Voyez le
I. Tome
des Causes
Célèbres.

La Marquise de Sassy soutient ensuite qu'on ne peut point lui alléguer pour fin de non-recevoir qu'elle a souffert une partie de la premiere instruction.

Dans le droit , c'est un principe certain que (a) *l'ignorance de droit ne peut jamais nuire* , qu'à ceux qui sont à portée de prendre conseil , ou qui sont réputés eux-mêmes parfaitement instruits.

(a) *Sed juris ignorantiam non prodesse Labeo*

48 *Femme accusée du meurtre de son mari.*
Une femme certainement n'a point connoissance des Loix par elle-même ; elle n'est point en état de s'instruire , quand on la tient enfermée dans un cachot , & qu'on lui refuse conseil. On ne peut donc tirer contre elle aucune conséquence de l'ignorance où elle étoit du droit , ni l'exclure d'alléguer une défense , pour ne l'avoir pas proposée dans un tems où elle ne savoit pas qu'elle en avoit la faculté.

Si les Loix en dispoisoient autrement contre des malheureux accusés , on ose le dire , elles seroient inhumaines , & injustes. Quelle plus grande inhumanité , que de mettre une personne qui ne sçait point les Loix , hors d'état de les connoître , & lorsqu'en étant instruite , elle en veut réclamer le secours , lui imposer silence , sous prétexte qu'elle devoit les implorer dans le tems qu'on la réduisoit à l'impossibilité de sçavoir qu'elle en eût le droit ! N'est-il pas évident , qu'en ce cas la précaution prise par la Justice devien-

ita accipiendum existimat , si Jurisconsulti copiam habuerit , vel suâ prudentiâ instructus sit. Ut cui facile sit scire ei detrimento sit juris ignorantia. L. 9. §. 3. ff. de juris , & facti ignorantia.

droit

droit une affreuse violence ? Car elle feroit souffrir un accusé précisément de ce qu'il auroit sçû trop tard , ce qu'elle l'auroit empêché de sçavoir plutôt. Ainsi la prison qui n'est faite que pour assurer la justice à la personne d'un accusé , serviroit à le dépouiller des défenses que les Loix elles-mêmes ont établies en sa faveur. Si ces Loix sont justes , pourquoi lui en refuser le secours ? & si on ne veut pas qu'il puisse les sçavoir dès qu'il est arrêté , pourquoi lui en imputer l'ignorance ? Quelqu'un se trouveroit-il assez féroce , pour avancer cette Jurisprudence barbare , qu'il ne faut écouter les Loix , que lorsqu'elles précipitent la condamnation d'un accusé ; mais qu'on ne peut trop les faire taire , ou trop les éluder , lorsqu'elles favorisent son absolution ? Quelle injustice d'ailleurs , si dans les Tribunaux où l'équilibre parfait doit être gardé entre les deux Parties , on permettoit d'un côté à l'accusateur , de puiser dans toutes sortes de conseils les moyens les plus sûrs pour ôter un citoyen à la République , à laquelle il est toujours précieux jusqu'à ce qu'il soit condamné , pendant que de l'autre pour perdre plus sûrement.

50 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
ce citoyen , on lui retrancheroit jus-
qu'aux moyens de réclamer les Loix fai-
tes en sa faveur !

Cinquièmement , la Marquise de Sas-
sy indépendamment de la fin de non-
recevoir justifiera son innocence accu-
sée d'une supposition de part.

S'il est nécessaire de définir ce cri-
me , la supposition d'enfant ne peut l'être
autrement , qu'une action par laquelle
une personne ôte à un enfant sa vérita-
ble naissance , pour lui en donner une
fausse ; ou si l'on veut , par laquelle on
enleve un enfant à celui dont il est
né , pour l'attribuer à celui qui n'en est
pas le pere. Ce qui fait croire que cet-
te définition est juste , c'est qu'il n'est
pas possible d'imaginer un cas , où il y
ait supposition d'enfant , & auquel en
même-tems cette définition ne con-
vienne.

Selon cette idée , il faut avoüer qu'en
France , où l'état des personnes s'éta-
blit par des registres publics , dans les-
quels on inscrit les mariages , & les
baptêmes , & encore par des Contrats
dont les minutes demeurent chez les
Notaires qui les ont reçûs ; lorsqu'on
accuse quelqu'un de supposition d'en-
fant , on l'accuse nécessairement d'a-

& d'une supposition de part. 51

voir altéré les Actes qui établissent la vraie naissance de cet enfant , ou d'en avoir fabriqué qui lui en donnent une fausse : car si l'état des personnes ne peut plus s'établir que par des Actes , particulièrement depuis l'Ordonnance de 1667. qui le décide très-expressément , il faudra nécessairement demeurer d'accord , que celui qui n'a point changé les actes véritables de l'état d'un enfant , ou qui n'en a point fabriqué pour lui en donner un faux , ne peut être coupable d'avoir supposé cet enfant pour un autre. Il ne s'agit pas d'avoir un enfant chez soi , de l'élever avec soin & avec tendresse , de laisser croire à ceux qui le voyent , qu'on en est la mere , si les actes du véritable état de cet enfant sont entiers ; si l'on n'en a point fabriqué de contraires , pour en combattre la verité , on ne tombe point dans le crime de supposition de *part* ou d'enfant. Comme le plaisir que l'on prend à nourrir un enfant chez soi , le soin avec lequel on l'éleve , les caresses qu'on lui fait , les noms tendres qu'on lui donne , ne peuvent suffire pour rendre cet enfant fils de la personne qui le traite de la sorte , tant que cette filiation ne sera soutenue l'au-

Titre des
faits qui
gissent en
preuve.

52 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
cun Acte public ; & qu'au contraire
les Actes publics qui prouvent qu'il est
fils d'un autre , subsisteront : aussi ces
soins & cette tendresse ne peuvent être
imputés a crime de supposition d'en-
fant , à la personne à qui on les repro-
che.

*Ementita
professione.*

C'est par cette raison , que l'espece
des Loix faites à ce sujet , ainsi que les
Arrêts intervenus en conséquence ,
est dans le cas d'une femme , qui à la
suite d'un accouchement feint , se dé-
clare dans les Actes publics la mere
d'un enfant né certainement d'un au-
tre. C'est le cas qu'on imputoit à Jean-
ne Beguier , qui sans être véritable-
ment accouchée , ainsi qu'on le pré-
tendoit , avoit fait baptiser sous le nom
de Gabriel Girard son mari , & d'elle
l'enfant qu'elle avoit emprunté d'une
autre femme. Enfin c'est parce qu'on ne
pouvoit pas commettre cette sorte de
crime , sans altérer les Actes publics ,
ou les charger d'une fausseté , que l'on
a rangé cette accusation sous le Titre
de la *Loy Cornelia de falsis*.

Si ces principes sont vrais , comme
on ne peut en douter , peut-on être
animé d'une trop vive indignation
contre la calomnie dont la Dame de

Saffy est chargée ; puisqu'elle n'a rien fait qui puisse y servir , non pas de fondement , mais même de prétexte le plus léger ?

L'enfant que l'on prétend avoir été par elle supposé , étoit chez elle plus de huit mois avant qu'elle épousât M. de Saffy. C'est un fait qui n'est point contesté , & qui résulte même de la déposition de plusieurs témoins. M. de Saffy avant de se marier , a vû cet enfant en Bourbonnois ; il l'a vû depuis chez Madame de Saffy , où elle l'avoit amené. Il est donc certain qu'elle ne peut ni être accusée , ni soupçonnée de lui avoir fait croire que cet enfant étoit né d'eux pendant leur mariage.

De-là se tire cette première conséquence invincible , que jamais cet enfant n'a pû être l'occasion légitime d'une accusation *en supposition de part*. L'objet des Loix , quand elles se sont élevées contre ce genre de crime , a été d'empêcher qu'on ne fît préjudice *aux ordres de l'Etat , & aux familles , (a)*

(a) *Publicè enim interest partus non subjici , ut ordinum dignitas familiarumque salva sit* Leg. 9. 1. §. ff. de inspiciendo ventre , custodiendoque partu.

54 *Femme accusée du meurtre de son mari*, en introduisant des personnes qui n'en sont point , & qui n'ont aucun droit d'y entrer. Or un enfant qu'une femme auroit supposé né d'elle avant son mariage , ne peut s'attribuer les droits d'aucun ordre , ni entrer dans une famille. Un tel enfant , quand même il seroit supposé , ne pourroit donc avoir part à la prévoiance des Loix , ni par conséquent armer leur vengeance.

Il est vrai que lorsqu'un enfant né , eu supposé né avant le mariage , baptisé sous le nom de deux personnes qui se marient , est par eux avoué & reconnu en se mariant , il devient aussi légitime que ceux qui naissent dans la suite. Mais pour faire cette sorte de légitimation , que l'on appelle par mariage subséquent , il faut que cet enfant , soit qu'il leur doive véritablement sa naissance , soit qu'ils le supposent , se trouve inscrit sur les Registres baptistaires sous leur nom , & que l'un & l'autre dans les Actes publics l'avoient , & le reconnoissent pour leur fils. Sans cela les Loix ne se donnent pas le soin de percer les ténèbres où il est né ; ils l'abandonnent à sa honte , & à sa misère , & n'écoutent plus ni sa voix , ni celle de son pere & de sa me-

re qui lui ont refusé leur suffrage , dans un tems où l'on auroit été disposé à les croire. Elles ne font plus d'attention à lui , que pour le faire nourrir. Ainsi pour soutenir avec quelque apparence , que la Dame de Sassy a voulu donner à l'enfant dont il s'agit , l'état d'un enfant né de M. de Sassy , & d'elle avant leur mariage ; il faut nécessairement prouver trois choses contre elle.

L'une qu'avant son mariage , elle a simulé une grossesse , & un accouchement.

L'autre , qu'elle a fait baptiser sous son nom , & sous celui de M. de Sassy un enfant qu'elle a supposé né d'eux.

La troisième , qu'en épousant M. de Sassy , elle lui a fait reconnoître cet enfant comme né d'eux avant leur mariage. Sans cela il est évident qu'on ne peut la charger d'aucune supposition d'enfant : puisque quelque autre chose qu'elle ait pû faire en faveur de celui-ci , ou qu'elle ait pû dire au sieur de Sassy , il n'y a aucun enfant qui puisse se prétendre son fils légitime.

M. de Sacy prouve ensuite qu'aucun de ces faits n'est établi dans les Informations.

§ 6 *Femme accusée du meurtre de son mari*

Madame de Saffy n'a feint , ni d'être grosse ni d'être accouchée avant son mariage ; non-seulement elle n'a fait baptiser avant ce tems aucun enfant sous son nom , & sous celui de M. de Saffy ; mais elle n'a même en se mariant ni depuis fait aucune déclaration , d'où l'on puisse inférer qu'elle a reconnu , & qu'elle a fait reconnoître cet enfant à M. de Saffy pour être né d'eux. L'Acte de célébration de son mariage , le Contrat qui en a été passé entre elle & M. de Saffy sont au Procès. C'étoit-là le siege principal nécessaire , l'unique même où il falloit placer cette supposition , sur-tout pour une personne qui avoit manqué à prendre les autres précautions qui la devoient préparer. On ne trouve cependant ni dans l'un , ni dans l'autre de ces Actes , ni dans nul autre fait depuis , rien d'où l'on puisse induire que la Dame de Saffy ait seulement songé à faire reconnoître cet enfant pour être à elle , & à M. de Saffy.

Elle ne s'en tient pas là , puisqu'on prouve des faits contraires à ceux qu'on a allégués. La véritable naissance de l'enfant dont il s'agit a été publiquement connue , & n'a point été altérée

par Madame de Sassy. Cet enfant a été baptisé dans la Paroisse de S. Irmont, où il est né, & sous le nom d'Antoine Mercier son pere. Le Registre des Baptêmes de cette Paroisse est en bon état, & le baptistaire de cet enfant s'y trouve compris en la forme ordinaire. Lorsque la Dame de Sassy a retiré cet enfant des mains du pere & de la mere, elle ne s'est point cachée. Deux faits principaux établissent cette vérité : le Curé de la Paroisse de S. Irmont par l'entremise de qui Madame de Sassy prit, & reçut cet enfant publiquement, a mis à côté de l'article où le baptême de cet enfant est enregistré, que *Madame de Sassy alors Madame de Rys, avoit par charité retiré cet enfant pour l'élever chez elle.*

Le second fait, c'est que Mercier pere de l'enfant, l'a reconnu pour son fils, & est demeuré d'accord dans ses interrogatoires, de toutes les circonstances de l'histoire de cet enfant, à peu près de la même maniere que la Dame de Sassy les raconte. Ainsi telle est la bizarrerie de ce Procès, que dans les autres de la même espece, l'embarras n'est que de démêler le véritable état d'un enfant, à travers les obscurités,

58 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
& les faussetés dont l'on s'est efforcé de
l'environner ; pendant que dans le Pro-
cès dont il s'agit , l'embarras est de
trouver sur quoi peut tomber la suppo-
sition d'un enfant , dont le véritable état
n'a jamais été incertain , altéré , ni
contesté.

De toutes les preuves de supposi-
tion , les seules qui restent à M. de
Villiers , se tirent de ce que cet en-
fant étoit élevé dans la maison avec
des soins très-tendres , qu'il étoit com-
blé de caresses ; qu'enfin on lui prodi-
guoit les noms les plus doux , & les
plus flâteurs. Mais si tout cela pouvoit
être de quelque poids , par rapport à
un enfant qui auroit paru dans la mai-
son , à la suite d'une grossesse feinte ,
& d'un accouchement simulé de la Da-
me de Saffy ; à la suite d'un baptistai-
re qu'elle auroit fait faire de cet en-
fant sous le nom de M. de Saffy , &
d'elle , ou d'une reconnoissance qu'ils
en auroient faite en se mariant ; il ne
se trouve plus de nulle considération ,
quand il n'est lié à rien qui ait précédé ;
quand au contraire tout ce qui
s'est passé auparavant dément la fausse
interprétation que l'on veut donner à
ces caresses. Ainsi tous ces soins n'ont

d'autre principe que des mouvemens de charité, de générosité, & si l'on veut, d'une affection naturelle qui ne manque guere de s'y joindre, sur-tout quand l'enfant est heureusement né, & que ceux qui le font élever n'en ont point. Faire donc le Procès à quelqu'un pour avoir suivi l'attrait de pareils sentimens, c'est faire le Procès à la charité, à la compassion, à la générosité, à l'amitié, à l'humanité même; en un mot à toutes les vertus chrétiennes, & morales ensemble.

Il n'y a que trop de dureté parmi les humains: la plupart méprisent les malheureux; quelques-uns croient faire beaucoup s'ils les plaignent; peu s'empressent à les soulager. Que sera-ce, si on fait un crime de les aimer? Si on est l'objet de la rigueur des Loix, pour avoir retiré dans sa propre maison le fils du pauvre; si s'être fait de son éducation, non pas un simple devoir de religion, mais un plaisir; si l'avoir aimé avec autant de tendresse que son propre fils; si s'être permis de le lui témoigner, & de le combler de caresses, devient criminel dans une femme qui n'a point d'enfans; quelle sera la consolation de ceux qui ont per-

60 *Femme accusée du meurtre de son mari.*
du les leurs ? Que deviendra le précepte de l'Evangile ? Que deviendront les Loix de l'humanité ? A quels nouveaux malheurs les hommes vont-ils être exposés, s'ils n'osent aimer quelqu'un, ou lui faire du bien, sans l'aveu d'un collatéral qui dévore déjà en espérance leur succession ; s'ils ne peuvent inquiéter son avidité, sans être coupables, & s'ils doivent lui rendre compte, non-seulement de l'usage de leurs biens, mais même des sentimens de leur cœur.

Un Interrogatoire prêté par Madame de Sassy fera sans doute la dernière ressource de M. de Villiers ; il prétendra qu'en différens endroits de cet Interrogatoire, elle reconnoît qu'elle avoit fait entendre à M. de Sassy quelque-tems après qu'elle eût pris cet enfant, & lorsqu'il vint la voir en Bourbonnois, faisant route à Lyon, pour y poursuivre le Jugement du Procès de mariage, qu'elle étoit accouchée de cet enfant ; que M. de Sassy a crû que cet enfant étoit de lui, & que si elle ne l'a jamais éclairci, c'est qu'il l'auroit quittée un quart d'heure après, tant la passion qu'il avoit pour avoir des enfans étoit violente.

Il y a trois réflexions à faire sur cet-

Interrogatoire , & qui détruisent parfaitement tout ce qu'on pourroit en conclure.

L'une , c'est qu'elle n'a parlé de la sorte , que dans son premier Interrogatoire. Elle a déjà remarqué au commencement , que la première fois qu'elle fut interrogée , ce fut dans des circonstances , où la personne la plus ferme , & la plus courageuse n'auroit pas conservé la liberté de son esprit , & de sa raison. Elle avoit été transférée le jour précédent à onze heures du soir de la Bastille aux cachots du Châtelet ; elle en avoit été tirée dès les sept heures du matin ; elle avoit appris dans l'entre-tems qu'elle étoit accusée de deux crimes capitaux , & qu'à la nouvelle de sa disgrâce , Madame la Comtesse de Ransijac sa sœur unique , & à qui elle étoit liée par tous les sentimens de la plus vive tendresse , étoit morte de douleur. Ceux qui sont sensibles à l'infamie , & à la perte des personnes qu'ils aiment tendrentent , peuvent seuls concevoir quelle raison on peut attendre d'une femme que l'on prend dans ces premiers momens , & à qui pour lui remettre l'esprit , on fait subir un Interrogatoire qui dure sans in-

62 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
terruption depuis sept heures du ma-
tin , jusqu'à deux heures après minuit.

Aussi dans les Interrogatoires sui-
vans , Madame de Sassy qui avoit eu
le tems de revenir à soi , & de repren-
dre ses esprits égarés , désavoüa for-
mellement ces sortes de discours , qui
ne venoient que du trouble d'une ima-
gination , dont les idées n'étoient pas
assez nettes pour être vraies.

L'autre réflexion , c'est que si ces dé-
clarations de Madame de Sassy n'a-
voient pas été retractées , & se trou-
voient dans des circonstances , où elles
pussent avoir plus de poids , il n'en
résulteroit encore rien de concluant
pour la supposition d'enfant dont elle
est accusée. C'est un premier principe
en matiere criminelle , & qui est con-
nu de tout le monde , que l'aveu d'un
accusé ne peut jamais suffire contre lui ,
bien moins encore prouver qu'il est cou-
pable d'un crime dont l'existence n'est
point établie. Ainsi , par exemple , un
accusé reconnoîtroit inutilement , qu'un
certain jour il a tué un homme dans
un tel lieu , ou qu'il a brûlé une telle
grange dans un tel Village ; s'il n'y a
rien d'ailleurs dans tout le Procès qui
prouve que l'incendie ait été fait , ou

le meurtre commis , la reconnoissance ne le convaincra point d'être l'auteur d'un crime , dont l'existence n'est point d'ailleurs constante.

C'est le cas où se trouve Madame de Saffy. La supposition d'enfant dont elle est accusée , est un crime dont l'existence n'est établie sur aucune sorte de preuve , non pas même sur la plus légère présomption : au contraire tout ce qui est au Procès prouve , à n'en pouvoir douter , que l'état de l'enfant qui fait le sujet de la supposition , n'a jamais été ni incertain ni altéré. Il faut donc convenir que le corps du délit dont elle est accusée n'existe point , puisque l'accusation est d'avoir altéré , & changé le véritable état d'un enfant , dont le véritable état ne se trouve avoir été ni altéré ni changé. Il est donc vrai que quelque reconnoissance que Madame de Saffy eût pû faire par son Interrogatoire , elle ne pourroit se faire déclarer coupable d'un crime , que l'on prouve clairement n'avoir point été commis.

La dernière réflexion , & sur laquelle on ne peut trop s'arrêter , c'est que le crime de supposition d'enfant est rangé dans la classe des crimes de fausse-

64 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
té publique. Il faut donc pour en pou-
voir être justement accusé , avoir dans
les Actes publics faits pour établir l'état
des enfans , commis quelque fausseté ,
dont l'effet soit d'ôter à un enfant l'état
qu'il a ; pour lui en donner un qu'il n'a
pas. C'est ce qui a déjà été plus d'une
fois expliqué.

Cela supposé , quand on pourroit
pour quelque moment , & contre tou-
tes les règles de la justice , donner aux
réponses de Madame de Sassy dans son
premier Interrogatoire , tout le poids
qu'elles ne doivent point avoir ; il fau-
droit encore convenir qu'il ne pourroit
en résulter rien , qui ressemblât à cette
sorte de fausseté publique , que la Loy
traite de crime , & de crime capital.
Personne ne s'est encore avisé de pen-
ser que des crimes capitaux pussent être
commis par des entretiens secrets , où
un mari trompé par la passion qu'il a
d'avoir des enfans , laisseroit voir à sa
femme qu'il soupçonne qu'un enfant
qu'elle a retiré publiquement dans sa
maison , & comme l'enfant d'un pau-
vre pour l'élever par charité , peut bien
être un enfant qu'elle ait eu de lui avant
que de l'épouser ; & où une femme qui
ne voit rien à gagner pour la paix do-

& d'une supposition de part. 65

mestique à détromper son mari , contente de n'avoir rien fait pour falsifier l'état de cet enfant , ne veut rien dire pour le désabuser. Les personnes délicates pourront penser qu'une telle conduite n'est pas assez sincère , & que ce n'est pas assez de ne point induire quelqu'un en erreur ; qu'il faut encore ne l'y pas laisser , quand il y tombe de lui-même ; les personnes indulgentes traiteront ce qui s'est passé à ce sujet de réticence officieuse , où c'est servir quelqu'un que de ne le pas guérir d'une illusion agréable qu'il s'est forgée lui-même , & qui fait son bonheur ; mais les plus scrupuleux ne se résoudront jamais à mettre une telle réticence au nombre des crimes , & des crimes capitaux.

Madame de Sassy se répand ensuite en plaintes contre son accusateur , qu'elle dépeint plus intéressé qu'animé du zèle de venger la mort de son beau-frère : Elle lui reproche de s'être donné la liberté de lire non-seulement les Lettres que M. & Madame de Sassy s'étoient écrites avant leur mariage , quoique son accusation ne tombe que sur des tems postérieurs ; mais encore des Lettres étrangères écrites à M. de Sassy , & qui n'ont nul rapport à Ma-

66 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
dame sa femme. Comme si ce n'étoit
pas violer les droits de la Société, que
de révéler au Public les confidences,
les plaisanteries que l'on y fait, les ba-
gatelles que l'on y dit (a); comme si en
user de la sorte, ce n'étoit pas ravir
aux hommes le doux plaisir de la vie;
c'est-à-dire, celui d'entretenir un ami
absent, de verser dans son sein ses plus
secretes pensées, qui bien qu'elles ne
soient pas criminelles, ne doivent point
être publiques.

Mais comme Madame de Sassy ne
cherche point à toucher le cœur de ses
Juges par des plaintes, mais à convain-
cre leur esprit par de solides raisons,
elle croit se pouvoir reposer sur leur
pénétration de toutes ces réflexions,
& de plusieurs autres semblables qui
se tirent naturellement du Procès. Elle
se contente d'avoir montré, comme elle
ose s'en flâter, qu'il n'y a nulle preu-
ve, non pas qu'elle ait commis un as-
sassinat, ou qu'elle ait formé un com-
plot d'assassiner M. de Sassy, & qu'elle

(a) *Quid est aliud quàm tollere è vitâ vitâ
societatem, tollere amicorum coll quia; quàm
multa joca solent esse in epistolis, quæ prolata si sint,
inepta esse videantur; quàm multa seria neque
tamen nullo modo divulgando. Cic. Philip. 2.*

lui ait supposé un enfant ; mais encore qu'il n'y a pas la plus légère preuve qu'il ait été assassiné , que l'on ait formé un complot d'assassinat contre sa personne , ou qu'il lui ait été supposé un fils : en sorte que le corps du délit , premier fondement nécessaire de toute accusation légitime , manque. Elle se contente d'avoir démontré que si l'existence de ces deux derniers crimes étoit prouvée , M. de Villiers ne seroit point recevable à intenter l'accusation de complot , ou de supposition d'enfant contre Madame de Saffy , & que s'il y étoit recevable , il y seroit mal fondé.

Après cela , que reste-il à Madame de Saffy , qu'à espérer que la Justice appesantira sur le calomniateur , le bras qu'il avoit armé contre l'innocence ; que la lumière & la sagesse des Juges leur feront comprendre combien il importe qu'ils rassurent le Public allarmé & étonné par une telle Procédure , & qui croit voir en péril le repos de toutes les familles , si une vexation si odieuse n'est sévèrement punie ; enfin qu'après avoir été si long-tems le malheureux jouet de la malice & de la calomnie , & le triste objet de la com-

68 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
passion des gens de bien, elle sera en-
core un exemple fameux dans la posté-
rité, capable de faire trembler à l'a-
venir ceux qui pourroient concevoir
d'aussi lâches desseins, & faire com-
prendre combien dans un siècle aussi
juste, on en a eu d'horreur.

Réponse
de M. de
Villiers. M^e. Doucet, Défenseur de M. de
Villiers, répondit au Mémoire de M^e.
de Sacy. Il dit que cet Avocat avoit
fait un beau Roman; mais s'il a, pour-
suivit-il, l'agrément de ses fictions;
il en a aussi le défaut, qui est que la
vérité y est partout dissimulée. On n'a
rapporté de l'histoire que ce qui pou-
voit servir à l'éloge de celle qui en est
l'héroïne; comme on l'a composée pour
le Public qui ne cherche que ce qui
plaît, on s'est peu mis en peine de ce
qu'en penseroient les Juges qui ne cher-
chent qu'à s'instruire.

Mais n'a-t-on point un peu péché
contre les regles de ces sortes d'ouvra-
ges, en prenant un sujet trop récent &
trop connu? Le Public veut bien être
trompé dans les choses qui ne lui sont
pas présentes; mais il se révolte lors-
qu'on lui en impose sur des faits dont il
a la mémoire & les yeux encore frap-
pés.

& d'une supposition de part. 69

Tel est le portrait que l'on fait de la Dame de Saffy , comme d'une femme toute appliquée à ses devoirs , occupée uniquement des soins de plaire à son mari , pleine de religion & de charité. Le Public croira-t-il que c'est d'elle dont on a voulu parler ?

A l'égard de la première proposition où l'on prétend prouver que M. de Saffy n'a pas été tué , on répond que cette proposition est vaine & inutile , parce que la Plainte n'est point d'un assassinat commis en la personne du sieur de Saffy , mais d'un complot pour le faire périr. En prouvant le complot , le fait de la Plainte est prouvé : & cela suffit , quelque preuve qu'il puisse y avoir d'ailleurs de la vie du sieur de Saffy , parce que le complot accompagné de mesures prises pour l'exécution , est un crime , quoiqu'il n'ait pas eu toutes les suites qu'il devoit avoir.

On répond à la seconde proposition , où l'on soutient que M. de Villiers n'est pas recevable à se plaindre du complot , parce que n'étant point héritier du sieur de Saffy que l'on dit être vivant , il n'a ni intérêt ni qualité dans la vengeance de ce crime.

On ajoute que ce crime n'est pas tel

70 *Femme accusée du meurtre de son mari*, qu'il intéresse le Public, en sorte que la Partie publique puisse en recevoir une dénonciation.

M. de Villiers soutient au contraire qu'étant du chef de Madame sa femme & des sieurs ses enfans, le plus proche parent & l'héritier présomptif du sieur de Saffy, il a eu qualité & intérêt pour se plaindre du complot fait contre sa personne, par deux raisons également décisives.

La première, que lorsqu'il a rendu sa Plainte, on ignoroit absolument le sort du sieur de Saffy; car les Lettres qu'on avoit reçues de lui peu de jours après son départ, ne faisoient pas voir ce qu'il étoit devenu : au contraire, à en juger par celles qu'avoit écrites le Pere Anaclet, Gardien des Capucins de Vire, les apparences étoient qu'il étoit péri.

Or, ose-t-on soutenir que quand il y a eu un complot fait contre quelqu'un, & que cet homme disparoît, de manière qu'on ignore ce qu'il est devenu; osera-t-on soutenir, dis-je, que ses proches ne sont pas recevables à s'en plaindre, sous prétexte que ne paroissant point de mort, il n'y a point de corps de délit qui soit certain? La

seule proposition révolte l'imagination , comme étant contraire aux Loix , au bon sens , & à l'intérêt public.

M. de Villiers ayant été une fois saisi du droit de se plaindre du complot fait contre la personne du sieur de Sassy , & son accusation se trouvant juste dans son principe , il est Partie capable , & même Partie nécessaire pour la soutenir , quand bien même le sieur de Sassy se représenteroit , parce qu'une accusation étant une fois portée en Justice , c'est une nécessité d'y prononcer avec celui qui l'a faite ; & comme on ne peut le déclarer calomniateur , si sa Plainte a été juste , on ne peut absoudre l'accusé s'il est coupable

La seconde raison est , que le sieur de Sassy ne paroît point , & qu'il n'est pas même en état de paroître. Or pendant qu'il ne peut se plaindre par lui-même , n'est-il pas juste que ceux qui ont le plus d'intérêt à sa personne , se puissent plaindre pour lui ?

Le cas auquel on n'est pas recevable à se plaindre pour un autre , est quand l'offensé est en état de le faire , parce qu'en ce cas , son silence fait présumer qu'il veut remettre l'offense qu'on lui a faite : mais cette présomption ces-

72 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
se, lorsqu'il est dans un état qui ne lui
permet pas d'agir. C'est le cas où les
crimes particuliers deviennent des
crimes publics, comme commis contre
des gens que la Loi prend plus particu-
lièrement sous sa protection.

A l'égard de la troisième propo-
sition, qui a pour objet la vérité du
complot, quelque effort que fasse le Dé-
fenseur de M. de Villiers, il ne sçau-
roit fortifier la preuve de ce complot,
qui se réduit, comme on a dit, à l'uni-
que déposition de la Gasteau, & qui
n'est pas multipliée, parce qu'elle a été
confiée à trois ou quatre témoins qui
ont grossi l'Information; en remon-
tant à l'origine, ce n'est toujours qu'u-
ne seule déposition, qui ayant même
été interprétée dans le récolement, se ré-
duit presque à rien: Ainsi il est superflu
de rapporter tout ce que dit là-dessus
M^e. Doucet.

Quant à la quatrième proposition, où
l'on veut établir que M. de Villiers n'est
pas recevable en l'accusation de sup-
position d'enfant, on se fonde sur l'é-
quité naturelle, qui ne veut pas que per-
sonne porte sa curiosité sur les affai-
res étrangères, & étende ses droits
dans la maison d'autrui; sur l'intérêt
public,

Et d'une supposition de part. 75

public, qui ne permet à qui que ce soit de troubler la paix des mariages tranquilles & unis ; ce qui interdit , dit-on , à tout autre qu'à un mari d'accuser une femme d'adultere : sur la disposition des Loix qui ne reçoivent que le pere ou la mere , ou ceux qui ont un intérêt présent pour accusateurs d'une supposition d'enfant : Et enfin , sur la Jurisprudence des Arrêts. L'on en cite deux ; l'un , du 18. Juin 1638. au profit de Gabriël Girard & sa femme , & l'autre , du 18. Août 1657. au profit des Sieur & Dame de S. Geran.

M. de Villiers soutient au contraire , que l'équité naturelle , l'intérêt public , la disposition de la Loi , & plus que tout cela encore , les circonstances du fait , soutiennent l'accusation qu'il a formée.

Qu'y a-t-il de plus conforme à l'équité , que de ne pas souffrir que l'on donne aux particuliers , & principalement à des personnes de condition , des étrangers , des enfans de la lie du peuple , pour parens proches , pour héritiers présomptifs ? Ce n'est point étendre ses droits dans la maison d'autrui , que de s'opposer à de pareilles entreprises ; c'est défendre le bien de sa pro-

74 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
pre maison , & en défendre l'honneur
encore plus précieux que le bien.

L'intérêt public ne s'oppose-t-il pas
encore à ce que l'ordre des familles
soit troublé , & la gloire des Maisons
illustres souillée. *Publicè interest partus
non subjici , ut ordinum dignitas familia-
rumque salva sit.* Cela ne va point à
troubler la paix des mariages unis &
tranquilles. Ces sortes d'accusations ne
tombent jamais sur des personnes d'u-
ne conduite réglée. Les autres ne mé-
ritent pas cette paix qu'ils troublent
eux-mêmes , par un crime qui jette tou-
jours le trouble & le désordre dans
les familles.

L'on a fait voir que la disposition de
la Loi admettoit expressément les pro-
ches à se plaindre dans ce cas , parce
que suivant les termes & l'esprit de la
Loi , ils jouissent du droit de ceux
qu'elle appelle *parentes* ; & qu'en tout
cas ils sont reçus comme y ayant inté-
rêt ; *aut hi ad quos res pertineat.*

Envain la Dame de Sassy répond
que la Loi demande que l'on ait un in-
térêt présent pour être en droit d'agir ,
& que tel est le sens que donne M^e.
Cujas à ces mots ; *aut hi ad quos res per-
tineat.*

1°. La Loi ne parle point d'intérêt présent ; elle demande seulement en général que l'on soit intéressé dans la supposition. M^e. Cujas ne parle point autrement , quoiqu'on ose supposer le contraire : *Competit tantum iis , quorum interest*. Tous les Docteurs s'expliquent de même. Et M. de Villiers ne croit pas qu'on puisse en citer un , qui parlant de ceux qui ne peuvent intenter l'accusation de supposition de part , ait dit qu'il n'y a que ceux qui ont un intérêt présent.

2°. Ne peut-on pas dire qu'un proche parent , tel qu'est un frere , une sœur , a un intérêt présent d'empêcher une supposition , non-seulement en ce qu'on le prive des espérances qui lui viennent de la Loi , mais en ce qu'on lui donne dès-à-présent un parent , un héritier présumptif.

Cet intérêt est tellement présent , & même tellement pressant , qu'en voulant remettre l'accusation jusqu'au tems qu'il se présentera quelque succession à partager , ce seroit rendre inutile cette accusation , soit parce que les preuves en périssent , soit parce qu'un enfant ayant une fois acquis la possession de son état , on ne seroit plus en droit de le lui contester.

M^e. Doucet prétend ensuite que les Arrêts qu'on a cités n'ont rien de commun avec l'espèce du Procès. Deux circonstances en établissent la différence.

La première, est que dans le tems que M. de Villiers a rendu sa Plainte, on ne sçavoit ce qu'étoit devenu le sieur de Sassy, & toutes les apparences étoient qu'il n'étoit plus. Il est certain que pendant ce tems, M. de Villiers comme plus proche parent, & comme héritier présomptif, a pû veiller à la conservation des droits du sieur de Sassy, & empêcher qu'un étranger ne s'établisse dans sa maison, & qu'il ne s'y acquît par la possession, la qualité de son fils. Sa Plainte ayant été juste, la Justice a été saisie de la connoissance du crime, & par conséquent elle ne le peut plus dissimuler, & elle doit nécessairement en prononcer la condamnation.

L'existence du sieur de Sassy, quelque certaine qu'elle puisse être, ne peut en dispenser; car outre qu'il ne paroît pas pour s'y opposer, c'est que sa présence même n'éteindroit pas le crime.

La deuxième circonstance est, qu'il ne s'agit pas ici de sçavoir si l'on sera admis à la preuve d'une supposition de

part. La supposition est certaine & avérée ; il ne s'agit que de sçavoir si elle sera condamnée ; cela peut-il faire quelque doute ?

Dans la cinquième proposition , l'on soutient qu'il n'y a point eu de supposition ; il n'y a de vrai dans les principes avancés par la Dame de Sassy , que la seule définition de la supposition de part ; de quelque maniere qu'on l'entreprene & qu'on l'exécute , le crime est consommé. Il n'est point nécessaire pour cela qu'il paroisse des Extraits-Baptistaires , ou d'autres Actes de cette nature ; car le crime ne consiste point , comme on l'imagine ridiculement , en ce qu'il y a des Actes publics altérés , sous prétexte que la Loi le met au rang des articles de faux. La supposition est une faulxeté par elle-même , quelque voye qu'on employe pour la faire réussir.

Ces principes étant incontestables , il ne s'agit que de sçavoir si la Dame de Sassy a effectivement changé l'état d'un enfant , si elle lui a ôté son pere véritable pour lui en donner un faux ; si en un mot elle l'a supposé au sieur de Sassy , comme l'ayant eu de lui.

Or il y a des preuves si claires & si

78 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
certaines de ce fait dans les Informations , dans l'Interrogatoire de la Dame de Saffy , & dans des Lettres écrites & reçues par elle , qu'il ne peut y avoir aucun doute.

Entre ces preuves se trouve même un Acte authentique , & qui seul dans la suite , auroit pû former un titre à l'enfant dont il s'agit. C'est le Testament du sieur de Saffy , où il le reconnoît pour son fils.

Il faut donc effacer toutes ces vaines idées de charité , de Religion , d'inclination naturelle qu'on attribué à la Dame de Saffy , comme les seuls motifs qui l'ont portée à prendre l'enfant dont il s'agit , & à le traiter comme elle a fait.

Vainement dir-on que la Dame de Saffy s'est troublée dans son interrogatoire qui renferme la preuve de son crime.

On convient que si ses réponses avoient été concertées avec son conseil , elles auroient pû être différentes de celles qu'elle a faites ; mais elles n'auroient pas été conformes à la vérité.

D'ailleurs les déclarations qu'elle a faites sur le fait de la supposition , ne

peuvent venir d'aucun trouble d'esprit ; la force de la vérité seule les lui a arrachées.

C'est un paradoxe que l'aveu d'un accusé ne puisse servir à sa conviction. Il est vrai qu'un homme qui s'accuseroit lui-même , ne seroit pas condamné sur sa seule déclaration ; mais lorsque sur une Plainte , des Informations , & un Décret il est interrogé , ses reconnoissances font preuve entiere contre lui.

L'apostille qui s'est trouvée à côté de l'Acte-Baptistaire de cet enfant , & que l'on allégué pour la justification de la Dame de Sassy , sert au contraire à sa conviction : cette apostille n'est ni datée ni signée de qui que ce soit. Preuve qu'elle a été insérée depuis l'accusation intentée , c'est qu'elle ne se trouve point sur le double du Registre qui est au Greffe des Insinuations Ecclésiastiques.

On avoue avec Madame de Sassy que la sûreté publique se trouve intéressée dans cette affaire ; mais c'est pour demander vengeance des crimes dont elle est accusée & convaincue. En effet , que devient le repos & l'état des familles , si l'on regarde comme un jeu ,

80. *Femme accusée du meurtre de son mari,*
le complot d'une femme pour se défai-
re de son mari , dont la présence la gê-
ne dans ses plaisirs , & une supposition
d'enfant aussi hardie que celle dont el-
le est convaincuë ?

L'existence de M. de Sassy étant cer-
taine par les Lettres qu'il écrivit de
l'Isle de Gerfay où il étoit retenu , par
la Procuration qu'il envoya au Procu-
reur de la Dame de Sassy , & par les
plaintes amères qu'il fit sur l'accusa-
tion de M. de Villiers ; l'affaire parut
sous une face si défavorable à l'accusa-
teur , que par Sentence intervenuë au
Châtelet , son accusation n'eut pas un
sort heureux. Voici le dispositif de ce
Jugement.

Sentence
du Châte-
let. *Nous disons par délibération de conseil ,
ôûi sur ce le Procureur du Roi , que la Da-
me Marguerite Gaudon , la Demoiselle de
Chamboneau , & Jean-Jacques Bayle de
Ponsenac , & Roch Viginairre sont déchar-
gés des Plaintes , demande & accusation
contre eux faites à la requête du sieur Poi-
tevin de Villiers , pour raison de l'accusa-
tion du complot pour se défaire du sieur de
Sassy , & le sieur Poitevin de Villiers con-
damné en leurs dommages & intérêts li-
quidés à deux mille livres envers la Da-
me de Sassy , en cinq cens livres envers la*

Et d'une supposition de part. 81
Chamboneau , en cinq cens livres envers
Bayle de Ponsenac , en cent livres envers
Roch Vignaire , Et aux dépens du Procès;
les écrous faits de la personne de la Da-
me de Sassy Et de la Chamboneau , sur
le Registre de la Geole des prisons du grand
Châtelet rayés Et biffés , Et adjugeant le
profit des défauts Et contumace bien Et va-
lablement obtenus contre le Grec , autre-
ment dit le Chevalier Rose ; Que sur les
Plaintes Et accusation faites contre lui à
la requête du sieur Poitevin , les Parties
sont mises hors de Cour, dépens à cet égard
compensés ; Et en tant que touche la Plain-
te Et accusation faite par le sieur Poitevin
contre la Dame de Sassy pour raison de la
supposition de l'enfant en question ; Lettres
à la Dame de Sassy de la déclaration par
elle faite lors de son Interrogatoire , que
l'enfant n'est point d'elle ni du sieur de Sas-
sy , Et qu'il appartient à Antoine Mer-
cier , Laboureur de la Paroisse de S. Ir-
mond , Et Georgette Veret ses pere Et me-
re ; Et Lettres pareillement à Antoine Mer-
cier , de la déclaration qu'il a faite lors de
son Interrogatoire , que cet enfant est issu de
son mariage avec Georgette Veret ; Et en
conséquence les Parties sont mises hors de
Cour ; Et néanmoins le sieur de Villiers
condamné aux dommages Et intérêts envers

82 *Femme accusée du meurtre de son mari; Mercier, liquidés à trois cens livres, & aux dépens envers Mercier & la Dame de Sassy. Jugé au Châtelet de Paris le Samedi 20. jour de Mars 1706.*

M. de Villiers qui se préparoit à se rendre Appellant de la Sentence, se flâta qu'il pourroit gagner M. de Sassy. Il envoya dans cette vûë le sieur de la Lande dans l'Isle de Gerfay. Voici ce que M. Colliers, Gouverneur de cette Isle manda à Madame de Sassy le 2. Février 1706.

Lettre du
Gouver-
neur de l'I-
le de Ger-
fay.

M. de la Lande est ici, & a cru y trouver le Valet de M. de Sassy, accusé d'avoir assassiné son Maître : mais trouvant que c'étoit M. de Sassy lui-même, ils s'embrassèrent d'abord, & furent pendant quelque tems fort bons amis ; mais à présent M. de Sassy ne veut avoir aucune société ni communication avec lui, ayant reconnu que le principal dessein du voyage du sieur de la Lande étoit de tâcher de le mettre mal avec vous.

Ils ont tous deux l'Isle pour prison, ayant donné caution de n'en sortir point que jusqu'à ce que Sa Majesté l'ordonne : Si bien que si vous avez envie que votre mari en sorte, il faut que vous fassiez solliciter cela à notre Cour, comme M. de la Lande fait lui-même actuellement.

& d'une supposition de part. 85

Dès que Madame de Sassy fut en liberté, elle donna ses premiers soins au retour de son mari ; il fallut pour le retirer de l'Isle de Gersay, obtenir des permissions & des passeports de la Cour, solliciter & fléchir celle d'Angleterre ; mais ce qui étoit le plus difficile, il fallut persuader le sieur de Sassy, qu'il pouvoit en sûreté repasser en France.

Quand elle vit que tout se disposoit heureusement pour le succès de ce dessein, elle donna ordre à la signification de son Appel dont elle se promettoit bien de solliciter le Jugement. accompagnée de son mari.

Le même jour M. de Villiers fit signifier qu'il étoit aussi Appellant.

La Dame de Sassy apprend enfin que le retour de son mari est résolu ; il revient, elle part pour lui aller au-devant ; mais en arrivant à S. Malo où il étoit débarqué, elle sçut que M. de Villiers y avoit envoyé un exprès, qui avoit requis qu'il subît un Interrogatoire ; le Lieutenant Général de saint Malo s'étoit présenté en épée pour l'interroger au moment qu'il débarqueroit. Les vaines frayeurs inspirées au sieur de Sassy d'un Procès criminel qu'il

84 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
pouvoit craindre du côté de la Cour ,
se réveillèrent à l'aspect du Lieutenant
Général de S. Malo , dans une tête déjà
ébranlée par une violente maladie dont
il sortoit à peine; son esprit en fut si trou-
blé, qu'il y parut dans son Interrogatoire.

Ce fut l'état où M. de Sassy étoit
quand Madame de Sassy arriva; sa pré-
sence , la joie qu'il en ressentit , les
consolations qu'il en reçut , parurent
un peu le calmer. Après avoir interjetté
Appel de cette Procédure faite comme-
par un Juge incompetent , elle amena
son mari à Paris avec elle , persuadée
qu'en peu de tems , le repos & le ré-
gime acheveroient de le remettre ; mais
la démence de M. de Sassy se fortifiant ,
M. de Villiers travailla à le faire inter-
dire. M. le Lieutenant Civil lui fit
subir un Interrogatoire pour s'éclair-
cir de son état , & en connoissance de
cause , il prononça son interdiction.
On lui nomma pour Curateur M. Couf-
finet M^e. des Comptes son parent , qui
l'enleva à Madame de Sassy , & le fit
remettre entre les mains des Freres de
l'Hôpital de Charenton. Le Curateur
fit saisir les biens de M. & de Madame ,
& demanda à Madame qu'elle rendît
compte; mais elle soutint que M^e. Couf-

Et d'une supposition de part. 85

finet ne pouvoit demander aucun compte en Justice, qu'il n'avoit point de qualité, & qu'en lui en supposant une, le principe qu'il avançoit, que tout mandataire étoit comptable, étoit trop vague. Voici comme il parla.

Un mineur, fils de famille, vivant sous puissance de son pere, reçoit en vertu de sa Procuration les revenus de son pere. Il mange & dissipe. C'est un mandataire; quel compte lui feroit-on rendre de son mandat? A-t-on vû au Palais des actions entre un mari & une femme, pour faire rendre compte en forme à la femme, sur la requête du mari qui s'est confié à elle, & qui lui a donné son pouvoir pendant son absence? L'effet des Procurations dans ces cas, est uniquement *d'habiliter* celui qu'on en charge pour administrer, mais non pas pour acquérir une action entre personnes, entre lesquelles le Droit n'en accorde point, quand tout roule sur la confiance; ces sortes de pouvoirs n'engagent pas ceux qui s'en servent à prendre les précautions ordinaires d'un Comptable, ou d'un Procureur étranger; ils ne les engagent point à des récépissés ni à des quittances de ce qu'ils envoient, ou de ce

Procuration qui n'engage point le Mandataire à rendre compte en Justice.

86 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
qu'ils payent , soit au mandant lui-même , soit à quelqu'autre par son ordre.

Le Procès fut porté aux Requêtes du Palais. Par Sentence contradictoire qui intervint , on fit main-levée à la Dame de Saffy de ses propres biens que l'on tenoit saisis ; on régla la Provision qui devoit lui être payée , si mieux n'aimoit M. de Villiers remettre la Dame de Saffy en possession de ses biens ; ce qu'il étoit tenu d'opter dans trois jours. Un Appel sous le nom du Curateur qu'il avoit fait nommer , lui parut plus convenable que cette option. Mais revenons à l'affaire capitale.

Moyens
d'appel de
M. de Villiers.

M. de Villiers reprit en Cause d'appel les deux accusations qu'il avoit formées contre la Dame de Saffy ; *il demanda acte de ce qu'il n'a point prétendu accuser la Dame de Saffy , d'avoir fait un complot contre la personne , & la vie du sieur de Saffy son mari , mais seulement d'en avoir fait un pour l'engager à voyager & à sortir de France.* Il fit un Factum d'une grande étendue , où il mit en œuvre de nouveau tout ce qu'il avoit dit , & que je ne répéterai point de peur d'user de rédites ; mais il prévint bien qu'on n'auroit point d'égard à ses

87
Et d'une supposition de part. . .
accusations ; il soutint qu'en supposant
les crimes de la Dame de Sassy moins
graves , ce sont ses termes , & en pré-
tendant que l'existence & le retour du
seigneur de Sassy produiroient un hors de
Cour sur l'accusation du complot , il
ne devoit point être condamné à des
dommages & intérêts.

C'est un principe incontestable que
la décharge d'un accusé n'emporte pas
nécessairement une condamnation de
dommages & intérêts contre l'accusa-
teur.

Les dommages & intérêts étant la
peine de la calomnie , lorsque l'accusa-
tion a eu un juste motif , un fondement
raisonnable , la Loi ne veut pas qu'on
traite l'accusateur comme calomnia-
teur , quoique l'accusé soit renvoyé.
*Non enim si reus absolutus est , ex eo solo
accusator qui potest justam habuisse venien-
di ad crimen rationem calumniator creden-
dus est. L. 3. Cod. de calumniat : ou com-
me dit la Loi premiere §. 3. ff. ad Sena-
tusconsult. Turpill. Non utique , qui non
probat quod intendit calumniari videtur.
Nam ejus rei inquisitio arbitrio cognoscen-
tis committitur qui res absoluto incipit con-
silio querere , quâ mente ductus ad accu-
sationem processit , & si quidem justum ejus*

88 Femme accusée du meurtre de son mari, *errorum repererit , absolvit eum.* Les Ordonnances sont conformes à ces dispositions.

Il y a l'Ordonnance de Philippes IV. de 1303. *Denunciator vel instructor refarciat denunciato damna , & expensas , nisi de dicto delicto denunciatus fuerit diffamatus vel ad minus , per unum idoneum testem convictus , vel aliàs probabilis suspicio contra eum ad cognitionem causa ad iudicium.*

Celle de 1539. art. 8. & celle de 1670. tit. 7. art. 3. n'affujettissent encore les accusateurs aux dommages & intérêts , que lorsque leurs *Plaintes sont jugées calomnieuses.* Ce sont les termes de l'Ordonnance de 1670.

Il cita ensuite l'Arrêt célèbre du 17. Janvier 1600. qui a été rendu sur les Conclusions de M. l'Avocat Général Servien en présence d'Henri IV. & du Duc de Savoye. Cet Arrêt n'a adjugé aucuns dommages ni dépens contre l'accusateur , quoique l'accusé fût renvoyé hors de Cour , à cause des indices violens qui chargeoient l'accusé. Il cita aussi l'Arrêt du 17. Juin 1693. qui justifie la mémoire du sieur Langlade , qui ne condamna point le Comte de Montgomery à aucuns dommages.&c in-

Et d'une supposition de part. 89
térêts ; mais l'on ne dit pas que le sieur
de Montgomery fut condamné à tous
les dépens.

M. de Villiers prétend que dans le
cas des accusations que l'on a citées ,
l'innocence des accusés étoit certaine ,
& que si Madame de Sassy étoit ren-
voyée , ce ne seroit que parce que les
preuves ne seroient point parfaites ,
quoiqu'elle fût présumée criminelle ;
on oppose que le Procès étoit conclu
& distribué aux Enquêtes , & civilisé
par conséquent.

M. de Villiers répond que la consé-
quence n'est pas juste ; quoique le Procès
soit distribué aux Enquêtes, l'accusé peut
être déclaré coupable des crimes dont
il y a des plaintes contre lui , & peut
être condamné en certaines peines, telles
que sont un admonesté, une amende ,
une aumône , certaines réparations , &
des dommages & intérêts. Ce sont des
peines qu'on prononce aux Enquêtes.
D'ailleurs sur un Procès conclu aux En-
quêtes , on peut prononcer une peine
afflictive si le crime le mérite , & s'il
est suffisamment prouvé , parce qu'alors
on renvoye l'accusé à la Tournelle ;
ce qui arrive assez souvent. M. de
Villiers a donc pû conclure à ce que

90 *Femme accusée du meurtre de son mari.*
la Dame de Saffly fût atteinte & convaincuë des crimes dont il l'a accusée. Il dit même qu'à l'égard de la seconde accusation, M. le Procureur Général dans ses Conclusions, a dit que pour les cas résultans du Procès concernant la supposition d'enfant, il y avoit lieu de blâmer la Dame de Saffly. J'ajouterai que si M. le Procureur Général acquiesçoit à une Sentence d'absolution dans une affaire portée aux Enquêtes, le dernier Conseiller peut faire ses fonctions, & se rendre Appellant à minima.

M. de Villiers a une fin de non-recevoir plus juste à opposer contre l'Appel qu'elle a interjetté de la Sentence au sujet des dommages & intérêts; cette fin de non-recevoir est un acquiescement pur & simple que la Dame de Saffly a fait à la Sentence.

Envain elle répond qu'elle n'a fait cet acquiescement que pour pouvoir sortir de prison, & qu'avant que de sortir, elle avoit fait ses protestations.

De simples protestations n'annulent point un Acte qu'on fait volontairement; c'est une mauvaise défaite de dire qu'en le faisant, elle n'a songé qu'à acquérir sa liberté: Un homme

qui a acquiescé à une Sentence qui le condamne par corps , n'en seroit pas moins non-recevable dans son Appel , quoiqu'il pût dire qu'il n'a acquiescé que pour n'être pas emprisonné. D'ailleurs n'y ayant pas de Lettres de rescission obtenues contre l'acquiescement , il doit nécessairement avoir son exécution.

M^e. de Sacy qui publia un second *Réponse*
Factum , prétendit que Madame de *de Madame*
Sassy n'avoit pas eu une réparation *de Sassy.*
suffisante , ni des dommages & intérêts proportionnés. Il commence par détruire la fin de non-recevoir que M. de Villiers lui oppose ; il dit que cette prétention de son adversaire est de la nature de celles qu'il ne faut qu'exposer pour la réfuter.

Les Loix ne permettent pas d'imputer à personne ce qu'il n'a point fait librement , & elles ne présument rien de libre de la part d'un homme retenu dans les fers , principalement lorsque ce qu'il a fait lui nuiroit , & serviroit à celui qui l'y retient.

La Dame de Sassy étoit prisonnière , & M. de Villiers l'y retenoit ; la Loi ne permet pas de regarder comme volontaires des Actes passés par un prison-

92 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
nier : elle a passé un Acte où elle explique qu'elle n'a acquiescé à la Sentence , que parce qu'on lui a fait entendre que c'étoit le seul moyen pour recouvrer sa liberté , & que les Médecins l'ont assurée qu'elle ne guériroit point d'une maladie dont elle étoit attaquée , si elle ne changeoit promptement d'air ; elle a protesté contre son acquiescement qu'elle n'a fait que pour conserver sa vie & sa liberté.

On sçait bien que les simples protestations ne détruisent pas un Acte ; mais on les rapporte , pour prouver que loin que l'Acte contre lequel elles sont faites fût volontaire , il n'y a pas un seul moment où la volonté n'ait désavoué la main qui le sousscrivoit : ainsi les protestations établissent la nullité de l'acquiescement.

M^e. de Sacy passe ensuite à la réparation qui est due à la Dame de Sassy accusée injustement : Il ne faut pas , dit-il , être fort versé dans la connoissance du Droit , pour sçavoir que toute offense demande une réparation : Il n'y a personne qui ne trouve cette Loi écrite dans son cœur , & qui ne sente combien il a d'intérêt qu'elle soit sévèrement observée : Elle est l'une des plus

forts liens de la société , & on ne pourroit l'en bannir , sans y mettre tout en combustion.

De-là vient qu'aussi-bien dans les Tribunaux de la Justice que dans les Tribunaux militaires & de l'honneur les réparations sont réglées pour les différens genres d'offense , même pour les simples paroles injurieuses. Entre les offenses , l'accusation de crimes capitaux est sans doute la plus cruelle que l'on puisse faire à quelqu'un. L'emprisonnement ou l'assassinat n'attaque que la vie , & il faut une fois la perdre. Une pareille accusation attaque l'honneur , qu'il n'importe pas moins de conserver après la mort , que pendant la vie. Si donc pour une parole injurieuse échappée contre l'honneur de quelqu'un , celui qui l'a proférée est sujet à réparation , quoique le plus souvent cette injure n'ait été l'effet que du premier mouvement d'une colere subitement allumée , & ne soit point sortie de la maison & de la compagnie particulière où elle a été dite ; ne sera-t-il dû aucune réparation pour une accusation calomnieuse portée dans les Tribunaux , concertée avec réflexion , soutenue avec opiniâtreté , & publiée par

94 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
toute la France ? Les Juges ne s'élèveront-ils que contre les insultes obscures , & se croiront-ils dispensés d'ordonner une réparation de la calomnie , parce qu'on aura osé la porter à leurs oreilles , & qu'on aura essayé de les en rendre eux-mêmes en quelque sorte complices ?

Dès que l'accusé est renvoyé absous , on juge nécessairement que l'accusateur a intenté une accusation fautive ; & que ce soit malignité , ou imprudence , la même raison qui le fait condamner aux dommages , & intérêts , l'assujettit à une réparation. Ces deux choses naissent d'un même principe , & sont inséparables. La fautive accusation attaque en même-tems l'honneur , & la fortune de l'accusé : la réparation venge son honneur ; les dommages , & intérêts réparent sa fortune.

Mais si la Sentence dont est Appel doit être réformée , en ce qu'elle n'accorde aucune réparation à la Dame de Saffy , elle ne doit pas moins l'être , en ce qu'elle fixe à 2000. livres les dommages , & intérêts qu'elle lui adjuge.

Ce n'est point une maxime douteuse , qu'il soit dû des dommages & intérêts , à un homme injustement accusé ; c'en

est une autre également certaine , que ces dommages & intérêts n'ayant pas moins pour objet de punir le calomniateur , que d'indemniser l'accusé ; ils doivent avoir une juste proportion , non pas seulement avec la peine dûë à la calomnie , mais bien plus encore avec l'indemnité dûë à l'innocence.

M^e. de Sacy fait voir ensuite que les dommages & intérêts de Madame de Sassy sont fondés sur tout ce qui peut caractériser la calomnie : la haine , dit-il , l'a suggérée , l'imposture l'a préparée , la malignité l'a concertée , & l'opiniâtreté l'a consommée. Il dit que l'opposition que Madame de Villiers a formée au mariage de la Marquise de Ris avec M. de Sassy , n'a pû être fondée sur la condition , puisque Madame de Sassy a l'honneur d'appartenir à des personnes encore plus respectables par leur mérite qu'élevées par leur dignité.

Que si cette opposition de la Dame de Villiers n'a pû être fondée sur la condition , & qu'elle l'ait été seulement sur les mœurs , n'est-il pas visible qu'elle est encore infiniment plus offensante ? Quand la Dame de Sassy a paru dans le monde , elle ose dire qu'elle y a été bien reçue ; elle étoit jeune , son es-

96 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
prit & ses manières étoient agréables ,
& la jeunesse , & l'enjouement donnent
des graces , qui souvent sont au-dessus
de la beauté ; mais les agrémens ne sont
guère moins d'ennemis & d'envieux que
d'amis. Celles qui sont encore assez
heureuses pour l'ignorer , apprendront
un jour qu'il n'est pas possible de faire
le charme des meilleures compagnies ,
sans en faire l'entretien ; & d'en faire
l'entretien , sans ressentir que la mali-
gnité étend son empire bien plus loin
que la justice , & la vérité ; l'expé-
rience ne fait que trop connoître que l'ob-
scurité , la stupidité , & la laideur . sont
pour les femmes des plus sûrs abris con-
tre la médifance , que la vertu. Mais
cette douceur qu'on trouve à médire ,
qui fait le sel de la conversation des
gens oisifs , & voluptueux , & les déli-
ces des hypocrites , fait l'horreur des
Juges intègres & éclairés. Quand leur
devoir les engage à faire inquisition des
mœurs de quelqu'un , ils ne s'arrêtent
pas à des bruits vagues , généraux , &
toujours incertains ; ils savent que la
calomnie s'en nourrit ; ils ne reçoivent
que des faits particuliers & prouvés.
Persuadés que nul n'est assez heureux ,
pour réunir tous les suffrages ; qu'il
n'est

n'est pas possible d'en faire un juste calcul ; & que tel est blâmé dans une compagnie , qui est loué dans une autre ; ils laissent au scrutateur des cœurs à juger les intentions , & les consciences, & se bornent à juger les actions dont la preuve leur est rapportée.

Quelles actions de cette espèce oseroit-on reprocher à la Dame de Sassy ? Elle veut bien rendre compte de sa conduite , pourvû qu'on la juge non sur des discours vagues , que tel qui a le plus de facilité à les croire , a le plus d'intérêt de rejeter ; mais par des faits certains & connus que personne ne peut nier. Que l'on parcoure sa vie : on trouvera que cette femme dont les amis de M. de Villiers entreprennent de faire une peinture si affreuse , a toujours réglé ses sentimens sur ses devoirs. Sujette ; elle a été pleine de zèle pour le Roi ; fille , de respect pour son pere ; femme , de tendresse pour son mari ; mere , de bonté pour son fils ; parente , d'amitié pour ses parens ; amie , de sincérité , & d'attention pour ses amis.

Aussi quand on est forcé de ramener ces discours malins à des faits précis , on trouve que tous ces reproches se ré-

98 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
duisent à dire qu'elle a joié , & qu'elle
a été repandue dans le monde.

Mais si joier , & se repandre dans le monde étoient des crimes qui avilissent , ou qui diffamassent , à combien de personnes estimables d'ailleurs , & fort aimables faudroit-il faire le Procès ? N'est-ce pas un amusement de l'âge , plutôt qu'un vice de la personne ? Quel désordre a causé son jeu ? Quel fils de famille y a été dépouillé ? Quel pere s'y est ruiné ? Quel femme s'y est abîmée ? Où est la seule plainte qui en a été faite , comme il n'arrive que trop de ces jeux poussés à des excès qui troublent le repos de la société ?

M^{re}. de Sacy justifie ensuite Madame de Sassy qui a eu ordre de s'éloigner de Paris ; il dit que cet ordre fut aussitôt révoqué qu'accordé. L'intérêt public demande que la Cour écoute tous les avis qui lui sont donnés , & que précipitant souvent les précautions qu'elle prend , elle s'expose nécessairement à des surprises qu'elle ne diffère à réparer , qu'autant de tems qu'il en faut pour instruire sa justice.

Voilà quelle a été cette haine , qui selon la nature de cette passion s'est trouvée d'autant plus vive , qu'elle étoit

plus injuste. Il n'est pas étonnant que M. de Villiers l'ait épousée en épousant Madame sa femme ; elle mérite bien toutes ses complaisances , & il l'essaya poussée si loin sur ce sujet , que depuis son mariage il n'a jamais eu de commerce , ni de relation avec le sieur & la Dame de Sassy , que par le ministère des Sergens. Cette haine qui ne s'est jamais démentie , a suggéré la calomnie qu'il s'agit de punir , & l'on va voir que l'imposture l'a préparée. M^e. de Sacy établit ensuite la témérité de l'accusation où il n'y a point de corps de délit. Le sieur de Sassy est plein de vie , aucun témoin n'a déposé avoir ouï dire seulement qu'il fût tué. M. de Villiers n'en pouvoit douter , & il savoit de plus que loin de se plaindre de sa femme , le sieur de Sassy ne se plaignoit que de la cruelle persécution que son beau-frere lui faisoit souffrir.

Il n'y a point de complot formé pour le faire assassiner : un complot est une convention faite entre celui qui loïe

*Paëlam
de occidenta-
do.*

quelqu'un à prix d'argent pour tuer , & celui qui est loïé & qui s'y engage : loin qu'une pareille convention ait existé , il n'y en a pas seulement l'ombre la plus légère ; l'unique témoin qui

100 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
puisse faire imaginer un complot , c'est
la Gasteau, elle ne parle que d'une envie
de faire une proposition à une personne;
cette proposition a été expliquée à la
confrontation. Ce témoin ignore si elle
a pour but d'assassiner le sieur de Sassy ,
ou de l'engager à faire de nouveaux
voyages. Ainsi en réduisant les choses
à leur juste valeur , ce n'est qu'une pro-
position qu'on a envie de faire; cette pro-
position n'a point pour objet un assassi-
nat , & encore n'a-t-elle pas été réelle-
ment faite. Ajoutons que l'idée de cette
proposition n'est établie que par un té-
moin unique ; on appelle cela un phan-
tôme de crime qui s'évanouit.

Le corps de délit est encore moins
certain dans la supposition d'enfant ,
qui est le dernier chef d'accusation.
L'état de l'enfant que M. de Villiers
prétend avoir été supposé par la Dame
de Sassy , n'a jamais été douteux. Les
Actes de son état n'ont été ni supprimés
ni altérés : on n'en a fait aucun pour
le changer , ni même pour disposer ce
changement. Les domestiques qui l'é-
levoient le connoissoient pour ce qu'il
étoit , & l'ont tous déposé. Il avoit été
retiré par compassion , nourri par cha-
rité , caressé par tendresse , & par amu-

Et d'une supposition de part. TOR
sement. La Dame de Saffy l'aimoit ;
mais elle avoit si peu songé à le suppo-
ser pour un enfant né d'elle , que lors-
qu'elle le prit , ce ne fut ni secrete-
ment , ni après avoir feint une grossè-
se & un accouchement sous les yeux du
sieur de Saffy , ou de quelques domes-
tiques qui eussent pû le lui redire ; mais
elle le prit publiquement en présence
du sieur de Saffy même , & du Curé de
la Paroisse , qui en fit une note sur le
Registre à côté du Baptistaire de cet en-
fant. Si cette note ne se trouve pas
dans le double du Registre qui est au
Greffe , c'est que la Dame de Saffy a
pris l'enfant après que le Registre y a
été déposé. Cet enfant avoit été con-
duit à la vûë de tous ses domestiques ,
plus de six mois avant le mariage de la
Dame de Saffy , dans sa maison , non-
seulement sans aucune des précautions
nécessaires pour préparer le dessein de
le supposer son fils ; mais encore avec
toutes les précautions qu'on pouvoit
prendre pour mettre un obstacle invin-
cible à cette supposition , au cas que
dans la suite on eût voulu la faire.

Lorsqu'elle s'est mariée , il étoit chez
elle , & on n'en a fait mention ni dans
le Contrat , ni dans la célébration , ni

1701 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
dans aucun autre Acte. Depuis qu'elle
a été mariée, elle n'a rien jetté dans
le Public qui pût fonder ou prétexter un
jour cette supposition. Où est donc le
corps de délit à cet égard? En quoi
peut-on le faire consister? Peut-on s'é-
tonner assez qu'on ose bien le mettre
dans le badinage, où la Dame de Sassy
est entrée sur ce sujet avec son mari
par leurs Lettres; dans la complaisan-
ce qu'elle a eu de souffrir les illusions
qu'il prenoit quelquefois plaisir à se fai-
re sur cet enfant? Depuis quand donc
fait-on un crime des discours particu-
liers qu'un mari & une femme ont en-
semble, & qui ne regardent ni la Re-
ligion, ni l'Etat? Depuis quand leurs
Lettres dont le secret a toujours été in-
violable, même à de généreux enne-
mis, deviennent-elles la matiere d'un
crime public? Personne n'ignore cette
action à jamais mémorable des Athé-
niens. Ils intercepterent le paquet de
Philippe Roy de Macedoine, qui leur
faisoit la guerre. Ils en lurent les Let-
tres; mais en ayant trouvé une qu'il
écrivait à Olimpias sa femme, ils la lui
renvoyerent sans l'ouvrir. Mais quand
on permettroit à M. de Villiers de cher-
cher des crimes dans ces Lettres qui

& d'une supposition de part. 103
font sacrées , où en trouveroit-il la plus légère apparence ?

D'ailleurs en France où les accusations ne sont point populaires , elles ne peuvent point être intentées par le premier qui veut s'en saisir. Les actions criminelles n'appartiennent qu'à ceux que le crime intéresse.

Comme les actions civiles ne peuvent être exercées que par ceux qui ont le droit d'un Contrat, ou d'autres Obligations dont elles naissent , c'est par cette raison que nous appellons Parties civiles les accusateurs , & que nous disons qu'ils ne concluent dans le Procès criminel qu'à fins civiles , c'est-à-dire , qu'à fin de réparation du dommage particulier que le crime leur a causé.

Il résulte de ce fait & de ce principe une fois posé , que le sieur de Sassy vivant , nul autre que lui ne pouvoit être recevable à se plaindre , & à se rendre accusateur , & Partie civile , pour un complot qui eût été réellement fait contre sa vie ; que nul autre ne pouvoit avoir le droit de troubler la paix de son mariage , en accusant la Dame sa femme de lui avoir supposé un enfant.

Tout ce qui étoit permis selon nos Ordonnances au plus zélé citoyen , c'é-

104 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
toit de se rendre dénonciateur au Magistral chargé de poursuivre la vengeance des crimes ; mais cette dénonciation ne rend point le dénonciateur Partie dans le Procès. M. de Villiers a voulu l'être , quoique les Loix ne le lui permettent point. Ainsi la poursuite faite non-seulement par nécessité , mais même contre toutes les règles , loin de pouvoir être excusée , ne peut jamais être regardée que comme une résolution mûrement prise de calomnier.

Après cela M^e. de Sacy fait voir la malignité de l'accusation de M. de Villiers qui éclate dans toutes les fausses circonstances de l'histoire de sa plainte , & puis il fait voir son opiniâtreté qui ne lâche point prise.

Après avoir montré que cette accusation a tous les caractères qui peuvent faire condamner l'accusateur à des dommages & intérêts lorsqu'il succombe , afin de ne laisser aucune ressource à M. de Villiers , il fait voir que quand il n'auroit pas démontré , que l'accusation intentée par M. de Villiers est la plus maligne & la plus affreuse calomnie qui ait paru aux yeux de la Justice , & qu'en s'aveuglant volontairement on pourroit ne la regarder que comme une impru-

dence ; il faudroit en ce cas même , convenir que la somme de deux mille livres adjugée pour dommages & intérêts à la Dame de Sassy , n'a nulle proportion avec le préjudice qu'elle a souffert , & que celle de cinquante mille livres qu'elle demande , n'a même rien qui l'égale.

En effet , si par rapport aux conséquences , il importe au Public que l'on mette une grande différence entre le dommage qui a été causé à quelqu'un malignement , & le dommage qui n'a été causé que par imprudence ; il est visible que cette différence importe peu à celui qui le souffre , puisque par rapport à lui , le préjudice est égal , soit qu'il ait été fait par imprudence ou par malignité.

Pour éclaircir ces propositions par un exemple sensible , si quelqu'un emporté par sa haine a mis le feu de dessein prémédité à la grange de son ennemi , il sera puni comme incendiaire pour l'exemple & pour la sûreté publique ; & on le condamnera encore pour l'indemnité de celui dont la grange a été brûlée , à des dommages & intérêts proportionnés au préjudice que l'incendie lui a causé ; mais s'il a mis

106 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
le feu à la grange sans dessein & par
accident, on ne le poursuit, ni on ne
le condamne point comme incendiai-
re, parce que le crime est dans la vo-
lonté; mais on le condamne à indem-
niser, parce que le dommage est dans
le fait seul indépendamment de la vo-
lonté.

Les Loix ont trouvé cette distinction
si équitable, & l'ont portée si loin,
qu'elles l'ont étendue non-seulement
aux dommages causés par des esclaves
malgré leur Maître, ou à son insçu;
mais même au préjudice que font les
chevaux & les bestiaux (a): Il y en a
deux Titres exprès dans le Droit. Nos
Coûtes sont pleines de dispositions
semblables, & de-là s'est formée par-
mi nous cette Jurisprudence qui rend
les Maîtres civilement responsables du
fait de leurs valets.

Toutes ces dispositions prennent leur
fondement dans un grand principe de
l'équité naturelle; c'est que chacun doit
supporter le mal que son erreur ou son
imprudence cause, & non le faire sup-
porter aux autres; c'est un malheur que
les hommes soient sujets à être négli-

(a) Tit. ff. ad Legem Aquiliam; & Tit. ff.
Si quadrupedes pauperem fecisse dicatur.

gens , imprudens ou indiscrets ; mais ce seroit une injustice que la négligence , l'imprudence ou l'indiscrétion fussent préjudiciables à d'autres qu'à ceux à qui on peut les reprocher.

C'est par cette raison que nos Ordonnances n'admettent point la poursuite criminelle qu'il n'y ait quelqu'un qui puisse répondre de la calomnie au Public , & du dommage particulier à l'accusé , soit qu'elle soit l'effet de l'imprudence ou de l'indiscrétion , ou de la malignité.

La seule exception qu'ils aient faite , c'est en faveur de M. le Procureur Général : Ils lui ont permis de se rendre d'office accusateur , parce qu'ils ont regardé son ministère comme nécessaire , & qu'ils ont présumé que sa poursuite étoit exempte de passion ; & par cette raison dans le cas où il succombe en son accusation , ils l'affranchissent des dommages & intérêts , pourvû cependant qu'il y ait été engagé sur la foi de quelques indices.

Mais ce privilege qui est donné au vengeur public , & qui lui seroit refusé , s'il se pouvoit oublier , jusqu'à prêter à ses passions le sacré ministère que les Loix lui confient , confirme ma-

108 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
nifestement la regle générale. Tout au-
tre accusateur , soit qu'il se trouve fon-
dé en indices suffisans , ou qu'il ne le
soit pas , est sujet aux dommages & in-
térêts de l'accusé.

Ainsi lorsque l'accusation est mali-
gne , le Public est vengé par une puni-
tion convenable , & l'accusé indemni-
sé par des dommages & intérêts pro-
portionnés au préjudice qu'il a reçu (a);
mais si elle n'est qu'imprudente , l'ac-
cusateur est exempt de la peine , & l'ac-
cusé n'a que des dommages & intérêts
à prétendre.

Après que M^e. de Sacy a étalé ses
principes ; il fait une peinture de ce
qu'a souffert Madame de Sassy.

Quand l'accusation de M. de Villiers
n'auroit fait d'autre mal à la Dame de
Sassy que de la réduire à se justifier , il
faudroit avouer que cela même est le
plus terrible de tous les malheurs ; l'es-
prit humain est si borné , le vraisem-
blable approche si fort de la vérité , il
a été si souvent pris pour elle , que
quelques vives que soient les lumieres
des Juges , & quelques pures que soient

(a) *Si in evidenti calumniâ eum deprehenderit, legitimam pœnam ei irrogat. L. 1. §. 3. & ad Senatusc. Turpil.*

leurs intentions , il n'y a point d'innocence qui ne doive trembler , lorsqu'elle doit passer par l'examen & par le jugement des hommes.

Ainsi jusqu'au moment de l'absolution , à quelles horreurs , à quelles alarmes l'accusé le moins coupable n'est-il point livré ? Y a-t-il un équivalent pour de telles inquiétudes ? Est-il un prix à de pareils périls ?

Mais indépendamment de cette observation générale , combien de circonstances particulières ont rendu cette disgrâce extrêmement cruelle ?

Une femme de condition investie dans sa maison par cinquante Archers , enlevée de chez elle , traînée au milieu de Paris comme criminelle d'Etat , à la vûe de tout un grand peuple qui accouroit de toutes parts pour jouir du spectacle , de la honte , & de la douleur où elle étoit ; enfermée dans la Bastille , sans pouvoir communiquer ni se consoler avec personne ; que l'on se représente si l'on peut , tout ce qu'a d'affreux une semblable situation , lorsqu'elle dure six semaines , & que la personne qui s'y trouve , n'en connoît point la cause , & n'en peut prévoir les suites.

III O *Femme accusée du meurtre de son mari,*

Ces suites ont été , que justifiée du crime d'Etat , elle n'est sortie de la Bastille , que pour être jettée dans les cachots du Châtelet. On l'y avoit conduite à onze heures du soir ; le lendemain on ne l'en tira dès les sept heures du matin , que pour lui faire subir un Interrogatoire , qui ne finit qu'à deux heures après minuit , sans aucune interruption. Il n'y aura personne entre les plus sages & entre les plus fermes , qui ne convienne que la plus pure innocence , & la meilleure tête , ne seroit point à l'épreuve d'une pareille Procédure.

Cet Interrogatoire est suivi d'une confrontation ; eh ! que devenoit la Dame de Salsy , si dans une conjoncture si délicate , elle eût manqué de présence d'esprit & de courage.

Cette Procédure commencée avec tant de fureur , continuée avec tant de dureté , a duré neuf mois entiers , tant M. de Villiers sçavoit à propos faire succéder un incident à un autre , se réservant toujours quelque chose à faire , quand tout paroïssoit fait. Jusques-là qu'il fallut obtenir Sentence qui le condamnât à mettre en état la contumace contre le Grec , quoique ce fût le prin-

Et d'une supposition de part. 111

principal Acteur de la Piece tragique qu'il faisoit jouer ; & cette Procédure dure-
roit encore , si à la fin la pitié & l'in-
dignation n'eussent pris dans l'esprit des
Juges la place de la complaisance , &
des égards qu'ils avoient eus jusques-là
pour la dignité dont M. de Villiers est
revêtu.

Que l'on joigne à toutes ces circon-
stances si terribles d'elles-mêmes , tout
ce que traîne à la suite un Procès si ri-
goureusement instruit. Il n'y a nulle oc-
casion dans la vie , où l'on ait tant de
besoin de trouver des amis , & il n'y en
a gueres où l'on en trouve moins. Dans
les autres conjonctures , on se pique
d'amitié ; l'honneur la redouble , & sou-
vent la vanité y supplée. Dans une ac-
cusation capitale , sur-tout quand elle
a commencé par le crime d'Etat , &
qu'elle a été continuée par un complot
d'assassiner , & par un assassinat que l'on
supposoit effectif , tout conspire contre
le malheureux. Les uns ne sont pas fâ-
chés de le croire indigne , & s'en éloi-
gnent ; les autres craignent d'intéres-
ser , & leur gloire & leur fortune , s'ils
paroissent trop liés à une personne à
qui l'on impute des crimes , & comme
ils ne servent qu'en tremblant , ils ne

112 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
servent qu'avec tiédeur. Si quelques-
uns plus courageux & plus sinceres res-
tent fidèlement attachés aux malheu-
reux, dont ils connoissent le mérite &
l'innocence, que le nombre en est petit !
& qu'il est difficile qu'il puisse tenir
contre la multitude de ceux qu'entraîne
le torrent de la corruption & de la ma-
lignité !

Dans un accablement si général, ce
seroit du moins quelque sorte de res-
source, que d'être en état d'acheter des
mercenaires, de qui on tire les secours
que la captivité ne souffre pas qu'on
se donne à soi-même, & que le mal-
heur où l'on est, & souvent même la
situation des amis ne permet pas d'at-
tendre d'eux ; mais la rigueur d'un scél-
lé qui ôtoit à la Dame de Sassy l'usage
de ses biens, pendant que l'accusation
ne lui laissoit nulle crédit, lui enleva
jusqu'à cette dernière ressource. Il a
donc fallu que plongée dans ce gouf-
fre de malheurs, elle ait tout tiré de
sa patience, de son innocence, & de
la bonté de quelques amis généreux,
qui ne se sont point démentis.

Qui pourroit d'ailleurs nombrer tou-
tes les autres pertes qu'une si dure &
si longue captivité ne manque point de

Ch. d'une supposition de part. 113

causer ? La santé se ruine ; celle de la Dame de Sassy ne se rétablira jamais des infirmités qu'elle y a contractées , & dont elle a pensé mourir : la fortune se dérange ; les Procès les plus justes se perdent , & les meilleures effets périssent ; les biens qu'un peu d'attention auroit entretenus , tombent en décadence ; enfin les meubles, faute de soin , ou se gâtent , ou se dissipent.

Car dans ces malheureuses conjonctures , où une maison est comme abandonnée aux plus audacieux & aux plus avides , & où le parent & l'ami le plus fidèle , partagé entre une infinité de devoirs plus pressans , peut à peine veiller à la conservation de ce qu'il y a de plus apparent ; à qui se prendre de tout ce qui se trouve détruit , détourné , perdu ? & quelle preuve en avoir ?

On ajoutera que les faux frais auxquels les affaires de cette nature engagent , sont immenses : mais ce qui est de plus important , c'est que le Jugement d'absolution le plus solennel ne répare jamais pleinement le préjudice qu'une accusation calomnieuse fait à la réputation de l'accusé. Combien de gens qui se croient délicats , sont assez injustes , pour regarder comme une ta-

114 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
che le besoin que l'on a eu de justification ? A combien d'injures nouvelles pendant le cours du Procès , l'accusé se trouve-t-il exposé de la part de l'accusateur , qui a recours à tout pour soutenir sa premiere calomnie ? La Dame de Sassy n'est-elle pas traitée en plusieurs endroits des écritures de M. de Villiers , de femme *décriée* , de femme *perdue d'honneur* ? En quel Pais du monde souffre-t-on qu'une femme de condition , & dont la réputation n'a jamais été flétrie , soit traitée de la sorte ? Avec quelle malignité n'a-t-on pas imprimé dans un Factum de M. de Villiers , des morceaux des Lettres du sieur de Sassy à la Dame sa femme , pour faire croire qu'il avoit honte de sa passion pour elle , qu'il la méprisoit à l'excès , & qu'il la traitoit comme la dernière des créatures ; pendant que l'on supprime les endroits de ces mêmes Lettres qui prouvent que ces discours ne sont qu'un emportement de jalousie chimérique , & toujours impétueuse ; pendant qu'on dissimule tous les pardons qu'il lui en demande dans d'autres Lettres , plus remplies encore des témoignages de l'estime la plus respectueuse , que de ceux de la plus tendre passion ?

Et d'une supposition de part. 115

M. de Villiers qui avoit fait mettre le scellé , & qui eut la facilité lorsqu'on le leva , de fouiller partout , croyant d'y trouver des Pieces de conviction , n'a eu garde de produire des Lettres que le sieur de Sassy a écrites à son épouse depuis leur mariage , parce qu'on voit partout dans ses Lettres les expressions d'une confiance fondée sur une connoissance parfaite ; mais sans pousser plus loin ces réflexions & ces raisonnemens , l'Arrêt qui vient d'être rendu par le Parlement dans l'affaire de M. de Vervins est si célèbre , qu'il peut servir de règle à tous les Procès de cette espece qui se présenteront jamais.

Il n'y a personne à Paris qui ne sçache qu'il y a environ quatre ans, que M. de Vervins sortant de la Communauté de Madame de Miramion , où il venoit de voir Madame la Marquise de Plancy , alors Mademoiselle de Mero-des sa sœur , fut attaqué par M. l'Abbé de Grandpré son cousin germain , & blessé de vingt coups d'épée. Cet Abbé prit la fuite. M. de Vervins fit informer , & traita cet action d'assassinat. Le Procès fut instruit par contumace , & les amis de l'Abbé de Grandpré prétendirent que l'affaire n'étoit

116 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
qu'un combat, où cet Abbé avoit voulu
engager M. de Vervins. Quoi qu'il en
soit, un de ceux qui avoient assisté à
cette action a été pendu ; & M. l'Abbé
de Grandpré, la principale Partie, est
mort pendant la contumace.

Dans ce Procès ; & voici ce qui com-
mence à avoir rapport à l'affaire de Ma-
dame de Saffy, M. le Comte de Joyeuse,
frere de M. l'Abbé de Grandpré, a
été impliqué sur la foi d'indices qui
paroissoient spécieux. La Dame de Sas-
sly ne prétend point rapporter ici en
détail toutes les preuves qui sembloient
être contre lui. Ce n'est point de quoi
il s'agit. Il suffit de sçavoir que les plus
importantes étoient qu'avant la que-
relle faite à M. de Vervins par l'Abbé
de Grandpré, il y avoit eu des dis-
cours tenus, soit par l'Abbé, soit par
les gens du Comte, & en sa présen-
ce, qui paroissoient présager à M. de
Vervins une aventure funeste : s'il ga-
gnoit le Procès qu'il avoit contre eux ;
qu'avant le Jugement du Procès, l'Ab-
bé avoit fait une donation entre vifs de
tous ses biens au Comte ; que M. de
Vervins n'avoit été attaqué qu'après le
Procès perdu ; que dans ce Procès, M.
le Comte de Joyeuse avoit le plus grand,

& presque l'unique intérêt. Qu'aussitôt après l'action, un des principaux Acteurs en avoit été porter la nouvelle chez M. le Comte de Joyeuse, où il avoit été bien reçu, & en avoit été congédié avec de l'argent; que M. l'Abbé de Grandpré avoit été joindre M. son frere dans l'endroit où il étoit, & qu'après une longue conférence, ils s'étoient séparés, & que l'Abbé avoit emporté tout l'argent que son frere avoit pû lui donner, & s'étoit retiré dans les Pais étrangers.

Sur les charges qu'il y eut contre le Comte, il avoit été décrété; & plein de confiance en son innocence, il s'étoit volontairement mis dans la prison. Elle lui fut ouverte peu après son Interrogatoire, & ayant été pleinement justifié, même par le Testament de mort d'un des assassins, il a été par Arrêt de la Cour de l'année 1707. renvoyé absous, & M. de Vervins a été condamné envers lui en dix mille livres de dommages & intérêts.

Si l'on compare ces deux accusations, ces deux Jugemens d'absolution, & la différence infinie qu'il y a entre les dix mille livres de dommages & intérêts adjugées à M. le Comte de Joyeuse, &

118 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
les deux milles livres qui ont été seule-
ment adjugées à la Dame de Sassy , on
comprendra aisément combien elle a
sujet de se plaindre.

Dans l'affaire de M. de Vervins. (&
qu'il soit permis de le dire sans faire de
la peine à personne) tout paroïssoit au-
toriser sa poursuite , tout sembloit au
moins excuser son erreur. Que ce fût
assassinat , comme il l'a soutenu , ou sim-
ple combat , dans lequel M. l'Abbé de
Grandpré le voulut engager , comme
ses parens l'ont toujours prétendu ; on
ne peut nier que le corps du délit ne
fût constant. Vingt coups d'épée re-
çus par M. de Vervins , & le nommé
Vauclet pendu pour avoir eu part à
cette action, ne permettent pas d'en dou-
ter. On ne peut disconvenir que le res-
sentiment d'un homme aussi maltraité
quel'avait été M. de Vervins , ne fût
juste , quand il demandoit que les Loix
voulussent bien s'armer en sa faveur.
Si la douleur qu'il a eu d'un si cruel
traitement, & la passion d'en faire pu-
nir les auteurs , l'a aveuglé jusqu'à ce
point de confondre un innocent par-
mi des coupables ; il faut avouer que
son ressentiment seul ne l'avoit point
trompé. Tout sembloit lui indiquer M.

le Comte de Joyeuse , pendant que son sang & la réputation de ses vertus seules le défendoient.

Il avoit un Procès d'une très-grande importance contre M. de Vervins ; par sa mort il terminoit le Procès , & recueillait sa succession. Il tiroit donc le principal profit du crime ; il étoit frere de celui qui l'avoit commis , & ils se trouvoient unis non-seulement par une amitié très-intime , mais encore par un intérêt commun contre M. de Vervins. Ainsi un homme blessé pouvoit croire la conspiration naturelle entre eux. Enfin M. le Comte de Joyeuse avoit été présent à des discours , qui sembloient pronostiquer à M. de Vervins ce qui lui est arrivé. Il avoit eu commerce depuis l'action , & avec son frere , & avec l'un de ceux qui y avoient eu la principale part ; il les avoit tous deux assistés d'argent.

Quoique toutes ces circonstances pussent être innocentes , & qu'elles le fussent en effet , comme M. de Joyeuse l'a invinciblement prouvé , & que l'événement l'a bien confirmé , il faut avouer cependant qu'elles étoient malheureuses , & que si jamais il y en a eu qui dussent disculper un accusateur , &

126 *Femme accusée du meurtre de son mari*,
le mettre hors de tout soupçon de calomnie , c'étoient celles-là.

D'ailleurs la procédure faite contre M. de Joyeuse avoit été toute unie , sans affectation , sans rigueur extraordinaire ; il n'y avoit ni Bastille , ni cachots , ni domestiques enfermés , intimidés , ou séduits pour déposer contre lui , ni scellé mis sur ses effets , ni inquisition aussi injurieuse que pernicieuse de tous ses papiers. Il s'étoit lui-même volontairement mis en prison ; il avoit été interrogé , & aussi-tôt élargi , & jusqu'à la fin du Procès , il avoit été en pleine liberté de le solliciter & de le poursuivre. Enfin (ce qui est un fait sur lequel la Dame de Sassy ne peut trop appuyer) Monsieur de Vervins n'avoit point affecté , pour rendre méprisable ou odieuse la personne qu'il ne pouvoit rendre coupable , d'en ternir la réputation par une infinité de calomnies étrangères au Procès.

Dans de telles circonstances , où l'on peut très-véritablement dire que le Comte de Joyeuse n'avoit souffert d'autre préjudice , que d'avoir eu à se justifier d'une accusation capitale , le Marquis de Vervins blessé de vingt coups d'épée , si peu suspect de la moindre intention

tion de calomnier , si excusable dans une imprudence , que tant d'indices fautifs véritablement , mais vraisemblables , sembloient rendre nécessaire ; défendu par des Factums , dont l'éloquence est d'autant plus dangereuse , que les plus habiles ne la peuvent appercevoir ; a été cependant condamné en dix mille livres de dommages & intérêts envers le Comte de Joyeuse.

La sagesse & l'expérience des Juges consommés dans le ministère de la Justice , leur a fait judicieusement penser , que si c'étoit un malheur à un homme blessé , que de se méprendre dans le choix de ceux qui l'en accusoit , fondé sur des indices très-spécieux , ce malheur devoit être aux risques de celui qui se trompoit , & non de celui qu'il avoit injustement , quoiqu'imprudemment accusé.

Qu'attendre donc de leur sévérité dans la présente Cause , où le dessein de calomnier est manifeste , & où les maux que la Dame de Sassy a soufferts de la calomnie sont infinis ?

Nul corps de délit constant qui ait pû engager à en poursuivre la vengeance. Loin qu'il n'y eût qu'à découvrir & à punir les auteurs du crime , le cri-

122 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
me n'a jamais été que dans l'imagina-
tion d'un accusateur inspiré par la haine & par son avidité. Le Marquis de Salfy, dont M. de Villiers vouloit venger la mort, étoit vivant, & tant qu'il vivoit, nul autre que lui ne pouvoit poursuivre l'accusation d'un complot réellement fait contre sa personne, s'il y en eût eu un de réel; bien moins d'une accusation de supposition de part, qui allant à troubler la paix d'un mariage tranquille, n'est en nul cas permise par les Loix, si ce n'est aux peres & aux meres seuls tant qu'ils sont vivans.

Ainsi M. de Vervins poursuivoit la vengeance d'un crime effectif commis en sa personne, & dont il ressentoit de cruels effets; & M. de Villiers se plaignoit de crimes chimériques qu'il supposoit commis en la personne d'un beau-frere qui ne se plaignoit point, ou ne se plaignoit que de lui, & dont il étoit l'ennemi déclaré.

Dans un crime où le corps du délit existe, il y a certainement de vrais coupables, & sur le choix qui en est à faire, quand il s'agit de les poursuivre, le ressentiment quoique juste, peut aisément aveugler, surtout quand il se

trouve joint à des indices équivoques , & que l'on venge sa propre querelle. Dans un crime purement imaginaire , & que l'accusateur suppose commis dans la personne d'un autre , nuls mouvemens de colere ne l'entraînent , nuls faux indices ne le surprennent , nuls devoirs même de bienfaisance ne l'engagent à cette poursuite. Le premier de tous les devoirs avant que d'accuser quelqu'un d'être l'auteur d'un crime , c'est d'être phisiquement assuré qu'il y a un crime commis ; autrement une accusation si précipitée qu'elle tombe sur un délit dont le corps n'est point constant , ne peut être regardée que comme une calomnie toute volontaire , suggérée par la haine , & dont rien ne peut disculper l'accusateur.

Quelle différence d'ailleurs ne remarque-t-on pas entre la simplicité de la Procédure de M. de Vervins , & l'affectation , les longueurs , la dureté de celle de M. de Villiers ? Entre dix mois de Bastille & de cachot où Madame de Sassy a été traînée avec tout le scandale imaginable , & deux jours de prison volontaire ? Entre le calme qui a régné dans la maison du Comte de Joyeuse pendant le tems qu'a duré son

124 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
accusation , & les désordres qui se sont
commis dans celle de Madame de Saffy , où tous ses effets ont été exposés
à l'avidité , ses affaires les plus secrètes
livrées à la curiosité & à la malignité
de son accusateur ? Entre le peu
de préjudice que l'accusation intentée
contre le Comte de Joyeuse lui a causée ,
& les maux infinis que celle formée
contre la Dame de Saffy lui a fait
souffrir ? Le Comte de Joyeuse ne paroît
constitué dans aucune perte par
l'accusation qu'il a soutenue ; & à ne
compter pour rien le bouleversement
des affaires de Madame de Saffy , & pour
renfermer tous ses malheurs en trois
paroles , cette accusation lui coûte tout
ce qu'après l'honneur il y avoit pour
elle de plus précieux dans le monde ; sa
santé , la vie de sa sœur unique , & la
raison de son mari.

Qu'après cela on compare les deux
mille livres de dommages & intérêts
adjudgées seulement à la Dame de Saffy
par la Sentence dont est Appel avec les
dix mille livres adjudgées au Comte de
Joyeuse ; & pour peu qu'on n'ait pas
renoncé à tout sentiment d'humanité &
d'quité , on conviendra qu'au lieu qu'il
a été adjudgé au Comte de Joyeuse un

d'édommagement cinq fois plus fort qu'à la Dame de Sassy, elle en doit obtenir un dix fois plus fort que celui qui a été accordé au Comte de Joyeuse.

M^c. de Sacy fait ensuite le parallele de la conduite pleine de tendresse que la Dame de Sassy a eu avec son mari, avec la conduite animée de l'inimitié que le beau-frere & la sœur ont tenue avec lui.

Il finit en disant qu'il est prouvé que la calomnie horrible dont M. de Villiers a chargé la Dame de Sassy, a été suggérée par la haine, préparée par l'imposture, concertée par la malignité, consommée par l'opiniâtreté, & que les suites de cette calomnie ont été aussi terribles que funestes pour la Dame de Sassy. Il y va du repos de tous les gens de bien, qu'une si cruelle & si dangereuse entreprise soit réprimée par un exemple propre à faire trembler ceux qui pourroient l'imiter. Le Public indigné semble l'attendre. Les Juges sont instruits. Leurs lumieres égalent leur justice. La Dame de Sassy est aussi malheureuse qu'innocente; quelle confiance ne doit-elle point avoir?

Voici comme M^c. de Sacy rapporte l'Arrêt qui intervint.

Dans son
Recueil de
Factums &

126 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
de Haran- *Par Arrêt du Parlement de l'année 1706.*
gues, Tom. *à la Quatrième des Enquêtes, la Sentence a*
l. p. 705. *été infirmée en ce qui est des dommages &*
Arrêt dé- intérêts qui ont été portés à trois mille li-
fruitif. vres ; confirmée dans le surplus.

Il n'est pas difficile de reconnoître l'Auteur des Traités de l'amitié & de la gloire. Dans les Mémoires consacrés à la défense de Madame de Saffy, on y trouve des raisons si ingénieuses, & où brille un si beau naturel, qu'on ne peut se lasser de les relire ; on rencontre très-rarement des endroits de cette force même dans nos plus beaux Factums ; & cependant ils sont ici abondans. L'adversaire de M^e. de Sacy laisse échapper quelques railleries sur le stile académique de cet Avocat ; il ne veut pas voir que ce stile qui ne paroît point recherché, est fait exprès pour la véritable éloquence ; il semble s'en prendre à M^e. de Sacy, parce qu'il n'a pas été doué d'un aussi rare talent. J'ai trouvé dans mon chemin des Jurisconsultes barbares, qui ne connoissant pas la délicatesse du stile, ni la finesse de l'expression, voudroient bannir du Barreau toutes les richesses qu'on rapporte du commerce des Belles-Lettres. Ne faudroit-il pas plutôt

les en bannir eux-mêmes ? Mais où m'emporte mon indignation contre de tels Avocats !

Pour revenir à l'affaire de Madame de Sassy, ne semble-t-il pas qu'elle auroit dû obtenir des dommages & intérêts plus considérables, & que M^e. de Sacy a rendu son droit bien sensible ? On ne peut pas tirer du parallèle de l'affaire de M. de Vervins avec la sienne, des inductions plus pressantes, & sans doute M. de Villiers a dû trembler. Ne semble-t-il pas aussi que l'accusation de supposition de part ne porte sur rien ? Peut-on donner un plus grand ridicule à cette accusation, & mieux faire voir que le Marquis de Sassy n'a jamais pû croire que Mignon fût son enfant, que de rapporter le langage qu'on prête à Madame de Sassy, en la faisant parler à son mari, où elle rappelle toutes les circonstances de cette affaire ? *Voilà un enfant dont il a plu à Dieu de me faire heureusement accoucher, c'est celui que vous désirez tant ; c'est lui-même, il est certainement de vous ; vous n'avez pas besoin de vous informer en quel lieu, ni comment j'ai fait mes couches ; je me suis accouchée seule et sans témoins, il n'importe pas même que je ne vous aye point pa-*

Observations sur l'Arrêt.

128 *Femme accusée du meurtre de son mari, ru grosse ; on fait des enfans sans grossesse ; je fais nourrir cet enfant par une chèvre : je vais vous mener publiquement le voir dans un Village ; quoique vous le trouviez couvert de haillons , il n'en est pas moins votre fils , & celui qui doit relever toutes les espérances de votre nom. Il n'est pas nécessaire que vous voyiez son Acte de Baptême ; il n'est pas même baptisé comme votre fils ; mais nous l'appellerons Seigneur Lambruche , ou Seigneur Lambruchon , & surtout ne soyez ni incrédule ni trop curieux. Quoique nous ne soyons point mariés, il n'est pas besoin de songer à faire nî déclaration , ni Acte de reconnoissance de ce cher fils.*

Il faut supposer , poursuit-on , que le fleur de Saffy ravi d'aise & de joie , comme un idiot , s'en seroit tenu à ces merveilleux discours , sans daigner s'enquérir des domestiques & de ses amis , qui avoient accompagné la Dame de Saffy , sans s'informer de la Gasteau , Femme de chambre , qui du moins auroit eu sa part de quelque confiance , ou pour aider à la supercherie , ou pour supprimer la vérité , & se taire.

Malgré cette figure où le ridicule est bien mis en œuvre , & cette éloquente triomphante de M^c. de Sacy lors-

qu'il établit les dommages & intérêts de Madame de Saffy ; les Juges n'ont pas crû que les accusations qu'a intentées M. de Villiers fussent l'ouvrage de la malignité.

Premièrement, l'absence du Marquis de Saffy, le témoignage de la Gasteau, ont pû le séduire. D'ailleurs ne démêlât-on point que la Dame de Saffy a pû prendre quelques mesures pour profiter des terreurs paniques de son mari, afin de l'éloigner, & de n'en point être éclairée de si près ? Si les Juges n'avoient pas eu de pareilles idées, n'auroient-ils pas donné plus d'étendue aux dommages & intérêts qu'ils lui ont accordés à l'égard de la première accusation ?

Secondement, quant à l'autre accusation, le principe est certain ; M. de Villiers étoit non-recevable, M. de Saffy vivant, à intenter cette accusation de supposition de part. Madame de Saffy ne paroïssoit pas en être coupable, puisqu'elle n'avoit point falsifié d'Actes, & qu'elle n'avoit point pris les mesures que l'on prend ordinairement dans ces sortes de crimes. Mais n'avoit-elle point fait tout ce qu'il falloit pour faire croire à M. de Saffy que Mignon étoit son fils ; ses Lettres, ses réponses.

130 *Femme accusée du meurtre de son mari,*
dans son premier Interrogatoire , & le
Testament où M. de Salfy reconnoît
Mignon pour son fils ; tout cela n'est-
il pas une preuve de cette vérité ? Son
mari qui croyoit facilement ce qu'il
souhaitoit , & qui étoit charmé de se re-
paître d'une illusion agréable , favori-
soit le dessein de Madame de Salfy.
Peut-être l'inimitié qu'elle avoit pour
M. de Villiers , y entra-t-elle pour quel-
que chose.

On a dit que le Testament avoit été
fait dans le tems de la foiblesse d'es-
prit de M. de Salfy , & que les Let-
tres n'étoient qu'un badinage , dont le
mari & la femme s'amusoient , n'ayant
rien de meilleur à s'écrire : mais les
Lettres supposent du moins que l'er-
reur leur plaisoit , qu'elle avoit gagné
leur cœur , leur esprit ; & le Testament
montre qu'elle régnoit au fonds de l'a-
me du Marquis. Les imaginations des
fous sont comparées aux songes où l'on
se retrace les objets qui sont dans notre
cerveau ; d'ailleurs à force de s'entre-
tenir d'une erreur , on parvient à la
croire. Combien de Rôturiers à force
de se dire Gentilhommes , sont-ils
parvenus à croire qu'ils l'étoient ? Et
voilà pourquoi Madame de Salfy n'a

& d'une supposition de part. 237

point eu de dommages & intérêts à l'égard de cette accusation. Loin pourtant de punir ce prétendu crime , parce qu'il n'avoit eu proprement aucune exécution , & qu'il paroissoit plutôt une idée qu'une réalité , on a adjugé à la Dame de Sassy tous ses dépens.

Je ne sçaurois finir cette Cause sans y faire connoître tous les talens de M^e. de Sacy ; nul Ecrivain ne pensoit plus délicatement & plus solidement tout ensemble : ces jeux de pensées qui plaisent tant à l'esprit , personne ne les mettoit mieux en œuvre : pour en donner une juste idée , il suffit de lire ce qu'il dit dans le parallele qu'il fait de Plin^e le jeune avec Voiture.

Eloge de
Maitre de
Sacy Avo-
cat au Con-
seil.

Plus , dit-il , j'ai lû Plin^e le jeune , plus il m'a paru que trois qualités principales , quoiqu'en différens degrés , le caractérisent. Beaucoup de finesse dans les pensées , assez d'enjouement dans le stile , infiniment de noblesse dans les sentimens. Je sçai bien que son esprit n'a pas été du goût de tout le monde. L'un de nos Auteurs modernes qui s'est acquis le plus de réputation dans le même genre d'écriture , trouve que les expressions de Plin^e sont trop concertées , & que

Préface
de la Tra-
duction des
Lettres de
Plin^e le
jeune.

132 *Femme accusée du meurtre de son mari.*

» la maniere de penser n'est point assez
» naturelle. Il se déchaîne contre lui, le
» met fort au-dessous de Pline le Na-
» turaliste son oncle, & le traite (ou
» peut s'en faut) d'écolier.

» Je suis bien éloigné, dit-il plus
» bas, de penser comme bien des gens,
» que le sçavoir de Voiture étoit au-
» dessous du médiocre.

» Il ne seroit pas permis à un homme
» qui ne connoîtroit point les Anciens,
» ou qui n'auroit pas eu grande fami-
» liarité avec eux, d'user de leurs biens
» comme il en use, souvent mieux qu'ils
» n'ont fait eux-mêmes. Tant d'heureu-
» ses applications, tant d'agrémens ré-
» pandus dans ses Ouvrages me persua-
» dent aisément que s'il n'avoit pas rap-
» porté du País des Belles-Lettres les
» meilleurs fruits, il y avoit au moins
» cueilli les plus belles fleurs.

» Que l'on fasse attention sur son sti-
» le vif & coupé, sur le peu de paro-
» les où il enchâsse ses idées; sur cet
» air riant & badin qu'il donne à tout
» ce qu'il écrit; sur la délicatesse avec
» laquelle il pense; on fera bien plu-
» tôt tenté de croire, qu'il avoit ou-
» blié ce qu'il devoit à Pline, ou qu'il
» vouloit le faire oublier aux autres.

Je l'avouïerai pourtant ; il se trouve «
de la différence entre eux. L'enjoüe- «
ment fait le fonds des Lettres de Voi- «
ture , & l'ornement de celles de Pli- «
ne. «

Le premier est plus hardi , le second «
plus retenu dans ses plaisanteries. Ja- «
mais Pline n'eût hazardé la Lettre du «
clou à une grande Princeffe , ni celle «
des chevaux de poste à une Dame «
qu'il eût respectée. Celui-là n'écrit «
que pour rire ; celui-ci ne rit que pour «
égayer ce qu'il écrit : Tous deux ré- «
jouïssent quand ils badinent ; mais «
l'un ne prend point le sérieux que les «
lecteurs n'y perdent ; l'autre , qu'ils n'y «
gagnent : enfin l'imagination peut «
trouver plus son compte avec Voitu- «
re , le cœur avec Pline «.

On ne peut jetter les yeux sur ses «
Lettres , sans y reconnoître la source «
de cette sorte de politesse , qui par «
des paroles obligeantes , multiplie le «
bienfait , & donne des graces même «
au refus. Il a des premiers enrichi le «
commerce des hommes de cette agréa- «
ble flâterie qui plaît sans nuire , & qui «
s'éloigne également de la bassesse «
des Courtisans , & de la dureté des «
Philosophes. «

J'ai été tenté de faire l'éloge de M^e. de Sacy , parce que j'ai toujours eu une vraie inclination pour sa maniere d'écrire ; mais j'ai cru qu'en rapportant ce parallele délicat , on connoîtroit son génie , & que par-là je le louerois bien mieux que par toutes les expressions que je pourrois employer ; mais plutôt que de le louer moi-même , je rapporterai encore deux éloges qu'ont fait de lui le Président Montesquieu , lorsqu'il fut reçu à l'Académie Françoisse à sa place , & le sieur Mallet , Directeur de l'Académie , qui lui répondit.

Messieurs , dit le Président ,

» En m'accordant la place de M. de
» Sacy, vous avez moins appris au Public
» ce que je suis , que ce que je dois être.
» Vous n'avez pas voulu me comparer
» à lui , mais me le donner pour modèle.

» Fait pour la société , il y étoit aimable , il y étoit utile , il mettoit la
» douceur dans les manières , & la vérité dans les mœurs.

» Il joignoit à un beau génie une ame
» plus belle encore ; les qualités de l'esprit n'étoient chez lui que dans le second ordre ; elles ornoient le mérite ,
» mais ne le faisoient pas.

» Il écrivoit pour instruire , & en ins-

Et d'une supposition de part. 135

truissant , il se faisoit toujours aimer ; ce-
tout respire dans ses Ouvrages la can- ce-
deur & la probité ; le bon naturel s'y ce-
fait sentir ; le grand homme ne s'y ce-
montre jamais qu'avec l'honnête hom- ce-
me ce-.

Il suivoit la vertu par un penchant ce-
naturel , & il s'y attachoit encore par ce-
ses réflexions ; il jugeoit qu'ayant écrit ce-
sur la Morale , il devoit être plus dif- ce-
ficile qu'un autre sur ses devoirs ; qu'il ce-
n'y avoit point pour lui de dispenses , ce-
puisqu'il avoit donné les règles ; qu'il ce-
seroit ridicule qu'il n'eût pas la force ce-
de faire des choses dont il avoit crû ce-
tous les hommes capables , qu'il abaî- ce-
donnât ses propres maximes , & que ce-
dans chaque action , il eût en même- ce-
tems à rougir de ce qu'il auroit dit. ce-

Avec quelle noblesse n'exerçoit-il ce-
pas sa profession ? Tous ceux qui a- ce-
voient besoin de lui , devenoient ses ce-
amis ; il ne trouvoit presque pour ré- ce-
compense à la fin de chaque jour , que ce-
quelques bonnes actions de plus ; tou- ce-
jours moins riche , & toujours plus ce-
désintéressé , il n'a presque laissé à ses ce-
enfants que l'honneur d'avoir eu un si ce-
illustre pere. »

Le sieur Mallet répond qu'on a ap-

136 *Femme accusée du meurtre de son mari.*
plaudi au choix que l'on a fait du Président de Montelquieu pour succéder à M. de Sacy.

» Cet Académicien , poursuit-il , dont
» la mémoire nous sera toujours chère ,
» avoit toutes les qualités que demandoit
» cette profession , qui dans Rome
» & dans Athenes , élevoient ceux qui
» l'exerçoient aux premières Charges
» de la République ; une voix touchante ,
» une prononciation agréable , un geste libre ,
» une physionomie heureuse , une mémoire exacte & fidelle.
» Habile à démêler la vérité des faits , éclairé
» dans le choix des moyens , solide dans ses preuves ,
» noble & simple dans ses expressions ; il fit toujours honneur
» aux Loix , soit en les soutenant , soit en les interprétant.
» Il se faisoit admirer par la beauté de son esprit ; rechercher par la douceur
» de ses mœurs , aimer par la bonté de son cœur ;
» il étoit poli , obligeant , désintéressé , & les affaires ne lui étoient
» rien de son enjoinement. Il joignoit aux qualités d'habile Avocat , &
» aux vertus d'aimable Citoyen tous les talens d'un bon Académicien.

» M. de Sacy trouvant beaucoup de finesse dans les pensées de Plin le

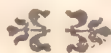
jeune, assez d'agrément dans le stile, «
infiniment de noblesse dans les sen- «
timens, en fit une étude particulié- «
re. Dans la Traduction qu'il a don- «
née des Ouvrages de cet Orateur, il «
est aisé de remarquer les nouvelles «
beautés que ce fidèle Interprète a «
ajoutées aux richesses de l'Original ; «
mais ce qui fait le plus d'honneur à «
son esprit & à son cœur, c'est son Trai- «
té de l'amitié. «

Persuadé que presque tous les hom- «
mes s'en piquent sans la connoître & «
sans en remplir les devoirs, il travail- «
la à donner des règles & des princi- «
pes à cette disposition naturelle qui «
les porte à s'aimer les uns les autres ; «
il n'oublia rien pour leur apprendre «
qu'il n'y a de véritable amitié que cel- «
le qui n'a pour fin que l'amitié mê- «
me, & pour convenance que la ver- «
tu. Il examina avec une attention «
réfléchie, l'objet & la nature de l'ami- «
té, les qualités propres à la former, «
les précautions que nous devons pren- «
dre avant de nous y engager, & les «
devoirs qu'elle nous impose. «

Mais si la vertu lui parut la source «
la plus pure de l'amitié, il la regarda «
aussi comme le seul chemin qui peut «

238 *Femme accusée du meurtre de son mari.*
» conduire à la gloire ; il essaya même
» de nous en tracer quelques précep-
» tes. Pouvoit-il plus dignement rem-
» plir les vûes de notre illustre Fonda-
» teur ? Car si la seule ambition conve-
» nable aux grands hommes est de faire
» des actions dignes d'être écrites , la
» nôtre est d'écrire des choses dignes
» d'être lûes. «

Les Ouvrages que nous avons de M. de Sacy sont un Recueil de Factums & de Harangues , une Traduction des Lettres de Pline le jeune , & du Panégyrique de Trajan du même Auteur , & deux Traités ; l'un de la gloire , & l'autre de l'amitié , qui sont également l'éloge de son esprit & de son cœur. Cette expression usée peut ici être mise en œuvre , parce qu'il est souverainement rare de trouver des gens pour qui elle soit aussi propre que pour M. de Sacy. Il étoit lié d'une parfaite amitié avec la Marquise Lambert qui avoit un naturel excellent , orné des connoissances qu'elle avoit acquises dans le commerce des gens d'un goût exquis.





HISTOIRE

DE

JEAN MAILLARD,

*Ou mari qui après quarante ans
d'absence, vient accuser sa femme
d'adultère & de bigamie.*

NULLE situation plus triste que celle d'un homme qu'on accuse n'être pas lui-même, que l'on traite d'imposteur, qui est obligé de vérifier par des preuves dont la plupart sont équivoques, qu'il est bien le personnage pour lequel il se donne. Il lit sur les fronts de ceux auxquels il est exposé, que les uns le regardent comme un fourbe, les autres le soupçonnent de l'être; ceux-ci pensent qu'il n'impose point; ceux-là indéterminés & incertains, ne savent quel jugement porter; rien n'est plus humiliant que ces diverses opinions pour l'humanité. Quoi! un hom-

me aura jouï de son état , il aura été vû & connu d'une infinité de personnes qui se seront retracés mille & mille fois son idée , ses qualités , ses attributs , les traits distinctifs de son individu ; & sur ces portraits , le tems aura passé une éponge qui les aura presque effacés , qui aura même altéré l'Original , & on n'aura point de règles certaines , à laquelle on puisse reconnoître cet homme , après plusieurs nombres d'années ; le voilà donc éclipsé , anéanti , ou peu s'en faut , parce que tous ses renseignemens ne font plus leur impression : que ce Pironisme fait bien sentir la misere de la condition humaine !

Dans cette obscurité profonde , les Juges qui sont les Sages de la terre , sont plongés dans de grands embarras ; toute leur pénétration ne leur est souvent d'aucun usage ; vainement invoquent-ils tous les secours qui peuvent les aider à reconnoître la vérité ; obligés de se déterminer , ils s'abandonnent à la foi des conjectures & des vraisemblances ; si cette situation est triste pour la personne dont on révoque en doute l'existence , je la trouve fâcheuse pour les Juges qui doivent décider la ques-

tion. Tel a été le sort de Jean Maillard, dont je donne la Cause au Public, Cause qui a exercé la sagacité des Juges les plus éclairés, du célèbre Jérôme Bignon, qui porta la parole en huit Audiences, & des plus fameux Avocats de ce tems-là, dont les uns s'efforçant de développer la vérité, & les autres de l'obscurcir, à peine se présentait-elle aux yeux des Juges, qu'elle se déroboit à leurs lumières.

Jean Maillard est né le 14. Août 1607. du mariage d'Agnus Maillard & de Magdelaine Chauffetier, Artisan de Toul. Dans cette Ville, il apprit à lire & à écrire sous divers Maîtres. Des personnes destinées, ce semble, à mener une vie obscure, quand il plaît à la fortune, ou pour parler plus chrétiennement, à la Providence, deviennent très-célèbres sur le théâtre du monde par leurs aventures. Etant fort jeune, son pere le mena à Dourlac en Allemagne, où il servit Frédéric, Charles, & Christophe de Bade, fils du Marquis de Dourlac. Il leur apprit la Langue Francoise, & après huit années de service, ils lui firent apprendre le métier de Tailleur d'habit.

On verra qu'il a fait plusieurs pro-

fections , sous lesquelles il s'est multiplié dans le monde ; on voit de ces hommes rares dans les emplois mécaniques dont on admire l'universalité des talens.

En 1621. il vint à Paris avec les trois Princes de Bade ; il logea quelque tems avec eux au Faubourg saint Germain ; ensuite il s'engagea dans la profession des armes sous le Comte de Saligny, Capitaine au Régiment des Gardes.

On voit là-dedans une inconstance d'esprit, & peut-être un amour pour le libertinage. Il fut au Siège & à la prise de Montauban. Il revient à Paris ; il fait commerce de vin en détail , & le 14. Août 1625. âgé de vingt-cinq ans , il épouse dans l'Eglise de S. Eustache Marie de la Tour , fille de Jacques de la Tour , Archer du Guet , & de François Petiteau sa femme.

Le Contrat de mariage est passé par-devant deux Notaires du Châtelet le 14. Août 1625.

Monsieur Bignon a dit que cette femme étoit d'une beauté rare , dans un Plaidoyer qu'il prononça contre elle : sa beauté , malgré sa condition , pouvoit la faire aspirer à un parti avantageux ; mais sa vertu n'étant pas égale à ses charmes , elle borna son ambi-

tion. Elle avoit eu une intrigue avec un Abbé qui l'avoit tirée de la maison paternelle : leur commerce mystérieux fut bientôt trahi par la grosseille de la Belle. L'enfant fut baptisé sous le nom de l'Abbé.

Mémoire
secret trouvé sous le
scellé contenant la
vie de Marie de la
Tour, citée par M.
Bignon.

L'honneur est une île escarpée , & sans bords ;
On n'y peut plus rentrer quand on en est dehors.

Ce premier enfant eut deux freres de la même façon, baptisés aussi sous le même nom : il n'est pas étrange que cette Beauté deshonorée fixât son vol à un Artisan : soit que Jean Maillard , instruit de la chronique galante , fût peu touché d'être possesseur d'une Beauté qui avoit été profanée , ou soit qu'elle ait pris un mari qui n'étoit pas fait pour ses charmes , ils vécurent dans une grande mésintelligence.

La Tour pere avoit promis dans le Contrat de mariage , de donner pour la dot de sa fille la somme de neuf cens livres , dont trois cens livres devoient être employées en joyaux ; pour se dispenser d'exécuter sa promesse , sur le fondement du mariage discordant de sa fille , il l'engagea à former une demande en séparation d'habitation. Le mari le poursuivit pour lui faire payer

la constitution dotale ; le beau-père fut condamné à l'acquitter , & Marie de la Tour qui s'étoit retirée chez lui , fut condamnée à retourner chez son mari ; enjoint à lui de la traiter maritallement. Dans l'idée qu'ont les Artisans , caresser sa femme , & la battre de tems en tems , c'est la traiter maritallement ; ils s'imaginent que cette cérémonie est nécessaire pour le bien du ménage , & pour faire conserver sa raison à sa femme , & empêcher qu'elle ne déserte de chez elle entièrement.

La saine morale du mariage qui enseigne aux mariés à bien vivre ensemble , ne se pratique point dans sa pureté parmi le petit peuple.

Jean Maillard qui ne pouvoit point faire vivre sa femme à sa mode , & qui ne simpatifois point avec elle , renouvellant de tems en tems leurs querelles , crut qu'il devoit ailleurs chercher la paix qui l'avoit abandonné. Il résolut après quatre années de mariage de quitter sa femme & de la livrer à sa propre conduite. On n'a pas dit que les intrigues de sa femme soient entrées dans les motifs de cette résolution ; peut-être qu'il étoit peu délicat , & qu'il auroit pris pour devise : *Moins d'honneur & plus*

de Jean Maillard.

145

plus de repos. Environ l'année 1630. il s'en va en Allemagne avec le Baron de Pletemberg en qualité de Valet de chambre : Il demeure à son service jusqu'en 1638. travaillant toujours de son métier de Tailleur. Il avoit peut-être la passion de voyager , & de se divertir par la diversité des objets qui se présentent à nous , quand on court le monde.

En ce tems-là , trois Lorrains très-habiles en l'art de fondre des cloches , passerent chez le Baron de Pletemberg ; Maillard fit connoissance avec eux , & comme ils étoient tous du même País , cette connoissance fut bien-tôt cimentée d'une parfaite amitié. Le dessein de ces trois Artisans étoit d'aller dans les Villes & dans les Bourgs d'Allemagne , pour chercher de l'ouvrage. Ils étoient dépourvus d'un secours nécessaire ; ils ne sçavoient pas la Langue du País ; mais ils trouvoient cet avantage en la personne de Jean Maillard. Il sçavoit le François & l'Allemand. Ils lui proposerent s'il vouloit les suivre, non-seulement qu'ils lui montreroient leur art , mais encore qu'ils l'associeroient à leur gain. Cette proposition parut avantageuse à Maillard ;

Tome XII.

G

il l'accepta : ce fut par ce moyen qu'il apprit l'art de fondre des cloches , & que de Tailleur , il devint Fondateur.

Cet homme devenu un ouvrier excellent dans cet art , travailla avec succès en plusieurs Bourgs & Villes d'Allemagne , où l'on est fort curieux de bonnes sonneries : exceller dans un art mécanique fort borné , ne suppose pas un esprit distingué ; & comme c'est l'ordinaire des Artisans de prendre des Certificats de leurs ouvrages , qui leur servent de recommandation , Jean Maillard rapporta plusieurs Certificats qui le nommoient par son propre nom.

Jean Maillard , déjà d'un âge mûr , & qui n'étoit pas fort ambitieux , suivant le sort des esprits médiocres , pour vivre plus en repos , fait un Contrat avec les Religieux de l'Abbaye de Rein-felstein de l'Ordre des Bernardins , située au Pais de Hesse. Il s'engage de finir ses jours dans cette Abbaye en qualité de Religieux lay : il y avoit fait trois cloches ; il avoit même la liberté d'en faire partout ailleurs.

Mais pendant que ce Religieux lay fond des cloches en Allemagne , sa femme née pour le mariage , & pour

lui faire honneur par ses charmes , songe à se remarier à Paris ; & parce qu'elle ne peut se dire veuve de Jean Maillard , qu'en rapportant un Certificat de son décès , elle en prend un du Comte de Lignon , Capitaine d'une Compagnie de Chevaux-Legers , qui porte que le nommé *Jean Maillard , dit Mangin* , âgé de trente ans ou environ , ayant les cheveux blonds frisés , se disant natif de la ville de Toul , & marié à Paris , est mort du flux de sang en Italie , dans le Quartier de Salusses le 10. de Mars 1630.

Elle avoit jetté de longue main les fondemens de son mariage ; elle avoit eu un commerce de galanterie avec le sieur de Boissiere, Homme de condition : on en ignore les commencemens ; on sçait seulement qu'il fut révélé par la naissance d'un enfant qui fut baptisé le 23. Septembre 1623. Le sieur de Beaurains , frere du sieur de la Boissiere , fut parrain de l'enfant ; il lui donna sur les fonds de Baptême , le nom de Pierre Forain ; mais le même jour , il fit une reconnoissance toute contraire , qui porte que quoique cet enfant soit baptisé sous le nom de Pierre Forain , pour certaines considérations importantes , néanmoins la vérité est telle que cet en-

fant est , & appartient au sieur Pierre Thibault , sieur de la Boissiere son véritable pere , qui le reconnoît pour son fils. Cette reconnoissance est écrite de sa main , & signée sous seing privé , & reconnuë depuis pardevant Notaires , le dernier jour de Septembre 1658.

Qu'on suive les hommes même les plus raisonnables, on les surprendra dans des actions où ils se contredisent formellement ; ceux mêmes qui sont esclaves de leur honneur, se déshonorent sans peine. Le sieur de Beaurains ne se contente pas d'approuver le commerce illicite que son frere avoit avec une femme , dont la conduite n'étoit pas à l'abri de tout reproche ; mais il rend à l'enfant le fruit du mystere , l'office respectable de parrain ; on inscrit sa qualité dans des Registres authentiques qui apprennent qu'il est le confident du crime ; cette complaisance le conduit à souffrir le mariage dont il a approuvé le commencement ; lié par tant de démarches , il se révolte ensuite contre ce même mariage guidé par sa cupidité ; quelle Loi l'intérêt ne nous fait-elle pas violer ? Ce premier enfant par un enchaînement naturel d'une mauvaise habitu-

de , fut suivi d'un second , baptisé à S. Eustache le 5. Janvier 1633. que M. Bignon nous apprend avoir été tenu sur les Fonds de Baptême par un Grand Archidiacre d'un Chapitre. On ne peut attribuer cette action qu'à une grande charité ; mais n'est-elle pas indécente dans un tel Ecclésiastique ? Nous voyons plusieurs sollicitateurs du mariage que contracta le sieur de la Boissière avec Marie de la Tour ; sa beauté , leur amour mutuel , & leurs deux enfans. Il seroit difficile de décider lesquels furent les plus éloquens , & si la beauté qui fut muette , ne fut pas aussi forte que ceux qui parlerent. La fécondité n'est guères l'appanage des coquettes ; c'est pourquoi on la prend ordinairement pour la preuve de la fidélité , preuve à la vérité équivoque.

Le sieur de la Boissière céda à tant d'efforts , & passa un Contrat de mariage , dans lequel il y a deux clauses remarquables.

La première , *que les futurs conjoints reconnoissent avoir deux enfans , Claude & Pierre , issus d'eux , sur les promesses mutuelles de mariage qu'ils s'étoient faites réciproquement , après que Dame Marie de la Tour se trouva libre de dis-*

poser de sa personne par la mort du sieur Maillard.

L'autre contient la dot en ces termes : En faveur duquel mariage la future épouse a promis porter avec le sieur futur époux , la veille de leurs épousailles , la somme de trente mille livres tournois en deniers comptans : de laquelle somme il entrera dans la communauté la somme de douze mille livres ; & les dix-huit mille livres restantes seront réputées , & demeureront propres à la future épouse , & aux enfans nés du mariage ; pour tenir la cotte & ligne , de laquelle le futur époux sera tenu de faire emploi en acquisition de rentes ou héritages qui sortiront pareille nature de propre pour elle & ses fils ; & avantant que la future épouse prédécédât son futur époux , & que ses enfans vinssent à mourir , la future épouse a donné , & donne à son futur époux la somme de trente mille livres , comme à elle appartenante de son pur & loyal acquêt , pour en jouir lui & les siens , ou ayans cause , comme de chose à eux appartenante , en telle manière & façon qu'il leur plaira , sans que les héritiers collatéraux , ou ayans cause de la future épouse y puissent rien prétendre ; & en cas que le futur époux vint à prédécéder , la future épouse & leurs enfans pareillement , ou qu'il

7 eût dissolution du présent mariage , la future épouse s'est réservée l'usufruit de ladite somme de trente mille livres sa vie durant , pour en jouir & disposer ainsi qu'il lui plaira ; & après sa mort , délaisse le principal aux héritiers des propres du futur époux , décédé sans enfans du futur mariage , ou autre qui pourroit avenir.

Le 28. Avril 1646. ils s'épouserent en face de l'Eglise avec toutes les solennités ordinaires. Le chef-d'œuvre d'une coquette qui a des vûes solides , est de conduire son Amant au port du mariage. Deux enfans en furent issus , qui moururent avec le second ; il ne resta que Pierre Thibaud , sieur de Villiers , qui avoit été baptisé sous le nom de Pierre Forain. Quoique la célébration porte qu'il y a eu dispense des trois bans , elle ne s'est point trouvée.

M. Bignon rapporte que ce mariage fut approuvé par la mere du sieur de la Boissiere ; il cite un Mémoire écrit , signé de la main de ce particulier , où il raconte comment cette approbation se fit : elle le manda , sa femme , & ses deux enfans pour se rendre chez elle , par le ministère du sieur Grenet , Curé de S. Benoît son Pasteur , & son Directeur. Elle étoit dans son lit mala-

de ; elle regarda cette famille attentivement , & avec une grande complaisance. Le Curé étant auprès de son lit en présence de la Dame de Rantilly , & de la Dame de Beaurains sa bru ; & tenant un Crucifix à la main , elle dit : J'approuve , mon fils , votre mariage que vous avez fait il y a quelques années sans mon consentement ; je le bénis ; je reconnois vos enfans pour mes héritiers , & leur donne ma sainte bénédiction ; & se tournant vers eux , elle leur dit : Mes enfans , je vous verrai en Paradis. L'émotion des entrailles maternelles dans un pareil spectacle , affecte vivement celles qui font cet office.

Après une possession paisible de ce mariage pendant vingt-cinq années , le sieur de la Boissière décède. Pierre Thibaut son fils lui succède dans tous ses biens , sans aucune contestation de la famille.

Mais la cupidité ouvrit les yeux aux héritiers collatéraux ; on sçait qu'elle donne une pénétration merveilleuse. Ils se ressouvirent que Marie de la Tour avoit été autrefois mariée avec Jean Maillard ; un bruit sourd se répandoit que ce premier mari n'étoit

point mort ; la malignité fortifie ces murmures , & l'intérêt en sçait profiter.

Les collatéraux se servirent de Nicolas Maillard , frere de Jean , pour aller déterrer la vérité dans sa source. Il alla en Allemagne , & persuada si bien son frere , qu'il lui fit abandonner son Cloître , & l'engagea de revenir en France , dans l'espérance de recueillir une communauté opulente , qu'il feignoit que Marie de la Tour morte avoit laissée après son décès.

Maillard étant de retour en France , on lui découvre la vérité sans aucun nuage , & les collatéraux l'engagent à faire une Plainte pardevant le Lieutenant Criminel du Châtelet de Paris , en crime d'adultere contre Marie de la Tour. Cette Plainte est suivie d'une Information , & l'Information d'un décret de prise de corps contre Marie de la Tour , demeurant alors dans la ville de Gien.

Elle est amenée prisonniere de la ville de Gien dans la Conciergerie du Châtelet de Paris ; & après son Interrogatoire , Jean Maillard lui ayant été confronté , elle déclara qu'elle ne le connoissoit point.

Appel au Parlement de cette Procédure criminelle.

Arrêt contradictoire du 30. Août 1670. à l'Audience de la Tournelle , qui casse toute la Procédure du Lieutenant Criminel du Châtelet , & renvoye les Parties aux Requêtes du Palais pour procéder à fin civile. Le même Arrêt ordonne que la garnison mise à Machecreux , Terre du sieur de la Boissiere , sera levée , & que tous les papiers seront rendus à Marie de la Tour.

Dès qu'un accusé par la civilisation de la Procédure , est à l'abri de la peine , & qu'il n'a plus le glaive de la Justice suspendu sur sa tête , il est plus en état de mesurer ses forces avec celles de son adversaire. Marie de la Tour mit tout en usage pour faire passer Jean Maillard pour un imposteur.

On fait aux Requêtes du Palais plusieurs Procédures ; on renouvelle l'inscription en faux , faite à la Tournelle , contre le Certificat du décès de Jean Maillard : on fait des Enquêtes à Toul , à Chaumont , & à Paris : on conteste la validité de quelques-unes de ces Enquêtes ; on demande l'Audience sur le principal : Messieurs de la premiere Chambre des Requêtes du Palais , ordonnent que les Parties viendront à

de Jean Maillard.

155

la huitaine , & cependant que l'Enquête faite à Chaumont , sera mise dans un sac à part , pour en jugeant , y avoir tel égard que de raison.

Puisque nous voilà engagé dans la Procédure , il faut traverser en courant ce pais barbare.

Les collatéraux & Jean Maillard appellent de ce Jugement. L'Appel alloit à la Grand'Chambre ; mais Marie de la Tour demande le renvoi de la Grand'Chambre dans une Chambre des Enquêtes , à cause de la parenté des Parties. On convient de la troisième , où la Cause retenuë , la Chambre ordonne que les instructions seront continuées aux Requêtes du Palais , & fait défense de procéder au Jugement définitif , jusqu'à ce que les appellations ayent été jugées en la Cour.

Alors Maillard & les héritiers du sieur de la Boissiere interjettent Appel comme d'abus de la célébration du mariage du sieur de la Boissiere , & demandent l'évocation du principal.

Aux Requêtes du Palais , Maillard subit Interrogatoire sur plusieurs faits , à la requête de Pierre Thibaud , sieur de la Boissiere ; il tombe malade après avoir déclaré à son Confesseur & à tous

les assistans , qu'il étoit le véritable Jean Maillard , mari de Marie de la Tour ; il meurt le 16. Décembre 1671. âgé de soixante & dix ans & quelques mois , dans l'attente d'un Jugement qui devoit lever le voile , dont le tems & l'intérêt de Marie de la Tour avoient obscurci son état.

Jacqueline Maillard , sœur du défunt , reprit l'Instance. La cause fut commencée le 27. Avril 1672. & continuée pendant plus de quarante Audiences. Quatre Avocats plaiderent pour quatre sortes de Parties ; M^e. Robert le jeune , pour Jacqueline Maillard , sœur de Jean Maillard ; M^e. Sachot, pour M. de Beau-rains , & la Dame de Rantilly , frere & sœur du défunt sieur de la Boissiere , tous Appellans comme d'abus de la célébration de son mariage : M^e. Pageau pour Marie de la Tour , Dame de la Boissiere ; M^e. le Vayet , qui fut depuis Maître des Requêtes , pour le sieur de Villiers , Intimés.

Dans ce Procès immense , on a crû qu'il falloit s'attacher à la méthode qu'ont embrassée les Auteurs du Journal du Palais. Au lieu de rapporter tous les Mémoires des Avocats séparément, on traitera les cinq questions de Droit

l'une après l'autre , en rassemblant tous les moyens qu'ils ont employés. L'Ouvrage a déjà été fait par ces Journalistes ; on l'abregera en n'omettant rien d'essentiel ; mais ce qu'ils n'ont pas fait , on y mêlera les traits , & les nouvelles découvertes qu'a fait M. Bignon.

Les Appellans comme d'abus soutenoient dans le fait , que ce prétendu Jean Maillard décédé , étoit le mari de l'Intimée. Ils le prouvoient. Premièrement , par la déclaration & les Interrogatoires de Maillard. Secondement , par la conformité de ses signatures , avec celle de son Contrat de mariage , & de la Transaction faite avec son beau-pere. Troisièmement , par trois sortes de témoins ; la première , composée de parens ; la seconde , d'étrangers ; & entre ces parens & ces étrangers , quelques-uns des plus précis déposeroient de ce qu'ils disoient avoir vû dans l'impuberté.

Voilà quant aux preuves de fait. Je m'abstiendrai d'entrer dans le détail qui ne seroit pas instructif.

PREMIERE QUESTION.

Si le témoignage des Experts & Maîtres

Ecrivains qui déposent de la conformité des écritures , est une preuve suffisante pour la reconnoissance d'un homme.

La Cour avoit nommé quatre Experts sur la conformité ou dissemblance des signatures anciennes de Jean Maillard, d'avec les modernes. Les quatre Experts convinrent qu'elles avoient toutes été faites par une même personne ; que les dernières n'étoient distinguées des premières , que parce que la main qui les avoit faites , étoient appesantie par l'âge.

Les Appellans comme d'abus , disoient qu'il suffisoit qu'on y remarquât le même air d'écriture de Jean Maillard , qui étoit plus sujette à être altérée que son visage ; ainsi quand la seule pesanteur & le seul tremblement de la main causeroient quelques différences dans les traits , on devoit toujours conclure que les écritures anciennes & modernes , partoient de la même main.

Il est certain que dans l'ordre de la Justice , il n'y a gueres de preuve plus convaincante que celle-là , & à quoi on puisse mieux connoître que c'est un même homme.

De-là vient que ceux qui se sont

supposés pour d'autres qu'ils n'étoient , n'ont gueres osé s'exposer à cette épreuve ; ou ils disoient qu'ils ne sçavoient pas signer , ou ils s'excusoient sur le changement de la main.

Ainsi tout homme qui signe dans un Acte authentique , donne au Public un gage perpétuel pour sa reconnoissance. On ne peut pas confronter un homme avec lui-même ; mais on peut confronter les deux signatures l'une avec l'autre : ce sont les deux images de lui-même , & qui prouvent son existence par un témoignage immuable que l'on ne peut reprocher.

Or Jean Maillard étant jeune , a signé dans son Contrat de mariage ; il a signé dans deux Quittances : ces signatures ne sont pas suspectes , & pour faire voir qu'elles sont de lui , ce Vieillard a depuis signé de sa main tremblante à la face de la Justice , & a signé du même air qu'il avoit fait en sa jeunesse.

Vainement prétend-on qu'il a appris à contrefaire l'écriture de Jean Maillard ; un Artisan du commun , un Fondeur de cloches qui ne sçait presque pas écrire , seroit-il assez habile pour imiter la signature d'un autre ? Il faudroit

dire aussi qu'il a appris à son visage à lui ressembler : l'écueil du faussaire est l'air de l'écriture ; car qui ne sçait que les traits de l'écriture aussi-bien que ceux du visage , ont un certain air qui leur est propre & particulier , que la vûë saisit d'abord ? Ici c'est cet air qui frappe dans les écritures anciennes & modernes.

Ceux qui veulent faire fabriquer de fausses signatures , empruntent pour cela la main subtile d'excellens Maîtres : il faut une grande habitude à contrefaire & à imiter : il faut beaucoup d'art , beaucoup de cette malheureuse expérience , qui peut quelquefois imposer. Cependant on veut qu'un Artisan grossier , dont la main est appesantie par des ouvrages massifs & de peine , ait été tout d'un coup capable de ce raffinement.

Les faussaires qui imitent la signature d'autrui , la composent dans le secret de leur cabinet ; ils en étudient , ils en peignent tous les traits à loisir ; ils n'en hazardent même jamais qu'une seule dans le Public : une seconde pourroit découvrir leur imposture par la dissemblance , assez ordinaire à ceux qui ne font qu'imiter.

Mais ce Vieillard signe hardiment en public devant les Magistrats , à la vûe de ses Parties , & en toutes rencontres. Est-ce là le caractère & la conduite d'un imposteur ?

On a allegué qu'il s'étoit exercé depuis long-tems à cette étude ; mais sur quel modele ? Il ne se trouve que les signatures des Actes dont on a parlé , qui sont sur des Minutes gardées soigneusement chez des Notaires ? Cet homme qui étoit en Allemagne , les pouvoit-il voir , & les voir assez long-tems pour s'étudier à les contrefaire. Comment ce Vieillard à soixante & dix ans , auroit-il pû commencer d'apprendre à contrefaire la signature d'un autre ? A cet âge , bien loin de pouvoir rien apprendre , on n'est plus capable que d'oublier ; l'imagination se retroidit , les sens s'obscurcissent , la main s'engourdit ; & l'on veut qu'en cet état , il ait appris l'ouvrage le plus subtil de l'imagination & de la main !

Mais ce qui ne souffre pas de réplique , est qu'il se trouve des signatures que Jean Maillard a fait en Allemagne , particulièrement celle qui fut apposée sur le Traité qu'il fit en 1650. avec les Moines de l'Abbaye de Rein-

felstein pour sa nourriture ; il n'y a rien de moins suspect : la qualité de l'Acte très-authentique , le tems , le lieu où il a été fait , l'Abbé & les autres personnes qui l'ont signé , en rendent la foi incontestable ; cependant c'est la même signature que celle d'aujourd'hui.

Quand on veut combattre la preuve qui résulte de la ressemblance des écritures , parce que les faussaires nous représentent ces ressemblances , on répond que les ignorans s'y méprennent , mais que les habiles Experts en discernent la fausseté.

Quand il se présentera , dit la Loi , une question de faux , que le Juge examine diligemment la vérité par argumens , par témoins , par comparaison d'écritures , & qu'il la cherche par tous les vestiges qu'on en peut découvrir. Ubi falsi examen incidet, tunc acerrima fiat indagatio argumentis, testibus , scripturarum collatione aliisque vestigiis veritatis. L. 22. Cod. ad Legem Corneliam de falsi. Or si la Loi nous prescrit de chercher la vérité dans la comparaison des écritures , c'est un témoignage que si nous y trouvons une parfaite ressemblance , nous y trouvons la vérité , & une reconnoissance telle

que demande la Loi pour asseoir son Jugement ; car la Loi ne nous indiqueroit pas la comparaison des écritures , s'il étoit moralement impossible d'y rencontrer la vérité.

On oppose que de la comparaison de deux écritures , il n'en peut naître qu'une vrai-semblance , une opinion , & non pas une certitude : de sorte que la vrai-semblance étant opposée à la certitude , & l'opinion à la science , la conséquence n'est pas absolument vraie. Ainsi on ne peut pas dire : Il est vrai-semblable que ces écritures sont , ou ne sont pas d'une même main : Donc elles sont , ou elles ne sont pas d'une même main.

On répond que quand des Experts assurent que des écritures sont semblables , ils ne se fondent pas sur une vrai-semblance , mais sur la vérité même ; ils assurent que c'est la même écriture , quand les Pièces de comparaison sont conformes , & ils ne disent point qu'il est vrai-semblable que celui qui a fait une signature a fait l'autre : ce seroit juger des choses en Philosophe Pyrronien , qui n'oseroit assurer en plein midi qu'il est jour. Car s'il n'y a aucune différence essentielle entre deux écritures , on peut dire affirmativement :

Voilà la même écriture , c'est la même main , c'est la même personne qui l'a écrite.

En second lieu , c'est se jouer de ces termes , *ressemblance & vrai-semblance* ; puisque quand nous disons que deux choses sont semblables , nous n'avons point d'autre expression pour marquer qu'une chose , & une autre différentes individuellement , sont semblables dans leur espece , & sont les effets pareils d'une semblable cause. Ce furent là toutes les raisons des Appellâns.

Les Intimés firent d'abord de ces réponses qui n'entrent point dans l'ame , & qui s'arrêtent sur la superficie ; ils dirent que la ressemblance de l'écriture est infiniment plus trompeuse que celle du visage.

Aussi combien de faussaires ont abusé les Juges , les particuliers , & les Experts mêmes , par la conformité des écritures ? Raveneau , sçavant Expert , témoigne pag. 30. 31. 32. *qu'il a vû des personnes publiques demeurer d'accord d'avoir fait des signatures contrefaites, comme on le reconnut depuis. Cependant , ajouta-t-il, une écriture ou une signature qui sera reconnüe & avouée par un particulier , avoir été par lui faite , c'est une preuve*

sans comparaison plus certaine , que si tous les Experts du monde disoient le contraire, par les règles de leur art qui ne se rencontrent pas toujours certaines.

L'écriture & la signature du faux Sebastien qui parut à Venise en 1598. furent trouvées conformes à celles que le Roi Sebastien de Portugal avoit faites en 1578. lorsqu'il passa en Afrique contre les Maures. Ces faits sont rapportés dans l'Histoire Septenaire , *Liv. 4. pag. 249.* & dans le Mercure François , *Tome I. pag. 277.*

En l'année 1608. un nommé François Fava , Médecin , reçut la somme de dix mille ducats à Venise , sur de fausses Lettres de Change d'un Alexandre Bossa , Banquier à Naples , neveu & correspondant de celui à qui elles étoient adressées : & ce qui est de plus remarquable , en quinze jours ce fausfaire avoit si bien appris à imiter l'écriture & la signature de ce Banquier , qu'il trompa aisément celui qui par toutes sortes de raisons , les devoit parfaitement connoître.

Une Inconnue , dit le Mercure François , *Tom. 13. pag. 208.* supposée Henriette de Bourbon , Reine de la Grande Bretagne , sœur du feu Roi Louis XIII.

fugitive d'Angleterre , disoit-elle , pour éviter la persécution faite aux Catholiques ; s'étant réfugiée dans le Couvent des Religieuses de sainte Claire de Limoges , condamnée au foyet pour son imposture , par Sentence du Lieutenant Général de la Sénéchaussée du lieu , n'ayant jamais sçu écrire , avoit seulement appris à signer *Henriette de Bourbon* : En cela , semblable à tous les autres imposteurs , dont l'un des premiers soins est de s'étudier à l'imitation des écritures.

Enfin nous avons un exemple célèbre , & plus ancien que tous les précédens. Nous voyons dans l'histoire secrète de Procope , une chose surprenante d'un nommé Priscus , de la ville d'Emese. Il avoit contrefait avec tant d'art l'écriture de tout ce qu'il y avoit de personnes de qualité dans la Ville , & celle même des plus célèbres Notaires , que personne n'y reconnut rien , jusqu'à ce qu'il l'avoüa lui-même. L'Historien remarque que la foi qu'on ajoutoit aux Contrats de ce faussaire , fut le sujet d'une Constitution , par laquelle Justinien ordonna que dorenavant on ne prescriroit plus contre l'Eglise Romaine , par un moindre espace de

tems que cent années. C'est sur ces principes que dans les questions d'état, où il s'agit du bien & de l'honneur, comme dans les matieres criminelles où il s'agit de la vie, la preuve par comparaison d'écritures, n'est pas une preuve, & jamais elle n'y a été reçue par aucune Loi ancienne ni nouvelle. Car la Loi *Ubi Cod. ad L. Corneliam de Falsis*, dit bien qu'il faut chercher la vérité par tous les moyens qu'on peut; par argumens, par témoins, par comparaisons d'écritures; mais elle ne dit pas que la preuve par comparaison d'écritures soit absolument une preuve: Elle dit qu'il faut chercher la vérité; mais elle ne dit pas affirmativement que la vérité se découvre par la comparaison des écritures.

Dans ces matieres, on ne doit reconnoître que trois sortes de preuves: les titres, les témoins, & les indices. Les titres ne doivent pas être des écritures dont on tire des conséquences par induction; il faut que ce soient des Actes qui prouvent directement & formellement, & qui fassent foi par leur autorité propre. Les témoins doivent déposer du fait comme d'une chose qu'ils ont connue immédiatement, & qui est tombée

sous leur sens. Les indices doivent être manifestes , & plus clairs que le jour.

Or la comparaison d'écritures n'est pas une preuve litterale ; car elle ne contient point le fait ; elle ne prouve pas immédiatement , elle ne fait pas foi par sa propre autorité , on n'en tire rien que par induction : Loin de prouver , elle doit être prouvée : elle a besoin du raisonnement des Experts.

Ce n'est pas non plus une preuve par témoins , parce que les Experts n'ont pas vû le fait immédiatement , & par eux-mêmes : leur connoissance de la prétendue conformité n'a pas été produite par le ministère des sens , qui sont les causes d'une connoissance phisique , mais par des raisonnemens & par des conjectures qui ne peuvent établir que l'opinion.

En dernier lieu , ce n'est pas une preuve par indices , puisque les indices qui en peuvent naître , ne sont pas indubitables , & clairs comme le jour. Si c'étoit un iadice , ce n'en seroit qu'un seul , puisque la comparaison d'une infinité de pieces ne fait qu'une seule ressemblance. Or il est certain que les indices comme les témoins : doivent être

être plusieurs en nombre , principalement dans les choses importantes ; & c'est en tout cas que nous disons qu'un seul témoin & nul témoin, sont la même chose ; ainsi d'un seul indice & de nul indice , on tire la même conséquence.

Que la preuve par comparaison d'écritures ne soit tout au plus qu'un indice , nous l'apprenons de sa définition même. Balde *ad Leg. comparationes, num. 34.* dit que la comparaison d'écritures n'est autre chose qu'un argument pris de la ressemblance , & de la vraisemblance : *Scriptura ex quâ fit comparatio , nihil aliud est nisi argumentum à simili , & verisimili.* Cette définition est très-juste , & pour le faire voir , posons deux écritures les plus semblables du monde , & raisonnons dessus sans préoccupation ; nous ne devons rien dire autre chose , sinon : *Voilà deux écritures pareilles , donc il est vraisemblable qu'elles sont d'une même main.* Cependant il est certain qu'il n'y a pas de plus foible argument que celui de la vraisemblance , puisqu'on n'a jamais appris à conclure ainsi : Cela est vraisemblable, donc cela est. Ce faux raisonnement peut encore paroître plus en son jour par une comparaison fort naturelle.

Comme nous voyons souvent que la nature se jouie dans ses ouvrages , de même il arrive souvent que les productions de l'art sont bizarres ; mais il est bien plus rare de voir deux enfans de divers peres qui se ressemblent , que non pas de voir deux écritures de différentes mains qui soient semblables. La ressemblance de deux personnes qui ne sont pas nées de mêmes parens , ne peut être qu'une chose fortuite ; au lieu que la ressemblance de deux écritures peut être non-seulement fortuite , mais étudiée. Néanmoins quoiqu'il soit infiniment plus difficile de voir des personnes qui se ressemblent sans avoir mêmes parens , que de voir deux écritures pareilles , sans être de même main ; en Justice , ce ne seroit pas un bon argument que de conclure de la ressemblance de deux personnes qu'ils sont freres , & que par conséquent , ils ont part tous les deux à une même succession. A plus forte raison de la ressemblance des écritures , qui est un argument plus foible , nous ne pouvons pas conclure la reconnoissance certaine d'un homme. Nous ne pouvons pas dire absolument que c'est un tel , & non pas un autre ; que c'est le véritable Mail-

lard , & non pas un faussaire & un imposteur.

C'est en ce cas que le Juge ne peut trop se précautionner contre les apparences trompeuses : Il n'est pas nécessaire pour cela qu'il soit un Pirronien qui doute de tout ; mais il faut que comme le Sage , il ne donne pas trop de créance à tout ce qui est de soi-même fort incertain. La prudence ordinaire le veut ainsi , particulièrement quand on voit d'un côté un Certificat de décès , une absence de quarante années , un enfant & une veuve en possession de leur état ; & de l'autre , qu'on n'apperçoit qu'un phantôme suscité par l'avarice. Quelques subtils que soient les raisonnemens qu'on vient de mettre en œuvre : il est toujours vrai de dire que l'on peut assurer que Jean Maillard prouve par son écriture qu'il est le véritable. Cette écriture , si l'on veut , n'est que vrai-semblance ; mais dans l'obscurité où nous marchons , la vérité se dérochant à nous , cette vrai-semblance en doit être envisagée comme un argument invincible dans les questions d'état.

SECONDE QUESTION.

Si la ressemblance établie par témoins est une preuve certaine pour la reconnoissance d'un homme, & si des témoins fort vieux qui font cette reconnoissance, peuvent déposer de ce qu'ils ont vu étant impuberes.

Les Appellans disoient que la preuve testimoniale est la plus concluante & la plus nécessaire dans les questions d'état, lorsqu'il s'agit de prouver le crime qui demande une peine capitale. Plusieurs des témoins, dit-on, lors de leurs dépositions en faveur de Maillard, étoient fort vieux, & étoient impuberes, lorsqu'ils ont vu les objets qu'ils déposoient; les uns n'avoient que dix à onze ans; les autres ne passoient point quatorze années; donc on ne doit pas les écouter: mais on n'a pas fait attention que la Loi défend aux impuberes de témoigner, à cause de la foiblesse de leur raison, non à cause de la foiblesse de leur sens; au contraire, la nature est toute nouvelle en ces jeunes gens; leur vûe est une glace toute récente que le tems n'a point ternie; leur ouïe n'est point distraite par de profondes réflexions, ni affoiblie par des accidens fortuits qui

les affectent ; leur mémoire est une table d'attente , capable de toutes sortes d'impressions ; elle s'y grave si fortement , que dans le naufrage des especes qui échappent à la mémoire à cause de la vieillesse , les idées de la jeunesse se conservent toujours : on voit donc qu'on interdit le témoignage , parce qu'en cet âge-là , ils ne connoissent pas la conséquence d'une déposition ; ils ignorent la force des termes qui vont à charge ou à décharge , & que d'ailleurs l'ignorance pourroit être un piège pour la subornation.

Ainsi des majeurs peuvent bien dans leurs dépositions , mettre en usage les connoissances qu'ils ont acquises avant leur puberté : ils en pouvoient abuser avant leur raison ; mais dès qu'ils en sont guidés , on ne doit plus craindre cet inconvénient : elle leur enseignera à mettre à profit ce dépôt utilement pour la vérité.

Plus de quarante témoins , plusieurs aussi vieux , ou plus vieux que Jean Maillard , disent tous unanimement que c'est lui-même , & qu'ils le reconnoissent avec certitude.

Les uns l'ont reconnu pendant qu'il étoit à Toul , lors de son dernier retour

d'Allemagne : ils ont conversé familièrement avec lui ; ils ont été ses camarades , ses voisins , ses amis , & ils l'ont parfaitement reconnu.

Les autres l'ont vû & fréquenté à Paris pendant qu'il y demeurait avec Marie de la Tour , & ils l'ont reconnu de même.

Plusieurs ont aussi marqué des maisons où ils l'avoient trouvé , & ont apporté des renseignemens certains qui leur ont rappelé toutes leurs idées , & tous en ont parlé avec une certitude invariable.

Il y en a même qui l'ayant vû autrefois , avoient dit dans leurs premières dépositions , qu'ils le reconnoîtroient s'ils le voyoient. Il leur a été représenté ; ils l'ont parfaitement reconnu dans une seconde déposition.

Enfin , plusieurs ont déposé qu'ils le connoissoient à deux marques infailibles : l'une est l'air de la personne dont ils avoient conservé l'idée ; l'autre , la parfaite ressemblance avec sa mere & sa sœur.

L'air de la personne , est ce je ne sçai quoi que chacun conçoit fort bien , & que nul ne sçauroit expliquer ; c'est un certain caractère particulier que la na-

ture a imprimé sur chacun des hommes , qui rejaillit des traits du visage , des yeux & de la taille , du poil , de la contenance , & de toute la personne qui la marque si bien , & la fait si bien reconnoître , que l'on ne sçauroit s'y méprendre.

Il y a même des gens qui ont un air plus aisé à saisir les uns que les autres ; il y en a qui ont un visage commun qui ne s'imprime pas bien ; il y en a d'autres qui ont un air & des traits si particuliers , que l'empreinte s'en conserve toujours ; on les reconnoît infailliblement en quel tems qu'on les revoye.

C'est ainsi que parlent les témoins de Jean Maillard. Ils ont dit qu'il étoit extrêmement reconnoissable à tous ceux qui l'avoient vû autrefois , & l'avoient fréquenté un peu familièrement ; les uns ont parlé de ses yeux , les autres de son nés , les autres de ses oreilles , les autres de son menton , les autres de sa voix , & tous de ses traits & de son air , dont ils ont dit que l'idée ne pouvoit jamais s'effacer.

Les principaux traits étoient extraordinaires , sur-tout le nés & les oreilles. Il avoit le nés assez gros vers l'extrémité , & aquilin , & recourbé par le mi-

lieu : il avoit aussi les oreilles d'une figure toute particuliere ; elles étoient toutes plates , sans être rebordées , & l'extrémité d'en-bas , qui à tous les autres hommes , est un cartilage charnu & pendant , où l'on attache les pendans d'oreilles , étoit entierement collée , & attachée à la peau où finissent les jouës : c'est pourquoi il y a des témoins qui disent qu'ils l'ont reconnu à ses oreilles , cela étant fort singulier & fort remarquable ; & ils n'ont trouvé de changement qu'à la couleur de ses cheveux , qui de blonds qu'ils étoient autrefois , étoient devenus blancs.

Ce changement ne déguise presque point une personne à cause du grand rapport qui est entre le blond & le blanc. Quand les témoins parlent de la sorte , ils ne disent pas que celui qu'ils voyent , ressemble à Jean Maillard ; mais ils disent que c'est lui-même ; pourquoi tiennent-ils ce langage ? C'est qu'ils voyent la parfaite conformité qui est entre Jean Maillard & son portrait qu'ils ont dans leur ame. Quand nous voyons le tableau d'une personne , si la ressemblance est parfaite , nous disons : C'est lui ; il ne lui manque que la parole. Pourquoi portons-nous ce ju-

gement : C'est à cause de la ressemblance parfaite qui est entre le tableau & le portrait qui est au-dedans de nous. Si le Peintre n'a pas bien saisi cette ressemblance , nous disons : Il a quelques-uns de ces traits , mais ce n'est pas lui. Nous consultons le portrait intérieur , & nous le comparons.

Ainsi quand nous rencontrons nos amis , nos parens après une longue absence , nous les reconnoissons parfaitement ; nous ne les prenons pas seulement pour des gens qui ressemblent à ceux que nous avons vûs autrefois , nous sommes assurés que ce sont eux , autant que nous sommes assurés que nous sommes nous-mêmes ; cependant cette assurance n'est fondée que sur l'idée intérieure que nous avons conservée de leur visage & de leur air , & sur la parfaite conformité qu'elle se trouve avoir avec celui qui se présente.

En effet , cette parfaite idée est une règle certaine que la nature a établie pour distinguer les objets : elle est invariable dans les animaux qui reconnoissent leurs petits parmi une infinité d'autres semblables sans se méprendre : elle est infailible dans les hommes, qui

se reconnoissent les uns les autres , & se reconnoissent avec certitude.

Mais comment reconnoître après quarante ans ? Les témoins peuvent-ils faire foi après un si long-tems ? N'est-ce pas pour cela que les crimes se prescrivent par vingt ans , & les condamnations par trente ans ?

La réponse est aisée. Les personnes qui ont cet air reconnoissable dont les témoins ont parlé , ne changent jamais assez pour n'être pas reconnus. Il y a tel Vieillard à qui l'on dit : Vous êtes bien changé ; j'aurois eu peine à vous reconnoître d'abord, néanmoins je vous remets bien. Il y en a d'autres à qui l'on dit : Vous n'êtes point changé ; vous voilà vous-même , comme si vous n'aviez que vingt-cinq ou trente ans. C'est toujours le même visage , quoi-que vieux : ce sont les mêmes traits , quoiqu'ils ne soient pas si frais ; c'est le même air qui ne s'éteint jamais , parce que c'est toujours la même personne ; & après quelque tems que ce soit , on reconnoît parfaitement les Vieillards aussi-bien que les autres. Il n'y a personne qui n'en ait quelque expérience.

Qu'un homme retourne en sa Pro-

vince , d'où il étoit sorti étant jeune pour s'établir ailleurs , toutes ses anciennes connoissances se renouvellent , tous ses vieux amis lui disent : Il me semble que je vous vois encore que vous n'aviez que quinze ans. On se reconnoît avec autant de certitude , que si l'on s'étoit toujours vû. On ne peut donc pas dire : *Comment se reconnoître après quarante ans ?*

Au surplus , ce n'est point à cause de la difficulté de la reconnoissance qu'un crime se prescrit par vingt ans , c'est parce que le tems qui a servi de peine , a purgé le crime , & par conséquent prescrit l'action.

D'ailleurs il y a bien de la différence entre un témoin qui n'a vû peut-être qu'une fois un homme , lorsqu'il a commis une telle action , & dans la mémoire de qui cette légère image peut s'effacer par le tems ; & entre un parent , un ami familier , qui ne peuvent jamais perdre la connoissance de leur parent ou de leur ami qu'ils ont vû dix mille fois.

C'est ainsi que dans toutes sortes de dépositions & de confrontations , les témoins font foi entière , quand ils disent qu'ils connoissent une personne.

& qu'ils reconnoissent celle qui leur est présentée : *C'est la personne dont j'ai entendu parler, je la reconnois.* Il n'est pas nécessaire de dire : Je la reconnois, parce qu'elle a les yeux, le nés, les traits de telle ou telle façon : Ces termes, *Je la reconnois*, veulent dire : J'en suis certain ; & bien souvent on seroit fort empêché de marquer particulièrement à quoi on reconnoît une personne : *Je la reconnois, parce que je la reconnois, & que je la voi.* Il n'en faut point d'autre raison, & c'est même la meilleure. Car ceux qui disent : Je vous connois à des yeux de telle couleur, à un nés tourné de telle façon, & à quelqu'autre marque particulière, semblent douter un peu, & chercher des preuves pour dissiper leur doute ; mais celui qui dit qu'il reconnoît une personne, parce qu'il la connoît fort bien, ne cherche point, ne doute point : il ne lui faut point de renseignement ; il sçait qu'il connoît parfaitement Jean Maillard, il le voit présentement ; il affirme par serment avec une certitude entière, que c'est lui-même.

On objectera que la ressemblance est un signe quelquefois équivoque, qu'il peut être l'effet d'une rencontre for-

suite, & qu'il y a bien des gens qui ont abusé de pareille ressemblance.

On répond que la ressemblance sera toujours dans la pensée des personnes de bon sens, un argument bien fort, particulièrement lorsqu'il est joint à tant d'autres preuves convaincantes qu'ont les Appellans.

Aussi le signe de reconnoissance que la nature forme entre ceux qui sont d'un même sang, est presque toujours invariable parmi les animaux, & le seroit sans doute parmi les hommes, si nulle cause étrangere n'en empêchoit l'impression. Cette image de la mere sur le visage des enfans, est une preuve muette qui doit frapper l'esprit, parce qu'elle est conforme aux loix de la nature; c'est son cours ordinaire que des freres & des sœurs se ressemblent: *qualem decet esse sororem.*

S'il arrive que cette ressemblance se rencontre aussi entre des personnes étrangères, elle est toujours très-imparfaite; ce n'est que le rapport de quelques-uns des traits; mais il n'y a jamais de conformité si entiere des personnes: & au reste cela est si rare, que l'on ne peut non plus y faire de considération que sur des miracles.

Il y a eu des imposteurs , dit-on , qui ont surpris le monde par la ressemblance : donc la ressemblance ne prouve rien du tout ; donc il faut exclure ce grand argument. Jean Maillard ressemble parfaitement à sa mere & à sa sœur. Cela n'est rien , parce que les faux Aléxandres , les faux Nérons , les faux Démétrius ressembloient aux véritables.

Si Jean Maillard ne ressembloit à aucun de sa famille , les Intimés ne manqueroient pas d'en faire une forte preuve. Cependant quand il se présente avec le visage de sa mere & de sa sœur , c'est un faux Aléxandre , c'est un faux Néron , c'est un imposteur. Comment donc falloit-il qu'il fût pour être le véritable Maillard ? Faut-il qu'il ressemble , ou qu'il ne ressemble pas ? S'il ne ressemble pas , quelle apparence que ce soit lui ! S'il ressemble , cela n'empêche pas que ce ne soit un imposteur.

S'il a paru quelquefois des gens qui se sont ainsi supposés pour d'autres , sous prétexte du rapport des visages , cela n'est gueres arrivé que pour des intérêts d'Etat , pour lesquels on fait mouvoir de grands ressorts & de grandes machines que les particuliers ne pénètrent point , & dont les exemples

ne peuvent gueres être tirés à conséquence.

Quand la même chose arrive dans les familles de particuliers , ce sont des prodiges ; il ne s'en voit pas un en tout un siècle , & on ne doit pas présumer que tout homme qui revient après une longue absence , est un faux Martin Guerre.

Mais sans nous amuser à démêler les especes particulieres de quelques imposteurs convaincus , sans examiner s'ils ressembloient ou ne ressembloient pas , sans pénétrer dans les circonstances qui les ont fait découvrir : ne suffit-il pas de dire que s'ils avoient entrepris de tromper le Public par la seule apparence d'une ressemblance , il faut conclure de-là que la ressemblance est un des plus puissans argumens pour prouver l'existence d'une personne , puisque les imposteurs s'en sont servis , comme étant une des plus fortes marques de la verité , & que c'est par-là qu'ils ont imposé au Public.

Il y a des signes qui sont propres & naturels à la verité , & qui ne cessent pas d'en être les signes , quoique le mensonge s'en soit quelquefois revêtu pour se déguiser. Les Anges de ténèbres

sont capables de se transformer en Anges de lumière , cependant il ne s'enfuit pas que la lumière ne soit point une marque pour reconnoître les bons Génies : au contraire , c'en est le caractère le plus visible , puisque les mauvais l'empruntent , afin de se faire passer pour bons.

La conformité des signatures est une preuve de leur vérité : autrement on ne pourroit vérifier l'écriture d'une personne , quand on aura la témérité de la nier. Or la conformité des visages est bien un argument d'une autre force que celle des écritures : elle n'est point exposée à l'art d'un faussaire , ni aux soupçons d'avoir été étudiée. Le sage Ouvrier qui met ce caractère sur le visage de ceux qui sont du même sang , & qui l'a mis sur celui de Jean Maillard , n'est point aux gages du sieur de Beaurains , ni de la Dame de Rantilly : c'est une preuve que l'on ne peut ne supposer , ni changer , ni démentir ; & puisque ce Vieillard a l'air , les traits , & le visage de Jean Maillard , qu'il en a la taille , qu'il en a toute la voix , qu'il est l'image naïve de sa mere & de sa sœur , dont la dernière est encore une preuve vivante , & qui sert , pour ainsi dire , de

pièce de comparaison pour vérifier cette conformité : Que peut-on conclure autre chose , sinon que c'est lui-même ?

Marie de la Tour qui connoît bien la force de cette vérité convaincante , a voulu faire dire à quelques témoins de son Enquête , que Jean Maillard avoit quelques traits différens , qu'il n'avoit pas le nés comme celui-ci ; mais elle n'a pas pû empêcher que ces mêmes témoins n'en aient fait le portrait au naturel. Jean Maillard , disent-ils , étoit grand de taille , il avoit les cheveux blonds & frisés , il avoit un nés un peu gros par le bout , & recourbé vers le milieu ; on l'appelloit à cause de cela , nés de perroquet. Voilà ce que disent les témoins de Marie de la Tour : Voilà aussi le portrait véritable de Jean Maillard.

Pour les Intimés , on soutenoit au contraire qu'il n'y a point de preuve plus incertaine que celle des témoins : Nos Loix l'évitent autant qu'elles peuvent , à cause de la corruption & de l'erreur qui en sont presque inséparables.

Quand la corruption ne seroit pas à craindre , les témoins peuvent être surpris : le crime d'une seule personne en peut engager plusieurs dans l'erreur :

Qu'un homme publie une nouvelle avec hardiesse , le peuple la recevra avec avidité , il s'étudiera à l'augmenter , il s'échauffera à la soutenir.

Tacite remarque que le faux Druſus avoit une infinité de Grecs pour témoins : *Alliciebantur ignari famâ nominis , & prompti ad nova mira , fingeant simul credebantque.*

Le faux Frideric Duc de Suaube , que l'Empereur Rodolphe fit brûler vif à Vetzlard , eut pour témoins les habitants des Villes du Rhin , qui prirent les armes pour sa défense.

Le faux Woldemar, Marquis de Brandebourg, qui fut aussi brûlé , & reconnu pour un simple Meûnier , eut pour témoins le Duc de Saxe , les Princes d'Anhalt , Charles de Luxembourg, Roi de Bohême , & un si grand nombre de ses Sujets prétendus , que pendant neuf ans , il fit la guerre à Louis de Baviere Empereur.

Perkin Wabeck , fils d'un Juif converti , habitant de Tournai , fut reconnu pour le Duc d'Yorck par sept mille Anglois de la Province de Cornuaille , qui le reçurent pour Roi sous le nom de Richard IV. par Charles VIII. Roi de France , qui l'appella & le traita royalement dans sa Cour , par Maxi-

milien d'Autriche , Empereur , & par Jacques IV. Roi d'Ecosse , qui lui fit épouser Catherine , fille du Comte de Gordon de Huntley , sa propre parente. Voilà d'illustres témoins , & en cela l'imposteur eut un avantage que la vérité n'aura jamais.

Mariana dit que l'âge & la ressemblance de celui qui se disoit Alphonse Roi d'Aragon , en persuadoient plusieurs : *Quia vulgus fingendi avidum, hac ipsa in majus augebat* : Parce que le peuple avide de fiction prenoit soin d'embellir & répandre celle-là.

Le faux Martin Guerre avoit trente ou quarante témoins , entre lesquels étoient les quatre sœurs du véritable.

Tous ces témoins avoüerent véritablement leur erreur lorsque Martin Guerre leur fut confronté.

Le faux Michaud avoit vingt-quatre témoins de la Ville de Toul , entre autres la belle-mère & une cousine du véritable , que sa fuite convainquit d'avoir déposé faussement pour lui ; aussi le Parlement de Metz décréta d'ajournement personnel contre quelques-uns , par Arrêt du 12. Janvier 1667.

Le faux Selerin Poivet en avoit pareillement vingt-quatre , qui tous depo-

soient formellement de la ressemblance , des marques naturelles , & des particularités de la vie , & le reconnoissoient pour le véritable ; cependant ils étoient abusés ou faussaires , puisque la Cour le condamna aux Galeres par Arrêt du 14. Juillet 1671.

Le faux Veré en avoit deux qui en valoient une infinité d'autres : l'un étoit la mere , & l'autre le frere du véritable : celle-là le maria en qualité de fils ; celui-ci le reconnut pour son aîné , & renonça pour lui aux deux tiers d'un bien qui devoit lui appartenir tout entier ; cependant l'un & l'autre qui devoient être si clair-voyans en cette rencontre , avoient été surpris & trompés par un imposteur , surquoi il y eut Sentence du Lieutenant Criminel de Saumur le 12. Mars 1657. & Arrêt de la Cour le 21. Juin 1659. qui reconnut le faux Veré pour imposteur. De-là vint que le Parlement de Toulouse dans l'affaire de Martin Guerre , rejetta presque les informations faites à la requête des Parties , ordonna que d'office d'autres témoins seroient ouïs.

Ces principes ainsi établis , les Intimés soutiennent que l'existence de Jean Maillard ne peut pas être prouvée par témoins.

Cette proposition est fondée sur la longue absence. Jean Maillard n'a point été vû à Paris depuis l'année 1629. ni à Toul depuis l'année 1615.

L'absence de Paris est constante. A l'égard de celle de Toul, les témoins de l'imposteur ne sont pas d'accord entre eux : ils marquent tous des années différentes depuis 1615. jusqu'en 1620. Dans cette diversité de faits, on ne peut mieux faire que de choisir le tems où les deux différens partis se rencontrent; c'est l'année 1615.

De - là il suit que les témoins de Toul ne doivent point être reçus s'ils étoient impuberes lorsqu'ils ont vû Jean Maillard, quand il s'en alla en Allemagne : en cet âge-là ils n'ont pas été capables de s'en faire une assez forte idée pour la conserver malgré le tems qui a travaillé continuellement à l'effacer, particulièrement ceux à qui Maillard étoit indifférent, & qui n'étoient pas toujours avec lui.

Voilà un principe d'incertitude qui rend ces dépositions inutiles. Voici une raison de droit pour les faire rejeter.

On ne reçoit point le témoignage des impuberes ; les témoins de Toul qui ne sont pas âgés de soixante & dix ans,

étoient impuberes en 1615. Il ne faut point considerer le tems où ils déposent, mais celui où ils ont vû Jean Maillard. Car ce n'est que sur les especes de ce tems-là qu'ils parlent. Ils ont pû acquiescir avec l'âge plus de solidité dans le raisonnement, & plus de fermeté dans l'esprit; mais non pas plus de certitude dans les idées qu'ils n'ont conçues que par le ministere des sens.

Si les idées ont été fausses, il n'y a point de réflexion qui ait été capable de les corriger; elles n'étoient pas l'ouvrage de l'esprit où elles avoient été reçues, mais de l'objet qui les avoit produites. Il n'y avoit donc qu'une nouvelle présence de ce même objet qui les pût rendre plus parfaites; & par conséquent il est vrai de dire que ceux qui n'ont vû Jean Maillard que quand ils étoient impuberes, n'ayant pas eu alors la capacité d'en déposer, ils ne l'ont pas acquise par la suite. En un mot, des Vieillards ne peuvent pas affirmer ce que des enfans ont vû.

Mais de quelque âge qu'on puisse avoir des témoins, avec quelle certitude reconnoîtront-ils celui qu'ils n'ont vû qu'à quinze, qu'à vingt-cinq, qu'à trente ans, & qu'ils voyent présentement

âgé de soixante & dix : Y a-t-il quelque chose de ressemblant entre la jeunesse & la caducité ? Y a-t-il quelqu'un qui dans des extrémités si éloignées, conserve le même air, la même voix, les mêmes traits, la même humeur ? L'imposteur a dit plusieurs fois dans ses Interrogatoires qu'il avoit tout oublié ; il se sent donc tout changé en lui-même ; il ne sçauroit plus se retrouver par la vûe de la réflexion qui est la plus pure ; & l'on dira que des gens qui ne l'ont peut-être jamais regardé avec attention, le retrouvent sans peine par la voie des sens qui est la plus foible, lorsqu'ils ne voyent de lui que cet extérieur qui change en mille manières, qui est exposé aux chagrins, aux maladies, aux tems & aux accidens qui défigurent l'homme de moment en moment jusqu'à sa destruction entière.

On remarque dans le Procès de Martin Guerre, que cet imposteur fut assez hardi pour déclarer qu'il s'en rapportoit au serment de la femme qui le poursuivoit en Justice : Qu'au contraire cette femme fut circonspecte & timide à cause de l'incertitude de la ressemblance ; quoique d'ailleurs elle fût bien persuadée que ce n'étoit point le véritable Martin Guerre.

Après tout la reconnoissance qu'ont fait les témoins sur la ressemblance ; n'est qu'une opinion ; & cette opinion est d'autant plus foible , que l'imposteur n'avoit aucunes marques naturelles qui pussent ajouter quelque certitude à ce signe toujours douteux.

Pour faire voir que la ressemblance est un signe trompeur , il n'en faut point d'autre preuve que les termes mêmes des Appellans , lorsqu'ils disent qu'elle est un je ne sçai quoi qu'on ne peut exprimer ; comme si l'état des personnes , la fortune des familles , & le repos public devoient dépendre de ce qui ne se peut pas exprimer. Un je ne sçai quoi donnera un mari à une femme ; un enfant à un pere , un héritier à une famille : quelle en seroit la conséquence ?

Les Appellans ont néanmoins eu raison de définir ainsi la ressemblance , puisqu'elle se coule avec la vie , & n'est gueres la même qu'un instant. C'est un je ne sçai quoi dont on perd la véritable idée , qui se perd lui-même , & se change dans les différens états de la vie naturelle , outre les accidens étrangers qui surviennent. C'est pour cela qu'Homere représentant Ulysse dans sa famille

le

le au retour d'une absence de vingt ans ,
croit qu'il est impossible de le faire re-
connoître sans miracle à sa femme mê-
me : Il feint que la Déesse Minerve lui a
rendu les traits & la beauté de sa jeunef-
se. C'est une Fable ; mais c'est une vé-
rité morale sous le voile de la fiction.

Voici un autre exemple marqué dans
l'Ecriture Sainte. Joseph âgé de dix-
huit ans , fut vendu en Egypte par dix
de ses freres. Vingt ans après il les vit ,
& les reconnut , parce qu'ils paroissoient
devant lui comme freres , & qu'ils par-
loient l'Hébreu , qui étoit particulier
à sa famille. Mais ces freres qui ne de-
voient pas l'oublier , puisqu'ils avoient
toujours devant les yeux l'image de
leur cruauté , ne le reconnurent pas ,
quoiqu'ils conférassent , & mangeas-
sent souvent avec lui. Ils voyoient
sur son visage les marques de son écla-
tante beauté ; ils entendoient le son
de sa voix , ils étoient agités de l'ins-
tinct & de la force du sang qui devoit
s'émouvoir de la présence de leur fre-
re ; toutefois Joseph reconnoissant ses
freres , ne fut pas connu d'eux. *Et*
tamen fratres ipse cognoscens non est cogni-
tus ab eis. Genes. cap. 42. Ce sont les
paroles de l'Ecriture Sainte. Dira-t-on

que dans la Province des Auzes , où les femmes étoient communes , l'enfant qui commençoit à marcher , trouvoit son pere dans la presse , par l'instinct du sang , suivant Herodote , Liv. 4 ? Et ne regardera-t-on pas cela comme une Fable ? Ainsi comment veut-on que les témoins qui s'étoient autrefois formé une idée de Maillard sur ce qu'il étoit alors , puissent le reconnoître aujourd'hui ? Cette idée avoit été reçue dans l'esprit de personnes jeunes , grossières , mal nées & mal élevées , peu appliquées , & sans intérêt , & produite par un objet peu digne d'attention ; c'est-à-dire , par un enfant qui n'étoit remarquable ni par sa naissance , ni par ses biens ; qui absent ou présent , vivant ou mort , leur devoit être indifférent. Cette image fut de peu de durée , & n'étant plus soutenue de la présence de celui qui l'avoit produite , elle s'évanoüit insensiblement.

Depuis le retour de Jean Maillard dans la ville de Toul , le même peuple a dit que c'étoit lui-même ; mais il n'y a rien de si crédule ni de si aisé à surprendre que le peuple par une fausse opinion : Il ne faut qu'un homme qui commence à dire une chose pour être suivi des autres , dit M. l'Avocat Géné-

ral Bignon dans la Cause du Gueux de Vernon. Il se fait le plaisir d'être l'auteur, & pour ainsi dire, le pere de ceux qu'il appuye. La persuasion s'en communique par une contagion secrete ; les especes se multiplient & se grossissent tellement, que d'un doute particulier, il s'en forme une opinion universelle: c'est un écho qui rend les sons & les multiplie à l'infini.

C'est cette prévention populaire qui a fait autrefois l'Apothéose de Romulus ; qui a persuadé aux uns qu'on l'avoit vû disparoître, & aux autres, qu'on l'avoit vû monter au Ciel. C'est une prévention qui donne cours à ces nouvelles supposées qui n'ont ni auteur ni fondement ; qui fait les terreurs paniques des armées, qui donne créance aux faux miracles, qui a couronné ces faux imposteurs, qui ont voulu usurper des noms illustres, sous l'apparence de quelques traits de ressemblance. Prévention que l'on peut appeller la messagere de l'imposture & de la superstition, & qui a été si bien exprimée par un Sophiste, dans le récit de la mort de Peregrinus. Car ayant lui-même inventé par plaisir quelques contes au sujet de cette mort, entr'autres qu'il avoit vû un vautour s'élever au milieu du bucher, il enten-

dit aussi-tôt débiter parmi le peuple cette supposition , & vit des personnes d'assez bonne foi pour assurer qu'ils avoient vû le voutour.

Au fait particulier , on doit raisonnablement présumer que les Maillards qui regardoient l'impôsteur comme un homme capable de les enrichir des dépouilles d'une grande communauté , l'ont instruit de toutes les particularités de leur famille. Que le peuple à la vûe du prétendu Jean Maillard ayant dit sur la foi d'autrui que c'est lui-même , ce bruit répandu a semblé une vérité , laquelle étant soutenue par des parens , n'a donné aucun scrupule pour faire reconnoître l'impôsteur par ces témoins assez âgés pour avoir vû le véritable Jean Maillard dans sa jeunesse.

On oppose que les témoins l'ont reconnu à la voix , les autres aux cheveux , & sa famille aux oreilles ; de sorte que tout concourt à sa reconnoissance. On répond que si la ressemblance extérieure est trompeuse , celle de la voix le doit être bien davantage. La voix n'est qu'un peu d'air agité par le poulmon : elle dépend des organes qui sont tantôt plus foibles, tantôt plus forts ; elle change continuellement avec l'homme : elle

est plus aigüe dans l'enfance , plus grosse dans la jeunesse , plus ferme dans la virilité , plus petite & plus usée dans la vieillesse : elle suit la disposition des lieux , la révolution continuelle du tempéramment , & la nature des passions.

Les autres marques naturelles , même les plus singulieres , sont un signe si peu certain , qu'elles se sont rencontrées dans tous les autres imposteurs.

La Chronologie Septenaire dit que le véritable & le faux Sebastien avoient la main & la cuisse droite plus longues que les gauches , le visage & les mains marquées de rousseurs , une cicatrice sur le sourcil droit , & une autre à la tête ; une dent de manque à la machoire inférieure du côté droit , & un gros poireau au petit doigt du pied droit.

Le véritable & le faux Martin Guerre avoient une cicatrice au front , un ongle du premier doigt enfoncé , trois poireaux sur la main droite , un autre au petit doigt , & une goutte de sang à l'œil gauche. Ces faits sont rapportés par Messieurs Coras & Pasquier.

Le véritable & le faux Veré avoient une brûlure au front.

Le véritable & le faux Adaoust avoient à la bouche la cicatrice d'un coup.

Le véritable & le faux Michaud avoient une marque au côté , & un poivreau sur le nez au-dessous de l'œil.

Le véritable & le faux Poivet étoient marqués de petite verole , & avoient une cicatrice de peste.

Enfin on n'a jamais vû d'imposteurs qui n'eussent les marques extérieures de ceux qu'ils vouloient représenter : mais ce n'est point de ces signes équivoques qu'on doit faire dépendre la reconnoissance ; c'est des particularités de la vie d'un homme , de la connoissance qu'il a des secrets d'une famille , & de tout ce qui ne lui peut être suggéré.

Mais quand un homme est dans l'ignorance comme ce prétendu Maillard , qui ne se souvient pas seulement du tems qu'il a été marié , & qui s'est trompé au lieu même de la demeure du véritable Jean Maillard dans cette ville de Paris , il faut conclure nécessairement que c'est un imposteur. L'éloquence met tout en usage pour persuader que la ressemblance est trompeuse , & pour inspirer de la défiance de cette preuve
» si frappante. » Mais on ne prend pas
» garde que quand on prouveroit que
» de ces exactes ressemblances , il y en
» peut avoir une qui peut induire en er-

reur , sera-ce précisément celle dont «
il s'agit ? Sera-ce celle de cet homme «
dont l'écriture est la même que celle «
de celui pour qui il se donne ? Tant de «
rencontres si rares & si fortuites , se- «
roit-il possible qu'elles puissent jamais «
accompagner le mensonge ? «

TROISIE' ME QUESTION.

*Si l'on peut opposer à Jean Maillard son
absence pendant quarante-trois années ,
comme une fin de non-recevoir contre son
Appel comme d'abus , interjetté de la cé-
lébration du mariage de sa femme avec un
autre mari.*

Pour les Appellans, on disoit que Jean
Maillard avoit été absent de sa femme
pendant quarante-trois années; mais que
dans la vie civile, il y a deux choses qui
ne sont point sujettes à la prescription ;
la vérité de la personne , & l'état du ma-
riage.

La vérité de la personne ne se pres-
crit point , parce que la personne ne
peut jamais cesser d'être ce qu'elle est.
Un homme peut changer de condition ,
& le tems lui peut acquérir ou faire
perdre des qualités extérieures ; mais
en lui-même il est jusqu'à la mort , ce

qu'il étoit dès le premier moment de sa vie , fût-elle aussi longue que celle des premiers Patriarches.

Quant à l'état du mariage , il ne se prescrit pas non plus. Le mariage est un Sacrement dont le lien est spirituel & indissoluble ; c'est la parole divine qui l'a ainsi déclaré : *Que l'homme ne puisse séparer ce que Dieu a conjoint ; que la femme demeure liée à son mari , tant que son mari est en vie , & qu'elle n'en puisse être affranchie que par la mort.*

Il y a , dit-on , quarante ans & plus que Jean Maillard est absent de Marie de la Tour.

Mais auparavant ces quatante années , ils étoient liés par un Sacrement ; ce Sacrement subsiste aussi entier qu'il l'étoit avant les quarante années. Que le mari ait été absent ou présent , il n'importe : Marie de la Tour a toujours été la femme légitime de Jean Maillard , elle l'a été jusqu'à sa mort.

Si l'on pouvoit douter de l'existence de Jean Maillard , on auroit raison de confirmer le second mariage de sa femme , parce qu'après quarante années , c'est une présomption , qui jointe à l'incertitude des preuves , ne permettoit pas de troubler des personnes en pos-

session de leur état. Mais supposé que ce soit le véritable Maillard , comme on n'en peut pas douter , peut-on dire que l'on a prescrit contre lui son état ? Cette proposition est inouïe.

Il ne s'ensuit pas que de la prescription ordinaire contre les actions , & quelquefois contre la condition des personnes , le mariage & les actions qui lui sont propres puissent être prescrites.

Les Loix ne décident pas en général que l'état des personnes est toujours sujet à la prescription ; elles disent bien qu'il y a des conditions de personnes qui se peuvent prescrire ; elles n'usent pas du terme *Status* , mais du terme *Conditio* , qui signifie plutôt la qualité que l'état de la personne. C'est ce que porte la Loi 3. *Cod. de prescr. 30. vel 40. ann.* Aussi les Interprètes rapportent pour exemple la condition de ceux qui étoient attachés au service immuable des Cohortes , au travail de la Marine , ou des Mines , dont régulièrement on ne se pouvoit pas détacher , à cause de l'intérêt public , mais dont on pouvoit s'affranchir par le tems.

A l'égard de l'état , comme étoit celui de la personne , ou de l'ingénuité , il ne se pouvoit prescrire , & même toutes

fortes de conditions n'étoient pas sujettes à la prescription. Ainsi dans la Loi 5. *Cod. de prescrip. 30. vel 40. annorum*, il est dit que la prescription de quarante ans ne peut être opposée par ceux qu'ils appelloient *Curiales*, qui étoient attachés au service d'une Ville, par la condition de leur naissance.

De cette maxime que l'état des personnes n'est point prescriptible, il suit que tous les droits de ce même état sont imprescriptibles. *L. ult. Cod. de longi temporis prescriptione qua pro libertate & adversus libertatem apponitur. Solâ temporis longinquitate, etiamsi sexaginta annorum curricula excefferit, libertatis jura minimè mutilari oportere, congruit equitati.* Ces termes *libertatis jura*, comprennent les actions & tous les droits qu'on a pour réclamer sa liberté; tout cela est hors des atteintes de la prescription.

Dès qu'une chose est imprescriptible, il s'ensuit nécessairement que l'action pour la réclamer est aussi imprescriptible.

Il n'en est pas ainsi de l'action des choses prescriptibles; elle se prescrit par trente ou quarante ans. De ce nombre sont les actions personnelles, hypothécaires. A l'égard des choses im-

prescriptibles , comme elles ne se peuvent acquérir ni perdre par la prescription , il seroit inutile de leur fixer un tems pour en intenter l'action. Autrement si l'on pouvoit séparer l'action de la chose même , pour rendre la première périssable , & l'autre imprescriptible , il s'ensuivroit qu'il n'y auroit rien qui ne fût sujet à la prescription. Car par exemple , un injuste possesseur de dixmes Ecclésiastiques , lesquelles de soi sont imprescriptibles , auroit recours à cette évasion , que la dixme ne se peut prescrire ; mais que l'action pour la demander est périssable. On raisonneroit ainsi dans les usurpations du Domaine inaliénable de la Couronne dans les Fiefs pour les devoirs féodaux , & généralement dans toutes les choses imprescriptibles ; ce qui est une absurdité manifeste.

Or l'état de la personne , & celui du mariage , sont du nombre des choses imprescriptibles , parce que l'état de la personne n'est pas une condition extérieure susceptible de changement ; c'est un état naturel indépendant du caprice de la Loi civile , comme est la Loi de la prescription.

Ainsi qu'un François après quelque

tems que ce soit , revienne en sa Patrie ; on ne lui pourroit pas opposer sa longue demeure dans un Pays étranger ; cette mere commune est toujours prête à recevoir ses enfans.

Mais , dit-on , comment Maillard se fera-t-il reconnoître pour François ? Il n'est François que parce qu'il est d'une telle & telle famille Françoisse. Feroit-on une séparation de son origine & de son état ? Sera-t-il reçu à faire preuve de sa naissance pour recouvrer les droits de sa Patrie ? Et en sera-t-il exclus pour reprendre ceux de sa famille ? Cette proposition se détruit d'elle-même.

En tout cas , continue-t-on , si Maillard doit être reconnu par sa famille , sa femme n'est point obligée à le reconnoître après une absence de plus de quarante années.

A cela la réponse est aisée ; ou le mariage subsiste , ou il ne subsiste plus ; s'il ne subsiste plus , le tems est donc capable de le dissoudre , & la parole divine ne sera pas infallible. Si au contraire il subsiste , Marie de la Tour peut-elle n'être pas la femme de Jean Maillard ? Et si elle est toujours sa femme , n'est-elle pas obligée en tout tems de le reconnoître pour mari ?

Saint Paul s'est expliqué sans restriction sur le lien du mariage : *La femme est liée à la loi du mari tant qu'il vit.* Ce sont ses paroles. Il ne limite point le tems, il ne le réduit point à la possession de la présence. Ainsi quelque longue que soit l'absence d'un mari, la femme est toujours liée : Ce n'est pas la présence personnelle du mari qui la lie, elle est attachée à la Loi du mariage, & la Loi est toujours présente.

*Mulier al-
ligata est vi-
ri legi,
quanto tem-
pore vivit.*

On dira peut-être que le mariage subsiste, mais que l'action du mari pour redemander sa femme, est éteinte.

Si cela étoit, que deviendrait le mariage? Que serviroit-il qu'il subsistât si l'action du mari étoit prescrite?

Par la Loi 6^e. *Cod. de prescriptionibus 30. vel 40. annor.* le Tribut n'étoit point sujet à la prescription de quarante ans; & par conséquent, on étoit toujours en droit de le demander. Il en est de même des Dixmes, du Cens, du Domaine de la Couronne, de la foi & hommage, & des autres choses imprescriptibles. De sorte que lorsqu'on demeure d'accord qu'on ne peut pas prescrire contre le mariage, on convient en même tems par une conséquence nécessaire que les actions & les effets ne peuvent se prescrire.

Après cela il est inutile de sçavoir , si selon les anciennes Loix des Romains, les maris pouvoient reprendre leurs femmes , quand ils revenoient de la captivité. En ce tems-là le divorce ou la captivité avoient autant de force que la mort même pour dissoudre le mariage : & la raison de cette Jurisprudence étoit fondée sur ce principe , que la captivité est aussi-bien du droit des gens que le mariage : de sorte que comme par la captivité , on cessoit d'être à soi , on ne pouvoit plus appartenir à la société conjugale.

Mais la Loi Romaine s'est corrigée sur celle de l'Evangile : *Hodie quantumcumque annis maritus in expeditione manserit , mulier sustinere debet , licet neque litteras , neque responsum ab eo acceperit* , dit Justinien *Cod. de repudiis*. Or dans quel tems est-ce qu'on présume la mort d'un homme absent ? Tous les Docteurs conviennent que ce n'est qu'après cent ans.

Dans le Chapitre *In presentiâ de sponsalibus* , on demande ce que doivent faire des jeunes femmes qui n'ont point de nouvelles de leurs maris absens , & qui ne peuvent point avoir de certitude ni de leur vie ni de leur mort.

Le Pape Clément III. leur répond qu'elles doivent attendre jusqu'à ce qu'elles ayent des nouvelles certaines.

Le Chapitre *Dominus*, du Pape Lucius III. écrit aux Chrétiens détenus captifs par les Sarrazins, porte qu'aucun d'entre eux ne passe à de secondes nœces qu'il ne soit assuré de la mort de sa femme, & que si quelqu'un s'est remarié sur une fausse nouvelle, *relictis adulterinis complexibus ad priorem conjugem revertatur*; après avoir quitté les embrassemens adulteres d'une seconde femme, il retourne à la première.

Naturellement le tems ne nous devoit pas faire perdre ce qui nous appartient. C'est la Loi qui nous en dépouille. C'est la Loi qui exclut le véritable propriétaire & le créancier légitime après trente ou quarante ans; mais c'est aussi la même Loi qui leur conserve leur bien, & qui les admet pendant que le tems n'est pas expiré. Ainsi en matière de fin de non-recevoir, il n'y a point de raison de bienfaisance & d'équité qui puisse former une exclusion.

Il eût été à souhaiter ou que Jean Maillard n'eût jamais quitté Marie de la Tour, ou que l'ayant quittée, il fût revenu plutôt la trouver. Mais un hom-

me que la débauche de sa femme avoit éloigné de son Pays , avoit ce motif – là même de sa longue absence.

Quoiqu'il en soit , s'il a suivi à la Lettre le conseil de l'Evangile : *Quicumque dimiserit uxorem, exceptâ causâ fornicationis* ; le sieur de la Boissière se devoit souvenir des paroles qui suivent , & *qui dimissam duxerit machatur*. Ce furent là toutes les raisons des Appellans.

Pour les Intimés , on soutient au contraire qu'il n'y a rien de plus fort dans les questions d'état , que la fin de non-recevoir ; c'est un moyen infallible pour décider tout ce qui s'y trouve de plus difficile. On ne craint point de commettre une injustice , parce qu'il n'y a presque point de fin de non-recevoir qui ne soit l'ouvrage de celui à qui elle est opposée ; en un mot , on tranche sans hésiter , & l'on se débarrasse de toutes sortes de doutes , par des règles que l'autorité publique a établies pour conserver le repos des familles.

Ce n'est pas le prétendu Maillard qu'il faut principalement considérer , surtout après qu'il s'est enseveli dans une obscurité affectée. La véritable question tombe sur la qualité de veuve qui appartient à la Dame de la Boissière.

Or peut-on douter qu'elle ne soit une véritable veuve , & que son fils ne soit légitime , si elle a été mariée de bonne-foi ? Mais peut-on douter de sa bonne-foi , si cette femme a été innocente ? Et peut-on douter de son innocence après l'Arrêt de la Tournelle , qui prononce son absolution ? C'est la première fin de non-recevoir. Voici la seconde.

Jean Maillard s'est absenté à la fin de l'année 1629. & depuis on n'a eu de ses nouvelles que par le Certificat de son décès. Ainsi pendant plus de quarante années , la Dame de la Boissière a été en possession de la qualité qu'on lui conteste.

Le Titre du Code *De longi temporis prescriptione quæ pro libert.* établit la prescription de vingt ans en faveur de la liberté ; & c'est d'un usage constant parmi nous , que les dispositions du Droit Romain , qui regardent la liberté , s'appliquent à l'état des personnes quand il est favorable , comme dans l'espèce de la Cause. Si l'on avoit besoin d'une autre prescription encore plus indubitable , on pourroit avoir recours à celle de quarante ans dont parle la Loi *Omnes Cod. de prescriptionib. 30. vel. 40.*

annor. & qui assure toutes sortes de conditions : *Quilibet super suâ conditione, in quâ per idem tempus absque ullâ judiciali controversiâ positus est, sit liber, & presentis saluberrima legis plenissimâ munitione securus.* Quiconque a été placé dans une condition pendant un espace de tems sans avoir été troublé par quelques Jugemens en Justice, qu'il soit réputé libre. Il faut remarquer que sous ce terme générique *condition*, dont parle la Loi, tous les différens états de la vie civile sont compris ; *état & condition*, sont synonymes ; par conséquent on n'a pas eu raison de les distinguer.

Mais ce qui rend cette prescription très-favorable, c'est qu'elle vient du fait de celui même qui l'a contestée. S'il étoit véritable mari, pourquoi abandonnoit-il sa femme & ses enfans ? Pourquoi les oublioit-il volontairement, jusqu'à n'en vouloir point sçavoir de nouvelles ? Pourquoi demeueroit-il dans le silence, pendant que sa femme étoit en la possession d'un nouveau mari ? Ce qu'il pouvoit empêcher, non seulement par son retour, mais par une simple Lettre.

Le Parlement de Toulouse ne trouva point de plus grande difficulté dans le

Jugement du Procès du faux Martin Guerre, que de déterminer s'il devoit absoudre ou condamner le véritable pour avoir demeuré douze ans éloigné de sa femme ; c'est la remarque faite par M. Coras dans la note 197. de l'Arrêt de Martin Guerre. (a)

Pasquier dans ses recherches de la France Liv. 6. Chap. 35. dit que le véritable Martin Guerre étoit punissable , parce que son absence étoit cause du crime de sa femme.

L'Histoire de la Chine dit que Guejus , présomptif héritier du Royaume , accusé & poursuivi comme rebelle par le Roi son pere , qui avoit été irrité par des calomniateurs , se refugia dans la Tartarie, où il mourut : Que le Roi qui le survêcut plusieurs années étant décédé , un homme sorti d'entre les Tartares , parut sous le nom du Prince avec un équipage pareil au sien ; & que Puyus le premier Magistrat de la Justice criminelle du Royaume le fit prendre , & scier par le milieu du corps , après avoir prononcé ce Jugement contre lui. Comment excuser un fils après un si long silence ? Croira-t-on que celui-là soit vi-

(a) Voyez la Cause de Martin Guerre, tome I. des Causes célèbres.

vant, dont on n'aura oïi aucune nouvelle pendant tant d'années ? Un Prince dont le Roi & tout le Royaume ont pleuré la mort ? Mais soit qu'on le présume vivant, s'il n'est pas mort en effet, il est néanmoins digne de mort, puisqu'il a été si long-tems à revenir, & qu'il a privé son pere de la juste consolation qu'il lui devoit. C'est pourquoi j'ordonne, dit ce Ministre, qu'il meure ; véritable ou faux, il est criminel. *Martini Martini Tridentini è Societate Jesu Sinica Historia Decas 1. l. 8. & 9.*

Maillard après une absence de quarante années, ne méritoit-il pas la même peine avec plus de justice ? Ou si on veut le dérober au châtement que mérite son crime, peut-on se défendre de la fin de non-recevoir qui résulte de sa longue absence en cas que ce soit le véritable Maillard ? On oppose que les droits du mariage ne sont point sujets à la prescription fondée sur la possession & sur l'absence ; que celui qui a été mari ne cesse jamais de l'être, & que pendant qu'il vit, sa femme est liée à la Loi du mariage qui lui est toujours présente.

On répond que la Dame de la Boissière ne dit pas que le prétendu Maillard

ait été son véritable mari , & qu'il ait perdu cette qualité par le tems : elle soutient qu'il est imposteur , ou tout au moins, qu'il ne prouve pas bien son existence : Dans cet état la prescription est un moyen très-légitime , non pas pour éteindre un droit , mais pour faire cesser une prétention qui résiste à toutes les apparences.

M. Dargentré , *Consult. 2. num. 19.* dit qu'il y a bien de la différence entre prescrire *une chose* , & prescrire une action. Prescrire *une chose* , c'est l'*acquérir* par le bénéfice du tems ; & prescrire une action , c'est seulement se maintenir dans ce qu'on possède , & se défendre contre le trouble qu'on y peut souffrir.

Pour rendre cette différence plus sensible , prenons l'exemple dont les Appellans se sont servis , des choses saintes, sacrées , domaniales ou publiques. Si un homme est en possession d'une place publique , d'un Collège , d'une Eglise , quelque longue que soit sa possession , elle sera inutile , pourvû que la première qualité de cet héritage soit certaine , ou par quelque titre , ou par quelque autre démonstration , comme par la construction , par la figure , &c. La rai-

Il n'est que ces sortes de choses ne peuvent s'acquérir par prescription.

Mais quand je possède un héritage ou un édifice qui n'a point les marques d'une chose publique, domaniale, sainte ou sacrée ; peut-on après une très-longue possession m'opposer qu'elle l'est en effet, & que je ne puis pas la posséder ? Je soutiendrai contre celui qui voudra m'inquiéter, que c'est une chose de condition commune. Je ferai voir qu'elle ne porte point les marques de celle qu'on lui attribué ; & si l'on veut entrer dans la discussion de ce fait, je l'empêcherai par des fins de non-recevoir, à moins qu'il ne s'y trouve une entière évidence, & je ne permettrai point que contre l'état où la chose a paru dans une longue suite d'années, on lui donne une nouvelle qualité par des raisonnemens & par des conjectures. C'est le cas où la prescription servira, non pas à acquérir, mais à conserver. L'application de cette proposition est facile. Le prétendu Maillard dit qu'il est mari, & en cette qualité, il veut que la Dame de la Boissière soit indispensablement attachée à lui, présent ou absent, parce que, dit-il, la Loi du mariage est toujours présente.

Est-ce ainsi que parle un véritable mari ? La Loi du mariage n'est autre chose que le commandement qu'a le mari sur sa femme , & qui ne subsiste que dans la société conjugale.

Mais quand il dit qu'il est mari , il le dit sans apparence. Il n'est point dans cette possession. Il n'a ni les inclinations ni la conduite , ni les connoissances , ni les paroles d'un mari. Que veut-il donc faire au milieu d'une infinité de soupçons , pour ne pas dire de preuves convaincantes qui sont contre lui ? Il fera valoir un léger indice , une prétendue conformité de signatures , ou quelque argument aussi foible ; il faudra peser tout cela jusqu'au moindre scrupule ; il faudra employer toute la vie à des discussions sans fin & sans mesure , pour tâcher d'avoir l'entier éclaircissement d'un secret , que peut-être Dieu se réserve à lui-même. C'est-là sans doute la plus juste occasion qu'on puisse avoir pour appliquer la fin de non-recevoir , & pour se défendre d'une action , qui par des incertitudes , veut tirer les Intimés d'un état , qu'une très-longue & très-paisible possession leur assure. « Il est aisé de voir que de « quelque côté que l'on se soit tourné , »

„ on vient se briser contre cet écueil , le
„ mariage est imprescriptible. „

QUATRIÈME QUESTION.

*Si le mariage du sieur de la Boissière a
été contracté de bonne-foi.*

Pour les Appellans , on disoit que ni Marie de la Tour , ni le sieur de la Boissière n'ont point contracté de bonne-foi leur mariage.

A l'égard de Marie de la Tour , on n'en peut pas douter par l'existence de Jean Maillard , & par le faux Certificat de son décès.

Son ambition même d'épouser un homme riche & de qualité comme le sieur de la Boissière , & le mauvais commerce qu'elle a eu avec lui avant leur prétendu mariage , persuadent aisément que pour l'établissement de sa fortune , & dans le dessein de couvrir sa débâche dans le Public , elle n'a pas fait de difficulté de feindre la mort de son mari.

Le sieur de la Boissière n'est pas de meilleure foi que Marie de la Tour ; la forte passion qu'il avoit pour elle , les enfans qu'il en avoit eus , la longue absence du mari de cette femme , dans un
Pays

Pâis fort éloigné ; & par-dessus cela , l'imagination vive d'un homme amoureux qui lui persuade aisément tout ce qui peut le flâter , l'ont enfin déterminé à se précipiter dans un mariage avec une femme qu'il sçavoit déjà être mariée.

Pour les convaincre tous deux de mauvaise foi , il suffit de rapporter les termes de leur Contrat de mariage ; il énonce que *Marie de la Tour* donne au *sieur de la Boissière* la somme de trente mille livres qu'elle lui apporte en dot , & qui provenoit de son acquêt , de laquelle elle se réserve l'usufruit , en cas de prédécès du futur époux & de ses enfans , ou qu'il y eût dissolution du présent mariage. Il est aussi dit , qu'après la mort de la future épouse donatrice , elle délaisse la propriété & le principal de ladite somme de trente mille livres aux héritiers des propres du futur époux décédé sans enfans du futur mariage , ou autre qui pourroit avenir.

Ces termes où qu'il y eût dissolution de mariage , marquent la prévoyance du retour de Jean Maillard, comme ces mots, ou autre qui pourroit avenir , témoignent la défiance des contractans pour leur mariage , puisqu'ils entendoient parler des enfans d'un autre mariage , que le

sieur de la Boissière pourroit contracter.

Pour les Intimés , on disoit au contraire que les Sieur & Dame de la Boissière ont fait tout ce qui leur étoit enjoint par la Loi pour faire paroître leur bonne foi ; ils s'informerent du départ & du décès de Jean Maillard ; ils en eurent un Certificat , ils en passèrent un Contrat de mariage en présence de plusieurs témoins : ils obtinrent une dispense en bonne forme de la publication des bancs. Ils célébrèrent leur mariage dans la Paroisse où ils demeuroient depuis sept années , & le firent approuver par l'Eglise.

Ainsi quand l'existence de Jean Maillard auroit été un empêchement à ce mariage , il ne pourroit leur être imputé ; ils avoient une juste cause de l'ignorer , ils étoient dans la bonne foi , on n'en peut pas douter après l'Arrêt de la Tournelle ; car s'il y avoit eu de la mauvaise foi , il y auroit eu du crime ; & s'il y avoit eu du crime , on n'auroit pas cassé toute la Procédure faite par le Lieutenant Criminel du Châtelet contre la Dame de la Boissière , ni sur l'extraordinaire , mis les Parties hors de Cour & de Procès. A l'é-

gard des clauses du Contrat de mariage des Sieur & Dame de la Boissiere, elles sont fort innocentes & dans le stile ordinaire.

Premierement, c'est Marie de la Tour laquelle stipule ces clauses, & non le sieur de la Boissiere, à qui par conséquent on n'en peut rien imputer.

En second lieu, la particule *ou* mise avant ces mots, *qu'il y eût dissolution*, peut être prise pour la particule conjonctive; cela est ordinaire en Droit: *Nonnunquam disjuncta pro conjunctis, conjuncta pro disjunctis accipiuntur*, dit la Loi, *sapè Digesto de verborum significatione*, de sorte que la particule *ou* étant en cet endroit conjonctive, elle ne signifie autre chose, sinon qu'en cas de prédécès du mari, & qu'il y ait dissolution du présent mariage par ce prédécès. Ce qui ne peut marquer le retour de Jean Maillard.

En troisième lieu, il est impossible d'entendre autrement cette clause, puisqu'il seroit ridicule à Marie de la Tour de stipuler qu'en cas du retour de Jean Maillard, elle donneroit au sieur de la Boissiere & à ses héritiers la propriété de trente mille livres qui lui étoient acquêts; d'autant que comme acquêt,

elle ne pouvoit leur donner cette somme au préjudice de sa premiere communauté , non plus qu'elle ne la pouvoit donner quand elle auroit été un propre ancien , n'étant pas autorisée pour cela de son mari.

Quant à ces termes, *ou autre qui pourroit arriver*, ils sont aussi fort innocens ; ils marquent seulement que le sieur de la Boissiere pouvoit se remarier après le décès de Marie de la Tour , & avoir des enfans de ce dernier mariage ; auquel cas la Donatrice entend que ses enfans jouissent de l'effet de sa donation.

Ainsi la bonne-foi de Marie de la Tour , & celle du sieur de la Boissiere ne peuvent recevoir d'atteinte. On oppose que tout concubinage étant vicieux , il ne peut compatir avec la bonne-foi qui n'est qu'innocence , & qu'on n'a jamais dit qu'il y a un concubinage de bonne-foi ; autrement ce feroit dire qu'il y a de la vertu dans le crime.

On répond que cette objection pourroit avoir quelque couleur , si les Sieur & Dame de la Boissiere qui ont véritablement commencé *ab illicitis*; c'est-à-dire , par une action illicite , n'avoient

point rectifié cette conduite par un mariage. Or c'est dans ce mariage que toute la bonne-foi des Parties le rencontre ; on l'a déjà observé.

D'ailleurs les Loix Romaines permettoient le concubinage à certaines conditions ; comme on peut voir *ff. de concubinis* : il ne différoit du mariage que par sa durée , & par la condition inégale des contractans. Une concubine étoit comme une seconde femme , dit la Nouvelle 18. chap. 5. & tenoit lieu de belle-mere aux enfans légitimes , comme on le peut voir au Code *de nuptiis* ; & par cette raison ils ne pouvoient jamais l'épouser. Elle pouvoit être accusée , & punie comme adultere , dit la Loi 13. *ff. de adulteriis*. Quand elle n'étoit point dans un engagement indigne qui lui fît perdre le nom de Matrone , tous ses enfans , à la différence de ceux qui étoient incertains ou infâmes , étoient nommés naturels ou presque justes , ainsi qu'il est rapporté au Code *de naturalibus liberis* , *Novella 8. cap. 5.* car le concubinage étoit distingué de la débauche.

En un mot , les Loix Romaines toutes pleines qu'elles sont d'honnêteté , ne regardent pas le concubinage com-

me un état absolument incapable de bonne-foi.

Il est vrai que selon la pureté de nos mœurs , le concubinage est un péché ; mais aussi comme la bonne-foi n'est autre chose qu'une juste ignorance du fait & du droit , & quelquefois de l'un & de l'autre, qui produit l'innocence; on peut dire qu'il y a un concubinage de bonne-foi , quand les deux Parties vivent ensemble dans la croyance sincere qu'ils sont légitimement mariés, quoique dans la suite leur mariage ne se trouvât pas légitime, par le retour inopiné d'un premier mari qu'on a crû mort.

V^e. & VI^e. QUESTIONS.

Premierement , si Marie de la Tour ou son second mari , ou l'un ou l'autre étant dans la bonne foi , leur mariage quoiqu'en figure , peut produire quelqu'effet en faveur des enfans qui en sont nés.

Secondement , si leurs enfans nés avant leur mariage , peuvent être légitimés par le mariage subséquent , quand il y en a un précédent qui subsiste.

Pour les Appellans , on disoit que le second mariage de Marie de la Tour ne pouvoit produire aucun effet en faveur

de ses enfans nés auparavant ce mariage ou après.

A l'égard des enfans nés auparavant , il ne reste présentement que Pierre Forrain qui ne peut être né sur la foi du Certificat du décès de Jean Maillard , puisque le Certificat faux dans son énoncé, ne mérite aucune créance. D'ailleurs la naissance de cet enfant est absolument adulterine , & par conséquent il n'a pû être légitimé par le faux mariage qui a suivi.

C'est-à-dire que l'ignorance de l'empêchement peut bien rendre un mariage excusable , quand il est contracté de bonne-foi ; mais il n'excuse jamais la débauche , & ne peut empêcher que les enfans qui en sont issus , ne soient adulterins , quoique le pere ou la mere aient ignoré l'empêchement ; en un mot , les enfans nés depuis le mariage en figure , peuvent bien être légitimés ; ils ont l'apparence favorable du mariage pour eux ; mais ceux qui sont nés auparavant , sont en toutes manieres indignes de la légitimation , puisqu'ils n'ont dans leur origine que la honte du concubinage.

En second lieu , l'ignorance de l'empêchement n'est point excusable , si elle

n'a été précédée des recherches & des preuves prescrites par la Loi. Car pour passer valablement à un second mariage, ce n'est pas assez que ceux qui le contractent soient persuadés que le mari qui étoit un empêchement à leur mariage, est décédé; il faut encore que cette persuasion soit appuyée des preuves suffisantes.

Les preuves qui étoient requises par l'ancien Droit, sont marquées par la Loi onzième §. 12. ff. *ad L. Juliam, de adulteriis*, où le Jurisconsulte Papinien interrogé quelle punition méritoit une femme qui s'étoit remariée pendant l'absence de son mari, répond que la question proposée forme une difficulté de fait & de droit. S'il s'est, dit-il, passé un long-tems depuis l'absence du mari, & que pendant ce tems-là la femme eût vécu avec honneur, sans aucun soupçon d'impudicité; qu'ensuite elle se soit remariée sur le faux bruit du décès de son mari: elle est présumée n'avoir rien fait qui mérite punition, parce qu'il y a toutes les apparences qu'elle a été trompée. Mais au contraire, si la mort simulée de son mari n'a été qu'un prétexte pour passer publiquement à de secondes nûces, n'étant pas exempte de

soupçon de s'être prostituée, il faut qu'elle soit punie d'une peine qui réponde à la grandeur du crime qu'elle a commis. Ce sont les propres termes de la Loi, dont l'application naturelle au mariage de Marie de la Tour fait voir que ce mariage ne peut produire aucun effet en faveur des enfans nés ou à naître. La Loi ne veut pas que quand l'habitude vicieuse précède le mariage, on présume la bonne-foi, parce qu'on ne présume jamais pour l'innocence de ceux qui ont été dans le crime; & quand ils alleguent un mariage après la prostitution, on ne regarde ce mariage que comme un voile qu'ils ont cherché pour couvrir leur turpitude.

Par l'Authentique *hodie Cod. de repudiis*, le tems même d'une longue absence ne peut servir d'excuse. En quoi les Empereurs Chrétiens ne se sont pas contentés des précautions de la sagesse payenne, qui nous est marquée par la Loi de Papinien; ils en ont ajouté de nouvelles, puisque par le Droit nouveau de cette Authentique, le long tems ne sert plus de prétexte à la bonne-foi: la continence & la fidélité pendant plusieurs années n'excusent point ceux qui y manquent dans la suite. Comme

aussi les bruits supposés de la mort d'un mari sont de fausses raisons & de mauvais prétextes pour se marier ; il faut avoir une certitude de la mort du premier mari avant que d'en prendre un second. Si le premier étoit Soldat , il faut un Certificat du Capitaine comme il est mort ; & ce Certificat doit être authentique , & déposé dans un monument public , pour être garant de la bonne-foi de ceux qui se marient. La Nouvelle 17. Chapitre 11. dont l'Authentique est tirée , veut même que la vérité du décès soit attestée avec serment par le Capitaine , en touchant les Saints Evangiles. Cependant il n'y a aucune de ces formalités qui ait été gardée pour Marie de la Tour.

Il faut aussi remarquer que l'Authentique & les Loix qui excusent l'erreur de ceux qui contractent dans l'ignorance de l'engagement de l'un d'eux , parlent toutes de personnes qui contractent le mariage , & non pas de celles qui vivent dans le concubinage , qui ne peut être de bonne-foi.

Une autre observation nécessaire , est que l'Authentique *hodie* qu'introduit de nouvelles formalités , ne détruit point les anciennes que nous avons marquées

par la disposition de la Loi du Jurisconsulte Papinien. Aussi par la Loi 7. au Code de repud. il est dit : *Ideoque observandum est , ut si adulterii suspicio nulla sit , nec conjunctio furtiva detegatur , nullum periculum ab iis , quorum conjugio erant copulata vereatur : cum si conscientia maritalis thori furtim esset violata disciplina , ratio poenam congruam flagitaret.* C'est pourquoy il faut observer, s'il n'y a point de soupçon d'adultere , si l'on ne découvre point d'union illicite , & s'il n'y a rien à craindre de la part de ceux avec qui on étoit lié par le lien du mariage : La raison veut qu'on punisse l' affront qu'on a fait clandestinement au lit marital.

On peut ajouter que c'est une maxime reconnue par tous les Canonistes , qu'il n'y a point de bonne-foi, quand il y a eu du doute , principalement en matière de mariage ; car il n'y a rien que l'on doive moins hasarder sur un doute , que la bigamie & le sacrilege , & d'approcher des Autels au risque de les profaner : c'est être hardi où il faut trembler , & se rendre coupable du crime dont on prend le péril librement. C'est pour cette raison qu'il n'y a point de bonne-foi , sans une persuasion tou-

te entière de la mort de celui qui peut être un empêchement au mariage.

Il faut distinguer en cet endroit deux choses, que le Vulgaire confond quelquefois ; sçavoir la légitimation par la bonne-foi, & la légitimation par le mariage subséquent ; ces deux sortes de légitimations n'ayant rien de commun, & ne pouvant pas même se rencontrer ni courir pour produire un même effet.

Pour faire connoître cette différence, établissons les cas de l'une & de l'autre légitimation, & alors il n'y aura personne qui ne s'apperçoive aussi-tôt qu'elles sont bien dissimilaires.

La légitimation par la bonne-foi, a lieu en faveur des enfans qui sont nés pendant un mariage contracté de bonne-foi par deux personnes, dont l'une est dans un engagement ignoré par les deux conjoints, ou du moins par l'un d'eux ; & cette bonne-foi fait que l'empêchement venant à être découvert, & le mariage déclaré nul, les enfans ne sont pas pour cela déclarés illégitimes, & leur état se conserve tout entier.

La légitimation par le mariage subséquent est bien différente ; elle a seulement lieu quand il naît un enfant de deux personnes libres, *ex soluto & so-*

lutâ, qui ne sont point mariées, & qui n'ont aucun empêchement qui leur soit un obstacle, que le défaut de volonté: alors cet enfant ne naît pas légitime, comme dans le premier cas; mais il peut bien être légitimé par le mariage subséquent, & il faut pour cela que ce soit un mariage valable, sans examiner s'il y a de la bonne-foi ou non, parce que c'est la force du mariage seul qui produit cet effet, & non pas la bonne-foi, qui peut bien dans le cas que nous avons marqué faire naître des enfans légitimes; mais qui ne légitime jamais ceux qui par leur naissance sont bâtards, comme sont tous ceux qui naissent hors, & avant le mariage. Il faut examiner ces deux sortes de légitimations par leurs principes, & voir si l'un ou l'autre convient au fait particulier de la Cause.

Pour commencer par la première, qui est la légitimation par la bonne-foi, & faire voir qu'elle n'a lieu qu'en faveur des enfans issus pendant le mariage; il en faut chercher les principes dans le Droit Canon, qui a introduit cette sorte de légitimation, & dans les Arrêts qui ont suivi, l'une & l'autre Jurisprudence prescrivent en ce cas quelques conditions.

Il y en a trois , dont le concours est nécessaire.

La premiere , qu'il y ait un mariage qui précède la naissance de l'enfant.

La seconde , que ce mariage soit contracté en face de l'Eglise , & avec bonne-foi , du moins de l'un des contractans.

La troisième , que l'enfant soit né pendant le mariage.

Ces trois conditions sont nettement marquées dans le Chapitre , *ex tenore* , aux Décrétales , *qui filii sint legitimi* , qui est le siège de la matiere. L'espece est d'une femme qui ayant perdu son mari dont elle avoit eu un fils pendant son mariage , demandoit pour ce fils pupille la succession de son pere ; les héritiers la lui contestoient , parce que lorsque cette femme avoit épousé le défunt , il étoit engagé par mariage à une autre.

La premiere considération qui détermine le Pape , est que le pere de l'enfant avoit épousé sa mere en face de l'Eglise , *matrem ipsius in facie Ecclesie duxerit in uxorem*. La seconde , que la mere ignoroit que celui qu'elle avoit épousé dans les formes fût marié à une autre , *ignorans quòd ipse sibi aliam ma-*

rimonialiter copulasset. Ce qui la constituoit en bonne-foi. Et la troisième, que l'enfant étoit né pendant le mariage, *dum ipsa conjux ipsius legitima putaretur dictum R. * suscepit ex eadem, in favorem prolis potius declinamus, memoratum R. legitimum reputantes.* Ce mot *reputantes* marque que dans ce cas, même à considérer la rigueur du Droit, l'enfant n'est pas légitime, parce qu'il n'est pas né d'un légitime mariage; néanmoins la bonne-foi qui rend l'union innocente opere cet effet, comme le remarque la Glose.

De ces trois conditions, il n'y en a pas une qui puisse être appliquée au fait particulier. Premièrement, il n'y avoit point de mariage qui pût servir de fondement à la bonne-foi du sieur de la Boissière. Secondement, les contractans n'ignoroient pas que Maillard fût vivant, ou du moins ils ne pouvoient être légitimement persuadés de sa mort. Troisièmement, Pierre Forain n'est pas né pendant le prétendu mariage, & par conséquent il n'est pas né dans cette bonne-foi qui rend la naissance légitime.

Ces principes sont si évidens, & l'application si aisée, que Pierre Forain

* Cet R. est la lettre initiale du nom propre de la personne qui est dans l'espece dont parle le Pape.

lui-même n'oseroit soutenir qu'il soit aux termes de cette premiere espece de légitimation , qui est la légitimation par la bonne-foi. Mais il prétend qu'il a été légitimé par le mariage subséquent que le sieur de la Boissiere , & Marie de la Tour ont contracté.

Pour sçavoir s'il a pû être légitimé par ce mariage , il faut examiner quels sont les principes de la légitimation par le mariage subséquent , & faire voir combien ils sont différens de ceux de la légitimation par la bonne-foi ; & ensuite montrer que Pierre Forain peut encore moins tirer avantage de cette seconde espece de légitimation que de la premiere.

Comme cette seconde sorte de légitimation a pris sa source du Droit Civil, c'est-là qu'il en faut chercher les principes , & l'origine.

Elle a commencé du tems de Constantin. Cet Empereur voyant que le concubinage qui étoit toléré par les Loix Romaines , regnoit partout , il voulut en empêcher le progrès : il auroit bien voulu le détruire entierement ; mais comme il auroit été difficile d'obliger ceux qui vivent dans la licence du concubinage , de rompre tout d'un

coup avec le plaisir , en quittant leurs concubines ; il crut qu'il valoit mieux sanctifier par le mariage ces habitudes vicieuses , que de songer à rompre des nœuds , que l'amour & le tems avoient rendus indissolubles. Ainsi comme il sçavoit qu'il n'y a point d'impression plus forte que celle que les peres & meres reçoivent de la passion qu'ils ont pour leurs enfans : il se servit de cet artifice de la légitimation par le mariage subléquent. Pour cela il fit la Loi , par laquelle il ordonne que tous ceux qui jusqu'alors avoient vécu dans le concubinage pourront se marier avec leurs concubines , & par ce moyen légitimer leurs enfans.

Comme cette Loi ne fut faite que pour retirer ceux qui vivoient dans le désordre , l'Empereur n'y comprit que les personnes qui jusqu'à son tems avoient vécu dans le concubinage , & en avoient eu des enfans : mais il n'entendit pas cette indulgence à ceux qui y vivoient à l'avenir. C'eût été le moyen de fomenter le vice qu'il vouloit détruire , & de nourrir la corruption par de nouvelles espérances en donnant le pouvoir à ceux qui auroient vécu dans le concubinage , d'en légi-

timer les enfans par le mariage qu'ils auroient auparavant méprisé.

Ainsi l'Empereur Zenon qui rapporte en la Loi *Divi. Cod. de naturalibus liberis*, la Constitution de Constantin, dont il renouvelle la disposition, déclare nettement qu'il n'entend point que le remede & l'indulgence de sa Loi soit pour ceux qui ayant le pouvoir de se marier, & d'avoir des enfans légitimes, auroient préféré la licence du concubinage à la sainteté du mariage. Que ceux, dit cet Empereur, qui jusqu'au tems de cette Constitution n'ont point d'enfans de leurs concubines, ne croient pas que le bénéfice de la Loi soit pour eux : ils peuvent, si bon leur semble, en cas qu'ils n'ayent point d'enfans, ou de femmes légitimes, épouser leurs concubines, & en avoir des enfans. Mais s'ils préfèrent le concubinage au mariage qu'ils peuvent contracter, qu'ils ne soient pas assez hardis que de demander la légitimation pour eux. *Hi vero qui tempore hujus sacratissima jussionis, nec dum prolem aliquam ex ingenuarum concubinarum consortio meruerint, minimè hujus legis beneficio perfruuntur; cum liceat easdem mulieres sibi prius jure matrimonii copulare, non extantibus legitimis liberis,*

*aut uxoribus , & legitimos filios , utpote
nuptiis precedentibus procreare ; nec au-
deant quos ex ingenuâ concubinâ dilato post
hanc legem matrimonio nasci voluerint , ut
justi , ac legitimi postea videantur , ma-
gnopere postulare.*

Si les choses étoient demeurées aux termes de cette Loi , elle auroit pû servir à corriger les mœurs , & à faire quitter le concubinage pour le mariage. Mais l'Empereur Anastase , & après lui Justinien , ayant ordonné pour l'avenir ce que Constantin & Zenon n'avoient introduit que pour le passé : ils ont donné à tous ceux qui avoient eu des enfans pendant leur concubinage , le pouvoir de les légitimer par le mariage subséquent. Alors il arriva tout le contraire de ce que Constantin , & Zenon avoient voulu faire. Car au lieu que ces deux Empereurs n'avoient eu autre dessein que de faire quitter le concubinage pour le mariage , les Constitutions d'Anastase & de Justinien , donnerent occasion à plusieurs qui auroient auparavant pû prendre les engagements du mariage , à suivre la licence du concubinage , se voyant toujours en état de contracter mariage avec leurs concubines , & d'en légitimer les enfans quand ils voudroient.

Ces dernières Loix quoique plus capables de relâcher les mœurs , que de les corriger , n'ont pas laissé d'être suivies , & le Droit Canon les a embrassées : de sorte qu'il est très-constant aujourd'hui que le mariage subséquent légitime les enfans, suivant le Droit Civil , & le Droit Canon. Mais l'un & l'autre demandent deux conditions : la première , que ce soit un véritable mariage : & la seconde , que les enfans que l'on veut légitimer soient nés de personnes libres, *ex soluto , & solutâ*.

On ne peut douter que par le Droit Civil , le véritable mariage ne fût requis pour produire la légitimation des enfans bâtards : ce Droit ne connoissoit aucune légitimation par la bonne-foi , non pas même en faveur des enfans nés pendant le mariage , quelque bonne foi que pût avoir ou le pere ou la mere. Tout ce que la bonne-foi pouvoit chez les Romains , c'étoit de procurer l'impunité , & d'exempter de la punition d'adultere celui qui avoit épousé une personne mariée qu'il croyoit libre.

C'est aussi un principe certain , qu'il n'y a que le véritable mariage qui selon le Droit Canon puisse légitimer les

Bâtards, Si quelqu'un en doute, il n'a qu'à lire le Chapitre *tanta vis* aux Décrétales, *qui filii sint legitimi*, dans lequel le Pape Alexandre III. établit la légitimation par le mariage subséquent, & il apprendra des premières paroles de ce grand Pape, que c'est la force du mariage qui produit cet effet, & non pas la fiction & la bonne-foi : *Tanta est vis matrimonii, aut qui antea sunt geniti, post contractum matrimonium legitimi habeantur* : Comment attribuer cette force à un mariage nul ? Comment ce qui ne se peut soutenir soi-même, pourra-t-il communiquer la vertu qu'il n'a pas & sans être légitimé, légitimer les enfans ?

Or cette première condition requise, tant par le Droit Civil, que par le Droit Canon au mariage subséquent, pour produire l'effet de la légitimation, ne se rencontre pas dans le prétendu mariage du feu sieur de la Boissière, & de Marie de la Tour. Car supposé Maillard vivant, ce mariage sans difficulté étoit nul, ce n'étoit que l'ombre & l'apparence d'un mariage contracté pour tromper les yeux, & pour cacher le crime de ceux qui le vouloient faire servir de voile à leur mauvaise foi.

Quand même au lieu de vouloir tromper les autres , ils eussent été trompés eux-mêmes , dans la pensée que Jean Maillard étoit mort , ce mariage ne seroit pas devenu valable pour cela ; & il n'auroit pû avoir cette force de légitimer , qui a paru si grande à son Législateur , qu'il semble qu'elle l'ait obligé de s'écrier ; comme par admiration : *Tanta est vis matrimonii* : mais cette force qui est si grande , n'a garde d'appartenir à un mariage de nom seulement , ni à de vaines apparences vuides de vertu , & incapables de produire aucun effet ; c'est la forme du mariage suivant ce Canon : c'est-à-dire , qu'elle n'appartient qu'au mariage seul , & lui est propre.

Si Pierre Forain demande pourquoi le mariage subséquent ne peut point légitimer , quand il est contracté de bonne-foi , ceux qui auparavant sont nés bâtards ; puisque le mariage quoique nul , quand il est contracté de bonne foi , & précède la naissance des enfans , peut les faire naître légitimes.

On lui répond , qu'il n'est pas vrai que le mariage contracté de bonne-foi légitime les enfans qui en sont issus ; car c'est la bonne-foi qui légitime , &

non pas le mariage : mais le mariage est seulement le fondement de la bonne-foi , comme il a été montré ci-dessus. Il n'en est pas de même dans le cas de la légitimation par le mariage subséquent puisqu'alors ce n'est pas la bonne-foi qui légitime ceux qui sont nés bâtards , mais le mariage seulement ; c'est pourquoi il faut qu'il soit véritable , & qu'il ait de la force : c'est en cela que diffèrent les deux especes de légitimation.

Dans la premiere, la bonne-foi, pourvû que le mariage en soit le fondement, fait naître les enfans légitimes , quoique le mariage duquel ils sont issus soit nul : mais quand les enfans sont nés bâtards , & hors le mariage , c'est le mariage qui légitime , & non pas la bonne-foi ; c'est pourquoi il faut que le mariage soit légitime & valable , si l'on prétend qu'il produise son effet.

On oppose pour éluder la force de ce raisonnement , que le mariage putatif & en figure , a le même effet pour légitimer quand il est contracté de bonne-foi , que le mariage véritable.

Mais cette prétention est contraire à la disposition du Droit Civil ; & du Droit Canonique , qui n'ont point de textes où la bonne-foi légitime ceux qui

sont nés bâtards. Les Empereurs Constantin, Zenon, & Justinien qui ont introduit la légitimation par le mariage subséquent, ont tous parlé d'un véritable mariage : la Loi *Divi. cod. de naturalibus liberis*, l'appelle *justum matrimonium*. Le §. 13. aux *Institutes de nuptiis*, parle d'un véritable mariage.

Le Droit Canon qui ne fait que suivre la disposition du Droit Civil pour la légitimation des enfans par le mariage subséquent, parle aussi du véritable mariage : *Tanta est vis matrimonii, ut qui antea sunt geniti, post contractum matrimonium legitimi habeantur.*

C'est donc un mariage qui a de la force, *tanta est vis matrimonii*. C'est un mariage qui fait de véritables nœuds ; & non pas des nœuds en peinture. C'est un mariage qui se contracte en effet, & non pas en figure ; *post contractum matrimonium.*

La seconde condition du mariage subséquent, pour légitimer des bâtards, est qu'il faut que ce mariage soit non seulement véritable au tems qu'il se contracte ; mais il faut qu'il l'ait pû être au tems de l'habitude dont l'enfant est issu ; c'est-à-dire, qu'il faut que l'enfant soit né de deux personnes librés ;
qu'il

qui dans le tems qu'elles ont eu l'habitu-
de ensemble, auroient pû se marier si elles
avoient voulu. La Loi 10. ff. de natu-
ralibus liberis, le dit en termes formels.

Quoiqu'il n'y ait rien de plus certain
que ces maximes, qui sont nettement
établies par les Canons, & par les Loix,
Pierre Forain ne laisse pas de les vou-
loir détruire, non par des raisons, car
il n'en peut avoir; mais par un grand
nombre de citations de Docteurs ultra-
montains.

Qui ne croiroit que ces Docteurs ont
été cités en si grand nombre pour éta-
blir quelque proposition sainte, & Ca-
nonique? Cependant toutes ces cita-
tions se réduisent à prouver, que le con-
cubinage dans lequel le sieur de la Boissi-
ere, & Marie de la Tour ont vécu
pendant plus de douze années, jusqu'à
leur prétendu mariage, étoit un maria-
ge secret. Y eut-il jamais une proposition
plus scandaleuse & plus éloignée de la
pureté de nos mœurs? Le mariage se-
cret qui étoit toléré du tems de ces
Docteurs, qui vivoient avant le Con-
cile de Trente, ne se faisoit-il pas par
paroles de présent? Comment enten-
dra-t-on la clause du Contrat de
mariage de Marie de la Tour; & du

sieur de la Boissiere , pour montrer qu'il y avoit un mariage secret entre eux ? Cette clause porte en termes précis, que Pierre Forain est issu du sieur de la Boissiere , & de Marie de la Tour sur les promesses mutuelles de mariage qu'ils s'étoient faites réciproquement. Ce n'étoit donc que des promesses qui regardoient le futur , supposé que l'on en croye le Contrat de mariage. Comment est-ce donc que l'on appelle du nom de mariage secret , un concubinage sur de simples promesses de s'épouser ? Mais que l'on donne tel nom qu'on voudra à cette habitude , n'importe ; puisque les paroles de présent ne font point un mariage parmi nous , & dans tout le monde Chrétien , depuis le Concile de Trente.

Cette seule remarque fait voir combien la citation de tous les Docteurs allégués , est inutile : parce que tout ce qu'ils ont dit n'a été que pour marquer les argumens qui faisoient présumer de leur tems , & avant le Concile de Trente , le mariage secret , & qui après tout étoit assez difficile à connoître , d'autant qu'il se faisoit par de simples paroles , sans le ministère du Prêtre. Quoiqu'il en soit , on a fait l'Apologie du

concubinage pour défendre la naissance de Pierre Forain ; on a dit que dans le Droit Civil , il y avoit des concubinages de bonne-foi ; mais comment y auroit-il des concubinages de bonne-foi , puisqu'ils sont contraires à la Loi , & que tout ce qui est contre la Loi , ne peut être de bonne-foi ? S'il falloit même juger du concubinage dans l'espece de la Cause par les Loix Romaines , on y trouveroit la condamnation de la proposition contraire ; puisque ces Loix , toutes payennes qu'elles sont , ne souffrent le concubinage qu'entre deux personnes libres : mais il n'y a point de Loi qui dise , qu'il puisse y avoir un concubinage de bonne-foi avec une femme mariée , & que cette bonne-foi puisse servir de quelque chose à la naissance des enfans. Au contraire par les Loix qui ont été ci-dessus citées , il a été montré que bien loin que le concubinage avec une personne mariée puisse être de bonne-foi , par l'erreur de l'un des conjoints , cette erreur n'empêche pas que ceux qui se marient , ne soient coupables d'adultère , quand leur mariage a été précédé de quelque conjonction furtive & secrète.

Le Canon 4. distinct. 34. n'a pas dû être cité pour montrer que par la disposition Canonique , le concubinage est permis ; car dans ce Canon le mot de concubine a une signification bien différente de celle que nous lui donnons. Sur quoi les Correcteurs Romains ont fort bien remarqué , que le Canon se sert du mot de concubine pour signifier une femme mariée , mais dont le mariage n'a pas été contracté dans toutes les formes nécessaires pour avoir la qualité de femme. S. Augustin au Livre de *bono conjugii* , prend le mot de concubine dans ce sens , c'est-à-dire , d'une femme qui n'a pas été épousée , *cum dotalibus instrumentis*. Mais parmi nous la qualité de concubine qui signifie une habitude illicite , & hors le mariage , n'a garde d'être autorisée par la Loi Canonique. Ici les Journalistes du Palais que j'ai suivis dans l'Extrait qu'ils ont fait de cette Cause , la font dégénérer dans une dissertation sèche & ennuyeuse : mes Lecteurs ne me le pardonneront pas , & la mettroient sur mon compte ; j'ai donc cru que je devois leur en faire grace. Ils perdront bien des citations d'Ultramontains dont cet endroit-là est hérissé. Afin qu'ils

puissent s'en consoler , je leur rapporterai , après leur avoir fait part de l'Arrêt , les principes de cette matiere. M. l'Avocat Général Bignon porta la parole dans cette Cause , pendant huit Audiences chacune de deux heures. On admira sa mémoire dans le récit des faits presque infinis , sa netteté dans leur déduction , la pénétration de son esprit dans la découverte des circonstances décisives , & partout cette douce éloquence qui persuade toujours agréablement , quand elle est jointe à une grande probité comme la sienne.

Il conclut en faveur des Appellans comme d'abus de la célébration du mariage du sieur de la Boissiere ; mais avec ce tempéramment , que la Cour adjugea au sieur de Villiers une somme très-considérable sur les biens du sieur de la Boissiere. Voici les termes de l'Arrêt.

La Cour en la Troisième des Enquêtes reçoit les Parties respectivement Appellantes , & entant que touche les appellations interjettées par les Parties de Pageau , & le Vayer , met icelles au néant : ordonne que ce dont a été appelé sortira effet. A l'égard des appellations interjettées par les Parties de Robert , & Sachot

Arrêt définitif.

des Sentences des 23. Octobre 1670. 23. Avril, 6. Août, 30. Septembre, 1. 3. 13. & 15. Octobre 1671. lesdites appellations & ce au néant, émendant, évoquant le principal pendant aux Requêtes du Palais, & y faisant droit, ensemble sur l'Appel comme d'abus, & oppositions des Parties de Sachot à l'exécution de l'Ordonnance, qui a permis à la Partie de le Vayer de s'inscrire en faux, & de ce qui s'en est ensuivi, reçoit les Parties de Sachot opposantes : & sans s'arrêter audit faux, & Requêtes des Parties de le Vayer, & Pageau, ayant aucunement égard au faux contre le prétendu Certificat du décès de Jean Maillard ; & sans s'arrêter audit Certificat ni à l'énonciation d'icelui, portée par le Contrat du prétendu mariage d'entre défunt Pierre Thibaut, & la Partie de Pageau du 26. Avril 1646. & par les autres faits en conséquence ; dit qu'il a été mal, nullement & abusivement procédé, & célébré ; déclare ledit prétendu mariage non valablement contracté. Fait défense à la Partie de Pageau de prendre la qualité de veuve ; & à la Partie de le Vayer de se dire, & qualifier fils de défunt Pierre Thibaut de la Boissière, ni d'en porter le nom, & les armes ; maintient & garde les Parties de Sachot en la possession & jouissance des biens.

de la succession de défunt Pierre Thibaut ,
 & néanmoins sans restitution de fruits , à
 la charge de rendre & payer sur lesdits
 biens à la Partie de Pageau , la somme de
 30000. liv. portée par ledit Contrat de
 mariage , & Quittance de défunt Pierre
 Thibaut , sans intérêts. Et en conséquence
 faisant droit sur la demande de la Partie
 de Pageau , portée par l'Exploit du 21.
 Mars 1671. déclare la révocation de la
 donation de ladite somme insérée audit Con-
 trat de mariage valable : & ce faisant , or-
 donne que le cas y porté avenant , les Par-
 ties de Sachot en demeureront déchûes :
 maintient , & garde pareillement la Par-
 tie de Robert en la possession , & jouissance
 des biens de la succession de défunt Jean
 Maillard son frere ; sans toutefois qu'elle
 puisse rien prétendre en la somme de 30000.
 livres , ni autres biens possédés par la Par-
 tie de Pageau , nonobstant la communauté
 stipulée par le Contrat de mariage d'entre
 elle , & le défunt Jean Maillard ; & sur
 le surplus des autres Requêtes , fins , &
 conclusions respectives , & appellations de
 la Partie de Robert de la Sentence du 24.
 Octobre 1670. & Ordonnances de Com-
 mittitur , de M^e. Pierre Martineau , Con-
 seiller en la Cour , & Commissaire aux Re-
 quêtes du Palais du 8. Août 1671. & de

ce qui s'en est ensuivi ; met les Parties hors de Cour ; & néanmoins pour bonnes considérations , ordonne que sur les biens de la succession de Pierre Thibaut , il sera pris & donné à la Partie de le Vayer , la somme de cent mille livres ; desquels biens les Parties de Pageau , & le Vayer ne pourront être dépossédées qu'au préalable desdites sommes adjugées n'ayent été payées. Condamne les Parties de Pageau , le Vayer, & Robert , chacune en une amende de 12. liv. tous dépens compensés. Fait en Parlement, le 15. Mars 1674. M. le Président de Fourcy prononçant.

Maîtres Abraham , & Sachot avoient écrit pour les Appellans comme d'abus : M^e. Pageau , & le sieur le Prade , pour les Intimés.

Principes
pour la lé-
gitimation
par maria-
ge subsé-
quent.

Afin de rassembler en peu de mots les principes nécessaires de la légitimation par le mariage subséquent , il faut qu'il y ait six conditions ; premièrement , il faut que le mariage soit bon & valable ; il ne suffit pas qu'il soit présumé bon , c'est la décision de plusieurs Arrêts.

Secondement , il faut que le mariage ait été contracté en face de l'Eglise , parce que selon le raisonnement de Bazile Pons , c'est le Sacrement qui rend

légitimes les enfans qui sont nés avant la célébration.

Troisièmement, il ne doit pas être contracté à l'article de la mort du pere ou de la mere ; c'est la remarque de feu M. l'Evêque de Perigueux. (a) Cela est fondé sur deux Edits de nos Rois. Le premier est celui de 1639. qui est de Louis XIII. *Nous voulons*, dit ce Prince Art. 6. *que les enfans qui sont nés des femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de leur vie, soient incapables de toutes successions, aussi-bien que leur postérité.* Le second est de 1697. de Louis XIV. qui confirme celui de 1639. *Nous voulons*, dit Louis le Grand, *que l'Article 6. de l'Ordonnance de 1639. au sujet des mariages que l'on contracte à l'extrémité de la vie, ait lieu, tant à l'égard des femmes qu'à celui des hommes, & que les enfans qui sont nés de leur débauche avant lesdits mariages contractés en cet état, soient aussi-bien que leur postérité déclarés incapables de toutes successions.* Cependant hors de France, comme la Loi ne fait pas cette distinction, on croit que ces mariages qui se font ou pendant la vie, ou à la mort, sont suffisans, & capables de légitimer

(a) Tome 4. Theol. moral. pag. 411.

les enfans qui sont nés auparavant.

Quatrièmement, le mariage (a) subséquent légitime les enfans malgré les peres & meres. L'Arrêt du 15. Juin 1632. a jugé que la légitimation d'un enfant par mariage subséquent a lieu de droit, sans qu'il soit besoin de la déclaration du pere. La raison, c'est que cela est ordonné par la Loi qui ne demande pas le consentement des peres & meres, parce que la Loi n'a en vûë que de faire grace aux enfans, & d'empêcher qu'ils ne portent l'iniquité de leur pere; grace dont les parens ne peuvent & ne doivent pas les empêcher de jouir. M. de Sainte Beuve (b) qui est dans ce sentiment, assure qu'il y a cette différence entre ceux qui deviennent légitimes de grace par un Rescrit du Prince, & ceux qui le deviennent par la force de la Loi; que le consentement des peres & meres est nécessaire à l'égard des premiers, & non pas à l'égard des derniers. Or la légitimation qui se fait par un mariage subséquent, est ordonnée par les Loix Canoniques & Civiles. Le Droit Canonique veut que dans ce cas les enfans illégitimes soient re-

(a) *Bardet. t. I. l. 1. c. 82.*

(b) *Tom. I. cas 178.*

connus pour légitimes & habiles à succéder à leurs peres & meres. Alexandre III. l'a décidé ainfi. (a) Etant consulté sur une espèce où il s'agissoit d'une fille à qui son oncle contestoit l'héritage de ses pere & mere, parce qu'étant née avant leur mariage, il prétendoit qu'elle étoit bâtarde; ce Souverain Pontife adjugea l'héritage à cette fille, & débouta cet oncle de sa prétention, parce qu'elle avoit été légitimée par le mariage subséquent de ses pere & mere. Ce Pape s'est réglé dans cette décision sur le Droit Civil, (b) dont la dis-

(a) *Conquestus est nobis H. quòd cum quondam mulierem in uxorem acceperit R. patruus mulieris ipsius exheredare conatur, eò quòd ante desponsationem matris suæ nata fuerit, licet postea pater, mulieris præfatæ, matrem ipsius acceperit uxorem; idcirco mandamus, quatenus si ita est, eam legitimam prædiceris, prædicto R. inhibentes ne dictæ mulieri, hac occasione super hereditate paternæ modestiam inferat, vel gravamen: si autem contra hoc venire præsumpserit, cum severitate Ecclesiasticâ procedatis. C. Conquestus qui filii sunt legitimi.* H. R. C. Ces lettres capitales sont les lettres initiales des noms des Consultans.

(b) *Aliquando autem evenit ut liberi qui statim, ut nati sunt, postea redigantur in potestatem patris, qualis est is, qui à muliere liberâ procreatus, cujus matrimonium minimè Legibus interdictum fuerat, ex nostrâ Constitutione dotalibus instrumentis compositis in potestate patris efficitur; quod & aliis liberis qui ex eodem matri-*

position s'accorde entièrement avec celle des Canons.

Cinquièmement , cette légitimation se pourroit faire quand même il y auroit eu un autre mariage entre la naissance de ces enfans & le mariage qui les rend légitimes. C'est le sentiment de Covarruvias , (*a*) de l'Abbé de Palerme , & de Canisius , parce que ces personnes étoient libres , & pouvoient se marier dans le tems qu'elles ont eu ces enfans ; le mariage qui a retardé leur union conjugale pour la légitimation de leurs enfans , ne peut l'empêcher dès qu'elles redeviennent libres par leur veuvage. Le sieur de Ferrieres (*b*) qui nous a expliqué le Droit François , embrasse ce sentiment. Un Arrêt (*c*) du Parlement de Rouen l'a ainsi jugé le 23. Novembre 1582. parce que la Loi qui donne au mariage subséquent la force de légitimer des enfans naturels , ne marque pas qu'un mariage contracté auparavant , puisse en empêcher l'ef-

monio postea fuerint procreati , similiter nostra Constitutio præbuit. Inst. tit. de nuptiis. §. ultimo.

(*a*) *In c. Tanta.*

(*b*) *Sur le Code l. 5. tit. 27.*

(*c*) *Beraut sur la Cout. de Norm. tit. des successions §. art. 275.*

fer. C'est la note d'un sçavant Jurisconsulte.

Sixièmement, il faut que ces enfans illégitimes soient nés *ex soluto & saluta*, d'un homme libre & d'une femme libre ; c'est-à-dire, qu'il n'y ait point eu entre leurs peres & meres aucun empêchement dirimant, ou lorsqu'ils ont été conçus, ou au tems de leur naissance, ou dans l'intervalle, parce que si un enfant selon la Loi, naît libre, pourvû que les peres & meres aient été libres dans quelqu'un de ces trois tems, il faut accorder la même grace aux enfans pour leur légitimation, & empêcher qu'ils ne soient considérés comme bâ-tards.

Il faut remarquer que les enfans légitimes d'un pere illégitime, dont le pere épouse la mere, sont capables de succéder à leur grand-pere, parce que leur pere seroit légitime s'il vivoit. Bardet est de ce sentiment.

Suivant tous ces principes, le mariage du sieur de la Boissiere & de Marie de la Tour n'étant pas bon & valable, n'a pas pû légitimer Pierre Forain sieur de Villiers. Le second enfant qui est né durant le cours du mariage du sieur de la Boissiere, n'a pas pû aussi être lé-

gitimé, parce qu'on ne peut pas dire qu'il y ait eu entièrement de la bonne-foi ni du côté du mari, ni du côté de la femme, à cause de tous les vices du Certificat de la mort de Maillard.

Observa-
tions sur
l'Arrêt.

L'Arrêt a décidé nettement que Pierre Forain n'étoit pas légitime; cependant on lui adjuge cent mille livres. La succession du sieur de la Boissière étoit considérable. Il semble que la Cour ait voulu présumer que l'erreur du sieur de la Boissière & de Marie de la Tour ait été excusable, puisqu'à la Tournelle ils ont été mis hors de Cour sur l'extraordinaire; du moins elle a trouvé des circonstances si favorables, que ne pouvant pas se relâcher de la sévérité de la règle, elle a pris en s'y conformant des tempérammens en faveur de Marie de la Tour, & pour Pierre Forain. Il y a des fautes qui échappent à l'humanité, qui étant d'une conséquence dangereuse, ne doivent pas être pardonnées; mais qui ne paroissent pas dans elles-mêmes, être des effets de la malice; disons même qu'elles peuvent arriver à des personnes prudentes, qui méritent qu'on sépare l'intérêt public, & l'intérêt particulier en faveur des coupables; qu'en conservant le premier avec toute

la rigueur qu'il exige , on ait pour le second toute l'indulgence possible. Voilà tous les adoucissmens que se permettent les grands Magistrats.

M. Pageau qui a parlé pour l'une des Parties dans cette Cause , a mérité que M. de Harlay , alors Procureur Général, parlât de lui dans ces termes dans une Mercuriale. « Quels exemples , dit-il « aux Avocats , ne vous a pas donné un « de vos Confreres que la mort vous a « enlevé il y a quelques mois. La bonté « de ses mœurs , la beauté de son génie , « l'agrément de son esprit , sa religion « envers ses cliens , mais encore plus la « justice le faisoient rechercher pour défenseur de toutes les Causes importantes , & les Juges n'avoient pas moins « de plaisir à l'entendre , que les Parties « avoient de confiance en leur droit « quand il étoit soutenu par un tel Avocat. »

Le Pere Bouhours dans sa Maniere de bien penser , à la fin du quatrième Dialogue , fait un bel éloge de M. Pageau.





DOM CARLOS

*Fils de Philippe II. Roi d'Espagne,
condamné à mort par son pere.*

J'ENTREPRENS l'Histoire de la triste destinée de Dom Carlos ; elle fut l'ouvrage d'un Jugement rendu par un Prince qui étoit tout à la fois son pere & son Roi. On a douté si la Religion , la justice , ou la politique & la haine n'ont point guidé ce pere , qu'on est porté à croire plutôt inhumain qu'équitable.

Le spectacle d'un Prince héritier présomptif d'un si vaste Empire , frappé d'une mort ordonnée par un Jugement est si triste & si effrayant , que tous les esprits en sont déconcertés. Quand on voit un Prince destiné pour donner des Loix à des Etats immenses , qui doit par conséquent y être le souverain dispensateur de la Justice , en être lui-même la victime , ne semble-t-il pas que ce soit un renversement dans la nature ? En

condamné à mort par son pere. 257

quand on le supposeroit coupable , n'est-ce pas pour lui que la clémence doit exercer ses droits , sur-tout dans le cœur d'un Roi qui est son pere ? Il n'est personne qui ne se mette à la place du Monarque , & qui ne dise : J'aurois fait grace à mon fils. Ainsi le pere en condamnant son fils à un dernier supplice , semble être condamné par toute la terre.

Cette Histoire tragique a été mise en œuvre par un Ecrivain estimé qui embellit sa narration afin d'en faire un Roman ingénieux qui puisse attacher son lecteur.

L'Abbé de
S. Real.

Ce même sujet a été manié par Campistron dans une Tragédie qui a eu un grand succès ; il dit qu'il a eu des raisons invincibles pour transporter la Scène à Constantinople , & y faire paroître Colojean Paleologue Empereur de Grèce , qui fit éprouver à son fils un sort très-cruel , puisqu'il lui fit crever les yeux avec du vinaigre brûlant , supplice ordinaire des Princes dans cet Empire.

J'ai cru qu'un sujet qui a été la matière d'un Roman fondé sur l'Histoire , & d'une Tragédie qui ont eu du succès , pourroit être celle d'une Cause célèbre & intéressante.

Je n'ai garde d'employer les ornemens de l'imagination du Romaniste par deux raisons essentielles. Premièrement, ce seroit m'approprier le bien d'autrui. Secondement, je ne donne pas un Roman, mais une Histoire.

Dom Carlos étoit fils de Philippe II. & de Marie de Portugal ; elle étoit fille du Roi Jean III. & de Catherine, quatrième sœur de Charles V. Philippe II. fut marié à Salamanque le 15. Novembre 1543. & l'année suivante elle mourut en couche à Valladolid, laissant pour héritier des Couronnes d'Espagne l'infortuné Dom Carlos. Cette Princesse étoit très-petite, mais très-belle. Philippe l'avoit préférée à Marguerite de France, fille de François I. laquelle épousa depuis Emanuel Philibert Duc de Savoye. Le vrai secret pour avoir ici l'attention des lecteurs, est de faire connoître le pere & le fils, parce qu'alors on ne regardera pas avec indifférence les principaux personnages d'une telle Histoire.

Philippe II. avoit pour passion dominante l'amour de sa grandeur, à laquelle il auroit sacrifié toutes les autres. Sur ce pied-là, avoit-on tort de soupçonner que l'amour qu'il témoi-

condamné à mort par son pere. 259
gnoit pour la Religion , étoit une vraie
hipocrisie asservie à son ambition.

C'est cette passion dominante qui
avoit composé sa politique , qui étoit
l'ame de ses actions ; politique infini-
ment mystérieuse , qui avoit des vûes
profondes ; politique accompagnée d'u-
ne gravité concertée. Il ne songeoit
qu'à inspirer de la crainte, aimant mieux
contenir ses sujets par-là que par l'a-
mour.

On a fait différens portraits de Dom
Carlos. Les uns partisans de Philippe
II. voulant le justifier , ont dépeint Dom
Carlos comme un Prince qui avoit de
grands vices , qui étoit d'un mauvais
naturel indomptable. La compassion
qu'on a pour les infortunés qui subis-
sent un sort funeste , nous inspire de
leur prêter des qualités dignes que nous
nous attendrissions pour eux : c'est cer-
te compassion qui a d'abord adouci les
traits du tableau qu'on a fait de Dom
Carlos , & qui les a effacés ensuite pour
nous le représenter comme un Prince
aimable. Si l'on en croit l'Auteur du
Roman , c'est l'idée qu'on doit pren-
dre ; mais pouvoit-il parler autrement
de son Héros ?

Campistron qui a dépeint ce Prince

sous le nom d'Andronic , nous en a tracé la même image ; mais il étoit soumis à la loi qu'il s'étoit imposée de faire verser des larmes dans sa Tragédie à ses spectateurs.

Un Historien * qui n'est pas du premier ordre , & qui se contrarie souvent dans les jugemens qu'il porte , peint Dom Carlos avec des qualités qui lui donnent un grand relief. Il nous le présente avec un caractère opposé à celui de Philippe II. Le fils épris d'une passion dominante pour la guerre , le pere pacifique ; le fils gagnant les cœurs par un air attrayant , le pere inspirant un respect qui tenoit de la terreur par un air sévère , une gravité guindée , un maintien composé : le fils ayant une teinture de diverses Langues , s'accommodant au génie de différens Pays ; le pere ne sachant que l'Espagnol , & n'estimant que sa Nation : le fils ayant toutes les graces d'un extérieur prévenant , il avoit le teint admirable , la plus belle tête du monde , les yeux pleins de feu & d'esprit , & l'air très-animé ; † le pere ayant une de ces phisionomies communes & un

* Gregorio Leti.

† Voyez Brantôme.

condamné à mort par son pere. 261
air sombre. Voilà l'idée & les impressions que le pere, & le fils firent naître quand ils parurent en Flandres.

Nous concevrons un jugement avantageux de l'éloquence de Philippe II. si nous en jugeons par ce qu'il répondit à Charles V. lorsque cet Empereur abdiqua sa Couronne en la faveur à Bruxelles. *Votre Majesté Impériale me charge, lui dit Philippe II. d'un pesant fardeau, je ne me sens point capable de suivre un si grand exemple, ni de remplir un si grand vuide. Je n'accepterois point cette démission, si je n'étois persuadé qu'elle aidera à prolonger la vie de Votre Majesté Impériale, dont au reste je tâcherai d'imiter les vertus en partie, étant impossible à l'homme le plus accompli de les pouvoir toutes retracer.*

Il y a des Historiens qui ont dit que Dom Carlos étoit farouche, bizarre, altier, incapable de céder, d'une ambition démesurée, impatient de régner; il étoit de ces naturels inflexibles qui romproient plutôt que de plier.

Parmi ces Ecrivains qui par des raisons qui les animent s'écartent de la vérité, quand ils dépeignent Dom Carlos, les uns en bien, les autres en mal, je crois m'approcher de la vérité en re-

nant un milieu , & donnant à ce Prince un mélange de vertus , & de vices.

Le parti que je prends est d'autant plus juste , qu'il est vraisemblable que les uns & les autres ont fait le tableau de ce Prince sur quelque fondement. Ils rapportent des traits de sa vie , pour justifier ce qu'ils avancent. Rien n'est plus propre à induire en erreur , qu'un Jugement du caractère d'un Prince fondé sur une action qu'il aura faite. Ce sont plusieurs actions suivies , uniformes , qui nous le présentent tel qu'il est. C'est une passion dominante qui éclate malgré lui dans des occasions , où il est obligé de la celer. Ainsi , suivant cette règle , Dom Carlos avoit de l'ambition , de la fierté , il sentoit toute la grandeur de sa naissance.

Mais je ne vois dans les Historiens aucun trait qui nous exprime de la noirceur dans son ame. Son ambition , & son humeur peu souple , la haine qu'il avoit pour les favoris de son pere , * la rude éducation qu'il lui avoit donnée suffisoient pour inspirer à ce Prince pour lui une antipathie invincible

* Le Duc d'Albe , & Ruis de Gomés dont on disoit que l'un étoit le favori du Roi , & l'autre de Philippe II.

condamné à mort par son pere. 263
malgré les loix de la nature.

On rapporte des traits de l'enfance de ce Prince , qui peuvent aider à faire connoître ses qualités naturelles.

Dom Carlos étant à peine entré dans « l'âge de raison , la Reine de Bohême « sa tante qui demouroit alors en Espa- « gne , fit châtier sévèrement celui de « ses enfans d'honneur qu'il aimoit da- « vantage pour une faute assez légère. « Comme il étoit dès-lors violent dans « toutes ses passions , il s'en plaignit à « elle avec beaucoup d'aigreur ; & cette « Princesse l'ayant menacé du fouët s'il « ne se taisoit , Dom Carlos à qui on ne « pouvoit faire de plus sensible injure « que de le traiter en enfant , fut si outré « de cette menace , qu'il lui donna un « soufflet.

Voyez
l'Histoire
de Dom
Carlos de
l'Abbé de
S. Real.

Aussi-tôt qu'elle l'eut quitté , il sen- « tit ce qu'il avoit fait , & il en étoit « dans une inquiétude extrême , lorsque « son Maître-d'Hôtel se présenta à lui « fondant en pleurs. Dom Carlos à qui « tous les objets extraordinaires étoient « suspects dans l'état où il étoit , s'enquit « du sujet de ses larmes , & il apprit que « son pere avoit sçu son crime , & l'a- « voit condamné à mourir. Ceux qui « étoient présens remarquèrent qu'il re- «

» eut cette nouvelle avec étonnement ;
» mais pourtant sans autre marque de
» frayeur, que de dire, s'il n'y avoit point
» de grace pour lui ? On fut la deman-
» der , & on revint aussi-tôt lui rapporter
» qu'on l'avoit obtenuë , & qu'il en se-
» roit quitte pour perdre seulement la
» main dont il avoit frappé la Reine. Il
» fera beau voir , s'écria-t-il brusque-
» ment à cette réponse , un Roi man-
» chot ? On lui remontra qu'il étoit trop
» heureux qu'on se contentât de cette
» peine ; mais une personne de la com-
» pagnie lui ayant représenté en parti-
» culier, que s'il se soumettoit à quelque
» punition , son pere en pourroit être
» touché de pitié , il goûta cet avis , & il
» envoya prier le Cardinal Spinosa de
» venir lui donner le foïet , qu'il n'au-
» roit jamais souffert autrement.
» Quelques années après au sortir d'une
» maladie qu'il avoit eüe , le Roi l'ayant
» pris en particulier pour lui faire une ré-
» primande , Dom Carlos qui se croyoit
» blâmé à tort fut touché si vivement de
» ce que son pere lui dit , que la fièvre
» lui en reprit sur l'heure. » Une éduca-
» tion si austere déracina les sentimens
» de la tendresse dans le cœur du Prince ,
» pour y placer ceux de la crainte & de la
» haine. Telle

condamné à mort par son pere. 265.

Telle est l'éducation que Philippe II. donnoit à ce Prince , elle n'étoit assaisonnée d'aucune douceur. Mais ce qui éloigna Dom Carlos de tout sentiment d'amour pour son pere , fut le changement de la destination de la Princesse Elisabeth fille d'Henry II. & de Catherine de Médicis qu'on avoit d'abord promise à Dom Carlos , & qui fut donnée à Philippe I L. qui dans ce tems-là devint veuf de sa seconde femme Marie d'Angleterre , * & qui ayant demandé Elisabeth de France , on ne put pas honnêtement la lui refuser. De sorte que cette Princesse partit pour l'Espagne pour épouser Philippe II. Brantome dit , que dès qu'elle vit ce Monarque , elle le regarda fixement ;

* C'étoit une Princesse très-vertueuse ; mais qui n'étoit ni belle , ni jeune. Ce mariage ne fut heureux ni pour l'un ni pour l'autre. Le mari n'aimoit point sa femme , quoiqu'il en fût aimé , & les Anglois haïssoient encore plus Philippe , qu'il ne les haïssoit lui-même.

Philippe avoit recherché après la mort de Marie , Elisabeth sa sœur , & celle-ci qui n'avoit pas pris son parti sur le fait de la Religion , lui donna bonne espérance pour l'amuser. Mais s'étant déclarée contre le Pape , elle se moqua de Philippe , & dit au Duc de Feria son Ambassadeur , qu'elle feroit conscience d'épouser le mari de sa sœur.

& ce Prince lui demanda : Regardez-vous que j'ai déjà les cheveux blancs ? Ces paroles annoncerent l'infortune de deux personnes si mal assorties. Dom Carlos qui s'étoit flâté agréablement d'épouser cette belle Reine, avoit livré son cœur à une grande passion. La Reine lui en rendit une très-vive, quoiqu'elle ait toujours été contenue dans les bornes de la sagesse, & qu'elle ait évité de se rencontrer avec Dom Carlos. L'imagination de l'Auteur du Roman s'est exercé à créer differens incidens. Je tiens de bon lieu dit Brantome, en parlant de cette Princesse, que Dom Carlos l'ayant vûe en devint si amoureux, & si plein de jalousie, qu'il en porta grande toute sa vie à son pere, & fut si dépité contre lui pour lui avoir soustrait sa belle proie qu'onques bien il ne l'en aima, jusques à lui dire, & reprocher qu'il lui avoit fait un grand tort, & injure de lui avoir ôté celle qui lui avoit été promise si solennellement par un bon accord de paix ; aussi dit-on que cela fut cause de sa mort en partie avec d'autres sujets que je ne dirai point à cette heure ; car il ne se pouvoit garder de l'aimer dans son ame, l'honorer, & révéler, tant il la trouvoit aimable, & agréable à ses

condamné à mort par son pere. 267
yeux, comme certe elle l'étoit en tout.

Son visage étoit beau, poursuit cet Auteur, & ses cheveux noirs qui adombrôient son teint, & le rendoient si attirant, que j'ai oüi dire en Espagne, que les Seigneurs ne la pouvoient regarder de peur d'en être épris, & en causer jalousie au Roi son mari, & par conséquent eux courir fortune de la vie.

Les gens d'Eglise en faisoient tout de même, de peur de tentation, ne connoissant assez de forces, & commandement à leur chair pour l'en garder d'en être tentés.

Discours
quatrième
de la Reine
d'Espagne
Elisabeth
de France.

Il dit ensuite, qu'elle avoit la taille fort belle, & plus grande que toutes ses sœurs. Cette perfection est d'un grand prix en Espagne, où les tailles hautes sont rares. Elle accompagnoit cette taille d'un port majestueux, mêlé d'une gravité Espagnole, & d'une douceur Francoise; elle étoit également adorée par le Peuple, & à la Cour.

Autant de fois, dit un Historien*, qu'elle sortoit en Public, c'étoit autant de triomphes pour elle, il étoit si difficile de la voir sans l'aimer, que

* L'Abbé de S. Real, je l'appelle Historien, quoique Romaniste, parce que son Roman est un mélange d'Histoire & de Fable, où l'on distingue bien l'une de l'autre.

„ c'est encore aujourd'hui une tradition
„ dans la Cour d'Espagne, qu'il n'y avoit
„ point d'homme sage qui osât la confi-
„ derer en face. Enfin s'il est vrai, con-
„ tinue-t'il, que la beauté soit une es-
„ pece de Royauté naturelle, on peut
„ dire que jamais la Reine ne fut plus
„ Reine qu'elle. En effet tous les cœurs
volent au-devant d'une belle personne.
Dom Juan fils naturel de Charles V.
contribua encore à l'infortune de Dom
Carlos. Cet Empereur ne l'avoit point
reconnu pour tel durant son règne; mais
après son abdication, il le déclara, &
le recommanda comme tel au nouveau
Roi Philippe pour en faire un Ecclé-
siastique : il l'avoit donné à élever à
un Gentilhomme Castillan nommé
Louiis Quijada, Seigneur de Villagar-
cia, qui pour mieux cacher ce qu'il
sçavoit qu'il étoit, ne l'habilloit que de
bure, comme un Paysan, & l'accou-
tumoit au travail, & à la fatigue. Ja-
mais bâtard ne fût de si haute naissance
des deux côtés : le pere & la mere de
Dom Juan étoient tous deux de la Mai-
son d'Autriche ; cette maternité ne fut
point cachée au Public par pudeur,
la vinité la fait étouffer aux Dames
qui enchaînent de pareils amans ; mais

condamné à mort par son pere. 269
ce fut par des raisons personnelles bien plus fortes, qui empêchoient la mere de se flétrir en laissant découvrir cette intrigue. *

Lorsque le sieur Quijada qui l'a-
voit élevé comme son fils, lui décou-
vrit son état, il se jeta à ses pieds,
avant que de le présenter au Roi.
Quoique Dom Juan eût toujours crû

* L'on a dit dans le Menagiana, que la mere de Dom Juan étoit sœur de l'Empereur. Barbe Plomberge qui étoit d'une beauté rare, & avec laquelle Charles V. avoit eu un commerce de galanterie, voulut bien pour dépaîser la curiosité, se dire mere de Dom Juan. Elle étoit de Ratisbonne, & d'une condition distinguée. On a loué sa générosité pour avoir sacrifié son honneur, afin de conserver celui de la mere de Dom Juan. Mais Bayle trouve qu'elle n'avoit pas beaucoup de mérite, parce qu'il y a peu de Dames (dit-il) qui ne fussent honorées d'être Maitresses d'un si grand Empereur.

Fontenelle qui dans ses Dialogues la fait converser avec Lucrece, lui fait dire qu'elle étoit au-dessus de sa vertu, & qu'elle en avoit plus qu'elle ne se soucioit d'en avoir. On a sçu la vérité, dit-elle, & on m'a récompensé de ce que je n'avois point fait parade de ma vertu, & de ce que j'avois généreusement dispensé le Public de l'estime qu'il me devoit. Pour vous, parlant à Lucrece, on a été blessé de votre trop d'ardeur pour la gloire. On a fait ce qu'on a pu pour ne vous pas tenir autant de compte de votre mort qu'elle le méritoit.

» être le fils de cet Espagnol , il le re-
» garda dans cette posture avec autant
» de tranquillité que s'il se fût attendu
» des long-tems à ce changement : ne
» voyant rien dans le nouveau rang où
» il entroit qui fût au-dessus de son cou-
» rage ; il n'en fût point ébloii , & toute
» la Cour vit avec admiration le fils de
» Dom Louïs Quijada , s'accoutumer
» en moins de demie heure à faire le
» fils d'Empereur. » *

Un jour Dom Carlos l'envoya chercher avec deux de ses plus intimes confidens , & il lui demanda s'il vouloit le suivre , & le seconder dans une entreprise de la dernière conséquence , & qui sans contredit devoit leur procurer à eux deux des avantages infinis. Dom Juan lui répondit qu'il étoit prêt à le servir en tout , hormis en ce qui seroit contre le service , & la personne du Roi son frere. Mais le Prince ayant répliqué qu'il falloit lui donner parole sans aucune exception , de l'accompagner partout , & de faire tout ce qu'il exigeroit , Dom Juan refusa net , & sans balancer de prendre un engagement de cette nature ; sur quoi Dom Carlos le congédia en colere , & con-

* L'Abbé de S. Real.

condamné à mort par son pere. 271
 fus de s'être trop découvert. Au sortir
 de cette conférence , Dom Juan dans
 la crainte que le Roi n'apprît de quel-
 qu'autre les ouvertures que le Prince
 lui avoit faites , voulut être le premier
 à les découvrir , pour mériter par ce
 service les bonnes graces du Roi son
 frere , qui en effet le combla d'hon-
 neur dans la suite. Si Dom Juan eût
 sçu la conspiration , son devoir l'au-
 roit engagé à la réveler au Roi ; mais
 ne sçachant rien , devoit-il nuire à Dom
 Carlos ? Le Courtisan l'emporta sur
 l'honnête-homme. Tous les sentimens
 que Dom Carlos avoit conçûs pour son
 pere , & la haine qu'il avoit pour ses
 favoris , l'engagoient à s'éloigner de
 ses yeux. Il s'étoit bien apperçu que son
 pere avoit de l'antipathie pour lui ; une
 raillerie qu'il avoit faite de son pere
 l'avoit extrêmement irrité contre lui.
 Philippe II. fils d'un pere qui avoit fait
 tant de voyages , étoit le Prince le plus
 sédentaire. Pour le railler là-dessus ,
 Dom Carlos fit un Livre , qui avoit pour
 titre : *Les grands & admirables Voyages* Brantome
du Roi Dom Philippe ; & à chacune des dans l'His-
 autres pages suivantes , il mit ces titres : toire de
Le Voyage de Madrid à l'Escorial , le Philippe
Voyage de l'Escorial à Toledé , & de To- II.

cede à Midrid, & de Madrid à Aranjuez, d'Aranjuez au Pardo, du Pardo à l'Escorial; & de cette sorte il remplit tout le Livre du Roi de Voyages dans ses Maisons de Plaisance, & dans les meilleures Villes d'Espagne.

Plusieurs Historiens ont dit qu'entretenant une grande intelligence avec les Révoltés des Pays-Bas, il vouloit aller se mettre à leur tête : ils ont allegué qu'il étoit en commerce avec le Comte d'Egmont. Le Marquis de Bergues, & le Baron de Montigny Deputés de Flandres, arriverent à la Cour. Ils lui représenterent le triste état où la Noblesse de Flandres étoit réduite, par les préventions défavantageuses que le Cardinal de Granvelle principal Ministre de la Gouvernante lui avoit inspirées contre eux. Par les louanges qu'ils donnerent au Prince, & l'art qu'ils eurent de remuer ses passions, ils le déterminèrent. Il prenoit un singulier plaisir à s'entretenir avec le Baron de Montigny, & à lui ouvrir son cœur bien disposé en faveur des Flamands. L'on dit même que lorsque les Comtes d'Egmont & d'Horne furent mis en prison, le Duc d'Albe trouva parmi les papiers du Comte d'Egmont cette Lettre de Dom Carlos,

condamné à mort par son pere. 273

dont on rapporte ainsi la teneur.

Seigneur , Comte d'Egmont. Si les «
sentimens de mon pere n'étoient pas «
aussi éloignés des miens , que mon hu- «
meur sera toujours incompatible avec «
la sienne , il est certain que les Grands «
des Pays-Bas joüiroient du repos qu'ils «
ne peuvent pas espérer du vivant d'un «
Roi qui a pour eux une haine invin- «
cible , ni sous le Gouvernement d'un «
Ministre qui exerce dans ces Provin- «
ces la plus odieuse tyrannie. Je vou- «
drois que les choses se passassent selon «
mes desirs ; mais j'ai la douleur de «
voir ma bonne volonté retenue par «
des obstacles insurmontables , qui tra- «
versent l'exécution des desseins que «
je roule dans ma tête , & qui ne pour- «
roient être que très-avantageux à mes «
Peuples de Flandres. Tout ce que je «
puis faire à présent pour leur service «
est de les exhorter à n'avoir aucune «
confiance aux promesses du Duc d'Al- «
be , parce qu'il n'a apporté d'Espagne «
dans ce malheureux Pays , que la pas- «
sion barbare de le remplir de sang , «
& de carnage , & d'en mettre les prin- «
cipales têtes à ses pieds. «

Les Historiens qui rapportent cette
lettre , disent qu'elle rendit Philippe

Il. irréconciliable avec son fils. On ne pouvoit pas faire à l'ambition de ce Monarque une plus cruelle blessure.

Les mêmes Historiens disent que lorsque le Duc d'Albe fût prêt à partir pour les Pais-Bas dont le Roi l'avoit nommé Gouverneur, il alla prendre congé de Dom Carlos. Ce Prince le reçut avec des yeux enflammés de colere; il lui dit : C'est à moi & non à d'autres qu'appartient le Gouvernement de ces États. (a)

Quoiqu'il eût déjà échoué dans une tentative qu'il fit auprès de Dom Juan, il eut la facilité de lui faire part de son dessein. Si Dom Carlos eût été plus pénétrant, ayant déjà éprouvé Dom Juan, il ne se seroit pas dévoilé à lui; mais quand on ne commande pas à ses passions, on n'a pas l'art de se connoître en gens, ni d'être mystérieux avec ceux pour qui l'on doit l'être. Il lui demanda son conseil & du secours. Il s'ouvrit son cœur dans ses épanchemens; il

(a) D'autres Historiens soutiennent que ce Prince n'eut jamais le dessein de prendre le parti des Flamands, & qu'on ne doit pas penser que ce Prince héritier présomptif de la Couronne voulût travailler à la démembrer. Ce raisonnement ne prouve rien; car lorsqu'on est aveuglé par une passion dominante, on agit contre les propres intérêts.

condamné à mort par son pere. 273
n'oublia rien pour le gagner , & l'engager au secret. Ce Prince le lui promit ; mais il étoit trop politique pour le garder. Il le révéla à Philippe II. Dom Carlos écrivit au premier Courier de la Cour pour lui demander huit chevaux de poste.

Alors Philippe II. qui en fut d'abord informé , forma le dessein de le faire arrêter. Il se transporta à minuit dans l'appartement du Prince , accompagné du Prince d'Eboli , du Duc de Feria , de Manrique de Lara , Antoine de Tolede Prieur de Leon ; il y en a qui disent que Ricis de Gomés premier Ministre étoit de cette compagnie. Le Prince dormoit d'un profond sommeil , parce qu'il s'étoit couché dans une grande sécurité , n'ayant aucun pressentiment de son malheur.

Le Roi après s'être saisi de son épée qui étoit sous le chevet de son lit , & de son poignard , lui commanda de se lever. Pendant que Dom Carlos s'habilloit , le Roi lui fit une vive réprimande , & lui reprocha de n'avoir point mis à profit les avis qu'il lui avoit donnés , & l'avoir réduit à la nécessité de s'assurer de sa personne ; que ce parti quelque violent qu'il parût , n'avoit

pourtant pour objet que son plus grand bien.

Philippe ouvrit ensuite la cassette de ce Prince en enlevant tous ses papiers ; il lui ôta ses anciens domestiques , & mit en leur place des gens de confiance pour le garder.

On démeubla sa chambre , on y laissa à la place des meubles magnifiques , un méchant matelas à terre. On lui fit prendre un habit de deuil , & il étoit servi par des hommes vêtus de même qui lui étoient inconnus. Tous ces raffinemens de cruauté déguisés sous l'ombre de la Justice , sont les derniers excès de la vengeance & de la haine. Mais ici dans le fonds , Dom Carlos rebelle méritoit-il d'être puni ? Son rang l'en dispensoit-il ? Ce n'est pas un problème suivant l'esprit d'une justice sévère. On trouva dans la Chambre de Dom Carlos un coffre plein d'armes à feu dans la ruelle de son lit. Il avoit commandé à un fameux Ouvrier François qui travailloit à l'Escorial , de lui faire une serrure pour sa chambre qui ne se pourroit ouvrir que par dedans. Il mettoit toutes les nuits sous son chevet deux épées & deux pistolets. Il ne vouloit point être surpris en dormant , &

condamné à mort par son pere. 277

toutes ses précautions furent vaines.

Il faudroit connoître le caractère de Dom Carlos pour se figurer la situation de son ame ; il est certain que dans les premiers mouvemens de sa fureur , il se seroit tué , si on ne l'eût pas désarmé. Il se jeta même tout nud dans un grand feu qu'on avoit laissé allumé dans sa chambre ; on l'en retira promptement. La sévérité de son pere , sa disgrâce , cette subite révolution , la prévoyance du malheur qui le menaçoit , l'antipathie invincible qui étoit entre lui & son pere , à la colere duquel il se voyoit livré ; tout cela faisoit naître dans son esprit différentes pensées accablantes dont il ne pouvoit pas soutenir le poids ; il se regardoit comme étant au comble de l'infortune ; fier , hautain , d'une imagination vive , ardente & embrasée par ses passions , il portoit tout à l'extrémité.

Philippe d'un autre côté qui avoit pour son fils une antipathie égale à la sienne , n'étoit pourtant pas d'accord avec lui-même. Il désiroit ardemment d'être délivré de son fils qu'il regardoit comme son ennemi ; il auroit voulu que la Justice prévalant sur toutes sortes de considérations , l'eût autorisé à

lui faire subir un supplice capital. Car il crut ou voulut croire que le départ de son fils n'avoit pour objet que le dessein de s'allèr mettre à la tête des Rebelles des Pais-Bas.

Il voyoit qu'il se dépeignoit dans tous les esprits comme un pere barbare, inhumain, s'il immoloit à sa haine son propre fils, l'héritier présomptif de les Royaumes; qui par ce titre auguste, autant que par celui de son fils, devoit être à l'abri du supplice.

Dans cette cruelle perplexité où il étoit, il assembla tous ses Conseils auxquels il communiqua ce qu'il avoit fait à l'égard de Dom Carlos; il se contenta de leur dire qu'il y avoit été déterminé par des raisons de la dernière importance: il tint le même langage à tous les Ambassadeurs: il fit répandre cette nouvelle étrangere dans tous ses Etats. Il en fit part à tous les Princes de l'Europe par des Lettres écrites de sa propre main. Voici ce qu'il écrivit à l'Impératrice.

» Ma très-chere Sœur,

» Je ne doute pas que ma résolution
» d'emprisonner le Prince Dom Car-
» los votre neveu & mon fils, ne cause
» à Votre Majesté Impériale autant de
» chagrin, qu'elle doit répandre de sur-

condamné à mort par son pere. 279

prise dans le monde ; & qu'elle acca-
ble mon esprit de la plus cuisante dou-
leur. Mais Dieu qui connoît les plus
secretes pensées de tous les hommes ,
me justifiera avec le tems des préju-
gés qu'on peut avoir pris dans le mon-
de , au préjudice de ma réputation.
Jusqu'à ce que ce tems vienne , je dois
dire pour ma consolation & pour la
vôtre, que je n'ai jamais découvert dans
le Prince mon fils aucun vice capital ,
aucun crime capable de le déshonorer,
quoique j'aye remarqué en lui quan-
tité de défauts & d'égaremens que j'at-
tribue au feu d'une jeunesse violente
& impétueuse. Cependant je me suis
vû contraint de le faire enfermer dans
son propre appartement pour son bien
particulier , & même pour l'avantage
de mes Royaumes , au repos desquels
je ne dois pas moins mes soins qu'à la
conservation de mon fils. .»

Suivant cette Lettre , Philippe ne ju-
geoit pas Dom Carlos coupable d'au-
cun crime punissable d'une peine capi-
tale. S'il a ensuite fait mourir ce Prin-
ce , quelle idée n'aurons-nous pas de
l'inhumanité de ce Monarque qui fait
de son propre fils la victime de son res-
sentiment. .

Le soir il manda Castagna Archevêque de Rossado Nonce du Pape , pour lui dire que dans la conduite qu'il avoit tenue avec son fils , il avoit été déterminé par des motifs de Religion à laquelle il avoit sacrifié la tendresse filiale. C'est ainsi que ce Prince pour en imposer , se servoit du manteau respectable de la Religion pour couvrir les excès où la haine contre son fils pouvoit le porter. Il écrivit au Pape.

» Très-Saint Pere ,

» Nul Prince n'est plus dévoué que je
» le suis à Votre Sainteté , & ne se dis-
» tingue plus que moi par sa tendresse
» filiale. Je démentirois ces sentimens
» respectueux si je ne vous rendois point
» compte de la conduite que j'ai tenue
» à l'égard de mon fils que j'ai fait arrê-
» ter. Je me flâte d'abord que ma quali-
» té de Pere & mon caractère ennemi
» de toute violence , déposeront en ma
» faveur ; mais je ne dois pas seulement
» m'en tenir à ces préjugés. Je dirai donc
» à Votre Sainteté que je n'ai rien ou-
» blié pour donner une éducation ex-
» cellente à mon fils Dom Carlos. J'ai
» mis auprès de lui les plus habiles &
» les plus vertueux personnages ; ceux
» qui ont l'art d'insinuer la science avec

condamné à mort par son pere. 185

la vertu de la maniere la plus agréa-
ble ; enfin j'ai voulu lui faire porter
le poids de tant de Royaumes & de si
vastes Etats, sans en être accablé ; mais
le naturel ardent & vicieux de ce
Prince , a converti en poison les meil-
leures leçons qu'on lui a données : au
lieu de croître en vertu à mesure qu'il
croissoit en âge , ses inclinations dé-
reglées se sont fortifiées. Enfin il s'est
porté à des excès que je n'ai pû
dissimuler ; il m'a obligé d'avoir re-
cours au remède extrême de le faire
arrêter. Il en a coûté beaucoup à mon
amour paternel ; mais j'ai crû que je
devois faire ce sacrifice à ma dignité
de Monarque & de Pere du peuple ,
& à la Religion. Je suis de Votre Sain-
teté, le tres-humble fils. A Madrid le
15. Janvier 1568.

Dans cette Lettre Philippe fait un
portrait odieux de son fils ; il veut
faire croire qu'il s'est fait dans son
cœur un combat entre le tendresse pa-
ternelle , & son devoir qui l'obligeoit
de faire arrêter son fils ; il n'oublie
rien pour persuader qu'il s'est fait une
grande violence pour en venir à cette
extrémité , mais qu'il s'est déterminé
par des raisons pressantes : la Religion

vient toujours au secours de sa politique , & comme elle inspire de grandes résolutions , il veut préparer le Pape à bien recevoir celle qu'il pourra prendre. Il prend toutes les formes capables de s'insinuer dans son esprit , afin qu'il soit disposé à le justifier de la catastrophe sanglante. Cependant Louis Venega de Figueroa Ambassadeur extraordinaire , & le Comte de Chantoney Ambassadeur ordinaire à la Cour de l'Empereur , avoient bien de la peine à calmer le ressentiment de ce Prince , & de l'Impératrice son épouse , touchant la prison de Dom Carlos. Le Pape supplia le Roi Catholique de faire à son fils une correction paternelle & charitable , sans pousser les choses à la dernière extrémité. Le Roi de Portugal, un grand nombre de Princes & de Prélats présentèrent au Roi des Requêtes très-humbles , & très-pressantes sur le même sujet. La Reine Elisabeth & la Princesse Jeanne en firent autant , sans pouvoir seulement obtenir la permission de voir le prisonnier.

Cette affaire donnoit au Roi tant d'inquiétudes & tant de soins , qu'il ne sortit jamais de Madrid pendant tout le tems que dura la prison du Prince son

condamné à mort par son pere. 283

filz , non pas même pour aller à Aranjúes ni à Saint Laurent pour voir ses ouvriers & les superbes bâtimens que l'on y faisoit ; tant il étoit attentif , inquiet , & soupçonneux sur l'affaire de Dom Carlos. Les plaintes & les murmures des peuples qui plaignoient le triste sort de ce jeune Prince , le bourreloient : Il accouroit au moindre bruit qu'il entendoit dans le Palais , craignant que ce ne fût une conspiration & une révolte pour forcer sa prison , & pour l'enlever.

Il rassembla toutes les preuves du crime d'Etat qu'il imputoit à Dom Carlos ; il reçut de tous côtés une foule de dépositions qui chargeoient ce Prince d'avoir favorisé les Rebelles de Flandres. Alors il tint son Conseil de Conscience ; il manda plusieurs autres Docteurs en Théologie d'une grande réputation ; il leur demanda quelle peine méritoit Dom Carlos coupable du crime dont il avoit les preuves. Les sentimens furent partagés. Les uns décidoient qu'on devoit lui faire grace , & apportoit pour cela de puissantes raisons ; les autres , qu'il devoit être puni sévèrement , & mettoient aussi en œuvre de grands motifs. J'ai recouvré un Ecrit qui con-

tient ces opinions différentes sous la forme de deux Plaidoyers.

Plaidoyer
pour Dom
Carlos.

Luc chap.
12. v. 4. &
5.

Voici les raisons de ceux qui pan-
choient pour la clémence. Premiere-
ment, ils disoient que le crime qu'on
lui imputoient n'avoit eu aucune exécu-
tion ; qu'on devoit ne l'envisager que
comme un dessein, & un projet qui n'é-
toit point éclos ; que les hommes ne pou-
voient point étendre leur empire sur
l'ame qui n'étoit soumise qu'au Tribu-
nal de Dieu ; que lui-même avoit bor-
né leur domination, en disant : *Ne crai-
gnez point ceux qui peuvent ôter la vie du
corps ; mais craignez celui qui peut ôter la
vie de l'ame* : qu'à la vérité on préten-
doit qu'on punissoit le dessein d'un cri-
me de leze-Majesté ; mais que cela sup-
posoit toujours qu'il eût eu un commen-
cement d'exécution. L'homme sujet à
ses passions est capable de former des
desseins criminels qu'elles lui inspirent ;
mais sa raison qui vient à son secours
les désavoue, & l'empêche de les exécu-
ter. Faire un crime à l'homme de ce qu'il
forme des projets d'un crime aveuglé
par sa passion, c'est lui faire un crime
de ce qu'il est homme sujet à des pas-
sions. Jusqu'à ce qu'il ait exécuté le cri-
me qu'il a conçu, sa raison est toujours

condamné à mort par son pere. 285
censée supérieure. Peut-on condamner un homme en qui la raison est présumée avoir dominé sur le crime qui s'est présenté à lui ? D'ailleurs la personne auguste de l'héritier présomptif de la Couronne doit être à l'abri de la peine du crime. C'est ce privilege qui doit le distinguer des autres sujets. Sa dignité l'approche si fort de la Couronne , qu'on la regarde comme son propre bien. La souveraine Justice qu'il doit dispenser , peut-elle le frapper de son glaive qui doit bien-tôt lui appartenir en propre ? Les Juges coupables peuvent en être frappés, parce qu'ils ne sont que les dépositaires de ce glaive que le Prince dont ils sont les Ministres leur a mis entre les mains. En leur confiant le pouvoir d'exercer la Justice , en les revêtant de son autorité , il se réserve toujours le droit de l'exercer sur eux-mêmes ; mais on ne peut pas dire qu'un Prince qui est la source de cette Justice , y soit soumis ; il ne dépend que de Dieu & de son épée.

L'héritier présomptif de la Couronne doit avoir le même privilege ; puisqu'il a un droit incontestable à la Couronne qui le donne , & que perçant un avenir qu'on touche de si près , tout le

monde l'envisage déjà comme s'il étoit assis sur le Trône. Ici l'héritier présomptif de la Couronne est le fils du Roi. Le fils est la même personne que le pere, elle le représente; punir le fils, c'est punir le pere. Couvrir le fils d'opprobre, c'est en couvrir le pere. Voir un Roi assis sur le Trône avec l'ignominie, quelle indécence, quel contraste affreux! Est-il respectable dans cet Etat? Ne cesse-t-il pas d'être Roi? D'ailleurs le titre de pere peut-il jamais être dépouillé? Et dès que le Roi ne peut point cesser d'être pere, peut-il jamais condamner son fils? Et s'il pouvoit le faire, comme la mémoire d'un tel Jugement subsisteroit toujours, surtout s'il étoit exécuté, ses entrailles se seuleseroient éternellement. Si un Prince est le pere de son peuple, & en doit être aimé dans cette qualité; comment pourroit-il l'être ayant étouffé la tendresse paternelle envers son propre fils? Si son image est si familiere aux yeux de ses Sujets, étant empreinte sur la monnoie; celle qui le représenteroit comme un pere cruel & inhumain, leur seroit encore plus familiere, parce qu'elle seroit imprimée dans leurs cœurs. Toutes ces raisons persuaderont que le

condamné à mort par son pere. 287

Roi Philippe doit contenir Dom Carlos en éclairant de près sa conduite, & le mettant hors d'état d'exécuter les desseins criminels dont il le soupçonne ; mais qu'il doit lui épargner la peine des crimes dont il le juge coupable.

Ceux qui soutenoient que Dom Carlos n'étoit point à l'abri de la punition, disoient que son crime n'étoit point renfermé dans les bornes d'un simple projet : qu'il avoit eu un commencement d'exécution : qu'on avoit des Lettres où il étoit entierement manifesté : que toutes les mesures de Dom Carlos étoient prises ; que le lendemain même il devoit partir pour se mettre à la tête des Rebelles : que rien n'égalait la noirceur de son crime, puisqu'il alloit faire la guerre non-seulement à la Nation qu'il devoit commander, mais à son Roi & à son pere ; c'est-à-dire, à celui qui étoit son Souverain à double titre : qu'on devoit envisager sa rébellion comme le plus énorme de tous les parricides : que les desseins des crimes de leze-Majesté étoient punis : qu'on ne devoit pas regarder celui-ci comme étant renfermé dans l'ame de celui qui l'avoit conçu : que la raison n'étoit point présumée l'avoir contenu. C'é-

Plaidoyer
contre
Dom Carlos.

toit un dessein réfléchi, médité que Dom Carlos avoit commencé d'exécuter , & qu'il auroit consommé si on ne l'eût prévenu. Sa dignité d'héritier présomptif de la Couronne le faisoit premier Sujet du Roi , & par conséquent plus obligé d'obéir aux loix que le Prince lui imposoit , que ses autres Sujets à qui il devoit donner l'exemple. Quoiqu'il touchât de si près la Couronne , il ne la possédoit pas , & n'en avoit pas par conséquent les prérogatives. Il étoit soumis au glaive de la Justice dès qu'il étoit coupable. Si le Fils de Dieu qui étoit l'innocence même , parce qu'il s'étoit chargé de nos crimes , a été soumis à la justice de son pere , comment Dom Carlos réellement coupable pourroit-il se soustraire à celle du sien ? Si le titre de fils crie pour lui dans le cœur du Monarque , la voix de son crime étouffe ce cri puissant. Les devoirs de la justice , les devoirs de l'amour que le Roi doit avoir pour son peuple , doivent prévaloir sur toutes sortes de considérations. Quand il oublie qu'il est pere de Dom Carlos , il oublie un fils indigne qui a cessé de l'être. S'il oublioit qu'il est pere de ses Sujets , combien de fils oublieroit-il qui font sa grandeur & sa gloire ?

condamné à mort par son pere. 289

gloire ? Qu'on ne dise pas que l'opprobre du fils couvrira le pere ; peut-il jamais en être couvert lorsque sa magnanimité lui fera immoler la tendresse qu'il a pour son fils , à celle qu'il a pour son peuple & pour la Justice ? Ne nous retracera-t-il pas l'image de Dieu même qui a sacrifié son Fils ? Et quel Fils ! Le juste par excellence.

Cet Orateur auroit pû citer l'exemple de *Julius Lucius*, surnommé *Brutus*, qui fit mourir ses enfans , adoptant la Patrie en leur place. (a)

(a) Les fils de Brutus qui s'étoient laissés séduire par Tarquin , & avoient tramé contre la liberté de Rome , furent arrêtés à la porte d'Aquilius par Publius Valerius. A leur aspect le peuple frémissant de courroux , alloit les immoler à sa fureur ; mais elle fut contenue par la présence de deux Consuls , dont Publius Valerius étoit l'un , & Brutus étoit l'autre. On eut bientôt instruit leur Procès par les lumieres que donna Vindicius que Publius Valerius avoit mandé ; leurs Lettres interceptées acheverent de les convaincre. Leur crime fut mis dans un jour qui frappa tout le monde.

Brutus sur qui tous les yeux étoient attachés , occupé de sa douleur , ou plutôt de sa gloire , gardoit le silence que ses fils accablés de leur honte , n'avoient pas la force d'interrompre , quelque pressant que fût le besoin qu'ils avoient de se justifier. Quelqu'un de l'assemblée plus complaisant pour Brutus, que touché du danger

Philippe II. proposa le cas de conscience sous cette face.

Il demanda si connoissant dans toute son étendue le mal que devoit causer à tous ses Etats la dissimulation des crimes de son fils , ou la négligence à les

où la liberté de Rome avoit été exposée, s'écria : *Qu'on les bannisse , cela suffit.* L'attendrissement de Collatin qui versa des larmes , le respect que Publius Valerius avoit pour son Collegue, soutenoit son suffrage, & fit naître l'espérance dans le cœur des coupables. Ils se flâtèrent que la pitié dicteroit le Jugement qu'on rendroit contre eux, mais ils eurent bien-tôt les yeux défilés. La fermeté de Brutus prenant le dessus , il posséda son ame toute entiere.

Il dit à ses fils d'un ton grave & élevé : *Tiberius, & vous Tiberius, n'avez-vous rien à répondre, & ne sauriez-vous vous justifier ?* Leur confusion fut leur réponse aux trois demandes consécutives de leur pere. Ils prononcèrent leur Arrêt par leur consternation muette. Brutus les livra aux Licteurs , à qui il commanda de faire leur devoir. Après avoir commandé à son cœur qui s'étoit révolté contre lui , ou plutôt après s'être laissé tyranniser par l'amour de la gloire , aucune considération ne put lui faire différer la punition de ses fils ; ni leur jeunesse , ni leurs plaintes , ni la compassion du peuple.

Les Licteurs obéirent , saisirent les deux criminels , les dépouillerent , après leur avoir attaché les mains derriere le dos , les mirent en sang à coups de fouet. La catastrophe de cette cruelle exécution fut le décollement des deux coupables.

condamné à mort par son pere. 191

punir, il pouvoit en toute sûreté de conscience pardonner à ce fils criminel, sans se rendre lui-même responsable devant Dieu des malheurs que sa clémence pourroit produire. A cette question les Théologiens répondirent,

Brutus de tous les spectateurs sur le seul qui ne parut point ému; il sembloit sur son visage que ce n'étoit pas les fils qu'on punissoit. De-là je conclus que la tendresse paternelle avoit toujours été bannie de son cœur; je n'y trouvois que de la férocité, & point de grandeur d'ame; puisque celle-ci suppose une supériorité à cette tendresse: dès qu'il n'en a eu aucune, il n'a eu besoin de faire aucun effort pour la vaincre. * J'ai puisé cette Histoire dans la Traduction de l'Histoire Romaine d'Eschars par M. de la Roque; mais j'ai mis les faits dans mon stile, quelque bon que soit le sien, & quelque perfection, dit on, qu'un autre Ecrivain ait voulu lui donner.

Le brillant Auteur qui a fait la Tragédie de Brutus, représente Titus fils de ce Romain, qui avoue son crime à son pere, & qui lui dit:

*Mon malheur est au comble, ainsi que ma fureur,
Terminez mes forfaits, mon desespoir, ma vie,
Votre opprobre & le mien; mais si dans les combats*

*J'avois suivi la trace où m'ont conduit vos pas,
Si je vous imitai, si j'aimai ma Patrie,
D'un remords assez grand, si ma rage est suivie
Il se jette à genoux.*

* Dans les véritables Heros, l'amour de la gloire est comparable avec la tendresse paternelle, en la surmontant. leur sensibilité éclate.

† Cette expression n'est guere juste.

les yeux baignés de larmes, la voix tremblante & accompagnée de mouvemens qui marquoient leur peine.

» Que le salut de ses Peuples devoit
 » lui être beaucoup plus cher que la vie
 » de son propre fils. Qu'on avoit sur
 » cela l'exemple de Moïse , qui deman-
 » da d'être anathême pour le bien du

*A cet infortuné daignez ouvrir vos bras ,
 Dites du moins : Mon fils , Brutus ne te hait pas ,
 Ce mot seul , me rendant ma vertu , & ma gloire ,
 De la honte où je suis , défendra ma mémoire.
 On dira que Titus descendant chez les morts.
 Eut un regard de vous , pour prix de ses remords ,
 Que vous l'aimiez encore , & que malgré son crime ,
 Votre fils dans la tombe emporta votre estime.*

BRUTUS.

*Son remords me l'arrache , ô Rome ! ô mon Païs !
 Proculus à la mort que l'on mene mon fils :
 Leve-toi , triste objet d'horreur & de tendresse ,
 Leve-toi , cher appui , qu'esperoit ma vieillesse ;
 Vien embrasser ton pere. Il t'a dû condamner.
 Mais s'il n'étoit Brutus , il t'alloit pardonner.
 Mes pleurs ente parlant , inondent ton visage :
 Va , porte à ton supplice un plus mâle courage ;
 Va , ne t'attends point , sois plus Romain que moi ,
 Et que Rome t'admire , en se vengeant de toi.*

Peuple. Qu'il falloit pardonner les « fautes ; mais qu'il y en avoit d'une na- « ture à devoir être punies sans miseri- « corde dans toute la rigueur de la jus- « tice. »

Cette décision détermina le Roi qui balançoit , je ne dirai point entre la tendresse qu'il avoit pour son fils , mais entre l'honneur du monde qui l'obligeoit de ne point dépouiller le caractère de pere , & sa politique humaine qui vouloit qu'il sacrifiât son fils.

Le Roi envoya chercher les Inquisiteurs , & abandonna son fils au Jugement de ce redoutable Tribunal , avec ordre de n'avoir pas plus d'égard pour Dom Carlos , que pour le moindre de ses sujets ; en un mot de ne s'arrêter en aucune façon à la grandeur de sa naissance , ni à l'éclat du rang & de l'autorité qu'il avoit dans la Monarchie. Mais faisant réflexion que ce langage peindroit son inhumanité envers son fils , il leur dit : Non , ce n'est pas là ce que je vous demande : faites attention à la qualité de mon fils ; mais de telle sorte que vous ne sépariez point le criminel de la personne. C'est ainsi qu'il prétendoit concilier sa politique barbare avec son honneur. Il conclut enfin

qu'il ne vouloit pas avoir à rendre compte à Dieu du plus petit mal qui pourroit naître de l'impunité de son fils ; protestant aux pieds d'un Crucifix , qui étoit sur la table , & qu'il montra découvert aux Inquisiteurs , que sur cette affaire il prétendoit décharger sa conscience , & remettre sur la leur tous les événemens qui résulteroient d'une trop grande indulgence. Aussi-tôt qu'il eût fini son discours , il leur fit délivrer toutes les pièces propres à instruire le Procès , & à rendre un Jugement définitif.

Il ne pouvoit pas le mettre entre les mains de Juges plus indisposés contre ce Prince infortuné. Ils s'étoient plaints à Philippe II. parce que Dom Carlos avoit fait l'éloge de Calvin , & de Luther. Ils avoient encore d'autres griefs contre lui , & on va apprendre sur quoi ils étoient fondés. Voici comme l'Abbé de S. Réal les rapporte.

Voyez
Dom Carlos de l'Abbé de S. Réal, qu'il a puisé dans plusieurs Historiens Italiens , François , Espagnols , & Bayle dans son Dictionnaire critique.

» On prétendoit que Charles V. dans sa retraite , avoit témoigné beaucoup de penchant pour les nouvelles hérésies , & de l'estime pour les personnes d'esprit qui les avoient soutenuës. Cette estime parut par le choix qu'il fit de personnes toutes suspectes d'hérésie pour sa conduite spirituelle , comme

condamné à mort par son pere. 295

du Docteur Cacalla son Prédicateur ,
de l'Archevêque de Toledé , & sur-
tout de Constantin Ponce Evêque
de Drosse , & son Directeur. On a
scû depuis , que la Cellule où il mou-
rut à S. Just , étoit remplie de tous
côtés d'écriteaux faits de sa main , sur
la justification , & sur la grace , qui
n'étoient pas fort éloignés de la Doc-
trine des Novateurs. Mais rien ne
confirma tant cette opinion , que son
Testament. Il n'y avoit presque point
de legs pieux ni de fondation pour
des prieres ; & il étoit fait d'une ma-
niere si différente de ceux des Catho-
liques zélés , que l'Inquisition d'Es-
pagne crut avoir droit de s'en forma-
liser. Elle n'osa pourtant éclater avant
l'arrivée du Roi ; mais ce Prince ayant
signalé son abord en ce Pays , par le
supplice de tous les Partisans de la
nouvelle opinion ; l'Inquisition deve-
nuë plus hardie par son exemple , at-
taqua premierement, l'Archevêque de
Toledé , puis le Prédicateur de l'Em-
pereur , & enfin Constantin Ponce.
Le Roi les ayant laissés emprisonner
tous trois , le Peuple regarda sa pa-
tience comme le chef-d'œuvre de
son zèle pour la véritable Religion ;

» mais tout le reste de l'Europe vit avec
» étonnement , le Confesseur de l'Em-
» pereur Charles , entre les bras duquel
» ce Prince étoit mort , & qui avoit
» comme reçû dans son sein cette gran-
» de ame , livré au plus cruel , & au plus
» honteux des supplices , par les mains
» mêmes du Roi son fils. En effet dans la
» suite de l'instruction du Procès , l'In-
» quisition ayant accusé ces trois person-
» nages d'avoir eu part au Testament de
» l'Empereur ; elle eut la hardiesse de les
» condamner au feu avec ce Testament.
» Le Roi se réveilla à cette Sentence ,
» comme à un coup de tonnerre. D'a-
» bord la jalousie qu'il avoit pour la
» gloire de son pere , lui fit trouver
» quelque plaisir à voir sa mémoire ex-
» posée à cet affront : mais depuis ,
» ayant considéré les conséquences de
» cette entreprise , il en empêcha l'effet
» par les voyes les plus douces , & les
» plus secretes qu'il put choisir , afin de
» sauver l'honneur du S. Office , & de
» ne faire aucune brèche à l'autorité de
» ce Tribunal. Pour Dom Carlos , aux
» premieres nouvelles qu'il apprit de
» cette affaire , il traita la chose de
» raillerie : mais voyant que l'Inquisi-
» tion continuoit sa poursuite , il s'allu-

condamné à mort par son pere. 297

ma dans son cœur des sentimens d'une «
colere d'autant plus vive, qu'elle avoit «
pour principe ce qu'il croyoit devoir «
à la mémoire de l'Empereur. Pour «
comprendre l'intérêt particulier qu'il «
y prenoit, il faut sçavoir que ce grand «
Personnage, qui entre autres qualités «
héroïques possédoit souverainement «
celle de se connoître en hommes, «
avoit conçu des espérances extraordi- «
naires de son petit-fils. Quand il se «
retira en Espagne, il le voulut avoir «
auprès de lui : & c'est en cette excel- «
lente école de sagesse, & de magna- «
nimité, que Dom Carlos s'étoit con- «
firmé dans son amour naturel pour «
la gloire, & pour la vertu héroïque. «
L'envie de répondre dignement aux «
soins de cet auguste Précepteur, lui «
avoit en quelque sorte meuri l'esprit «
avant l'âge, & fait produire des fruits «
qui n'étoient pas à esperer dans cette «
saison. L'Empereur avoit sçu manier «
le naturel vif & ardent du Prince, «
avec tant d'art, & de souplesse, qu'il «
l'avoit temperé visiblement en peu de «
tems. Mais comme il étoit à craindre «
que la grande vivacité de ce Prince «
ne le portât au mal si on vouloit la ré- «
primer entierement, il lui avoit don-

» né tout l'effor qui lui étoit nécessaire ,
» en la tournant du côté de la gloire , dont
» on peut dire que ce sage Gouverneur
» abandonna toutes les beautés à la vio-
» lence des désirs de son disciple. » L'i-
» magination de l'Abbé de S. Real a em-
» belli le portrait de son Héros. D'ailleurs
en se prêtant à son idée , on lui dira que
ces semences de vertu , & même ces fruits
précoces font naître l'admiration ; mais
le naturel qui les produit dégénere sou-
vent. Alors on est surpris de voir qu'il
y ait eu deux hommes si différens dans
la même personne.

Il continuë : » Il est aisé de juger que
» cette éducation avoit inspiré une ami-
» tié extraordinaire à Dom Carlos pour
» l'Empereur son Ayeul ; & que c'étoit
» attaquer le Prince par un endroit bien
» sensible , que de vouloir flétrir la mé-
» moire de cet illustre Mort. Dom
» Juan , & le Prince de Parme , inté-
» ressés comme lui dans cette glorieuse
» mémoire , n'en furent pas moins irri-
» tés ; ils blâmerent tous trois la foi-
» ble du Roi , qui ne résistoit pas à
» cette entreprise avec toute la ferme-
» té qu'ils auroient souhaité : & ils en
» conçurent pour lui un mépris qui ne
» finit qu'avec leur vie. Comme ils

étoient encore trop jeunes pour com-
prendre que les Rois les plus absolus
n'ont point de droits qui soient si sa-
crés dans l'esprit des Peuples , que
ceux de la Religion ; ils parlerent pu-
bliquement de l'entreprise de l'Inqui-
sition, avec tout l'emportement qu'un
sujet si précieux pouvoit exciter dans
des gens de cette qualité , & ils me-
nacerent d'exterminer le S. Office ,
& ses Supôts. Le Peuple qui apprit
ces emportemens par l'artifice des In-
quisiteurs ; & qui n'avoit encore rien
vû de semblable depuis leur établisse-
ment , en témoigna un ressentiment
extrême. Le Roi vit d'abord les consé-
quences de l'indignation publique
contre les Princes ; mais comme il
avoit sçu que les Princes s'étoient em-
portés jusqu'à blâmer sa conduite , il
ne voulut pas leur en parler lui-mê-
me , de peur de s'attirer quelques ré-
ponses peu respectueuses. Ruy Gomez
qu'il chargea de cette commission ,
s'en acquitta avec toute la force que
l'importance de la matiere méritoit.
Dom Juan & le Prince de Parme , qui
étoient naturellement plus maîtres
d'eux-mêmes que Dom Carlos , se
rendirent à ses remontrances. Com-

» me l'ambition étoit leur passion domi-
» nante , ils eurent toute la douleur
» imaginable d'avoir mis un obstacle
» aussi considérable à leur fortune , que
» de s'être attiré la haine des Inquisi-
» teurs , & celle des Peuples qui la sui-
» voit. Le Prince au contraire dont le
» naturel s'irritoit par les difficultés , ne
» put jamais comprendre qu'il n'eût pas
» raison. Cependant le Docteur Cacal-
» la fut brûlé vif avec un fantôme qui
» représentoit Constantin Ponce , mort
» quelques jours auparavant dans la pri-
» son. Le Roi fut contraint de souf-
» frir cette exécution , pour obliger le
» S. Office de consentir que l'Archevê-
» que de Toledé appellât à Rome , &
» de ne parler plus du Testament de
» l'Empereur.

» Cet accomodement appaisa Dom
» Carlos ; mais il n'appaisa pas les In-
» quisiteurs. Epris du zèle de la Reli-
» gion , ils exciterent des murmures si
» grands parmi le Peuple , que quelque
» soin que le Roi y apportât , il ne put
» faire cesser ce bruit qu'en éloignant les
» Princes pour quelque tems. »

Les impressions que les Inquisiteurs
avoient prises n'étoient pas effacées de
leur esprit. Lorsqu'ils furent nommés

Juges de Dom Carlos , ils envoyèrent chercher dans les Archives de Barcelonne, le Procès criminel que Dom Juan II. du nom Roi d'Arragon , avoit fait faire autrefois au Prince de Viane Dom Carlos , son fils aîné. On fit traduire ce Procès de Catalan en Castillan , afin qu'un tel exemple fût taire ceux qui soutenoient que l'héritier de la Couronne étoit à l'abri de la punition. Déjà le Docteur Navarre l'un des Inquisiteurs , avoit décidé , qu'un Roi qui découvre que l'héritier présomptif veut sortir des Etats, doit le faire arrêter , si son évasion peut être un sujet de division dans le Royaume , & que les ennemis de la Couronné en puissent tirer quelque utilité considérable ; mais sur-tout si ces ennemis sont des hérétiques , & qu'il y ait la moindre raison de craindre , ou de soupçonner que le Prince ne les favorise. En peu de jours ils instruisirent son Procès , pour obéir au Roi qui s'étoit rendu accusateur de son fils , & qui leur avoit donné le pouvoir absolu de le juger. Par le Jugement qu'ils rendirent , ils déclarèrent Dom Carlos hérétique, pour avoir entretenu une étroite amitié avec les Protestans ; ils le jugerent coupable

d'avoir conspiré contre la vie de son pere ; ils le condamnerent à demeurer dans sa prison. Le ressentiment qu'il en témoigna fit trembler tous ceux qui en avoient donné le conseil , & qui l'avoient approuvé. Ils crurent qu'ils n'échapperoient jamais à sa vengeance , s'il revenoit un jour en liberté , & ils n'eurent point de repos qu'ils n'eussent achevé de le perdre. Le Cardinal Spínosa remontra au Roi qu'il n'y avoit point de cage assez forte pour cet oiseau , & qu'il falloit bien-tôt s'en défaire , ou lui donner la liberté. Le Peuple qui s'intéresse pour tous les malheureux, pouvoit-il ne pas témoigner beaucoup de passion pour l'élargissement d'un tel infortuné ? Sa jeunesse & son rang étoient de puissans titres pour l'attendrir. Le Roi qui craignoit quelque sédition , jugea après une meure délibération , qu'il n'y auroit jamais de sûreté pour lui , ni pour ses Ministres à mettre le Prince en liberté , & qu'il ne pouvoit éviter tout ce qu'il avoit sujet d'en craindre , qu'en le faisant mourir. Les Inquisiteurs qui avoient d'abord été dans l'ame du sentiment de le condamner à mort , étant consultés de nouveau , ne balancerent plus à opiner pour un

condamné à mort par son pere. 307

supplice capital , à cause des nouvelles menaces que Dom Carlos avoit faites , qui avoient pour objet les Ministres du Roi , & les Juges. Ils proposerent la Sentence à signer à Philippe II. comme au Monarque Souverain d'où leur pouvoir étoit émané. Il témoigna à cette proposition , que ses entrailles se soulevoient. Il dit aux Inquisiteurs , qu'il se regardoit comme condamné lui-même au supplice prononcé contre son fils. Qu'en voyant la Sentence contre Dom Carlos , il croyoit voir la sienne propre. Qu'il n'étoit pas possible dans cette occasion de séparer le pere d'avec le fils. Il leur dit que la plume lui tomboit des mains , lorsqu'il pensoit qu'il alloit se rendre l'horreur du genre humain , qui détesteroit la barbarie d'un pere ennemi de son propre sang. Qu'ainsi il laisseroit une grande tache à sa mémoire , & seroit tourmenté pendant toute sa vie de l'idée désesperante de sa cruauté , qui le poursuivroit sans cesse comme une furie attachée à suivre ses pas. Mais toutes ces pensées que sa tendresse lui suggeroit s'évanoüissoient , dès qu'il consideroit comme Roi qu'il étoit ministre de Dieu , & pere de ses Sujets. Comme ministre de Dieu , il de-

voit tout sacrifier aux intérêts de la Religion , semblable à Abraham qui lui immola son propre fils. Comme pere de ses Sujets , il devoit sacrifier à cet amour qu'il avoit pour eux , la tendresse qu'il avoit pour son fils ; que par conséquent dans cette occasion où son fils avoit foulé aux pieds les devoirs de la Religion , & l'intérêt public , en voulant troubler le repos de ses Etats , & y allumer une guerre cruelle , il ne devoit pas hésiter à exercer sur lui sa juste sévérité. C'est ainsi que l'éloquence de Philippe II. déguisoit le véritable principe qui lui faisoit condamner son propre fils , & qu'il coloroit par des motifs de la Religion , & de l'amour de ses Peuples , sa politique inhumaine. Parlons plus naturellement , c'est ainsi que ce Prince jouoit son rôle dans cette Tragi-Comédie. Il signa la Sentence , en disant aux Inquisiteurs : *Conservez ce monument. Il renferme une condamnation qui n'a pas d'exemple dans le monde.*

Les Inquisiteurs allerent voir Dom Carlos. L'un d'eux lui lut la Sentence. Ce Prince infortuné frappé de ce Jugement, demanda aux Inquisiteurs d'une maniere fort touchante, si son pere avoit

condamné à mort par son pere. 305

étouffé tous les sentimens de tendresse dans son cœur , & s'il ne pouvoit point esperer qu'il lui feroit grace , & si eux-mêmes étoient assez inexorables pour ne pas interceder pour le fils de leur Roi destiné par sa naissance à être leur Souverain. L'un des Inquisiteurs répondit , que toute la grace qu'il pouvoit esperer étoit de choisir le genre de mort dont il devoit mourir ; parce que sa mort étoit résolue , & que l'Arrêt ne pouvoit en être révoqué.

Alors Dom Carlos rappelant toute sa fermeté , dit : Je me sens supérieur à mon infortune , puisque je ne trouve qu'un pere cruel , & des Juges inhumains & inflexibles. Je consens qu'ils assouvissent leur fureur , & qu'ils se repaissent du cruel plaisir de répandre mon sang , dont ils ont une soif dévorante.

Il reçut un avis qu'on a crû lui être venu de la Reine , qui lui annonçoit qu'il devoit faire sçavoir au Roi , qu'il avoit des secrets à lui communiquer , & profiter de la visite que le Roi lui rendroit pour tâcher de le fléchir. En se conformant à cet avis , il écrivit à son pere. Comme le Roi approchoit , on dit au Prince : Voilà votre pere. Il répondit : Dites mon Roi.

Le Monarque ayant paru , Dom Carlos mit vainement tout en usage pour attendrir son père. (a)

(a) M. Campistron a fait de ce sujet-là une Scene fort touchante , il fait dire à Andronic qui nous représente Dom Carlos.

*Il ne m'est plus permis ,
Seigneur , de me donner le nom de votre fils !
Et cependant , hélas ! dans ce moment funeste ,
Ce nom de tous mes biens , est le seul qui me reste.
Où , Seigneur , je n'oppose à ce juste courroux
Que ce sang , que ces traits que j'ai reçus de vous.
J'ose dans votre cœur , avec cette défense
Me promettre toujours un reste d'innocence.*

L'Empereur Colojean qui représente Philippe II. lui répond :

*C'est-là ce qui vous rend plus coupable à mes yeux.
Vous joignez à ce nom , des noms trop odieux ,
Ingrat , & sans frémir , je ne puis reconnoître
Mon sang dans un rebelle , & mon fils dans un
traître.*

Le pere dans Campistron dit enfin à son fils :
Prince , n'avez-vous plus rien à me dire de plus ?

Le Prince réplique :

*Non d'en avoir tant dit je suis même confus.
Ah ! ce n'est point l'horreur du coup qui me me-
nace ,*

*Qui m'a fait mandier une honteuse grace ;
Et mon cœur en effet , n'attendoit pas de vous ,*

condamné à mort par son pere. 307

Des Historiens disent , que lorsque Dom Carlos dit à son pere : Souvenez-vous que je suis votre sang ; ce Monarque répondit froidement , & bassement : Quand j'ai de mauvais sang , je le fais tirer à mon Chirurgien. Dans cette conversation , Philippe déploya un cœur inflexible confirmé dans la haine pour son fils ; Dom Carlos parut en suppliant qui ne perd rien de sa fermeté , & qui dans la priere montre à son pere une ame magnanime.

Le Prince se détermina à se faire ouvrir les veines , & à expirer ainsi dans un bain. Marthieu Historien François , prétend qu'il fut étranglé par quatre esclaves , dont deux le tenoient pendant que les bourreaux le ferroient d'un cordon de soie. Quoi qu'il en soit , ce fut l'an 1568. le jour de S. Jacques , qu'il mourut à l'âge de vingt-trois ans & quinze jours. (a)

*Après tant de rigueurs, un traitement plus doux.
Je sçai trop que pour moi vous êtes insensible ,
Et la mort à mes yeux n'offre rien de terrible.
Si l'on ne m'eût contraint à cet indigne effort.*

(a) S. Evremond dit dans un de ses discours , que l'Espagnol qui étrangla Dom Carlos , lui

On proposa à Philippe II. de retarder l'exécution du Prince, de peur qu'elle ne devînt un grand sujet de scandale au Peuple dans un jour aussi solennel, qu'on ne devoit pas ensanglanter par cette sévérité, exercée sur un Prince si illustre par son rang. Les Juifs pense-

crioit : *Calla , calla , Senor , toto que se haze es por su bien* : Taisez-vous, taisez-vous, Monseigneur, ce que l'on fait est pour votre bien.

M. Amelot de la Houffaye dans ses Memoires de politique se récrie là-dessus :

Rien a-t-il plus l'air d'un conte fait à plaisir, que cette ironie cruelle, & barbare? Supposé même que Philippe II. eût donné l'ordre d'étrangler son fils, est-il croyable qu'il eût permis qu'on l'eût insulté à l'article de la mort, où toutes les consolations les plus insinuanes ne fussent pas aux Princes pour les y résigner? Je le dis encore, je ne puis croire que Dom Carlos ait été étranglé, ni que son pere ait jamais eu la pensée de se défaire de lui par un supplice infâme; le pouvant faire commodément par une voie plus secrète, & moins odieuse: Ce qui peut avoir donné lieu à ce conte, c'est à mon avis la réponse que Philippe fit à son fils le jour qu'il le fit arrêter, qui fut le 18. Janvier de 1568. Dom Carlos le voyant entrer dans sa chambre avec le Conseil d'Etat à l'heure de minuit, s'écria brusquement: *Que es esto, quiere V. Magestad Matarme*: Qu'est-ce donc que ceci; Votre Majesté veut-elle me tuer? A quoi Philippe répondit avec douceur: *No, sino hazeros bien , quieta os* : Non, mon fils, mais vous faire bien, soyez en repos.

condamné à mort par son pere. 309
rent de même , lorsqu'ils ne voulurent
pas faire périr JESUS-CHRIST un jour de
Fête , de peur qu'il ne s'excitât un grand
tumulte parmi le Peuple. Mais Philip-
pe répondit qu'il étoit résolu de sacrifier
son fils , comme une victime dûë à la
Justice Divine , & qu'il étoit ravi d'avoir
pour spectateur un aussi grand Patron
de la Monarchie que S. Jacques. Pour
moi je pense que c'est-là couvrir la fé-
rocité sous le voile de la Religion.

Un Historien * raconte sa mort au-
trement. Quoique , dit-il , Dom Carlos
n'eût point la liberté de sortir , & que
son appartement fût entouré de plusieurs
gardes ; cependant la porte de sa cham-
bre demouroit toujours ouverte , & il
recevoit plusieurs visites.

* Histo-
re d'Espa-
gne , par
l'Abbé de
Bellegarde.

Le Comte de Lerme , Dom François
Manrique , Dom Rodrigue de Benavi-
des , Dom Juan de Borgia , Dom Juan
de Mendoce étoient toujours auprès de
lui pour l'entretenir , ou pour le servir.
Les autres Seigneurs de la Cour n'en-
troient point dans son appartement , sans
une permission expresse du Roi , à la
réserve de son Médecin , & de son Chi-
rurgien , quand il avoit besoin de leur
ministere. Le Comte de Lerme cou-
choit toujours dans sa chambre. Quand

il étoit incommodé , un autre prenoit sa place. Ils avoient ordre d'exécuter tout ce que le Prince leur commandoit à la réserve de faire des messages au dehors sans une permission expresse de Sa Majesté , à laquelle on communiquoit tout le détail de la commission.

L'ordre étoit que tout le monde pût entendre tout ce qui se disoit dans la chambre du Prince , qui ne pouvoit parler à l'oreille ni en secret , pour obvier aux inconvéniens que ces mystères pourroient causer. Il étoit expressément défendu de raconter au dehors , ce que le Prince disoit , ou faisoit en particulier. Il n'y avoit dans l'appartement du Prince ni armes , ni épées ; on les quittoit en entrant par respect , d'autant que le Prince étoit désarmé. Il entendoit de sa chambre la Messe que célébroient des Chapelains nommés. Deux Gentilshommes se tenoient auprès de lui pour réciter ensemble les heures , & le chapelet , ou faire quelque pieuse lecture selon sa dévotion. Tous les Officiers , & tous les Gentilshommes servants , outre le serment général , faisoient un serment particulier , entre les mains de Ruy Gomez , de s'acquitter avec fidélité de leur ministère dans tous

condamné à mort par son pere. 311

les services qu'ils rendroient au Prince.

Il y avoit à la porte de la chambre un certain nombre de Hallebardiers qui l'ouvroient ou la fermoient selon les ordres de Ruy Gomez ; on ne laissoit entrer personne sans l'en avertir expressément ou le Comte de de Lerme en son absence , ou quelques autres des grands Officiers nommés pour être auprès de la personne du Prince. Les Lieutenans de la Garde Espagnolle & Allemande avoient ordre de Sa Majesté de poser à la porte de l'appartement du Prince dix ou douze Hallebardiers, & deux à la porte du Ruy Gomez , au moment qu'elle s'ouvreroit , parce qu'il étoit chargé personnellement de tout ce qui concernoit la garde du Prince.

Le Roi convoqua une assemblée particulière composée du Cardinal Spinoza , de Ruy Gomez de Silva , du Licencié Bioviesca , & des Conseillers d'Etat , pour faire un Manifeste touchant l'emprisonnement du Prince , & pour justifier la conduite du Roi. Ce Prince envoya aussi demander à l'Archevêque de Barcelonne le Manifeste que publia Dom Juan II. Roi d'Arragon ,

Le Roi
veut justifier sa conduite sur l'emprisonnement de son fils.

contre le Prince de Viana Charles IV. son fils aîné , & le chargea de le traduire de Catalan en Castillan , afin que l'on pût mieux comprendre le sens & l'énergie des paroles.

L'indignation & la colere , le désespoir de ne pouvoir sortir de prison , l'ardeur excessive d'un brûlant été ; tout cela joint ensemble rendoit le Prince comme furieux , & allumoit dans ses entrailles une espece de fournaise ardente ; de sorte qu'il buvoit à tout moment sans mesure l'eau gelée d'une fontaine de neige , capable de ruiner les tempéramens les plus robustes ; enfin se livrant tout entier à son désespoir , il demeura trois jours sans manger : Ne voyant plus de jour pour obtenir sa liberté , il tomba ensuite dans une profonde mélancolie , qui le réduisit en peu de tems à la dernière extrémité. Un jour que son pere le vint visiter, il mangea plus qu'à l'ordinaire , & au-delà de ce que la foiblesse de son estomach pouvoit supporter ; de sorte que cette indigestion lui causa une fièvre maligne , des vomissemens , & la dysenterie , dont les eaux glacées qu'il avoit bû avoient été la principale cause. Le Docteur Olivarez , son premier Médecin , avertit

• Une noire
mélancolie
réduit Dom
Carlos à la
derniere
extrémité.

condamné à mort par son pere. 315

avertit Ruy Gomez du danger où étoit le Prince, & que sa maladie étoit mortelle. Ses domestiques prièrent le Roi de le venir voir, & de lui donner sa bénédiction, avant qu'il rendît le dernier soupir. Il consulta sur cela son Confesseur, le Pere Diegue de Chaves, & l'Evêque de Cartagene Confesseur du Prince, qui lui dirent que Dom Carlos étoit bien disposé à mourir en bon Catholique, & que peut-être sa présence pourroit lui causer de l'émotion & l'inquiéter, & renouveler réciproquement leurs douleurs; outre que cette visite dans l'état où il étoit, leur seroit entièrement inutile: cependant quelques momens avant qu'il expirât entre les bras de Ruy Gomez, il lui donna sa bénédiction, & se retira promptement dans sa chambre, avec la douleur peinte sur son visage aussi vivement que si elle eût regné dans son cœur.

Le Prince dans son Testament demandoit pardon à son pere & sa bénédiction, lui recommandant ses domestiques, & le priant de payer ses dettes. Il légua les plus riches meubles de sa garde-robe aux Eglises & aux Hôpitaux, & deux diamans de mille ducats chacun aux Monasteres de la Magdelaine de Ma-

Dom Carlos demandoit pardon à son pere, & sa bénédiction.

drid & de Valladolid ; un diamant de grand prix à Dom Rodrigue Mendoce, frere du Duc de l'Infantade ; un autre riche diamant à l'Amirante de Castille. Il souhaita que son corps fût enter- ré à Toledé dans le Monastere de Saint François. Il reçut avant que de mourir tous les Sacremens de l'Eglise avec dé- votion le 24. Juillet 1568. la veille de la fête de l'Apôtre S. Jacques , âgé de vingt-trois ans & quinze jours , dans la plus brillante fleur de sa jeunesse.

Telle est la foi de l'Histoire appuyée sur des Historiens qui se contredisent touchant les événemens les plus impor- tans. Qui ne déploreroit la condition des hommes qui ne peuvent pas parvenir à sçavoir la vérité du sort des plus grands personnages , quelque éminens qu'ils soient sur le grand théâtre du monde , & par conséquent quelque exposés qu'ils soient aux yeux du monde ! Mais suivant le sentiment du plus grand nombre d'Historiens , Dom Carlos est mort en exécution de la Sentence qui l'avoit condamné à un supplice capital.

Le Comte de Lerme à qui le Roi avoit confié la conduite de Dom Car- los durant sa prison , avoit conçu une amitié si extraordinaire pour lui , qu'il

condamné à mort par son pere. 315

parut inconsolable aux yeux de toute la Cour. Le Roi pour qui ces regrets étoient autant de reproches , prit la voie qu'il jugea la plus propre pour les faire cesser. Il récompensa magnifiquement les domestiques de Dom Carlos. Il donna une Commanderie de Calatrava au Comte de Lerme , & le fit Gentilhomme de la Chambre. C'est par ces actions-là qu'il vouloit imposer & masquer la haine politique qui l'avoit obligé d'immoler son fils.

Pour couvrir en quelque façon l'horreur qu'inspiroit cette mort , Philippe ordonna dans toute l'étendue de ses Royaumes , de faire à la mémoire de son fils les plus magnifiques obseques ; on obéit , toutes les Villes se signalèrent à l'envi , & même on eut soin de faire insérer dans toutes les Nouvelles publiques & particulieres , que cette mort imprévûe avoit extrêmement affligé Sa Majesté Catholique : Fourberie pareille à celle que pratiqua Charles V. qui fit faire des processions en Espagne pour obtenir la liberté du Pape Clement VII. qu'il tenoit prisonnier à Rome , par l'Armée commandée par ses Généraux. Philippe II. en imposant par les apparences d'une dou-

leur fastueuse , receloit la joie barbare qu'il avoit d'être délivré de son fils , qu'il regardoit comme son grand ennemi.

Le corps de Dom Carlos quinzième Prince des Asturies (comme qui diroit en France le quinzième Dauphin) fut porté au Monastere des Religieuses de S. Dominique le Réal , où il demeura en dépôt jusqu'en 1573. qu'il fut transporté à S. Laurent de l'Escorial , quoiqu'il eût ordonné par son Testament d'être enterré au Couvent de S. François de Toledé. Le convoi fut très-solemnel & très-magnifique. Tous les Conseils & tous les Grands y assisterent. Le Nonce du Pape y marchoit entre les Evêques de Cuença & de Pampelune , & le Cardinal Spinoza le dernier , au milieu des Archiducs Rodolfe , & Ernest fils de Maximilien II. & neveux du Roi. Ainsi ces Archiducs cédoient la place d'honneur à un Cardinal : (a) Cérémonial bien différent de ce qui se pratique aujourd'hui en France , en Allemagne , & en Es-

(a) *Nota que Don Juan qui n'étoit qu'un bâtard , refusa de céder au Cardinal Moron , Doyen du sacré College , envoyé à Genes avec le titre de Legat à latere.*

condamné à mort par son pere. 317
pagne. Mais tout plioit sous le Cardinal
Spinosa. (a)

La ville de Madrid avoit obtenu du
Roi la permission de faire les funé-
railles. Plusieurs Historiens loient par-
ticulierement Philippe II. de la tran-

(a) C'est ce Cardinal à qui Philippe II. donna
le coup de la mort par un mot de réprimande.
Cardinal, lui dit-il, *seuvenez-vous que je suis le*
Président; terme dont il usa comme pour le dégra-
der de la Présidence de Castille, qui est la premiere
Dignité séculiere de la Monarchie d'Espagne, &
bien plus grande que n'est celle de Chancelier en
France. Spinosa en mourut, dit-on, de douleur
quelques jours après. Mais la vérité est que dans
une syncope qui lui prit, on se pressa tant de l'ou-
vrir pour l'embaumer, qu'il porta la main au ra-
zoir du Chirurgien, & que son cœur palpita en-
core après l'ouverture de l'estomac. Ce fait est
raconté par Cabrera, Historien de Philippe II.
& serviteur domestique de Philippe III. lequel
ajoute que la peur que l'on avoit que ce Cardinal
ne revint en santé, fit hâter sa mort, pour con-
tenter le Prince, les Grands & les Conseillers d'E-
tat qui la désiroient, dans l'espérance que son suc-
cesseur useroit plus modérément de son pouvoir.

Voyez M.
Amelot dans
ses Mémoires
Historiques.

Quand ce Cardinal écrivoit au Roi sur les af-
faires qui étoient en délibération, au lieu de dire:
Il me semble qu'il seroit à propos de faire telle ou
telle chose; il disoit impérieusement: *Faites ou*
ne faites pas cela; comme s'il eût été lui-même
le Roi, & le Roi son Ministre.

On assure que sa mere accoucha de lui à l'hé-
re de son enterrement, pendant que les Prêtres

quillité d'esprit qu'il fit paroître le jour de cette pompe , lorsque regardant d'une fenêtre de son Palais la disposition & la marche de la cérémonie , il décida sur le champ une difficulté qui survint pour le rang entre les différens

disoient pour elle l'Office des Morts ; & qu'elle vécut encore quatorze ans depuis cette apparente résurrection ; de sorte qu'il est vrai de dire que la mort servit de Sage-femme à la mere , & l'Eglise de berceau à l'enfant , comme par un heureux présage de toutes les Dignités Ecclésiastiques auxquelles il devoit parvenir ; car il fut Evêque de Sigüenza, Inquisiteur général d'Espagne, & Cardinal. « Son autorité , ajoute l'Amiranto, » étoit encore soutenue par sa belle prestance, & » par la magnificence de ses habits : il portoit des » fourrures de velours cramoisi, des bas de » cieuses aux doigts, & des dorures aux poignets ; » il parloit avec hauteur, & entretenoit un grand » nombre de domestiques , parmi lesquels il y » avoit des personnes de condition relevée. Quand » on vint dire au Roi qu'il étoit mort ; il ne dit » que ce mot par admiration : *Es muerto !* Est-il » mort ! sans en montrer aucune joie ni tristesse, » & n'en parla presque point depuis , non plus » que s'ils n'eussent jamais eu rien à traiter en- » semble. »

Il est bien certain que le Roi Philippe ne regretta point ce Cardinal, qui avoit pris trop d'ascendant sur lui ; mais il ne laissa pas d'honorer sa mémoire , & de rendre témoignage de ses services lorsque l'occasion s'en présenta. Un jour passant par *Martimunos de las Posadas* , Patrie de

condamné à mort par son pere. 319

Conseils d'Etat qui s'y trouvèrent. Ceux qui furent les dupes de cette tranquillité ne furent guères fins. Les deux fils de l'Empereur qui étoient à la Cour d'Espagne faisoient le diuail. Comme on approcha du Temple, le Cardinal

Spinosa, il s'y arrêta tout exprès pour entendre la Messe dans la Chapelle où il est enterré, & commanda au Prêtre de la dire pour le repos de l'ame du défunt; puis il dit : *Ici repose le meilleur Ministre que j'a e eu en mes Ro aumes.* Eloge qui valoit mieux que cent Oraisons funèbres.

La source de la haine que ce Cardinal avoit pour Dom Carlos, vint de ce que ce Prince lui dit un jour en le prenant par son rocher : *Quoi, petit Curé, tu as l'audace de te joüir à moi, en empêchant que Cisneros, c'étoit un Comédien qu'il aimoit, ne vienne me divertir ! Par la vie de mon pere, il faut que je te tuë, & peut-être l'eût-il fait s'il eût été le plus fort : le Cardinal lui échappa des mains, & n'y retomba jamais depuis.*

Pourquoi donc Philippe se dégoûta-t-il d'un Ministre qui lui étoit si utile & si nécessaire ? Parce qu'il se lassâ de sortir de sa chambre pour le recevoir, de lever son chapeau pour le saluer, de le faire asseoir comme son égal, & de souffrir une certaine liberté & familiarité dont usoit le Cardinal en négociant avec lui, & en disposant des Places vacantes, comme s'il eût été le Maître : Tolérance incroyable dans un Prince si jaloux de sa grandeur & de son autorité : Enfin le Cardinal tomba en disgrâce pour être allé du pair avec son Maître, & pour n'avoir pas en la com-

Spinosa qui les conduisoit immédiatement après le corps , prit congé d'eux , & se retira sous prétexte d'un mal de tête qui lui prit : mais comme il étoit connu pour le plus dangereux & le plus irréconciliable ennemi que Dom Carlos eût eu , on entendit plusieurs voix s'écrier autour de lui , qu'il ne pouvoit souffrir la présence du Prince , ni mort ni vivant. La première chose qu'on découvrit , ce fut cet éloge célèbre de l'Écriture pour un mort , qui étoit en gros caracteres d'or sur le portail par où on entra : « Il nous a été ravi , de peur que » la malice du siècle ne changeât son » cœur , & que la flâterie ne seduisît son » esprit. A l'éternelle mémoire de Charles Prince des Espagnes , des deux Siciles , des Gaules Belgique & Cisalpine , héritier du nouveau Monde , incomparable en grandeur d'ame , en libéralité , & en amour pour la vérité. C'est ainsi que Philippe II. souffrit qu'on représentât comme un Héros un Prince qu'il avoit fait mourir comme rebelle. Il lui importoit peu qu'on effaçât la noirceur du crime qu'il lui avoit

plaisance de lui attribuer la gloire des bons succès de son ministère.

condamné à mort par son pere. 321
imputé ; il étoit mort , il n'avoit plus rien à craindre. Il impoſoit au Public & cachoit ſa cruauté ſous les dehors d'un pere pénétré de douleur de la mort de ſon fils. Qui pouvoit penſer qu'il eût été l'inſtrument de ſa perte ?

Dans la Cauſe hiſtorique que je viens de raconter , Philippe II. ayant été le principal perſonnage de mon Hiſtoire , je crois faire plaiſir à mon Lecteur, après le portrait que j'ai fait de ce Monarque d'employer encore quelques traits pour le faire encore mieux connoître : non que je veuille le peindre parfaitement , j'en laiſſe le ſoin à ſon Hiſtorien. Et comme les actions peignent mieux que les paroles , & ſurtout les actions où les ſentimens éclatent , je m'attacherai à le peindre de cette façon.

Perſonne n'ignore cette fermeté que ce Prince fit paroître , quand il apprit la défaite d'une grande Flote qu'il avoit armée pour conquérir l'Angleterre. On diſoit que c'étoit une grande Ville qui ſe promenoit ſur la mer : Elle fut battue de la tempête , & étant diſperſée , elle fut en proie aux forces navales des Anglois qui la détruiſirent entièrement. Philippe II. dit froidement apprenant

cette nouvelle : J'avois envoyé ma Flotte combattre les hommes , & non pas les vents.

L'ambition de ce Monarque qui le tourmentoit , & l'engageoit à troubler le repos de toute l'Europe , le faisoit appeller *Damonium meridianum* : Le Démon du midi , parce que l'Espagne est située au midi.

Ce Prince qui étoit sévère & impérieux , est peint au naturel dans le trait suivant. Il dit à son Cocher en partant de Madrid pour l'Escorial , qu'il vouloit arriver à une heure qu'il lui marqua. Le Cocher étant au milieu du chemin , vit que l'heure s'approchoit , il n'épargna pas à ses mules les coups de fouet ; il s'emporta contre elles , en les appelant mules de maquereau. Le Roi remarqua l'épithète ; étant arrivé à l'Escorial , il demanda au Cocher à qui étoient les mules. Le Cocher se souvenant fort heureusement du trait qui lui étoit échappé : Sire , répondit-il , elles sont à moi. Si elles sont à toi , reprit le Prince , garde-les ; je ne veux point avoir de mules de maquereau à mon carrosse. La présence d'esprit du Cocher lui valut cet attelage , & lui sauva la vie ; car s'il eût répondu que les mu-

condamné à mort par son pere. 323
les étoient au Roi , ce Prince l'auroit
fait mourir infailliblement.

Ce seroit peindre ce Prince d'une
maniere passionnée que d'en oublier le
beau.

Il dit au Docteur Velasque Conseil-
ler d'Etat : J'entens que dans toutes les
affaires douteuses où je serai Partie, vous
décidiez toujours contre moi. Voilà un
sentiment digne d'un grand Roi.

Les Etats de Castille ayant accordé
à Philippe II. un certain tribut , un
Avocat déclama publiquement contre
la personne & le Gouvernement de ce
Prince. On le mit en prison. Philippe
lui rendit sa liberté : C'est un fou , dit-
il , puisqu'il parle mal d'un Prince qu'il
ne connoît point , & qui ne lui a fait
aucun mal.

Comme il comptoit beaucoup sur le
tems qui apportoit aux maux de grands
remèdes , & que dans les affaires il tem-
porisoit souvent , il disoit : Le tems &
moi , nous en valons bien un autre.

Quelque grandeur qu'il eût dans l'a-
me à certains égards , la peur y avoit
une libre entrée : Témoin le bon mot
qu'on va rapporter.

Un homme de Qualité voyageant
en Espagne , alla voir l'Escorial ; &

comme il visitoit ce superbe Couvent des Religieux de l'Ordre de S. Jérôme (qu'on nomme le Cloître de S. Laurent) le Supérieur qui le conduisoit , lui dit que le Roi Philippe II. l'avoit fait bâtir pour satisfaire à un vœu qu'il avoit promis d'accomplir , s'il étoit victorieux à la Bataille de S. Quentin , qui s'étoit donnée le jour de S. Laurent. Mon Pere , dit le voyageur , admirant la magnificence du bâtiment , il falloit que ce Roi eût bien peur , lorsqu'il fit un si grand vœu.

Quand il avoit fait des fautes , & qu'il les reconnoissoit , il n'oublioit rien pour les réparer.

Dom Jean II. Duc de Bragance , se retira dans ses Terres , parce que Philippe II. qui avoit rangé le Portugal sous son Empire , ne voulut pas lui permettre de marcher à sa gauche , lorsqu'il faisoit son entrée dans les Villes de ce Royaume. Philippe reconnut la faute qu'il avoit faite de ménager si peu un Prince qui pouvoit être en état de monter sur le Trône de Portugal. Il lui dit en deux mots, quand il vint à la Cour de Madrid , tout ce qu'il falloit pour le regagner : *Pedid Duque* : Duc , vous n'avez qu'à demander : A quoi le Duc ré-

condamné à mort par son pere. 325

pondit avec une dissimulation de *fur* Courtisan : Les Ancêtres de Votre Majesté , qui sont aussi les miens , ont fait tant de graces à ma Maison , qu'il ne me reste plus rien à demander.

Il ne parloit qu'à demi mot , & vouloit qu'on devinât le reste ; on ne lui parloit qu'à genoux , & il disoit pour excuser ce cérémonial , qu'étant petit de corps , on eût paru plus grand que lui , si on lui eût parlé debout. Parce qu'il excelloit dans la politique , on vouloit que ce fût un grand Roi : mais pouvoit-il l'être , dès que la sienne étoit au-dessus de sa religion ?

Il exigeoit une grande bienséance dans les Dames de la Cour , & une extrême pudeur extérieure.

Dona Juana sœur de Philippe II. femme de Dom Jean Prince de Portugal , étant à la chasse , tomba de cheval. Sa pudeur fut en défaut ; elle ne put pas cacher ce qu'elle déroboit avec soin à la vûe. Philippe II. apprit la nouvelle de sa chute. Il ne demanda point si elle étoit blessée ; mais seulement : *Si Cayo honesta* ; on lui répondit , *honestissima*. Quand il apprit la vérité , il défendit aux Dames d'aller autrement qu'en carrosse , soit à la Ville , soit à la campagne.

Il est certain que si la même disgrâce fût arrivée à la femme , il l'auroit fait mourir.

Il aimoit la vérité , & punissoit très-sévèrement ceux qui la lui cachotent. S'étant apperçu qu'un de ses Ministres la lui déroboit sur un fait important : Eh quoi , lui dit-il , vous avez le front de déguiser la vérité à la face d'un Souverain tel que Philippe II ? Le ton foudroyant dont il parla frappa tellement ce Ministre , qu'il s'alla jeter dans un Couvent , où il finit le reste de ses jours.

Il fit ôter dans un Couvent le portrait de Dom Gaspard Lopès , menteur infigne. Les menteurs , dit-il , ne méritent pas de vivre dans ce monde ni réellement , ni en peinture.

Dom François de Palafoz Seigneur d'Arita , ayant un Procès contre Philippe II. l'en fit Juge. Vous me faites Juge , lui dit-il , j'en userai en Roi. Je vous cède tout , & de plus je vous accorde ma faveur & mes bonnes grâces.

Dona Anna Laval ayant eu le malheur de voir arrêter son Page qu'on menoit en prison , engagea Antoine Sondez son amant de le tirer des mains des Archers ; ce qu'il exécuta. Leur Prevôt

condamné à mort par son pere. 327

se plaignit de cette violence à Philippe II. qui répondit que l'amant n'avoit pû faire autrement que d'obéir à sa maîtresse : mais il fit venir Dona Anna Laval, & lui dit : Je vous défends d'exposer à jamais la vie de votre amant.

Son Cocher dans une querelle ayant donné un coup de couteau à une personne dans un voyage que ce Prince faisoit , dans le tems qu'il se reposoit , il s'emporta contre un Seigneur, parce qu'il n'avoit pas fait arrêter le Cocher. Le Seigneur lui répondit : Si je l'eusse fait , qui est-ce qui auroit reconduit le carrosse de Votre Majesté ? Le Prince lui répondit : J'aimerois mieux aller à pied que de laisser le crime impuni. Ce qui est de singulier, c'est que Gregorio Lety après avoir fait le Panégyrique de ce Prince , rapporte qu'il disoit que les Souverains devoient passer à l'alambic plusieurs maximes d'Etat pour en extraire la quintessence , sans oublier les plus horribles & les plus barbares principes dont ils devoient former le suc d'une sage & utile administration ; & il dit que ce Prince en excellent Chimiste distilloit la passion , la cruauté, la tyrannie , la vengeance, l'impiété avec le mélange de la modération , de la justice , de la clémence , du

zele pour la Religion , & d'autres vertus. Il n'y a jamais eu de Prince , dit cet Historien , qui ait mieux sçu se faire honneur de ses vertus , & pallier ses vices. Point de vertu qui ne fût accompagnée de quelque vice , point de vice qui ne fût couvert de l'ombre d'une vertu ; & comme il avoit coutume de dire que les Princes devoient avoir la réputation d'être vertueux, quelques mauvais qu'ils pussent être , il ne manquoit pas de mettre en œuvre cette maxime. Il cachoit sous les apparences d'une vertu quelque vice que ce fût , & il ménageoit cet artifice avec tant d'habileté , que les dehors brillans ébloüissoient jusqu'à faire perdre de vûe le véritable motif de son action ; & il sçavoit donner un tel relief à ses vertus , quelques superficielles qu'elles fussent , que tout le monde étoit la dupe de son hypocrisie. En effet ses Ministres avoient beau être pénétrans , il n'y en avoit point qui parvînt à pénétrer le fonds de son ame. Aussi le Duc de Feria l'un des plus fins & des plus prudens Ministres de l'Espagne , dit un jour « que le seul Roi Philippe connoissoit le Roi Philippe. » Rien n'est plus étrange que de voir assemblés les vices & les vertus , & de les voir ,

condamné à mort par son pere. 329
pour ainsi dire réunis dans le même
fonds. On peut dire que cet assemblage
est l'ouvrage du vice raffiné.

Il se faisoit un mérite de n'avoir pas
poursuivi son ennemi après la Bataille
de Saint Quentin qu'il gagna sur les
François. J'ai voulu agir, dit-il, en
Prince, en ne poussant pas mon enne-
mi à bout, & non en soldat dans cette
conjoncture; c'est ainsi qu'il pallioit la
faute qu'il avoit faite de n'avoir pas
sçu user de sa victoire.

Les traits suivans contribueront en-
core au portrait de ce Prince.

Philippe II. voyageant fut surpris
par la nuit; il fut obligé de la passer chez
un Païsan à qui l'on demanda mille
choses qu'il n'avoit point, & chez qui
l'on fit un grand dégât. Le Païsan au-
lieu de se faire les plus belles idées du
monde de l'honneur qu'il avoit de re-
cevoir le Roi, & de la fortune qui se-
roit le fruit de cet honneur, s'attendoit
à être ruiné; il fut si inquiet toute la
nuit, qu'il ne put fermer l'œil. Le len-
demain Philippe II. lui dit avant que de
sortir de sa maison, que s'il avoit quel-
que grace à lui demander, il n'avoit
qu'à lui parler. Sire, répondit-il, je
demande à Votre Majesté qu'elle ne

vienne jamais loger dans ma maison ; tant que je vivrai. Cette naïveté ne déplut pas au Roi, qui le récompensa magnifiquement.

Ce Monarque n'oublioit rien pour faire craindre & respecter l'Inquisition qui a purgé l'Espagne du Judaïsme & du Mahométisme. Il vouloit l'établir à main armée dans les Pays-Bas. (a)

* Voyez les
Mémoires
Historiques
pour servir à
l'Histoire de
l'Inquisition.

(a) L'Inquisition affecte dans ses Procédures tout ce qui peut inspirer la terreur. Ceux que l'Inquisition fait sont abandonnés de tout le monde sans exception, & personne n'ose parler pour les excuser ; cela seul suffiroit pour un soupçon d'hérésie. Le Roi même en Espagne n'a pas cette liberté. Philippe III. ayant témoigné qu'il désapprouvoit le Jugement de deux Cordeliers condamnés au feu par ce Tribunal, le Grand Inquisiteur fit entendre très-sérieusement à Sa Majesté que pour expier sa faute il falloit qu'elle se soumit à quelque peine. On chercha long tems ce que le Roi pourroit faire pour cette satisfaction. Enfin on convint que Sa Majesté se feroit tirer une palette de sang, & qu'on brûleroit ce sang en présence de plusieurs personnes ; ce qui fut fait en présence du Grand Inquisiteur & de ses Officiers. * Le pere livre ses enfans, les enfans leur pere, le mari sa femme, & la femme son mari ; & s'il arrivoit quelque révolte, on mettroit à la place du criminel ceux qui auroient donné main-forte pour faciliter son évasion. Les parens de l'Accusé s'habillent en deuil, & en parlent comme d'un homme qui n'est plus. Plusieurs Grands Seigneurs se font honneur d'être membres de ce Tribunal ; on les appelle *familiares* : ils aident à la capture des Accusés. La mort elle-même ne soustrait pas les coupables aux poursuites de l'Inquisition ; on y fait le procès aux cadavres des criminels ; on confisque pour l'Inquisition les biens de ceux qui sont condamnés à une peine capitale. Les exécutions se font après une procession solennelle quand les criminels sont en grand nombre, afin que la multitude des supplices fasse une plus vive impression, & donne un

condamné à mort par son pere. 331

La sévérité de ce Tribunal convenoit à son caractère & à sa politique , qui se servoit pour regner du manteau de la Religion.

exemple plus effrayant. On les appelle *Auto da fe*, *Actes de foi*. Le Pape Paul IV. appelloit l'*Inquisition* le grand ressort du *Pontificat*.

Il faut sept témoins qui déposent contre un homme pour le faire condamner ; mais on reçoit les dépositions d'un esclave ou d'un enfant : Il faut s'accuser soi-même , & on ne confronte , ni on ne voit jamais les témoins. On est accusé pour la moindre chose qui soit échappée contre l'Eglise , ou pour n'avoir pas parlé avec assez de révérence de l'*Inquisition*. On appelle aussi l'*Inquisition* le saint Office.

L'étendard de l'*Inquisition* est d'un damas rouge sur lequel est peinte une Croix , accompagnée d'un côté d'une branche d'olivier , & de l'autre d'une épée , & autour ces paroles du Pseaume : *Exurge , Deus , judica causam tuam*.

Elle est établie dans l'Espagne , en Portugal , dans toute l'Italie & dans les Indes.

L'*Inquisition* à Venise n'est que l'ombre de celle-là ; elle souffre que les Hérétiques & les Juifs se fassent Docteurs en Médecine à Padoue ; elle est subordonnée à la politique qui est l'ame du Gouvernement à Venise. On n'y confisque point les biens des coupables pour le profit de l'*Inquisition* , mais pour le Sénat. Gregoire IX. est proprement l'auteur principal de l'*Inquisition* , qui tire son origine d'un Concile tenu à Toulouse en 1229. sous ce Pape , où présidoit son Légat ; elle fut d'abord attribuée aux Evêques. Gregoire IX. la défera ensuite aux Dominicains.

Ce Tribunal a pu être établi en Espagne où l'Espagnol est maître de sa langue. Il ne dit rien qu'il ne veuille dire ; ainsi ses paroles criminelles ne peuvent pas s'excuser , & méritent d'être punies ; mais en France où le François qui n'a pas le don de se posséder, parle souvent inconsidérément & sans réflexion , ce seroit user d'une trop grande rigueur que de punir sévèrement ses intemperances de langue. D'ailleurs on ne recevroit pas dans ce Royaume les formalités & les procédures extraordinaires de ce Tribunal.

Levez-vous,
mon Dieu, &
jugez votre
cause. *Psalm.*
13. v. 23.

Mais ce qui prouve que rien n'égaloit son flegme , fut ce qu'il dit à son Secretaire. Durant les guerres de Flandres , il écrivoit lui-même de sa propre main les ordres qu'il adressoit aux Gouverneurs ; il avoit passé toute une nuit à écrire plusieurs Lettres. Le Courier attendoit au pied de l'escalier , & un de ses Secretaires accablé de sommeil devoit cacheter les dépêches , & faire les suscriptions en présence du Roi. Comme il appréhenda que l'encre étant toute fraîche , l'écriture de la dernière Lettre ne s'effaçât , il voulut y mettre du sable. Il prit si mal ses mesures , qu'au lieu de verser le sable , il versa l'encre , non-seulement sur la dernière Lettre , mais sur les autres étalées sur la table. Philippe II. lui dit avec une tranquillité admirable : *Voilà l'encrier , & voilà le sablier* , en les lui montrant , & il se remit à récrire sur nouveaux faits.

Voilà des traits. qui peuvent donner une véritable idée du caractère de Philippe II.

La Reine Elizabeth dont nous avons parlé , ne survêquit gueres à Dom Carlos , puisqu'elle mourut le 23. Novembre 1568. quatre mois quinze jours après ce Prince.

condamné à mort par son pere. 333

Les Historiens Espagnols disent que ce fut par la faute des Médecins qui la firent saigner étant grosse. Les nôtres attribuent sa mort à son mari. Nous marquerons, *dit Mezerai*, « comme » la plus monstrueuse aventure qu'on se « puisse imaginer, que Philippe II. ayant » appris que Dom Carlos son fils unique » avoit correspondance avec les Sei- » gneurs confederés des Pais-Bas qui tâ- » choient de l'attirer en Flandres, le fit » arrêter prisonnier, & lui ôta la vie, soit » par un poison lent, soit en le faisant » étouffer entre deux lits de plumes; & » que peu après sur quelque jalousie, » il empoisonna Elisabeth sa femme, » & la fit périr avec le fruit dont elle » étoit grosse; ainsi que la Reine Ca- » therine sa mere le vérifia par des in- » formations secretes qu'elle en fit faire, » & par les dépositions des domestiques » de cette Princesse, lorsqu'ils furent » de retour en France. »

Observez
que rien
n'est plus
commun
en France
que de sai-
gner une
femme
grosse, &
surtout à
Paris.

Mezerai & Baile après lui dans son Dictionnaire Critique, disent qu'il auroit fait faire le Procès à son pere pour crime d'hérésie après sa mort, & l'auroit fait déterrer & brûler ses os, si la politique ne l'eût retenu, & qu'il n'eût considéré qu'on lui pouvoit disputer sa

Couronne , sous le prétexte qu'il la tenoit d'un hérétique ? On dit même que Charles V. le soupçonna d'avoir avancé ses jours, & qu'il répondit à un Seigneur qui étoit venu s'informer de sa santé de la part de Philippe II. Dites à mon fils que je mourrai bientôt , car j'ai pris la fièvre Philippique.

L'idée de Charles V. pourroit être l'ouvrage du chagrin qu'il avoit de son abdication. Ce chagrin dès le commencement avoit transpiré malgré lui : Aussi Philippe II. répondit au Cardinal de Granvelle qui lui annonça qu'il y avoit un an que Charles V. s'étoit démis de la Couronne : Dites qu'il y a un an qu'il s'en est repenti.

Philippe II. demanda au Pape l'absolution pour avoir fait mourir près de deux mille Prêtres , dont le plus grand nombre étoit des Portugais.

Dom Juan n'eut pas un sort plus heureux que la Reine Elisabeth. La haine que Philippe II. conçut contre lui , eut sa source dans une frayeur que Dom Juan lui causa.

Dom Juan avoit un lion très-familier qui l'accompagnoit partout. Un jour qu'il l'avoit suivi dans la chambre du Roi , l'animal voulant caresser le

condamné à mort par son pere. 335

Monarque, l'embrassa avec ses pattes, & sembloit prendre plaisir à jouir de la peur qu'il lui causoit. Elle fut souveraine dans ce Monarque, qui crut n'avoir plus de part à la vie : il sentit dans ce moment que sa Royauté étoit subordonnée à celle de ce Roi des animaux, & dans les tranfes où il étoit, il auroit composé pour sa vie à laquelle il auroit sacrifié sa Couronne. Le lion sans lui faire mal, le laissa pour venir faire de pareilles caresses à Dom Juan. Ce Prince s'étant retiré, Philippe II. en courroux dit : J'apprendrai bien à ce Cavalier à ne point causer de pareilles frayeurs à son Maître.

Après la mort de Dom Carlos, le Roi apprit que le mariage de ce Prince étoit conclu avec la Reine d'Angleterre, & que les Rebelles de Flandres avoient donné parole de le reconnoître dès que ce mariage seroit consommé, sans autre condition que la liberté de conscience. Ce fut Perez qui remit au Roi des Lettres du Prince d'Orange qui révéloient ce secret important. Ce Monarque se rappella que Dom Juan avoit reçu les acclamations de l'armée de Grenade, & que les soldats charmés de quelques belles actions que Dom Juan avoit fai-

tes , s'écrièrent en sa présence : C'est le véritable fils de l'Empereur. Il se souvint encore que dans une occasion où Dom Juan eut un différend avec Dom Carlos , ce Prince l'appella *hildeputa* , c'est-à-dire , fils d'une fille déréglée ; à quoi Dom Juan répondit : J'ai un meilleur pere que vous. Philippe II. trouva moyen de faire envoyer à Dom Juan par une voie qui n'étoit pas suspecte , des bottines parfumées qui lui coûtèrent la vie.

Pour rendre compte de tous ceux qui furent les Acteurs de la Tragédie de Dom Carlos , on dira que les Principaux de la Noblesse de Flandres furent sacrifiés à la rigueur des Loix par un supplice capital.

Enfin Philippe II. par une cruelle destinée qui étoit la juste peine de toutes ses cruautés , après avoir mené une vie triste & douloureuse , ouvrage de mille cruelles réflexions qui le déchiroient , fut frappé d'un ulcere qui engendra une quantité effroyable de poux dont il fut dévoré tout vivant , & étouffé quand ils ne trouvèrent plus de quoi se nourrir sur son corps. Il mourut en 1598. âgé de soixante-onze ans.

Une heure après que Philippe II. fut mort , un Seigneur Espagnol écrivit avec

condamné à mort par son pere. 337
un charbon sur une cheminée du Palais
cette Epitaphe de ce Monarque.

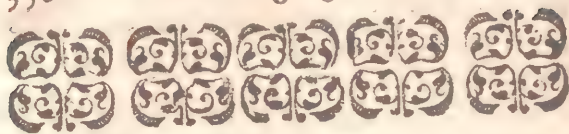
*Siendo moco luxurioso ,
Siendo hombre , fue cruel ;
Siendo viejo codicioso ,
Que se puede esperar del !*

Epitaphe
satyrique
de Philippe
II.

Luxurieux dans sa jeunesse ,
Homme fait , il fut très-cruel ;
Très-avare dans sa vieillesse ,
Possède-t-il le bonheur éternel !

Telle est l'Histoire de Dom Carlos ,
dont le sort tragique comprend la fin
funeste de plusieurs personnes , par un
enchaînement fatal qui semble être in-
séparable de la catastrophe sanglante
des personnages d'un rang éminent





ALEXIS PETROWITZ,
CZAREWITZ.

*Héritier présomptif de l'Empire de
Russie, condamné à mort par son
pere.*

LA destinée de ce Prince a tant de rapport à celle de Dom Carlos, que j'ai crû que je ne devois pas séparer leurs Histoires. Tous deux ont eu un pere sévere, implacable, qui les a fait condamner à mort. Tous deux ne sont coupables que de desseins, de projets, & on ne voit point qu'ils ayent rien exécuté.

Les mœurs des Moscovites moins cultivées, & moins humanisées que celles des Espagnols, éloignerent plus le Czar de la clémence que Philippe II. Le pouvoir du Czar étant plus despotique & plus absolu, l'autorisoit encore davantage. D'ailleurs il n'avoit rien oublié pour ramener le Czarewitz dans la bonne voie dont il s'étoit écarté,

condamné à mort par son pere. 339

& loin qu'il parût qu'il eût pour son fils la même antipathie que Philippe II. avoit pour Dom Carlos, il n'a pas tenu à lui qu'il n'ait été admis à sa succession. Il lui en a ouvert la voie, & a souhaité de bonne-foi que ce Prince se rendît digne d'être son héritier. D'ailleurs le Czar avoit des qualités héroïques, il agissoit suivant de grands principes. On peut dire qu'il avoit le cœur grand, qu'il avoit des vûes sublimes, & qu'il aura sa place dans l'Histoire parmi les grands Princes qui possèdent les vertus militaires, & qui sont versés dans l'art de regner.

Le brillant Auteur qui nous a donné l'Histoire de Charles XII. Roi de Suède, par le parallele qu'il en fait avec le Czar, le met au-dessus de ce Monarque: au lieu que Philippe II. n'est recommandable que par une politique cruelle, dont nous voyons les principes dans Machiavel.

Dom Carlos n'avoit pas dans son pere un modele à suivre, & n'étoit pas porté à l'estimer. Le Czaréwits avoit dans le sien un grand exemple qui devoit le frapper, & qui devoit lui paroître d'autant plus admirable, que c'étoit son pere qui offroit à ses regards ses grandes qualités.

Le Czarevitch fils de la première femme du Czar Pierre I. étoit né avec un penchant aux plaisirs & à la débauche, & beaucoup d'amour pour une vie molle & licentieuse. Il ne pouvoit pas être supporté par un père vif, actif, qui excelloit dans les vertus militaires; qui vouloit absolument que son fils fût digne d'être son héritier. Dès qu'il fut en âge de raison, il l'exhortoit sans cesse à se former dans l'art de régner, & quand il vit que ses rémontrances étoient inutiles, il lui remit un Ecrit, où il lui disoit.

» Vous ne pouvez ignorer ce qui est
 » connu de tout le monde, que nos
 » Peuples gémissent sous l'oppression
 » des Suedois avant le commencement
 » de la présente guerre.

» Par l'usurpation de tant de Places
 » maritimes si nécessaires à notre Etat,
 » ils nous coupoient tout commerce
 » avec le reste du monde, & nous avons
 » vu avec regret qu'ils avoient encore
 » mis un voile épais devant les yeux des
 » personnes les plus éclairées qui ne
 » nous plaignoient point. Vous sçavez
 » combien il nous en a coûté au com-
 » mencement de cette guerre à nous
 » rendre expérimentés, & nous oppo-

condamné à mort par son père. 341

fér aux avantages que nos ennemis ir-
réconliables remportoient sur nous.
Dieu seul nous a conduits par la main,
& nous guide encore. Nous nous som-
mes soumis à cette épreuve avec rési-
gnation à la volonté de Dieu, ne dou-
tant pas que ce ne fût lui qui nous y
fit passer; il a agréé notre soumission.
Le même ennemi devant qui nous
tremblions auparavant, tremble à
présent devant nous. Ce sont-là des
effets dont après l'assistance de Dieu,
nous sommes redevables à nos tra-
vaux, & à ceux de nos fidèles & affec-
tionnés enfans, nos sujets Russiens.
Mais pendant que j'envisage les prof-
pérités dont Dieu a comblé notre Pa-
trie, si je tourne les yeux sur la posté-
rité qui doit me succéder, j'ai le cœur
pénétré de douleur, dès que je porte
mes vûës dans l'avenir, je ne scau-
rois goûter mon bonheur présent, je
le regarde comme un songe, une illu-
sion qui se dissipe, voyant que vous,
mon fils, rejettez tous les moyens de
vous rendre capable de bien gouver-
ner après moi. Votre incapacité est
volontaire, parce que vous ne pouvez
point vous excuser sur le défaut d'es-
prit, la seule volonté vous manque;

» vous pouvez encore moins vous excu-
» ser sur le défaut des forces du corps ,
» comme si Dieu ne vous avoit pas assez
» bien partagé de ce côté-là ; car quoi-
» que vous ne soyez pas d'une comple-
» xion des plus robustes , on ne peut
» pas dire que votre temperament soit
» foible.

» Cependant vous ne voulez pas mê-
» me entendre parler des exercices de
» la guerre , c'est néanmoins par-là que
» nous sommes sortis de cette obscurité
» où nous étions ensevelis , & que nous
» nous sommes fait connoître aux Na-
» tions dont nous avons présentement
» l'estime.

» Je ne vous exhorte point à faire la
» guerre sans de légitimes raisons ; je
» demande seulement de vous , que vous
» vous appliquiez à en apprendre l'art ;
» car il est impossible de bien gouver-
» ner sans en avoir appris les regles.

» Je pourrois vous mettre devant les
» yeux beaucoup d'exemples de ce que
» je vous propose , je ne veux vous par-
» ler que des Grecs avec qui nous som-
» mes unis par la même profession de
» foi. D'où est venue la décadence de
» leur Empire , sinon de ce qu'ils ont
» négligé les armes ? L'oïiveté & le re-

condamné à mort par son pere. 343

pos les ont affoiblis & les ont assujet-
tis à des Tyrans , & à l'esclavage sous
lequel ils gémissent depuis si long-
tems. Vous vous trompez , si vous
croyez qu'il suffit à un Prince d'avoir
de bons Généraux pour agir sous ses
ordres : chacun regarde le Chef , on
étudie ses inclinations , & on s'y con-
forme , tout le monde en convient.
Mon frere a aimé pendant son regne
la magnificence dans les habits, & les
équipages de chevaux ; on y avoit
gueres de penchant dans le Pays: mais
les plaisirs du Prince firent aussi ceux
de ses Sujets ; parce qu'ils sont portés
à l'imiter dans ce qu'il aime , comme
dans ce qu'il lui déplaît.

Si des Peuples se détachent si aisé-
ment des choses qui ne sont que pour
le plaisir , n'oublieront-ils point dans
la suite des tems, ou n'abandonneront-
ils pas même encore plus facilement
l'usage des armes , dont l'exercice est
beaucoup plus pénible , s'ils n'y sont
point entretenus ?

Vous n'avez pas d'inclination pour
apprendre le métier de la guerre , vous
ne vous y appliquez pas , & par con-
séquent vous ne le sçauvez jamais. Com-
ment donc pourrez-vous commander

» aux autres , & juger de la récompense que méritent ceux qui font leur devoir , ou punir ceux qui y auront manqué ? Vous ne ferez rien par vous-même , & vous ne jugerez que par les yeux d'autrui ; on vous regardera comme un jeune oiseau qui tend le bec , à qui on peut donner aussi facilement du poison que de la bonne nourriture.

» Vous dites que la foiblesse de votre santé ne vous permet pas de supporter les fatigues de la guerre ; c'est une excuse frivole : je ne vous demande point de supporter les fatigues du métier , quoique tous les grands hommes aient commencé par-là ; mais je voudrois que vous eussiez de l'inclination pour l'art militaire, la raison peut vous la donner si vous ne l'avez pas de la nature. Et si vous aviez cette inclination , elle vous occuperoit sans cesse , même dans vos maladies. Demandez à ceux qui se souviennent du tems de mon frere. Il étoit d'une santé incomparablement plus foible que la vôtre. Il ne pouvoit pas manier un cheval tant soit peu fougueux , ni à peine le monter ; il aimait les chevaux ; il n'y aura peut-être jamais dans le Pays une plus belle écurie qu'étoit la sienne.

condamné à mort par son pere. 345

Vous voyez par-là que les bons suc-
cès ne dépendent pas toujours des tra-
vaux , mais de la volonté.

Si vous pensez qu'il y a des Princes
dont les affaires ne laissent pas de réüs-
sir , quoiqu'ils n'aillent point eux-mê-
mes à la guerre , vous avez raison :
mais s'ils n'y vont pas , ils y ont pour-
tant de l'inclination , & ils la sçavent.

Par exemple , le feu Roi de France
n'a pas toujours été à la guerre en
personne ; mais on sçait jusqu'à quel
point il l'aimoit , & combien d'ex-
ploits glorieux il y a faits. Ce qui fit
nommer ses campagnes le théâtre , &
l'école du monde. Son penchant n'é-
toit pas borné aux seules affaires mi-
litaires , il avoit aussi de l'inclination
pour les Arts , les Manufactures , &
les autres Etablissmens qui ont ren-
du son Royaume plus florissant que
tous les autres.

Après toutes ces remontrances que
je viens de vous faire , je reviens à
mon premier sujet qui vous touche.
Je suis homme , & par conséquent je
dois mourir ; à qui laisserai-je après
moi le soin d'achever ce que j'ai com-
mencé par la grace de Dieu , & de con-
server ce que j'ai recouvré en partie ? A

» un homme qui semblable à ce paresseux
» de l'Evangile , enfouit son talent dans
» la terre ; c'est-à-dire , qui néglige de
» faire valoir ce que Dieu lui a confié.

» Combien de fois vous ai-je repro-
» ché votre opiniâtreté & votre indocili-
» té ? J'ai été obligé de vous en châtier.
» Je ne vous parle presque plus depuis
» plusieurs années , j'ai presque désespe-
» ré de vous ramener dans la bonne voie ,
» découragé & rebuté par l'inutilité de
» tous mes efforts. Vous languissez dans
» votre oisiveté : votre honte fait vos dé-
» lices , sans que vous en prévoyiez les
» dangereuses conséquences pour vous &
» pour tout l'Etat. Vous vous renfermez
» dans le gouvernement de votre mai-
» son dont vous vous acquittez fort mal.

» Saint Paul a dit : *Si quelqu'un ne sçait*
» *pas gouverner sa propre famille, comment*
» *pourra-t'il conduire l'Eglise de Dieu ?* On
» vous dirade même: Comment pourriez-
» vous gouverner un Etat. Je me suis
» déterminé enfin à vous dire ma dernie-
» re volonté , résolu pourtant d'attendre
» encore un peu de tems avant de rien
» exécuter, pour voir si vous voulez vous
» corriger; sinon sçachez que je vous pri-
» verai de la succession , comme on re-
» tranche un membre inutile.

condamné à mort par son pere. 347

Ne vous imaginez pas que parce que „
je n'ai point d'autre enfant que vous , „
je ne veuille que vous faire peur ; je „
l'exécuterai assurément , & Dieu l'e- „
xige de moi ; car puisque je n'épargne „
pas ma propre vie pour ma Patrie , & „
le salut de mes Peuples , comment „
pourrois-je après moi laisser monter sur „
le Thrône un Prince fainéant qui sacri- „
fieroit ses Peuples à ses plaisirs , & qui „
les laisseroit périr plutôt que de les sou- „
lager s'il falloit exposer sa vie pour „
eux ? J'appellerai à la Couronne plutôt „
un étranger qui fera digne de la porter „
que mon fils qui en fera indigne. „

Signé , P I E R R E .

On voit dans cette Lettre éclater tous
les grands sentimens du Czar , & l'ex-
trême envie qu'il avoit de laisser après
lui un successeur dans son fils qui per-
pétuât son nom & sa gloire. On y voit
aussi un fonds de Religion , & l'usage
que l'on a dans ce Pais-là de manier à
propos l'Ecriture Sainte.

Le Czarewitz répondit ainsi ,

Très-Clément Seigneur & Pere ,

J'ai lû l'Ecrit que Votre Majesté m'a
donné le 27. d'Octobre 1715. après
P vj

» l'enterrement de mon épouse. (a)

» Je n'ai rien à y repliquer, si ce n'est
 » que si Votre Majesté veut me priver de
 » la succession à la Couronne de Russie,
 » à cause de mon inhabileté, votre vo-
 » lonté soit faite : Je vous en supplie mê-
 » me très-instamment, parce que je ne
 » me crois pas moi-même propre au
 » Gouvernement. Ma mémoire est très-
 » affoiblie, & elle est nécessaire dans les
 » affaires. Les forces de mon esprit & de
 » mon corps sont fort diminuées par les
 » maladies auxquelles j'ai été sujet, ce
 » qui me rend incapable de gouverner
 » tant de Peuples ; il faut pour cela un
 » homme plus vigoureux que je ne suis.

» C'est pourquoi je n'aspire point après
 » vous (que Dieu conserve longues an-
 » nées) à la succession à la Couronne de
 » Russie, quand même je n'aurois pas de
 » frere, comme j'en ai un à présent, le-
 » quel je prie Dieu de conserver. Je ne
 » prétendrai pas non plus à l'avenir à cet-
 » te succession, de quoi je prens Dieu à
 » témoin, & je le jure sur mon ame, en
 » foi de quoi j'écris & je signe la Pré-
 » sente.

» Je mets mes enfans entre vos mains
 » & pour moi je ne vous demande que

(a) C'étoit la Princesse de Wolssembatel
 sœur de l'Impératrice regnante.

condamné à mort par son pere. 347
mon simple entretien ma vie durant ,
laissant le tout à votre volonté. »

Votre , &c. *Signé* ALEXIS.

Le Czarewitz vouloit donner le change à son pere, comme on le verra dans la suite ; il vouloit se dérober au travail que son pere auroit exigé de lui ; s'il eût répondu qu'il se déterminoit à se rendre digne de porter la Couronne , & il se flâtoit que sa renonciation ne l'engageoit point.

Le Czar qui lisoit dans le cœur de son fils , & qui ne vouloit pas être sa dupe , lui envoya cet Ecrit , qu'il intitula,
Derniere Monition.

Ma maladie m'a empêché jusqu'à ce présent de vous répondre & de vous expliquer ma derniere intention. Vous ne parlez que de la succession, comme si j'avois besoin pour en disposer de votre consentement. Je vous reprochois l'averfion que vous avez pour les affaires; je vous témoignois que j'étois très-mécontent de votre conduite; vous ne me faites là-dessus aucune réponse. Votre silence m'apprend que vous ne voulez point changer : mes exhortations paternelles ne vous touchent point ; c'est pourquoi je me suis déterminé à vous écrire encore pour la derniere fois. Si vous méprisez de mon vivant les avis

» que je vous donne , quel cas en ferez-
 » vous après ma mort ? Peut-on se fier à
 » vos sermens quand on vous voit un
 » cœur endurci ? David a dit : *Tout hom-*
 » *me est menteur* ; mais quand vous auriez
 » présentement la volonté d'être fidèle à
 » vos promesses , ce grandes barbes (a)
 » pourront vous tourner à leur fantaisie ,
 » & vous forceront à les fausser .

» Comme ils se voyent privés aujour-
 » d'hui des places d'honneur dont ils se
 » sont rendus indignes par leur débau-
 » che & leur fainéantise , ils ne s'ap-
 » puient que sur vous , & le penchant
 » que vous témoignez déjà pour eux ,
 » leur fait espérer que vous rendrez un
 » jour leur condition meilleure .

» Avez-vous jamais fait attention aux
 » obligations qui vous avez à votre pe-
 » re qui vous a donné la vie , & qui n'a
 » rien oublié pour votre éducation ? Par-
 » tagez-vous avec lui ses sollicitudes &
 » ses peines depuis que vous êtes parve-
 » nu à un âge mûr ? Vous blâmez , vous
 » condamnez mes actions les plus loüa-
 » bles , qui ont pour objet le bien de mes
 » Peuples , & que j'entreprends aux dépens
 » de ma santé : j'ai lieu de croire qu'au
 » lieu de veiller à leur conservation , vous

(a) Il entend parler des Prêtres qui ont les
 mœurs corrompues. *Quorum Deus v. nter est.*

condamné à mort par son pere. 351
serez leur destructeur si vous me survi-
vez. Je dois prévenir ce malheur en
vous obligeant à prendre d'autres sen-
timens. Je ne puis souffrir que vous vi-
viez comme une amphibie qui n'est ni
chair ni poison ; car je ne puis définir
autrement le genre de vie que vous me-
nez. Optez ; ou travaillez à vous ren-
dre digne de la Couronne , ou embras-
sez l'état Monastique. Ma santé s'affoi-
blit , ainsi je suis pressé de sçavoir votre
résolution. J'attens votre réponse ou
par écrit , ou de vive voix ; si vous ne
me satisfaites pas là-dessus , je ne vous
ménagerai point , & je vous traiterai
comme un malfaiteur.

Signé , P I E R R E .

On ne peut trop louer les bonnes
intentions du Czar , qui vouloit obliger
son fils à se rendre digne de la Cou-
ronne : & s'il lui témoignoît qu'il de-
voit se faire Moine , plutôt que de vi-
vre au gré de ses passions , c'étoit sans
doute afin qu'il fît de vertueux efforts
pour marcher sur ses traces. Mais ce
Prince répondit mal au dessein de son
pere ; il lui écrivit :

Très-Clément Seigneur & Pere ,

J'ai reçu hier au matin votre Lettre
du 19. de ce mois. Ma maladie m'em-

» pêche de vous écrire au long ; je veux
» embrasser l'état Monastique, & je vous
» demande votre gracieux consente-
» ment pour cela. »

Votre serviteur & indigne fils.

ALEXIS.

Ce Prince ne parloit pas sincèrement ; mais il comptoit sur l'avenir , & vouloit cependant vivre à sa fantaisie , & n'être point obligé à travailler avec son pere.

Le Czar avoit résolu alors de voyager dans l'Europe pour y acquérir des connoissances qui pussent lui servir pour polir les mœurs de ses Peuples , & introduire dans son Empire les Arts & les Sciences.

Avant son départ , il se rendit chez le Prince qu'il trouva au lit , & il lui demanda encore quelle résolution il avoit prise ; & le Czarewitz lui confirma par des sermens exécrables qu'il vouloit se retirer dans un Couvent : mais le Czar ayant compassion de sa jeunesse , lui remontra toutes les difficultés de ce genre de vie , & après lui avoir conseillé d'y réfléchir encore , & de ne rien faire à la légère , puisqu'il valoit mieux qu'il suivît ses traces que de se faire Moine ; il lui donna encore un délai de six mois , après quoi il lui dit adieu.

condamné à mort par son pere. 353

Il est étrange que ce Prince qui craignoit si fort son pere , & qui sçavoit bien que ce Monarque ne souffriroit pas qu'il menât la vie molle où il se livroit , ne pût pas se faire violence.

On jugera jusqu'où alloit la crainte qu'il avoit de son pere par le trait que l'on va rapporter.

Le Czar lui avoit donné un Maître pour lui apprendre à dessiner ; il voulut sçavoir quelque tems après le progrès que son fils avoit fait dans le dessein , & témoigna qu'il vouloit voir comment il s'en acquitteroit. Le Czarewitz remit la partie à quelques jours , & pendant cet intervalle de tems , il essaya de se percer la paume de la main droite avec la balle d'un pistolet qu'il tira avec la main gauche : il n'y réussit pas ; la balle alla à côté ; mais il se brûla avec la poudre toute la main : cet accident lui servit toujours d'excuse pour ne point faire ce que son pere désiroit. Il avoit négligé de prendre des leçons de son Maître à dessiner , & n'avoit pas la moindre teinture de cet art.

Pour s'être déterminé à se percer la main , & s'être exposé aux risques de perdre la vie , il falloit qu'il eût une ter-

rible crainte de son pere ; & comment une crainte de cette force ne pouvoit-elle pas l'obliger de renoncer à la vie molle & licentieuse qu'il menoit ? Mais voilà l'homme. La crainte de la mort n'est pas capable de le faire renoncer à une passion dominante : s'il ne nous coûtoit qu'un effort d'un instant , quelque douloureux qu'il fût, nous le prendrions sur nous ; mais faire perpétuellement la guerre à cette passion , voilà à quoi nous ne pouvons nous résoudre.

Le Czar qui avoit toujours dans la tête de faire de son fils un autre homme ; c'est-à-dire , un Prince digne de la Couronne , n'abandonna point son dessein. Il lui écrivit cette Lettre de Copenhague , où il s'étoit rendu avant que de passer en Hollande.

» Votre premiere Lettre du 29. Juin ,
» & l'autre du 30. Juillet m'ont été ren-
» duës. Comme vous n'y parlez que de
» l'état de votre santé seulement , je vous
» écris la Présente , pour vous dire que je
» vous ai demandé votre résolution sur
» le chapitre de la succession , quand je
» vous ai dit adieu. Vous me répondîtes
» pour lors à votre ordinaire que vous
» ne vous en jugiez point capable à cause
» de votre infirmité , & que vous préfe-

condamné à mort par son pere. 355

riez de vous retirer dans un Couvent ;
je vous dis d'y penser encore sérieuse-
ment, & de m'écrire la résolution que
vous auriez prise. Je l'ai attendue pen-
dant sept mois, & vous ne m'en man-
dez rien jusqu'à présent. Vous avez eu
assez de tems pour y penser ; ainsi aussi-
tôt que vous aurez reçu ma Lettre ,
prenez l'un des deux partis. Si vous
vous déterminez au premier, qui est de
vous appliquer à vous rendre capable
de la succession, ne differez point plus
d'une semaine à me venir trouver ici ,
où vous pourrez arriver encore assez à
tems pour être présent aux opérations
de la Campagne : mais si vous prenez
l'autre parti, mandez-moi où, en quel
tems, & quel jour vous voulez exécu-
ter votre résolution, afin que j'aye l'es-
prit en repos, & que je sçache ce que
je dois esperer de vous. Apprenez-moi
votre dernière détermination par le
même Courier qui vous rendra ma
Lettre.

Au premier cas, mandez-moi quand
vous partirez de *Petersbourg*, & au se-
cond, quand vous l'exécuterez. Je vous
réitere que je veux absolument que
vous vous déterminiez ; car autre-
ment je jugerai que vous ne cherchez

» qu'à gagner du tems pour le passer
« dans votre oisiveté ordinaire. »

De Coppenhague le 26. d' Août 1716.

Signé, PIERRE.

Le Czar étoit enfin résolu à obliger son fils à quelque prix que ce fût, à prendre un parti des deux qu'il lui avoit offert ; il avoit attendu jusqu'à présent par considération pour la Princesse de la Couronne son épouse ; mais cette Princesse étant morte, rien ne l'arrêta. Tel fut l'esprit qui anima sa Lettre.

Le Czarewicz qui vit qu'il ne pouvoit plus biaiser avec un pere aussi ferme & aussi résolu, & qui ne prendroit plus le change, résolut de s'évader ; il feignit de se rendre à Coppenhague : mais à peine fut-il dans la Livonie, qu'il changea de route, & qu'il prit celle de Vienne, pour mettre sa destinée entre les mains de l'Empereur Charles VI. son beau-frere. Pour cacher au Czar le lieu de sa retraite, il lui écrivit une Lettre simulée du *Libavv*. Il la data de Koningsberg ; il lui témoigna qu'il persistoit dans les sentimens qu'il lui avoit exprimés.

Le Czar étoit arrivé à Amsterdam lorsqu'il apprit l'évasion de son fils. Il s'appliqua uniquement à chercher les

condamné à mort par son pere. 357

moyens de le rappeler : cette pensée le suivoit partout. Il dépêcha sur le champ plusieurs personnes de sa suite qui étoient capables de le reconnoître , avec ordre de faire des recherches exactes dans toutes les Cours d'Allemagne & d'Italie; en un mot de fureter & s'informer de lui attentivement de tout côté.

On ne recueillit aucun fruit de ces perquisitions ; on présuma seulement que le Czarewitz s'étoit mis sous la protection de l'Empereur. En effet le Czarewitz s'étoit rendu à droiture à Vienne ; mais la conjoncture n'étant pas favorable , & l'Empereur ayant de grandes raisons pour ne se pas broüiller avec le Czar , conseilla au Czarewitz de se tenir caché ; & pour cet effet , on lui avoit persuadé de passer dans le Royaume de Naples , où il seroit moins exposé à être reconnu. Le Czar ne sçut avec certitude qu'il étoit dans ce Royaume , au Château *S. Elme* , qu'à son départ de Paris ; ainsi aussi-tôt qu'il fut arrivé à *Spaa* , il dépêcha le Conseiller privé *Tolstoy* , & le Capitaine *Romanoff* , qui se rendirent en diligence à Naples , avec ordre d'engager le Czarewitz à retourner en Russie , & à avoir recours à la clémence de son pere , qui

les avoit chargés de la Lettre suivante

Mon Fils ,

Lettre du
Czar au
Czarewitz
à Naples.

„ Votre défobéissance & le mépris que
„ vous avez fait de mes ordres , sont
„ connus de tout le monde. Ni mes pa-
„ roles , ni mes corrections n'ont pu
„ vous faire suivre mes instructions ; &
„ enfin après m'avoir trompé quand je
„ vous ai dit adieu , & au mépris des
„ sermens que vous avez faits , vous
„ avez poussé votre défobéissance à l'ex-
„ trêmité par votre fuite , & en vous
„ mettant comme un traître sous une
„ protection étrangere : Chose inouïe
„ jusqu'à présent , non-seulement dans
„ notre famille , mais aussi parmi nos su-
„ jets de quelque considération. Quel
„ tort & quel chagrin n'avez-vous point
„ causé par-là à votre pere , & quelle
„ honte n'avez-vous pas attiré sur votre
„ Patrie ? Je vous écris pour la dernie-
„ re fois , pour vous dire que vous ayez
„ à faire ce que *Tolstoy* & *Romansoff* vous
„ diront de ma part , & vous proposè-
„ ront. Telle est ma volonté.

„ Si vous m'appréhendez , je vous as-
„ sure par la Présente , & je promets à
„ Dieu & à son jugement que je ne vous
„ punirai pas , & que si vous vous sou-
„ mettez à ma volonté en m'obéissant ,

condamné à mort par son pere. 359

& que vous reveniez , je vous aime-
rai plus que jamais ; mais si vous ne le
faites pas , je vous donne comme pe-
re en vertu du pouvoir que j'ai reçu
de Dieu , ma malédiction éternelle ,
pour le mépris que vous avez fait de
votre pere , & les offenses dont vous
l'avez affligé ; & comme votre Souve-
rain , je vous assûre que je trouverai
bien les moyens de vous traiter com-
me un sujet indigne ; en quoi j'espere
que Dieu m'assistera , & qu'il prendra
ma juste défense en main.

Au reste souvenez-vous que je ne
vous ai violenté en rien : Avois-je be-
soin de vous donner le choix libre du
parti que vous voudriez prendre ? Si
j'avois voulu vous forcer , n'avois-je
pas en main la puissance de le faire ? Je
n'avois qu'à commander , & j'aurois
été obéi. ,,

De Spaa le 16. Juillet 1717.

Signé, PIERRE.

On jugera dans la suite si cette Let-
tre du pere au fils étoit sincere , & s'il
étoit dans le dessein de tenir la promes-
se qu'il faisoit à son fils.

La situation où se trouvoit le Cza-
rewitz lorsque ces deux Envoyés lui
remirent cette Lettre du Czar son pe-

360 *Petrovitch Czarevitch*
re , ne lui permettoit pas de balancer
à prendre le parti de la soumission ; le
lieu de sa retraite étoit découvert , &
il n'avoit aucune raison d'espérer que
l'Empereur voulût se broüiller avec les
Russiens , pour appuyer de sa protec-
tion la rébellion d'un fils contre son
pere. C'est pourquoi il se rendit aux
avis de Messieurs *Tolstoy & Romanoff* ,
& il écrivit avant de partir la Lettre
suivante à Sa Majesté Czarienne.

Réponse
du Czare-
witz.

Très-Clement Seigneur mon Pere,
„ J'ai reçu la gracieuse Lettre de Vo-
„ tre Majesté par les Sieurs *Tolstoy &*
„ *Romanoff* , par laquelle , comme aussi
„ par eux de bouche , elle m'assure du
„ pardon de ma sortie sans permission ,
„ en cas que je revienne ; je vous en
„ rends graces les larmes aux yeux ;
„ je reconnois être indigne de tout
„ pardon , me jettant à vos pieds ,
„ j'implore votre clémence , & je vous
„ prie de me pardonner mes crimes ,
„ quoique j'aye mérité toutes sortes
„ de punitions , mais je me repose sur
„ votre promesse sacrée , & m'aban-
„ donnant à votre volonté , je pars
„ au premier jour de Naples pour me
„ rendre auprès de Votre Majesté à
Petersbourg ,

condamné à mort par son pere. 361
Peterfbourg , avec ceux que Votre
Majesté a envoyés. »

Très humble & très-indigne serviteur,
qui ne mérite pas de se dire votre
fils.

ALEXIS.

De Naples le 4. Octobre 1717.

Effectivement ce Prince partit avec Le Czar-
ces deux Seigneurs qui le conduisirent rewitz re-
à Moscou où le Czar étoit , & où il ar- vient à Mos-
riva le 11. Février. Il se rendit le soir cou.
même auprès de Sa Majesté Czarienne
ne , avec laquelle il eut une longue con-
férence , & le lendemain on tint un
grand Conseil. Le 14. à la pointe du
jour , les gardes & toute la garnison de
Moscou prirent les armes , & entou-
rerent le Château. On ordonna en mê-
me tems à tous les Ministres de Sa Ma-
jesté , aux Boïards (a) & aux Conseil-
lers de se rendre dans la grande sale du
Château , & aux Prélats de s'assembler
dans la Cathédrale. On sonna la grosse
cloche. Le Czarewitz fut conduit sans
épée devant Sa Majesté , à qui en pré-

(a) Conseillers Privés ou Sénateurs. Leur
nombre n'est pas limité. Le Czar en peut nom-
mer autant qu'il lui plaît. Il les choisit parmi la
principale Noblesse.

Tome XII.

Q

sence de tous les Grands de l'Empire , il présenta un Ecrit contenant une confession de son crime : & fondant en larmes , il se jeta aux pieds du Czar. Sa Majesté remit cet Ecrit entre les mains du Baron *Schafiroff* , Vice-Chancelier , & relevant son fils , lui demanda ce qu'il souhaitoit. Le Prince lui répondit qu'il implorait sa clémence pour lui sauver la vie. Le Czar lui accorda cette grace : mais il lui dit en même-tems que s'étant frustré lui-même de toute espérance à la succession de la Couronne , il y devoit renoncer solennellement : à quoi il répondit qu'il étoit prêt de se conformer à la volonté du Czar. Sa Majesté lui ayant fait quelques questions sur sa désobéissance , lui demanda entre autres qui étoient ceux qui lui avoient conseillé de s'évader en dernier lieu , sur quoi le Prince ayant parlé à l'oreille au Czar , ils se retirèrent tous deux dans une chambre voisine, où l'on dit qu'il nomma les personnes qui lui avoient inspiré ce dessein. D'abord on dépêcha trois Couriers en divers endroits. Le Czar & le Prince étant revenus dans la sale , le Prince signa un Acte, par lequel il se déclaroit incapable de gouverner , & renonçoit à tout droit à

condamné à mort par son pere. 363
la Couronne. Sur cela on lut tout haut
le Manifeste du Czar, contenant au
long les raisons qui obligeoient Sa Ma-
jesté à exclure son fils aîné de la suc-
cession à la Couronne. Après quoi tous
les Ministres, Boïards, Officiers, &
tous les Grands qui se trouverent pré-
sens, signerent un formulaire de ser-
ment, & le confirmèrent sur l'Evangile,
contenant que le Czar ayant par ses
Lettres Patentes déclaré le Czarewitz
Alexis Petrovitch exclus de la Couronne
& établi son second Fils *Pierre Petro-*
vitch pour son successeur; ils se soumet-
toient à la justice du Décret de Sa Ma-
jesté, reconnoissant le Prince *Pierre*
Petrovitch pour successeur légitime de la
Couronne, s'obligeoient de le soutenir
au péril de leur vie, contre tous ceux
qui oseroient s'y opposer, & que sous
quelque prétexte que ce fût, ils ne pren-
droient jamais le parti du Prince *Alexis*
Petrovitch, ni ne lui procureroient aucun
moyen pour prétendre à la succession.

Toute cette assemblée se rendit en-
suite à la Cathédrale, où le Czar ayant
fait un long discours, dans lequel il re-
présenta la désobéissance & la mauvaise
conduite du Czarewitz, tous les Pré-
lats signerent & prêterent le serment

364 *Petrovitz Czarevitz*
sur l'Evangile ; après quoi tout le monde fut renvoyé , & le Czar se retira au Château.

On fit prêter le même serment à tous ceux qui étoient revêtus de quelque emploi , & qui n'étoient pas présens à cette solennité , & les ordres furent envoyés dans tout l'Empire pour le faire prêter à tous les Sujets & dans les Armées ; & le Czar pour informer le Public des motifs de sa conduite dans une circonstance si délicate , publia un Manifeste.

J'ai crû devoir l'insérer ici , parce qu'on y verra l'histoire de l'éducation qu'il a donnée au Czarewitz , & le mauvais usage que ce Prince en a fait , les circonstances de son évasion , & le pardon qu'il lui accorde , & toutes les raisons pour lesquelles il le dépouille de la Couronne. Cette Pièce m'a paru curieuse ; elle sert de fondement au Procès criminel qu'on a fait à ce Prince ; quoique le pardon qu'elle renferme l'eût dû mettre à l'abri du fatal dénouement de ce Procès.

Mais le Czar n'a point consulté dans cette occasion sa tendresse ; disons plutôt qu'il a crû que sa justice s'accordoit avec sa haine que son Fils avoit méritée.

condamné à mort par son pere. 365

MANIFESTE DU CZAR,

Où il explique les raisons qui l'ont obligé à
dépoüiller le Czarevitz de la succession
à la Couronne, & à y appeller son se-
cond Fils.

Nous Pierre I. par la grace de Dieu «
Czar Autocrateur de toute la Russie, «
&c. à toutes les personnes, tant Ec- «
clésiastiques que Militaires & Civiles, «
& de tous états de la Nation Russien- «
ne, nos fidèles Sujets. Il est notoire & «
connu à la plus grande partie de nos «
fidèles Sujets, principalement à ceux «
qui demeurent dans les lieux de no- «
tre résidence, ou qui sont à notre ser- «
vice; avec combien d'attention & de «
soin nous avons fait élever notre Fils «
aîné *Alexis*, lui ayant donné pour cet «
effet dès son enfance des Précepteurs «
pour la Langue Russienne & pour les «
étrangeres, le faisant bien instruire «
dans toutes sortes de sciences, dans «
la vûe de le faire élever, non-seule- «
ment dans notre Chrétienne & Or- «
thodoxe Foi de la Confession Grecque; «
mais aussi dans les connoissances des «
affaires militaires & politiques, com- «
me aussi des Gouvernemens des Etats «

» étrangers , & de leurs Coûtumes &
» Langues : afin que par la lecture des
» Histoires & des Livres de toutes sortes
» de sciences convenables à un Prince
» d'un grand Etat , il acquît les quali-
» tés dignes d'un successeur à notre Trô-
» ne de la grande Russie. Cependant
» nous avons vû avec douleur que toute
» notre attention & nos soins employés
» à l'éducation & à l'instruction de notre
» Fils étoient inutiles , puisqu'il s'écar-
» toit toujours de l'obéissance filiale ,
» n'ayant nulle application à ce qui con-
» venoit à un digne successeur de notre
» Couronne , & méprisant les précep-
» tes des Maîtres que nous lui avons
» donnés ; pratiquant au contraire des
» personnes déréglées dont il n'a pû ap-
» prendre que de mauvais principes , &
» rien qui pût lui être utile & profi-
» table.

» Nous n'avons pas oublié de tâcher
» souvent de le ramener à son devoir ,
» tantôt par des caresses , par un mélan-
» ge de douceur & de sévérité, quelque-
» fois par des corrections paternelles.
» Nous avons voulu qu'il nous accompa-
» gnât plus d'une fois dans nos Campa-
» gnes, pour le faire instruire dans l'Art
» militaire ; comme dans une des prin-

condamné à mort par son pere. 367

principales sciences pour la défense de sa «
Patrie ; l'éloignant pourtant toujours «
des occasions périlleuses , pour le mé- «
nager à cause de sa dignité de notre «
héritier présomptif , quoique nous y «
ayons exposé notre propre personne. «
Nous l'avons laissé en d'autres tems à «
Moscou, en lui mettant entre les mains «
une espèce de Régence dans l'Empi- «
re , afin de le former dans l'art de re- «
gner pour l'avenir. Nous l'avons en- «
suite envoyé dans les Pais étrangers , «
nous persuadant que quand il verroit «
dans les voyages des Gouvernemens «
bien réglés , cela exciteroit dans lui «
quelque émulation pour le porter au «
bien.

Mais tous ces soins que nous avons «
pris ont été sans fruit ; ç'a été la se- «
mence de la doctrine tombée sur des «
pierres : non seulement il n'a pas sui- «
vi le bien , il l'a même haï , sans té- «
moigner jamais aucun penchant pour «
les affaires , soit de guerre ou de poli- «
tique ; il s'est attaché uniquement & «
continuellement à la conversation de «
gens vils & déréglés , & de mœurs «
corrompues.

Comme nous le voulions détourner «
de ces déreglemens par toutes les

» voies imaginables , & l'engager à pra-
» tiquer des personnes de vertu & d'hon-
» neur , nous l'avons exhorté de se choi-
» sir une épouse parmi les Princesses des
» principales Maisons Souveraines E-
» trangeres , comme c'est la coutume
» ailleurs , & suivant l'exemple de nos
» ancêtres les Czars de Russie , qui se sont
» alliés à d'autres Maisons Souveraines ;
» & nous lui avons laissé la liberté du
» choix. Il s'est déclaré pour la Princesse
» petite-fille du Duc de *Wolfsenbuttel*
» alors regnant , belle-sœur de Sa Ma-
» jesté l'Empereur Romain , aujourd'hui
» regnant , & cousine du Roi d'Angle-
» terre ; & nous ayant prié de la lui pro-
» curer & de lui permettre de l'épou-
» ser , nous y avons d'abord consenti ,
» n'épargnant pas les dépenses considé-
» rables que ce mariage a exigées. Mais
» après la consommation , nous étant
» flâtés que le changement d'état de no-
» tre fils produiroient un fruit particulier ,
» & le dépouillement de ses mauvaises
» habitudes , nous avons éprouvé tout le
» contraire de ce que nous avions espe-
» ré. Quoique son épouse , autant que
» nous l'avons pû remarquer , fût une
» Princesse sage , spirituelle , & d'une
» conduite vertueuse ; quoiqu'il l'eût

condamné à mort par son pere. 369

choisie , il a vécu néanmoins avec “
elle dans la dernière désunion , redou- “
blant ses attachemens pour des gens “
déreglés , & faisant par-là honte à no- “
tre Maison chez les Princes Etrangers, “
à qui cette Princesse étoit alliée ; ce “
qui nous a aussi attiré beaucoup de “
plaintes & de reproches. “

Quelques fréquens qu'aient été les “
avis & les exhortations de notre côté “
pour le porter à se corriger , rien n'y “
a réussi. Violant enfin la foi conju- “
gale , il donna son attachement à “
une prostituée de la plus basse condi- “
tion , vivant publiquement avec elle “
dans le crime au mépris de sa légitime “
épouse , qui peu de tems après mou- “
rut d'une maladie à la vérité ; mais “
non sans soupçon que son chagrin cau- “
sé par les désordres & les déreglemens “
de son époux , n'eût fait avancer ses “
jours. “

Quand nous vîmes son opiniâtreté “
à persévérer dans sa conduite dépra- “
vée , nous lui déclarâmes aux funé- “
railles de son épouse , que si désor- “
mais il ne se conformoit à notre vo- “
lonté , & qu'il ne s'appliquât à ce “
qui convient à un Prince héritier pré- “
sompitif d'un aussi grand Empire, nous “

» le priverions de la succession , sans fai-
» re attention qu'il étoit notre Fils uni-
» que , notre second Fils n'étant pas en-
» core alors au monde ; & qu'il ne de-
» voit pas se fier là-dessus , parce que
» nous aimerions mieux nous donner
» pour successeur un Etranger qui en
» fût digne , qu'un Fils qui en seroit in-
» digne ; que nous ne pouvions pas nous
» résoudre à laisser un tel successeur ,
» qui détruiroit ce que par la grace de
» Dieu le pere avoit établi , & qui flé-
» triroit la gloire , & l'honneur de la
» Nation Russe ; tandis que pour
» l'acquiescer , nous avions sacrifié nos
» veilles , & notre santé , exposant en
» plusieurs occasions notre propre vie :
» outre que la crainte des Jugemens de
» Dieu ne nous permettoit pas de lais-
» ser le Gouvernement d'un si grand
» Etat entre les mains d'une personne
» dont l'insuffisance , & l'indignité nous
» étoient connues. Nous l'avons enfin
» exhorté le plus fortement que nous
» avons pû à se conduire avec sagesse ,
» & nous lui avons donné du tems pour
» se corriger.

» Il répondit à ces remontrances qu'il
» se connoissoit coupable en tous ces
» points ; mais alleguant la foiblesse de

condamné à mort par son pere. 371

Ton tempéramment , & de son esprit ,
qui ne lui permettoit pas de s'appli-
quer aux sciences & aux fonctions né-
cessaires , il s'avoüa lui-même inca-
pable & indigne de la succession , nous
prieant de l'en décharger.

Cependant nous l'avons encore ex-
horté paternellement , & joignant les
menaces aux prieres , nous n'avons
rien oublié pour le remettre dans le
bon chemin , & le familiariser aux
opérations de la guerre , qui nous ayant
obligé de nous rendre en *Dannemark* ,
nous l'avons laissé à *Petersbourg* , lui
donnant encore le tems de rentrer en
soi-même , & de se corriger.

Sur les avis que nous reçûmes dans
la suite de la continuation de ses dé-
réglemens , nous le mandâmes près
de nous à *Coppenhague* pour faire la
campagne , afin de se former dans
ce noble métier. Mais oubliant la
crainte , & les Commandemens de
Dieu , qui ordonnent d'obéir aux pa-
rens ordinaires , & à plus forte raison
à ceux qui sont en même-tems Sou-
verains ; il n'a répondu à tous nos
soins paternels , qu'avec une ingratitu-
de inouïe ; car au lieu de se rendre au-
près de nous , il s'évada prenant avec

„ lui des sommes d'argent, & emmenant
„ son infâme concubine avec qui il con-
„ tinuoit de vivre dans le crime. Il se
„ mit sous la protection de l'Empereur ,
„ débitant contre nous son Pere , & son
„ Seigneur plusieurs calomnies , & fauf-
„ setés , comme si nous le persécutions ,
„ & le voulions priver sans raison de la
„ succession à notre Couronne , disant
„ que sa vie même n'étoit pas en sûreté
„ auprès de nous , & priant l'Empereur
„ de lui donner un azile , & de le pro-
„ teger contre nous à main armée. Cha-
„ cun peut juger de la honte , & du dés-
„ honneur qu'une telle conduite de no-
„ tre Fils a attiré sur nous , & sur notre
„ Etat devant toute la terre. On trou-
„ vera difficilement un semblable exem-
„ ple dans les Histoires.

„ L'Empereur quoiqu'informé de ses
„ excès , & de la maniere dont il avoit
„ vécu avec son épouse , belle-sœur de
„ Sa Majesté Impériale , lui accorda
„ néanmoins à ses instantes sollicita-
„ tions une Place où il pût demeurer ,
„ & où il pria l'Empereur qu'il pût être
„ si secretement , que nous n'en pussions
„ point avoir la moindre connoissance.

„ Cependant comme il n'arrivoit
„ point , & que nous ne sçavions ce

condamné à mort par son pere. 373

qu'il étoit devenu , nous craignîmes
par une tendresse & sollicitude pa-
ternelle , qu'il ne lui fût arrivé quel-
que malheur ; ce qui nous obligea
d'envoyer en divers endroits pour
avoir de ses nouvelles. Enfin après
beaucoup de peines & de perquisi-
tions , nous apprîmes par notre Ca-
pitaine de la Garde *Alexandre Roman-
scff* , qu'on le gardoit secrètement dans
une Forteresse Imperiale du Tirol :
sur quoi nous écrivîmes de notre pro-
pre main à l'Empereur pour le prier
de nous le renvoyer.

L'Empereur lui fit notifier ce que
nous délirions , & l'exhorta à se ren-
dre auprès de nous , & à se soumettre
à notre volonté , comme à celle de
son Pere & son Seigneur ; mais il re-
présenta à Sa Majesté Impériale avec
un esprit de calomnie contre nous ,
qu'elle ne devoit point le livrer entre
nos mains , comme étant son enne-
mi , & son tyran , de qui il n'avoit à
attendre que la mort. Il persuada en-
fin l'Empereur , au lieu de nous l'en-
voyer alors , de l'éloigner dans une
Place reculée de sa domination : sça-
voir à *Naples* , & de l'y garder secre-
tement dans le Château Saint Elme
sous un nom étranger.

„ Ayant été averti par notre même
„ Capitaine de la Garde de son séjour
„ dans cet endroit-là , nous dépêchâ-
„ mes à l'Empereur notre Conseiller
„ Privé *Pierre Tolstoy* , & ce Capitaine
„ de la Garde *Romanoff* , avec une Let-
„ tre vive , & forte , remontrant com-
„ bien il seroit indigne de vouloir re-
„ tenir notre Fils contre tous les droits
„ divins , & humains , selon lesquels les
„ parens particuliers , à plus forte rai-
„ son ceux qui sont munis de l'autorité
„ souveraine comme nous , avoient un
„ pouvoir illimité sur leurs enfans , in-
„ dépendamment de tout autre Juge.
„ Nous exposâmes d'un côté nos bonnes
„ intentions , & la douceur dont nous
„ en avions toujours usé envers notre
„ Fils , & de l'autre ses défobéissances ;
„ ajoutant que cette affaire pourroit
„ avoir de mauvaises suites , & causer
„ de l'animosité entre nous , si Sa Ma-
„ jesté Impériale refusoit de nous le re-
„ mettre , parce que nous ne pourrions
„ pas laisser cette injure impunie. Nous
„ donnâmes en même tems nos instruc-
„ tions à ceux que nous avions envoyés ,
„ pour représenter que nous serions
„ obligés de venger par toutes sortes de
„ moyens cette détention de notre Fils ,

condamné à mort par son pere. 378

Nous écrivîmes aussi à notre Fils “
de notre propre main, lui remontrant “
l'horreur & l'impiété de sa conduite “
& l'énormité du crime qu'il avoit “
commis contre nous son Pere , & “
comment Dieu dans ses Commande- “
mens menaçoit de punir d'une mort “
éternelle les enfans désobéissans. Nous “
le menacions comme Pere , de notre “
malédiction , & comme son Seigneur , “
de le déclarer traître à sa Patrie , s'il “
n'y retournoit , & s'il refusoit de nous “
obéir , avec promesse que s'il se sou- “
mettoit à notre volonté , & qu'il re- “
vînt , nous lui pardonnerions son cri- “
me.. “

Nos Envoyés après beaucoup de “
sollicitations , & après de vives re- “
présentations faites de notre part par “
écrit , & par eux de bouche , obtin- “
rent enfin de l'Empereur la permis- “
sion d'aller trouver notre Fils , & de “
le disposer à retourner. “

Les Ministres Impériaux leur don- “
nerent en même tems à entendre, que “
notre Fils avoit représenté à l'Empe- “
reur que nous le persécutions , & que “
sa vie n'étoit pas en sûreté avec nous, “
& que par-là il avoit émû la compas- “
sion de l'Empereur , & porté Sa Ma- “

„ jetté Impériale à le prendre en sa
 „ protection ; mais que l'Empereur con-
 „ sidérant présentement nos véritables
 „ & solides raisons , il ordonneroit
 „ qu'on tâchât en toute maniere de le
 „ disposer à retourner auprès de nous ,
 „ en lui faisant déclarer qu'il ne pou-
 „ voit pas le refuser à son Pere , contre
 „ les loix de l'équité & de la justice , ni
 „ se broüiller avec nous à son sujet.

„ Nos Envoyés à leur arrivée à *Na-*
 „ *ples* ayant souhaité de lui rendre no-
 „ tre Lettre , nous écrivirent qu'il n'a-
 „ voit pas seulement voulu les admet-
 „ tre ; mais que le Vice-Roi Impérial
 „ avoit trouvé le moyen en l'invitant
 „ chez lui, de les lui présenter malgré ses
 „ précautions. Il reçut à la verité notre
 „ Lettre contenant notre exhortation
 „ paternelle, & les menaces de notre ma-
 „ lediction ; mais sans témoigner la moin-
 „ dre inclination au retour , & en alle-
 „ guant bien des faussetés & des calom-
 „ nies contre nous , comme si à cause de
 „ beaucoup de dangers qu'il avoit à ap-
 „ préhender de notre part , il ne pou-
 „ voit ni ne devoit retourner , se van-
 „ tant que l'Empereur lui avoit promis
 „ non-seulement de le défendre & de
 „ le protéger contre nous ; mais même

condamné à mort par son pere. 377

de le mettre sur le Trone de Ruffie ,
contre notre volonté & à main ar-
mée.

Nos Envoyés voyant cette mau-
vaife disposition , employèrent tous
les moyens imaginables pour le per-
fuader à retourner ? ils lui remirent
devant les yeux nos affûrances plei-
nes de bontés pour lui , & nos mena-
ces en cas de défobéiffance , & que
nous l'irions prendre à main armée.
Ils lui repréfenterent que l'Empereur
ne voudroit point entrer en guerre
avec nous pour l'amour de lui , & ils
lui firent plusieurs autres femblables
remontrances. Mais il n'eût aucun
égard à tout cela , & ne témoigna au-
cune difpofition à retourner auprès
de nous , jufques à ce qu'enfin le Vi-
ce-Roi Impérial voyant fon obftina-
tion , lui déclara au nom de l'Empe-
reur , qu'il devoit fe réfoudre à s'en
retourner , lui repréfentant que l'Em-
pereur n'avoit aucun droit de nous le
retenir , & que Sa Majesté Impériale
ne voudroit pas s'attirer des affaires
avec nous , dans un tems fur-tout où
il étoit en guerre avec le Turc , &
qu'il en avoit une autre à foutenir en
Italie contre le Roi d'Efpagne.

» Quand il vit le train que cette af-
» faire prenoit, craignant qu'il ne nous
» fût livré malgré lui , il se disposa en-
» fin à revenir auprès de nous , & il le
» déclara à nos Envoyés , comme aussi
» au Vice-Roi Impérial. Il nous l'écrivit
» aussi , s'avouant criminel & coupable.

La copie de sa Lettre est transcrite
ci-dessus. « Voilà de quelle manière
» notre Fils est revenu ici. Et quoiqu'il
» ait mérité d'être puni de mort , si l'on
» considère sa désobéissance continuel-
» le envers nous son Pere & son Sei-
» gneur , & sur-tout le deshonneur
» qu'il nous a fait devant tout le mon-
» de par son évasion , & les calomnies
» qu'il a publiées contre nous , com-
» me si nous eussions été un Pere déna-
» turé , aussi-bien que sa résistance aux
» ordres de son Souverain : cependant
» notre tendresse paternelle nous fai-
» sant avoir pitié de lui , nous lui par-
» donnons ses crimes en lui remettant
» toute punition.

» Mais considérant toute son indi-
» gnité & tout le cours de sa conduite
» déreglée que nous venons de décrire ,
» nous ne pouvons point en conscience
» lui laisser après nous la succession au
» Trône de Russie , prévoyant que par

condamné à mort par son pere. 379

sa conduite dépravée il détruiroit en-
tierement la gloire de la Nation , &
causeroit la perte de nos Etats que
nous avons acquis , & affermis par la
grace de Dieu , avec une application
sans relâche ; car tout le monde sçait
combien il nous en a coûté , & avec
quels efforts nous avons non-seule-
ment recouvré les Provinces que l'en-
nemi avoit usurpées sur notre Em-
pire ; mais aussi conquis de nouveau
plusieurs Villes , & Pays considérables ,
& avec quels soins enfin nous avons
fait instruire nos Peuples dans toutes
sortes de sciences militaires , & civi-
les , à la gloire & au profit de la Na-
tion & de l'Empire ; nous plaindrions
nos Etats & nos fidèles Sujets , si nous
les rejettons par un tel Successeur
dans un état beaucoup plus mauvais
qu'ils n'ont jamais été.

Ainsi par le pouvoir paternel , en
vertu duquel selon les droits de notre
Empire , chacun même de nos Sujets
peut dèshériter un fils comme il lui
plaît , comme aussi en qualité de Prin-
ce Souverain , & en considération du
salut de nos Etats , nous privons no-
tre Fils *Alexis* de la succession après
nous à notre Trône de Russie , à cau-

» se de ses crimes & de son indignité ;
» quand bien même il ne subsisteroit
» pas une seule personne de notre Fa-
» mille après nous.

» Et nous constituons & déclarons
» successeur au même Trône après nous
» notre second fils *Pierre* , quoi qu'en-
» core jeune , n'ayant pas de successeur
» plus âgé.

» Donnons à notre fils *Alexis* notre
» malédiction paternelle , si jamais en
» quelque tems que ce soit , il prétend
» à la succession à la Couronne ou la
» recherche.

» Désirons aussi de nos fidèles Sujets
» de l'état Ecclésiastique & séculier ,
» de tout autre état , & de toute la Na-
» tion Russe , que selon cette Con-
» stitution & suivant notre volonté , ils
» reconnoissent & considèrent notre
» fils *Pierre* désigné par nous à la suc-
» cession pour légitime successeur , &
» qu'en conformité de cette présente
» Constitution , ils confirment le tout
» par serment devant le saint Autel sur
» les saints Evangiles , baissant la Croix.

» Et tous ceux qui s'opposeront ja-
» mais en quelque tems que ce soit , à
» notre volonté , & qui dès aujour-
» d'hui oseront considérer notre fils

condamné à mort par son pere. 381

Alexis pour successeur, où l'assister a «
cet effet, nous les déclarons traîtres en- «
vers nous & envers la Patrie; & avons «
ordonné que la Présente soit partout «
publiée, afin que personne n'en pré- »
tende cause d'ignorance. Fait à Mos- «
cou le trois Février mil sept cent dix- «
huit. Signé de notre main, & scellé «
de notre sceau. «

Signé, PIERRE.

L'Ecrit que le Czarewitz avoit remis
entre les mains de Sa Majesté, contenoit
l'Acte de sa renonciation en ces termes.

Je ci-dessous nommé, déclare de- «
vant le saint Evangile, qu'à cause du «
crime que j'ai commis envers Sa Majes- «
té Czarienne mon Pere, & Seigneur, «
selon que cela est déduit dans son «
Ecrit, par ma propre faute je suis ex- «
clus de la succession au Trône de Rus- «
sie; ainsi je reconnois & avoüe cette «
exclusion pour juste, comme l'ayant «
méritée par ma faute & mon indi- «
gnité, & je m'oblige & jure au Tout- «
Puissant Dieu en unité de nature, & «
trinité de personnes, comme au Sou- «
verain Juge, de me soumettre en tout «
à cette volonté paternelle, de ne re- «
chercher jamais cette succession, de «
n'y jamais prétendre n'y de l'accepter «

» sous aucun prétexte que ce soit, &
 » je reconnois pour légitime successeur
 » mon frere le Czarewitz *Pierre Pe-*
trovitch, sur quoi je baise la sainte
 » Croix, & signe la Présente de ma
 » propre main. »

Signé ALEXIS.

Le Czar prenoit le contre-pied du parti qu'il auroit dû prendre ; avant que de déclarer le Czarewitz indigne de lui succéder, il devoit lui faire son Procès. Il commença par où il devoit finir.

A l'égard du pouvoir que le Czar dit qu'il a de disposer de sa Souveraineté, il veut dire par-là qu'il est propriétaire de ses Etats; mais on n'a ce droit-là que dans trois cas. Premièrement, lorsqu'on a conquis les Royaumes & les Etats sur lesquels on le prétend. Secondement, lorsque les Peuples qui ont choisi un Souverain, lui ont donné ce droit de propriété. Troisièmement, lorsque le Souverain qui reçoit un Peuple sous sa Domination, ne le reçoit qu'à condition qu'il aura la Souveraineté en propriété. Il s'agit d'examiner si le Czar est dans l'un de ces trois cas.

Le Czar ne parle là que du pouvoir qu'il a de disposer de la Souveraineté

condamné à mort par son pere. 383

pour en jouir après sa mort, ou au cas qu'il abdiquât la Souveraineté.

Quant au pouvoir d'aliéner la Souveraineté ou partie de ses Etats en faveur d'un Etranger, les Peuples qui ont nommé des Souverains ne leur donnent point ce pouvoir, soit que les Royaumes soient électifs ou héréditaires. Sans entrer dans ces questions, le Czarewitz ne pouvoit point être déclaré indigne de succéder qu'il ne fût convaincu de l'être; & il ne pouvoit être convaincu que par un Jugement en forme.

Le Czar crut qu'il pouvoit disposer de sa Souveraineté, & dépouiller son Fils du droit d'y succéder. Comme il prévint que le Czarewitz après sa mort pourroit se joüir de sa renonciation, il crut qu'il devoit lui faire son Procès, où le faire condamner à une peine capitale; & comme il avoit les mains liées par le pardon qu'il lui avoit accordé, il prit des prétextes pour éluder cette grace.

On peut juger qu'il étoit moins guidé par la haine qu'il avoit pour son Fils, que par la jalousie de sa gloire, & celle qu'il avoit pour son Empire, & l'amour qu'il avoit pour ses Peuples;

il prévoyoit que le Czarewicz ne marcheroit point sur ses traces , & que par son mauvais gouvernement , il pourroit plonger les Etats dans un abîme de malheurs.

Voici comme il s'y prit pour rendre inutile le pardon qu'il avoit accordé au Czarewicz. Il lui déclara qu'il vouloit qu'il lui révélât toutes les particularités & les circonstances de son évasion , qui la lui avoit conseillée , & tout ce qui y avoit du rapport. Que s'il disoit la vérité sans réserve , sans déguisement , il lui accorderoit son pardon : mais s'il ne découvroit pas tout , & même ses complices ; s'il cachoit quelque chose de ce qui avoit rapport à son évasion , le pardon seroit nul , & n'auroit aucun effet. On voit par cette condition que le Czar étoit le maître d'anéantir la grace qu'il accordoit ; car quand le Czarewicz auroit voulu accomplir la condition sincèrement , sa mémoire ne pouvoit-elle pas lui être infidelle dans quelques circonstances ; car on sçait que la mémoire est une puissance bizarre & capricieuse qui nous rappelle les objets quand nous ne le voulons pas , & qui ne les rappelle pas quand nous le voulons.

Le Czar prenant droit de la condition

condamné à mort par son pere. 385
tion qu'il avoit imposée à son fils, au-
roit taxé une infidélité de mémoire
comme étant volontaire, & prétendu
par conséquent que la grace du pardon
étoit vaine.

Le Czarewitz qui se désoit de son pe-
re, croyoit que s'il révéloit tout, il l'ir-
riteroit encore davantage, & qu'il cour-
roit par-là à la mort. C'est pourquoi il
lui céla d'abord bien des choses, &
n'en révéla qu'une partie; ainsi dans
cette crainte dont il étoit agité, ayant
affaire à un pere qui ne cherchoit qu'un
prétexte pour le faire périr, il ne pou-
voit se dérober à sa perte; il promit
pourtant de déclarer la vérité sans dé-
guisement; il baisa les saints Evangé-
les & la sainte Croix dans l'Eglise de la
Cathédrale, en foi de la promesse qu'il
faisoit de tout découvrir.

Sur les diverses questions que l'on fit
au Czarewitz; il répondit qu'il avoit
communiqué à *Alexandre Kikin* & à *Ni-
cephore Wasenski* les Lettres qu'il avoit
reçues du Czar, qui lui prescrivoit d'op-
ter ou de renoncer à la Couronne, ou
de travailler à s'en rendre digne. Qu'ils
lui avoient conseillé d'y renoncer; &
il dit qu'il y a renoncé de bonne-foi
& sans finesse; il ajouta: Pourquoi se

386 *Petrovvitx Czarevvitx*
charger d'un fardeau que l'on ne sçau-
roit porter ?

Il dit qu'après cette renonciation le Prince Bazile le vint voir , & lui dit : *Réjouissez-vous , vous n'avez rien à faire.* Il dit encore que Kikin lui conseilla d'accepter l'état Monastique pour satisfaire le Czar , qui seroit alors tranquille. Le froc , dit-il , ne se clouë pas à la tête ; on peut toujours le quitter & le pendre au croc. Il dit encore plusieurs minuties que je ne dirai point , de peur d'être ennuyeux.

Il charge beaucoup Kikin , qu'il dit lui avoir conseillé son évafion , & même de se réfugier dans la Cour de France. Le Roi , lui dit Kikin , est un Prince qui a l'ame grande. Il donne aux Rois mêmes sa protection. Ce n'auroit pas été une grande affaire pour lui de vous la donner. En effet si le Czarewitz avoit pris ce parti , le Roi l'auroit mis à l'abri de la colere de son pere. Kikin prit pourtant le devant pour le faire recevoir à Vienne , il lui conseilla d'écrire à son pere , afin qu'on n'allât point à sa rencontre. Il dit que le Prince *Mensikoff* lui compta mille ducats à son départ , & qu'il en emprunta cinq mille , & que lorsqu'il fut à Naples , le Séc-

condamné à mort par son pere. 387
L'aire du Comte de *Schonborn* le força
d'écrire au Sénat & aux Prélats de Rus-
sie : il rapporte la substance de la Let-
tre.

Le Czarewitz donna depuis un sup-
plément à sa confession, où il nomme
plusieurs particuliers qui lui ont con-
seillé son évafion.

Les papiers du Czarewitz ayant été
communiqués au Czar, il y vit qu'on
lui avoit envoyé une Lettre de Mos-
cou, où on lui apprenoit qu'on pu-
blioit qu'il s'étoit fauvé à cause de la
cruauté de son pere, qu'on disoit même
que le Czar l'avoit fait mourir ; d'au-
tres disoient que les voleurs l'avoient
tué ; mais personne ne fçavoit préci-
fement où il étoit : tout le monde di-
soit que s'il étoit à portée de conseiller
le malheureux Czarewitz, on lui di-
roit de se tenir caché le plus qu'il pour-
roit, parce que dès que le Czar son pere
feroit de retour, il feroit de sa person-
ne une recherche exacte. On faisoit un
crime au Czarewitz d'avoir fait un
myftere de cette Lettre qu'il avoit re-
çue de Moscou ; on lui faisoit encore
un crime de ce qu'il avoit dit qu'il n'a-
voit point gardé de minutes des Let-
tres qu'il avoit écrites au Sénat & aux

Archevêques , parce qu'on avoit trouvé ces minutes dans les papiers qu'avoit sa Maîtresse *Afrosini*.

On empoisonnoit encore ce qu'il avoit écrit aux Archevêques , *Ne m'abandonnez pas*. On lisoit le mot d'à présent ; mais il étoit rayé. On interrogea le Czarewitz sur tous ces articles.

Quand il vit qu'on examinait quelques personnes sur son affaire , il donna des Ecrits , où il chargea ceux qui se présenterent à son esprit. Sa Maîtresse qui l'accompagna dans sa fuite , fut aussi examinée , interrogée.

Enfin on peut dire que toutes ses confessions & ses dépositions , & les Interrogatoires qu'on a faits à ce sujet ne roulent que sur des discours sans exécution , sur des souhaits que le Czarewitz faisoit pour l'avenir ; il ruseoit avec son pere quand il disoit qu'il vouloit embrasser l'état Monastique ; il vouloit lui faire prendre le change.

A travers tout cela il vouloit continuer le genre de vie qu'il menoit sans être inquiété.

En un mot pour sçavoir les crimes qu'on lui a faits , écoutons un Auteur qui en parle.

On peut , dit-il , le convaincre par

condamné à mort par son pere. 389
ses propres confessions , que quand il a écrit
dans ses réponses qu'il a faites à son pere ,
qu'il ne souhaitoit pas la succession à cause
de son infirmité , c'étoient de purs men-
ges.

Memmoires
du règne du
Czar, tome
4.

Ce n'étoit que pour paroître infirme qu'il prenoit des remèdes , lorsqu'on parloit de quelque voyage qu'il ne lui plaisoit pas de faire , comme son pere le souhaitoit ; mais il ne l'étoit point véritablement.

De sorte qu'on peut juger par toutes ces circonstances qu'il vouloit la succession , non pas de la maniere que son pere la lui vouloit laisser , sçavoir dans l'ordre naturel & légitime , mais à sa maniere par des assistances étrangères , ou bien par les forces des rebelles , même du vivant de son pere.

Si le Czarevitz a dit dans ses dernières confessions que ç'avoit été par oubli qu'il avoit manqué d'avouer qu'il avoit écrit de Naples au Métropolitain de Kiovie , cela s'est aussi trouvé faux ; car puisqu'il s'est bien souvenu des particularités de choses de moindre conséquence dont il s'est entretenu avec l'un & avec l'autre depuis plusieurs années , comment auroit-il pu avoir oublié celle-là d'avoir écrit à cet Archevêque , laquelle est d'une bien plus grande importance ?

Il paroît dans cette excuse sur l'oubli , non-seulement de la fausseté , mais aussi une grande malice ; car quand sa Maîtresse Afrosini lui a soutenu qu'il avoit écrit de la Forteresse à cet Archevêque , & qu'il avoit cacheté la Lettre en sa présence , il a voulu couvrir la chose du prétexte d'un plan de l'attaque de Belgrade , qu'il renvoyoit cacheté au Secrétaire du Vice-Roi de Naples ; cependant il a reconnu dans la suite que ce n'avoit point été le plan , mais la Lettre à l'Archevêque de Kiovie qu'il avoit cachetée. L'excuse qu'il a aussi donnée d'avoir oublié d'avouer dans ses premières confessions ce qui regarde la Czarevna Marie Aléxievna , Dubrofski , & Eberlahof qui avoient eu connoissance de son évasion , a encore été un mensonge. On le prouve parce qu'il a dit ensuite qu'il a eu pitié de la Czaritze.

De-là l'Auteur conclut que le Czar ayant déclaré au Czarewitz qu'il lui pardonneroit s'il lui découvroit tous ses complices , & ne lui réceloit aucune circonstance , le pardon étoit nul , parce qu'il n'avoit pas accompli la condition. Nous en avons assez dit pour qu'on soupçonne la vérité du crime qu'on imputoit au Czarewitz.

Mais développons ici cette affaire

condamné à mort par son pere. 391
parfaitement, afin de ne rien laisser à
désirer.

Le Czar & le Czarewitz n'étoient
point faits pour vivre ensemble : Le
pere étoit un génie vaste , ambi-
tieux , qui ne respiroit que la gloire &
la grandeur de son Etat , parce qu'il y
attachoit sa propre gloire , & sa propre
grandeur.

Le Czarewitz étoit un Prince qui ai-
moit une vie molle & voluptueuse , &
qui bernoit là toutes ses vûes. Le Czar
s'étoit mis en tête de le réformer , afin
qu'il perpétuât sa gloire & son nom ;
& comme il n'avoit pû y réussir , quel-
qu'effort qu'il eût fait , comme je l'ai
déjà dit , il le regardoit comme son en-
nemi , comme un homme qui détrui-
roit son ouvrage , le fruit de tant de
travaux ; c'est-à-dire , la puissance &
l'élevation de son Etat.

Le Czarewitz regardoit aussi son pe-
re comme son ennemi , parce qu'avec
les idées qu'il avoit , il voyoit qu'il ne
pouvoit qu'être malheureux avec un tel
pere. Ces deux ennemis auroient sou-
haité d'être délivrés l'un de l'autre , avec
cette différence , que le pere qui croyoit
avoir un pouvoir illimité sur son fils ,
se croyoit en droit de l'exercer , & ne

cherchoit qu'à sauver les dehors de l'humanité par les couleurs de la justice.

Le fils n'étoit pas capable de rien entreprendre contre son pere, à cause de la terreur que celui-ci lui avoit imprimée; il ne cherchoit qu'à gagner du tems jusqu'à ce qu'il eût rencontré le point fatal de la mort de son pere. Il chercha à l'amuser par une renonciation à la Couronne; & comme il vit que cette renonciation ne calmoit point les craintes de son pere pour l'avenir, il lui fit entendre qu'il vouloit se faire Moine, & ce dessein ne fixant point l'esprit soupçonneux de son pere, il résolut de s'évader.

Le pere alors désespérant absolument de changer son fils, s'arrêta au dessein de le faire périr.

Il fit envisager son évasion comme un crime de leze-Majesté: ce n'étoit dans le fonds qu'un moyen que le Czarewitz tentoit pour se mettre à l'abri de la colere de son pere; il ne cherchoit qu'un azile où il pût être en sûreté pendant sa vie; ainsi pour réduire le crime du Czarewitz à sa juste valeur, ce sont des sophismes qu'il a faits de la mort de son pere. Si la Bruyere a dit qu'il n'y a point de

condamné à mort par son pere. 393

filz bien né à qui il ne soit arrivé de désirer la mort de son pere dans de certains tems , punira-t-on d'une peine capitale le Czarewitz , parce qu'il a souhaité la mort du sien , qu'il voyoit à tout moment lui tenir le glaive pendu sur sa tête ? Punira-t-on les efforts qu'il a faits pour dérober sa vie au coup qui la menaçoit ? Et parce que le Czar a exagéré son crime , & que le Czarewitz dans la terreur dont il étoit saisi , l'a exagéré lui-même , envisagera-t-on ce Prince comme un filz désobéissant qui a attenté à la vie de son pere , & au repos de ses Etats ? Le propre Manifeste que le Czar a fait publier démontre les faits que nous venons d'avancer. Le Czar fit cette déclaration aux Métropolitains, aux Evêques , & aux autres Ecclésiastiques de Russie. Après leur avoir fait une histoire fort exagérée des crimes de son filz.

Vous venez d'entendre un récit fort ample des crimes presque inouïs dans le monde dont mon filz est coupable , & qu'il a commis contre nous son Pere & son Seigneur.

Quoique selon toutes les Loix Divines & Civiles , & sur-tout celles de Russie , qui accordent toute juridic-

„ tion à un pere sur un enfant , même
„ parmi les particuliers , nous ayons un
„ pouvoir assez abondant & absolu de
„ juger notre fils suivant ses crimes ,
„ selon notre volonté , sans en deman-
„ der avis à personne ; cependant com-
„ me il est assez ordinaire qu'on ne soit
„ point aussi éclairé dans ses propres af-
„ faires qu'on l'est dans celles des au-
„ tres , & comme aussi les Médecins mê-
„ mes les plus experts ne risquent point
„ de se traiter eux-mêmes , & qu'ils en
„ appellent d'autres dans leurs mala-
„ dies ; ainsi nous craignant Dieu , & le
„ péché , nous vous exposons pareille-
„ ment notre maladie , & nous vous y
„ demandons du remède ; car nous ap-
„ préhendons la mort éternelle , si ne
„ connoissant peut-être point la qualité
„ de notre mal , nous voulions nous en
„ guérir seuls , d'autant plus que j'ai juré
„ sur les Jugemens de Dieu , & j'ai pro-
„ mis par écrit le pardon à mon fils , &
„ je l'ai ensuite confirmé de bouche au-
„ cas qu'il me dit la vérité.

„ Quoiqu'il ait violé sa promesse
„ en taisant les choses les plus impor-
„ tantes touchant ses desseins de re-
„ bellion contre nous son Seigneur &
„ son Pere , toutefois pour ne nous écar-

condamné à mort par son pere. 395

ter en rien de nos obligations , & “
quoique l'affaire ne soit point du res- “
sort de la juridiction spirituelle , “
mais de la civile , & que nous l'ayons “
même renvoyée aujourd'hui à un Ju- “
gement impartial des Séculars par “
une Déclaration expresse ; nous sou- “
haitons pourtant nous procurer tou- “
tes sortes de lumieres sur cette affaire. “

Nous souvenant de la parole de “
Dieu où il exhorte de demander dans “
de pareilles occasions les sentimens “
des gens d'Eglise , pour sçavoir ce “
que Dieu ordonne , ainsi qu'il est écrit “
au chapitre 17. de l'Exode , nous dési- “
rons de vous , Archevêques , & de “
tout l'Etat Ecclésiastique , comme des “
Docteurs de la parole de Dieu , non “
pas que vous prononciez un Jugement “
sur cette affaire , mais que vous l'exa- “
miniez , & que vous nous donniez “
là-dessus, suivant les saintes Ecritures , “
une véritable instruction pour sçavoir “
quelle punition un crime si horrible de “
mon fils semblable à Absalon a mérité “
selon les Loix Divines , suivant les au- “
tres exemples des saintes Ecritures , & “
selon les préceptes : Ce que vous nous “
donnerez par écrit signé de la propre “
main d'un chacun , afin qu'étant suffi- “

» samment éclairés dans cette affaire ,
 » nous ne chargions en rien notre conf-
 » cience.

» Ainsi nous mettons notre confian-
 » ce en vous , comme gardiens des Loix
 » Divines suivant votre dignité ; com-
 » me fidèles Pasteurs du troupeau Chré-
 » tiens , & comme bien intentionnés
 » pour la Patrie ; & nous vous conjur-
 » rons par vos dignités & vos devoirs
 » de procéder en cela sans aucune diffi-
 » mulation & sans crainte.

Le Czar après avoir également exa-
 geré les crimes de son fils en parlant
 aux Sénateurs , leur dit de même :

» Quoique notre fils ait violé sa pro-
 » messe en taisant les choses les plus
 » importantes touchant ses desseins de
 » rebellion contre nous son Seigneur &
 » son Pere , toutefois pour ne nous
 » écarter en rien de nos obligations , je
 » vous prie de penser à cette affaire ,
 » & de l'examiner sérieusement & avec
 » attention , pour voir ce qu'il a mé-
 » rité , sans me flâter , ni appréhender
 » que s'il ne mérite qu'une légère pu-
 » nition , & que vous le jugiez ainsi ,
 » cela me soit désagréable ; car je vous
 » jure par le Grand Dieu & par ses
 » Jugemens que vous n'avez absolu-

condamné à mort par son pere. 397

ment rien à craindre.

Ne faites point réflexion non plus sur ce que vous devez juger le fils de votre Souverain ; mais sans avoir égard à la personne , rendez justice , & ne perdez pas votre ame & la mienne , afin que notre conscience ne nous reproche rien au jour du terrible Jugement , & que notre Patrie ne soit point lésée. »

Le Czar en parlant patétiquement aux Juges , & laissant voir l'envie qu'il avoit qu'ils condamnassent son fils , ne nous retrace-t-il pas Philippe II. parlant aux Inquisiteurs , & leur montrant le désir qu'il avoit de la condamnation de Dom Carlos ?

Le Conseiller Privé *Pierre Tolstoy* déclara par ordre de Sa Majesté Czarienne aux Ministres , au Sénat , à l'Etat Militaire & à l'Etat Civil , que comme elle a mis entre leurs mains le Procès de son fils *Alexis Petrovitch* , afin qu'ils en prononcent le Jugement , elle veut & entend qu'ils le fassent dans la forme requise , & avec tout l'examen nécessaire ; c'est pourquoi Sa Majesté les autorise & leur donne le pouvoir d'examiner le Czarewicz *Alexis Petrovitch* , s'ils le trouvent à propos , sur quelque

affaire que ce soit, de le faire comparoitre, & de l'interroger sur ce qui sera nécessaire.

Sur cet ordre exprès de Sa Majesté Czarienne, Messieurs les Ministres, le Sénat, & les Etats qui étoient présens & assemblés, interrogèrent le Czarewitz.

Ce Prince infortuné, soit dans ses réponses, soit dans les écrits qu'il donna de son propre mouvement, étoit si troublé, qu'il travailla à se perdre.

On lut toutes les dépositions.

Après la lecture de toutes les Pièces en présence du Sénat & des Etats assemblés, ils ordonnèrent qu'on cherchât dans les Saintes Ecritures de l'ancien & du nouveau Testament, dans les Constitutions de l'Empire, & dans les Réglemens militaires des autorités convenables qu'on pût appliquer au cas présent, pour juger quelles peines ces transgressions avoient méritées.

Extraits de
l'ancien
Testament
au Lévitique
chap. 24.
v. 9.

Au Deuteronomie
chap. 21. v.
19. 20. 21.

» Le Seigneur parla à Moïse, & lui
» dit: Vous direz aux enfans d'Israël
» que celui qui aura outragé de paroles
» son pere ou sa mere, soit puni de
» mort, son sang retombera sur lui.
» Si un homme a un fils rebelle & in-
» solent, qui ne se rende au comman-

condamné à mort par son pere. 399

dément ni de son pere ni de sa mere , & qui en ayant été repris , refuse avec mépris de leur obéir ; ils le prendront & le meneront aux Anciens de la Ville , & à la porte où se rendent les Ju- gemens , & ils leur diront : Voici notre fils qui est un rebelle & un insolent ; il méprise & refuse d'écouter nos remontrances , & il passe sa vie dans les débauches , dans la dissolution & dans la bonne chere. Alors le peuple de cette Ville le lapidera , & il sera puni de mort , afin que vous ôtiez le mal du milieu de vous , & que tout Israël entendant cet exemple , soit saisi de crainte .

Alors des *Scribes & des Pharisiens* qui étoient venus de Jérusalem , s'approcherent de J E S U S , & lui dirent : Pourquoi vos Disciples violent-ils la tradition des Anciens ; car ils ne lavent point leurs mains lorsqu'ils prennent leurs repas ? Il leur répondit : Pourquoi vous-mêmes violez-vous le Commandement de Dieu pour suivre votre tradition ?

J E S U S dit aux *Pharisiens & aux Scribes* : N'êtes-vous donc pas des gens bien religieux de détruire le Commandement de Dieu , pour garder vo-

Extrait du
nouveau
Testament
en S. Mat-
thieu chap.
15. v. 1. 2.
3. 4. 5. 6.

En Saint
Marc chap.
7. v. 2.

„tre tradition ? Car Moyse a dit : Ho-
 „norez votre pere & votre mere , &
 „que celui qui outragera de paroles son
 „pere ou sa mere , soit puni de mort :
 „Mais vous dites , vous autres : Si un
 „homme dit à son pere ou à sa mere :
 „Tout don que je fais à Dieu vous soit
 „utile , il satisfait à la Loi , & vous ne
 „lui permettez pas de faire rien de plus
 „pour son pere ou sa mere.

Aux Ro- „Et comme ils n'ont pas voulu recon-
 mains ch. „noître Dieu , Dieu aussi les a livrés à
 7. p. 28. „un sens réprouvé ; en sorte qu'ils ont
 29. 30. 31. „fait des actions indignes de l'homme ,
 32. „qu'ils ont été remplis de toutes sortes
 „d'injustices , de méchanceté , de for-
 „nication , d'avarice , de malignité. Ils
 „ont été envieux , meurtriers , querel-
 „leurs , trompeurs. Ils ont été corrom-
 „pus dans leurs mœurs , semeurs de
 „faux rapports , calomniateurs , & en-
 „nemis de Dieu. Ils ont été outrageux ,
 „superbes , altiers , inventeurs de nou-
 „veaux moyens de faire le mal , désobéissans à leur pere & à leur mere ;
 „sans prudence , sans modestie , sans
 „affection , sans foi , sans miséricorde ;
 „& après avoir connu la justice de Dieu ,
 „ils n'ont pas compris que ceux qui
 „font ces choses sont dignes de mort.

Es
 Pa
 Te
 au
 qu
 20
 A
 ter
 cha
 32.

condamné à mort par son pere. 401

& non-seulement ceux qui les font , “
mais aussi quiconque approuve ceux “
qui les font. “

Vous , enfans , obéissez à vos peres “
& à vos meres , en ce qui est selon le “
Seigneur ; car cela est juste. Honorez “
votre pere & votre mere ; c'est le pre- “
mier des Commandemens auquel Dieu “
ait promis une récompense , afin que “
vous soyez heureux , & que vous vi- “
viez long-tems sur la terre. “

Aux Ephe-
siens chap.
6. 7. 1. 2. 3.

Si quelqu'un commence par quelque “
mauvais dessein , à penser contre la “
santé du Czar , ou s'il fait quelque “
chose à son préjudice , & qu'on a trou- “
vé véritablement qu'il a voulu execu- “
ter ses pernicioeux projets , on doit le “
punir de mort , après l'en avoir con- “
vaincu. “

Dans les
Constitu-
tions de
Russie ch.
1. Statut. 1.

Semblablement si quelqu'un pen- “
dant le règne de Sa Majesté Czarien- “
ne , par le désir de régner dans l'Em- “
pire de Russie , & de faire mourir le “
Czar , commençoit à lever des trou- “
pes dans ce pernicioeux dessein ; ou “
bien si quelqu'un fait amitié avec les “
Ennemis de Sa Majesté Czarienne , “
ou entretient correspondance avec “
eux , ou s'il les implore pour parvenir “
au Gouvernement par leur assistance , “

» ou pour faire quelqu'autre désordre ,
 » si quelqu'un le dénonce , & que sur
 » ces déclarations , on en trouve la vé-
 » rité , il faut punir de mort un tel
 » traître dès qu'une telle trahison sera
 » vérifiée.

Explica-
 tion de l'ar-
 ticle.

» Si quelqu'un leve des Troupes ou
 » prend les armes contre Sa Majesté
 » Czarienne , ou bien si quelqu'un for-
 » me le dessein de prendre prisonniere
 » Sa Majesté , ou de la tuer ; ou bien
 » s'il lui fait quelque violence , lui &
 » tous ceux qui l'auront aidé ou qui lui
 » auront donné conseil , seront écarte-
 » lés comme criminels de leze-Majesté ,
 » & leurs biens seront confisqués.

» Seront pareillement punis du même
 » supplice , ceux qui quoiqu'ils n'ayent
 » pû exécuter leur crime , seront con-
 » vaincus d'en avoir eu la volonté &
 » l'envie , aussi-bien que ceux qui ne
 » l'ont pas découvert en ayant eu con-
 » noissance.

Chap. 16.
 art. 27.

» Celui qui forme le dessein de faire
 » quelque trahison , ou bien quelque
 » chose de semblable , quoiqu'il ne le
 » mette pas en exécution , doit pourtant
 » être puni de pareille peine capita-
 » le , comme s'il avoit exécuté son des-
 » sein. Ces extraits-là des Loix Divines ,

condamné à mort par son pere. 403

Civiles , & Militaires ayant été lûs , & lecture ouïe , il fut résolu d'un consentement unanime , qu'avant de prononcer la Sentence , les Ministres , & le Sénat devoient appeller l'un après l'autre , les Juges établis pour former ce Tribunal , afin de dire chacun de bouche son sentiment.

Ce qui ayant été fait , les Ministres ont pareillement dit chacun leur sentiment , qui quoique dit séparément , revenoit portant unanimement , & sans aucune contradiction à un même Jugement , ayant déclaré par serment & en conscience , que selon les Loix Divines , Civiles , & Militaires extraites ci-dessus , le Czarewitz étoit digne de mort pour les crimes allegués , & prouvés ci-dessus.

Rien n'est plus édifiant que ces passages de l'Ecriture Sainte : il seroit à souhaiter que les Juges y puisassent les principes qui doivent les animer quand ils dispensent la Justice.

Les Archevêques & Evêques firent un Extrait des passages de l'Ecriture Sainte , & de S. Chrysostôme Pere Grec , & puis ils dirent :

Nous Ecclésiastiques , ayant fait ces Extraits des Saintes Ecritures par or-

dre du Monarque , non pas en forme de Sentence , ni pour donner un Décret, ainsi qu'il est dit ci-dessus ; car cette affaire n'est pas de la compétence de notre Jurisdiction ; qui est-ce qui nous établiroit Juges sur ceux qui nous commandent ? Comment peuvent les membres gouverner la tête ? C'est la tête qui gouverne & fait agir les membres. D'ailleurs notre Jurisdiction étant spirituelle , il faut qu'elle soit selon l'esprit , & non point selon la chair , & le sang. Le pouvoir de l'épée tranchante n'est point donné à l'Eglise ; mais le pouvoir de l'épée spirituelle , qui est la parole de Dieu. JESUS-CHRIST même a défendu au Prince des Apôtres de faire usage de l'épée , lui disant : *Remettez* Math. ch. 26. v. 52. *votre épée en son lieu*, & il a défendu aux autres Apôtres de faire descendre le feu du Ciel pour mettre en cendres Samarie.

JESUS-CHRIST a voulu enseigner par ces exemples , qu'il ne convient pas aux Ecclésiastiques de se conduire selon l'esprit de colere , mais selon l'esprit de douceur , ni de condamner quelqu'un à la mort , ni de chercher du sang ; mais uniquement la véritable Nous ap- pénitence & la mort spirituelle , qui est

condamné à mort par son pere. 405

d'être mort au péché, & vivant en Dieu, selon la parole de l'Apôtre dans son *Epître aux Romains*.

Nous soumettons tout cela à la suprême autorité Impériale, que notre Souverain Seigneur fasse ce qui est agréable devant ses yeux : s'il veut punir celui qui est tombé selon ses actions, & suivant la mesure de ses crimes, il a devant lui des exemples que nous avons tirés de l'Ancien Testament; s'il veut faire miséricorde, il a l'exemple de JESUS-CHRIST même, qui reçoit le fils égaré revenant à la repentance, qui laisse libre la femme surprise en adultère, qui a mérité la lapidation selon la Loi; qui préfère la miséricorde au sacrifice, disant : *Je veux la miséricorde, & non pas le sacrifice*, & par la bouche de son Apôtre : *La miséricorde s'élève au-dessus de la rigueur du Jugement*. Jac. c. 2. v. 13. Il a aussi l'exemple de David qui veut épargner Absalom son fils, & son persécuteur; car il dit à ses Capitaines qui devoient l'aller combattre : *Epargnez mon fils Absalom* & le pere l'a voulu épargner lui-même; mais la Justice divine ne l'épargne point.

Lib. Reg
2. c. 18. v.
5.

Le cœur du Czar est entre les mains de Dieu : qu'il embrasse le parti auquel

406 *Petrovitch Czarevitch*
la main de Dieu le tournera.

Ces considérations sont signées de la propre main des Prélats, comme il suit, l'an 1718. le 18. Juin.

L'humble Etienne, Métropolitain de *Resan*.

L'humble Feofan, Evêque de *Psofski*.

L'humble Alexei, Evêque de *Sarski*.

L'humble Ignace, Evêque de *Souje-dal*.

L'humble Varlaam, Evêque de *Tuver*.

L'humble Aaron, Evêque de *Korele*.

L'humble Jannikiy, Métropolitain de *Stauropol*.

L'humble Arsény, Métropolitain de *Fibaidski*.

Théodore, Archimandrite du Couvent de la Trinité d'*Alexandroner*.

Joachim, Archimandrite du Couvent d'*Antoine*.

Joaniky, Archimandrite du Couvent de la Résurrection de *Derebanidski*.

Irmargg, Archimandrite du Couvent de *Cyrile*.

Le Pere Gabriël, Préfet & Missionnaire de la parole de Dieu.

Le Pere Markel, Professeur.

condamné à mort par son pere. 407

Le Clergé de Moscovie est bien loüable de n'avoir pas voulu entreprendre sur la Jurisdiction séculière.

A l'égard du parti de la clémence qu'il proposoit au Czar , quoique bien des raisons jointes à la tendresse paternelle eussent dû porter ce Prince à suivre ce conseil , il avoit déjà pris un autre parti , & il en avoit trop fait pour se démentir.

Le Czarewitz dans son Interrogatoire chargea son Confesseur l'Archiprêtre Jacques. Il dit que s'étant confessé à lui , il lui avoit dit dans la Confession qu'il souhaitoit la mort à son pere ; & le Confesseur lui avoit répondu : *Dieu vous le pardonnera , nous lui en souhaitons autant.*

Le même jour le Confesseur a avoué à la question , & dans la confrontation , que le Czarewitz *Alexis* lui avoit dit dans la Confession les mêmes paroles : *Qu'il souhaitoit la mort de son pere.*

Que lui Confesseur avoit dit au Czarewitz : *Nous lui souhaitons aussi tous la mort* : mais qu'il ne se souvenoit point qui étoient ceux qui la lui souhaitoient. Il ajouta qu'il avoit dit au Czarewitz que le peuple l'aimoit & qu'on bâvoit à sa santé , le nommant *l'espérance des*

Russiens, l'ayant entendu dire à plusieurs personnes ; mais ne se souvenant plus à qui. Il fut condamné à mort, dégradé, exécuté.

Le Czar donna plusieurs points sur lesquels il voulut qu'on interrogeât son fils ; il n'oublia rien pour mettre ses crimes dans le plus grand jour, le pauvre Prince s'enferma de lui-même, il disoit plus qu'il ne vouloit dire.

Après tout, les efforts du pere, la facilité du fils à donner dans les pièges qu'on lui tendoit, ne pouvoient pas le rendre plus noir qu'il étoit, malgré toutes les figures & les exagérations, l'enflure des paroles : il étoit coupable seulement de souhaits criminels, de tentatives, d'efforts pour se dérober à la puissance de son pere, d'une évasion à laquelle il eut recours dans cette vue, de quelques discours imprudens. Tout cela envisagé à travers des verres qui grossissent les objets, faisoit un crime énorme de leze-Majesté, d'attentat à l'autorité du Czar, & même à sa vie. S'il eût été considéré par des verres qui diminuent les objets, ç'auroit été des minuties ; & réduit à sa juste valeur, c'étoient des crimes très-pardonnables dans un fils héritier présomptif de la Couronne,

condamné à mort par son pere. 409
ronne , sur-tout si on avoit remonté à
la source ; c'est-à-dire , à la crainte ter-
rible que le Czar avoit inspirée à son
fils.

Enfin la Sentence fatale fut renduë ,
en voici la teneur.

Les soussignés établis par Sa Majesté Czarienne , & assemblés dans la sa-
le pour rendre un Jugement ; après avoir ouï tout ce qui a été dit , lû , & rapporté , & y avoir fait de mûres réflexions , ont du consentement unanime prononcé & rendu la Sentence suivante , & ils y ont mis leur signature de leurs propres mains. »

Le 24. Juin 1718.

En vertu de l'Ordonnance expresse émanée de Sa Majesté Czarienne , & signée de sa propre main le 13. Juin dernier , pour le Jugement du Czarewitz Alexis Petrovitz , sur ses transgressions & ses crimes , contre son Pere & son Seigneur : Les soussignés Ministres , Sénateurs , Etats Militaire , & Civil , après s'être assemblés plusieurs fois dans la Chambre de la Régence du Sénat à Petersbourg , ayant ouï plus d'une fois la lecture qui a été faite des Originaux , & des Extraits des témoignages qui ont été rendus »

22 contre le Czarewitz , comme aussi des
22 Lettres d'exhortation de Sa Majesté
22 Czarienne à ce Prince , & des ré-
22 ponses qu'il y a faites écrites de sa
22 propre main , & des autres Actes ap-
22 partenans au Procès , de même que
22 des informations criminelles , & des
22 confessions , & des déclarations du
22 Czarewitz , tant écrites de sa propre
22 main , que faites de bouche à son Sei-
22 gneur & Pere , & devant les souffi-
22 gnés établis par l'autorité de Sa Ma-
22 jesté Czarienne , à l'effet du présent
22 Jugement : Ils ont déclaré , & recon-
22 nu que quoique selon les droits de
22 l'Empire Rusien , il n'ait jamais ap-
22 partenu à eux , étant Sujets naturels
22 de la Domination souveraine de Sa
22 Majesté Czarienne , de prendre con-
22 noissance d'une affaire de cette natu-
22 re , qui selon son importance dépend
22 uniquement de la volonté absolue du
22 Souverain , dont le pouvoir ne dé-
22 pend que de Dieu seul , & n'est point
22 limité par aucune Loi : se soumettant
22 pourtant à l'Ordonnance de Sa Ma-
22 jesté Czarienne leur Souverain , qui
22 leur donne cette liberté , & après de
22 mûres réflexions , & suivant leur con-
22 science , sans crainte ni flâterie , &

condamné à mort par son pere. 411
sans avoir égard à la personne, n'ayant
devant les yeux que les Loix Divines
applicables au cas présent, tant de
l'Ancien que du Nouveau Testament,
les Saintes Ecritures de l'Evangile,
& des Apôtres, comme aussi les Ca-
nons, & les règles des Conciles, l'au-
torité des Saints Peres, & des Doc-
teurs de l'Eglise; prenant aussi pour
règle les motifs des Archevêques, &
du Clergé assemblés à *Petersbourg* par
ordre de Sa Majesté Czarienne, les-
quels sont transcrits ci-dessus, & se
conformant aux Loix de toute la Rus-
sie, & en particulier aux Constitu-
tions de cet Empire, aux Loix militai-
res, & aux Statuts qui sont conformes
aux Loix de beaucoup d'autres Etats,
sur-tout à celles des anciens Empe-
reurs Romains, & Grecs, & d'autres
Princes Chrétiens; les soussignés ayant
été aux avis, sont convenus unanime-
ment sans contradiction, & ils ont
prononcé que le *Czarewitz Alexis*
Petrovitz, est digne de mort pour ses
crimes susdits, & pour ses transgres-
sions capitales contre son Souverain,
& son Pere, étant Fils & Sujet de Sa
Majesté Czarienne; en sorte que quoi-
que Sa Majesté Czarienne ait promis

„ au Czarewitz , par la Lettre qu'il lui
 „ a envoyée par M. Tolstoy , Conseiller
 „ Privé , & par le Capitaine *Romanoff* ,
 „ dattée de *Spaa* le 10. Juillet 1717.
 „ de lui pardonner son évasion , s'il re-
 „ tournoit de son bon gré , & volon-
 „ tairement , ainsi que le Czarewitz mê-
 „ me l'a avoué avec remercement , dans
 „ sa réponse à cette Lettre écrite de
 „ *Naples* le 4. Oëtobre 1717. où il a
 „ marqué qu'il remercioit Sa Majesté
 „ Czarienne pour le pardon qui lui
 „ étoit donné seulement pour son éva-
 „ sion volontaire. Il s'en est rendu in-
 „ digne depuis par ses oppositions aux
 „ volontés de son pere , & par ses au-
 „ tres transgressions qu'il a renouvel-
 „ lées , & continuées , comme il est en-
 „ tièrement déduit dans le Manifeste
 „ publié par Sa Majesté Czarienne , le
 „ 3. Février de la présente année , &
 „ parce qu'entr'autres choses il n'est pas
 „ retourné de son bon gré.

„ Et quoique Sa Majesté Czarienne
 „ à l'arrivée du Czarewitz à Moscou ,
 „ sur son Ecrit de confession de ses
 „ crimes , & où il demandoit pardon ,
 „ eut pitié de lui , comme il est naturel
 „ à un pere d'en avoir de son fils , &
 „ qu'à l'Audience qu'elle lui donna dans

condamné à mort par son pere. 413

la sale du Château le même jour trois “
de Février , elle lui promit le pardon “
de toutes ses transgressions; Sa Majesté “
Czarienne ne lui fit cette promesse “
qu’avec cette condition expresse, qu’el- “
le exprima en présence de tout le “
monde , sçavoir que lui Czarewitz “
déclareroit sans aucune restriction , ni “
réserve tout ce qu’il avoit commis , & “
tramé jusqu’à ce jour-là contre Sa Ma- “
jesté Czarienne , & qu’il découvreroit “
toutes les personnes qui lui ont donné “
des conseils , ses complices , & géné- “
ralement tous ceux qui ont sçu quel- “
que chose de ses desseins , & de ses “
menées ; mais que s’il étoit quelqu’un “
ou quelque chose , le pardon promis “
seroit nul , & demeureroit révoqué ; “
ce que le Czarewitz reçut alors & ac- “
cepta au moins en apparence avec des “
larmes de reconnoissance , & il pro- “
mit par serment de déclarer tout sans “
réserve. En confirmation de quoi il “
baisa la Sainte Croix , & les Saintes “
Ecritures dans l’Eglise Cathédrale. “

Sa Majesté Czarienne lui confirma “
aussi la même chose de sa propre main “
le lendemain , dans les articles d’In- “
terrogatoire qu’il lui fit subir , ayant “
écrit à la tête ce qui suit. „

Comme vous avez reçu hier votre pardon, à condition que vous déclareriez toutes les circonstances de votre évasion, & ce qui y a du rapport, mais que si vous cèliez quelque chose, vous seriez privé de la vie; & comme vous avez déjà fait de bouche quelques déclarations, vous devez pour une plus ample satisfaction & pour votre décharge les mettre par écrit.

Et à la conclusion il étoit encore écrit de la main de Sa Majesté Czarienne dans le septième Article.

Déclarez tout ce qui a du rapport à cette affaire, quand même cela ne seroit point spécifié ici, & purgez-vous comme dans la sainte Confession; mais si vous cachez ou cèlez quelque chose qui se découvre dans la suite, ne m'imputez rien. Car il vous a été déclaré hier devant tout le monde qu'en ce cas-là, le pardon que vous avez reçu seroit nul, & révoqué.

„ Nonobstant cela le Czarevitz a
 „ parlé dans ses réponses, & dans ses
 „ confessions sans aucune sincérité. Il
 „ a cèlé & caché non-seulement beau-
 „ coup de personnes; mais aussi des af-
 „ faires capitales, & ses transgressions;
 „ & en particulier ses desseins de rebel-
 „ lion contre son Pere, & son Sei-
 „ gneur, & ses mauvaises pratiques qu'il

condamné à mort par son pere. 415

à tramees , & entretenues long-tems “
pour tâcher d'usurper le Trône de son “
pere , même de son vivant , par diffé- “
rentes mauvaises voies , & sous de mé- “
chans prétextes , fondant son espéran- “
ce sur la mort de son Pere , & son “
Seigneur , se flâtant que le petit peu- “
ple se déclareroit en sa faveur. Tout “
cela a été découvert ensuite par les in- “
formations criminelles , après qu'il a “
refusé de le déclarer lui-même , com- “
me il a paru ci-dessus. “

Ainsi il est évident par toutes ces “
démarches du Czarewitz , & par les “
déclarations qu'il a données par écrit , “
& de bouche , & en dernier lieu par “
celle du 22. Juin de la présente an- “
née , qu'il n'a point voulu que la suc- “
cession à la Couronne lui vînt après “
la mort de son pere , de la maniere “
que son pere auroit voulu la lui lais- “
ser selon l'ordre de l'équité , & par “
les voies & les moïens que Dieu a “
prescrits ; mais qu'il l'a désirée , & qu'il “
a eu dessein d'y parvenir même du “
vivant de son Pere , & son Seigneur , “
en s'opposant à tout ce que son pere “
vouloit , & non-seulement par des “
soulèvemens de rebelles qu'il souhait- “
toit , mais encore par l'assistance de “

„ l'Empereur , & avec une armée étran-
 „ gere qu'il eseroit d'avoir à sa dispo-
 „ sition , en renversant l'Etat totale-
 „ ment , & en aliénant tout ce qu'on au-
 „ roit pû lui demander pour lui faire
 „ acheter ce secours.

„ L'exposé qu'on vient de faire mon-
 „ tre que le Czarevitz en cachant tous
 „ ses pernicioeux desseins , & en célant
 „ beaucoup de personnes qui ont été
 „ d'intelligence avec lui , comme il a
 „ fait jusqu'au dernier examen , & jus-
 „ qu'à ce qu'il ait été pleinement con-
 „ vaincu de toutes ses machinations , a
 „ eu en vûe de se réserver des moïens
 „ pour l'avenir , quand l'occasion se pré-
 „ senteroit favorable de reprendre ses
 „ desseins , & de pousser à bout l'exé-
 „ cution de cette horrible entreprise
 „ contre son Pere & son Seigneur , &
 „ contre tout cet Empire.

„ Il s'est rendu par-là indigne de la
 „ clémence & du pardon qui lui a été
 „ promis par son Seigneur & son Pere ;
 „ il l'a aussi avoué lui-même , tant de-
 „ vant Sa Majesté Czarienne , qu'en pré-
 „ sence de tous les Etats Ecclésiastiques
 „ & Séculiers , & publiquement devant
 „ toute l'Assemblée ; & il a aussi déclá-
 „ ré verbalement & par écrit devant

condamné à mort par son pere. 417

les Juges souffignés établis par Sa Ma-
jesté Czarienne , que tout ce que des-
lus étoit véritable & évident par les
effets qui en avoient paru.

Ainsi puisque les Loix Divines &
Ecclésiastiques , les Civiles & Militai-
res , & particulièrement les deux
dernieres, condamnent à mort sans mi-
sericorde , non-seulement ceux dont
les attentats contre leur Pere & Sei-
gneur ont été manifestés par des té-
moignages , ou prouvés par des Ecrits ;
mais même ceux dont les attentats
n'ont été que dans l'intention de se
rébeller , ou d'avoir formé de sim-
ples desseins de tuer le Souverain , ou
d'usurper l'Empire : Que penser d'un
dessein de rebellion dont on a vû peu
d'exemples dans l'histoire , joint à ce-
lui d'un horrible parricide contre son
Souverain ? Premièrement , comme
son pere, de la Patrie, & encore com-
me son pere selon la nature , un pere
très-clément , qui a fait élever le Cza-
rewitz depuis le berceau avec des soins
plus que paternels , avec une tendres-
se & une bonté qui ont paru en toutes
rencontres ; qui a tâché de le former
pour le Gouvernement , & de l'ins-
truire avec des peines incroyables , &

„ une application infatigable dans l'Art
„ militaire , pour le rendre capable &
„ digne de la succession d'un si grand
„ Empire , à combien plus forte raison
„ un tel dessein a-t-il mérité une puni-
„ tion de mort ?

„ C'est avec un cœur affligé & des
„ yeux pleins de larmes , que nous com-
„ me Serviteurs & Sujets , prononçons
„ cette Sentence , considérant , comme
„ nous avons dit , qu'il ne nous appar-
„ tient point en cette qualité de ren-
„ dre un Jugement de si grande impor-
„ tance , & particulièrement de pro-
„ noncer une Sentence contre le Fils
„ du très-Souverain & très-clément
„ Czar notre Seigneur. Cependant sa
„ volonté étant que nous jugions ,
„ nous déclarons par la Présente no-
„ tre véritable opinion , & nous pro-
„ nonçons cette condamnation avec
„ une conscience si pure & si Chrétien-
„ ne , que nous croyons pouvoir la sou-
„ tenir devant le terrible , le juste , &
„ l'impartial Jugement du Grand Dieu.
„ Soumettant au reste cette Sentence
„ que nous rendons , & cette condam-
„ nation que nous faisons à la souverai-
„ ne puissance , à la volonté & à la clé-
„ mente révision de Sa Majesté Cza-

condamné à mort par son pere. 419

ienne, notre très-clément Monarque. «

Cette Sentence étoit signée de la main de tous ceux qui avoient formé ce Tribunal, au nombre de cent vingt-quatre Ministres, Sénateurs, Généraux & autres Officiers dont nous ne rapportons pas ici les noms.

Ainsi le Czar vint à ses fins. Les Juges étoient trop persuadés de sa volonté pour ne pas plier leur esprit à ce qu'il vouloit, avec d'autant plus de raison, que leur conscience pouvoit absolument s'accommoder à un tel Jugement.

Dès qu'on imputoit au Czarewitz des crimes de leze-Majesté, ceux qui paroissent les plus légers sont toujours très-énormes, & quand l'imagination veut qu'ils le soient, elle n'a pas beaucoup de chemin à faire; celle du Czar ayant pris ce pli, son opinion fut aisément contagieuse par la complaisance qu'on a pour un Souverain, & pour un tel Souverain dont le pouvoir est despotique: s'il avoit voulu suivre les conseils que sa clémence lui auroit inspirés, que de motifs n'auroit-ils pas trouvés, soit dans sa qualité de pere, soit dans la dignité d'héritier présomptif de la Couronne, soit dans la nature des fautes du Czarewitz, qui n'avoit pas

pour principe une malice noire , mais le désir de se dérober au joug d'un pere qui portoit la terreur sur son front.

Mort du
Czarewicz.

Le Czar voulut qu'on prononçât au Czarewicz sa Sentence de mort. À peine l'eut-il ouï , qu'il en fut si frappé , qu'il se fit dans lui une révolution subite qui déranger tous ses organes ; il tomba dans une létargie convulsive. On fit mille efforts pour rappeler ses esprits ; il revint un peu à lui-même. On lui insinua qu'il pouvoit tout attendre de la clémence de son pere ; mais soit qu'il ne pût pas concevoir cette espérance , la sévérité du Czar ayant fait de trop fortes impressions sur lui , ou soit que le désordre que la lecture de cette Sentence avoit causé au-dedans de lui fût trop grand pour qu'il pût être réparé , ou soit comme il y a beaucoup d'apparence , qu'on lui eût donné du poison, il ne put en revenir. Il eut pourtant assez de force pour demander pardon au Czar son pere , en présence de plusieurs Evêques , Sénateurs , & Grands de l'Empire.

Un Moscovite m'a assuré que le Czar voulut que le Czarewicz lût lui-même sa Sentence. Il fut obligé d'obéir à son pere , & à peine eut-il fini sa lecture , que des vapeurs lui montèrent au cer-

condamné à mort par son pere. 421

veau ; il perdit l'usage de la vûe , & tomba dans une défaillance dont il eut de la peine à se remettre ; c'étoit l'effet du poison dont la Sentence étoit infectée. Le Moscovite me dit que le Czarewitz mourut trois jours après. Voilà un raffinement de cruauté qui n'embellira pas l'histoire du Czar.

Après avoir reçu ses Sacremens , il mourut le 6. Juillet.

Le Czar qui vint à bout de son dessein , en sauvant toutes les apparences , ne fut sans doute que médiocrement affligé, sur-tout quand il considéra qu'il étoit délivré d'une mortelle douleur dont il étoit pénétré quand il portoit ses vûes dans l'avenir , & qu'il considéreroit qu'il auroit un Successeur indigne de son nom.

L'Auteur du Mémoire du règne du Czar a été si persuadé qu'on seroit bien fondé d'attribuer cette mort du Czarewitz au poison , qu'il entreprend d'en justifier le Czar. Supposons , dit-il , que cela fût , n'auroit-ce pas été un acte de clémence au Czar , d'épargner à ce criminel condamné l'horreur d'une mort violente ? Mais ne peut-on pas lui répondre qu'il auroit été bien plus beau au Czar de la lui épargner en lui faisant grace ?

Le corps du Czarewitz fut exposé depuis le huit Juillet jusqu'au dix dans l'Eglise de la Trinité, dans un cercueil ouvert & garni de velours ; il fut permis à tout le monde de le voir, & l'on vint en foule lui baiser la main ; enfin il fut porté processionnellement à l'Eglise neuve de la Citadelle, où il a été inhumé dans le tombeau Impérial, auprès de la Princesse son épouse, avec toute la pompe & toutes les cérémonies pratiquées pour les Princes & les Princesses du Sang ; Leurs Majestés Czarriennes ayant assisté aux funérailles avec toute la Cour. Ainsi Dom Carlos & le Czarewitz quoique condamnés à mort, furent tous deux honorés d'un magnifique convoi.

Le Czar prévint bien que cette mort pourroit donner atteinte dans l'esprit de ses Sujets, à l'estime qu'ils avoient pour lui ; il voulut faire son apologie dans une Déclaration qu'il fit sur sa succession. Voici cette Déclaration.

Déclaration
du
Czar sur la
succession.

Nous Pierre, Empereur & Souverain de toute la Russie, &c. Personne n'ignore de quelle méchanceté semblable à celle d'Ab-salom, notre fils Alexis, a été possédé, & que son mauvais dessein n'a pas été détourné par le repentir qu'il auroit dû témoi-

condamné à mort par son pere. 413
gner , mais uniquement par la grace de
Dieu envers notre Patrie , ainsi que cela
se peut voir amplement dans le Manifeste
qui a été publié sur ce sujet. Son indocilité
& son orgueil n'ont eu d'autre source que
l'ancienne Coûtume , suivant laquelle on
adjugeoit la succession au fils aîné : D'ail-
leurs il étoit alors le seul héritier mâle de
notre famille , & à cause de cela il ne vou-
loit prêter l'oreille à aucune exhortation &
repréhension paternelle.

Il est étrange que cette mauvaise Coû-
tume ait pu jeter de si profondes racines
dans son esprit , puisque non-seulement il
s'est fait des changemens à cet égard parmi
les particuliers , selon le bon plaisir des
parens prudens & sages ; mais nous voyons
aussi dans la Sainte Ecriture que la femme
d'Isaac , lors de la grande vieillesse de son
mari , procura le droit héréditaire à son
jeune fils. La même chose se voit aussi chez
nos prédécesseurs , sçavoir le Grand Duc
Jean Walesowitz , de glorieuse & éter-
nelle mémoire , qui non-seulement étoit grand
de nom ; mais encore en effet , puisqu'il a
rassemblé & assuré notre Patrie , qui étoit
dispersée par un partage entre les enfans de
Wolodomir , ce qu'il a exécuté , non se-
lon le droit de primogéniture , mais suivant
son bon plaisir. Il le changea deux fois , dans

la vûë de se choisir un digne successeur, qui ne laissât pas retomber dans un nouveau partage la Patrie rassemblée & affermie. La première fois il institua son petit-fils pour son héritier & successeur, à l'exclusion de ses propres fils; mais il le déposa dans la suite, quoiqu'il eût déjà été couronné, & disposa de la succession en faveur de son fils.

C'est ce qu'on peut voir dans l'Histoire du règne de nos prédécesseurs, où l'on trouve que le 4. Février 7006. le Grand Duc Jean Walefowitz établit pour son successeur le Prince Demetrius son petit fils, lequel même fut couronné dans la sale des Grands Ducs à Moscou avec la couronne de Grand Duc par Simon le Metropolitain; mais le onzième Avril 7010. le Grand Duc Jean Walefowitz entra en colere contre ce petit-fils, & défendit de prier pour lui dans les Eglises comme Grand Duc; il le fit même mettre en arrêt, & nomma pour son héritier le 14. du même mois son fils Bazile Ivvanovvitx, lequel fut aussi couronné par le même Simon Metropolitain. Il est facile de trouver plusieurs autres exemples pareils qu'on passe présentement sous silence, mais qu'on publiera séparément dans la suite.

C'est dans la même vûë & par un soin paternel pour nos Sujets, pour empêcher

Cette chronologie commence depuis l'an de la création du monde; chronologie qui approche de celle de l'Antiquité des tems rétablie & défendue. Ouvrage du Pere Perizon, où il prouve qu'il y a eu près de six mille ans d'écoulés avant la naissance de J. C.

cendammé à mort par son pere. 425
que les maisons des particuliers ne soient
ruinées par des héritiers & des successeurs
indignes , qu'en 1714. nous fîmes publier
une Loi & Ordonnance , en vertu de la-
quelle il étoit bien permis de laisser les biens
immeubles à un fils ; mais néanmoins il
restit en la disposition des parens de les don-
ner aux fils qu'ils voudroient , même aux
plus jeunes à l'exclusion des aînés, ou à tels
qu'ils jugeroient les plus dignes & les plus
capables de conserver la succession , afin
qu'elle ne fût pas dissipée.

Combien plus ne sommes-nous pas obli-
gés d'avoir soin de notre Empire qui se trou-
ve aujourd'hui , ainsi que chacun sçait ,
beaucoup plus étendu par la grace de Dieu ?
Aussi avons-nous jugé à propos de faire cette
Loi & disposition , suivant laquelle il dé-
pendra toujours de la volonté du Souverain
régnant de donner la succession à qui il vou-
dra , comme aussi de déposer celui qu'il au-
ra nommé , s'il s'en trouve incapable dans
la suite ; afin que les enfans & successeurs
étant par-là tenus en bride , ils ne s'aban-
donnent pas à une méchanceté pareille à
celle dont notre fils étoit coupable.

A CÈS CAUSES , nous ordonnons que
tous nos fidèles Sujets , tant Ecclésiastiques
que Séculiers , sans nulle exception , confir-
ment par serment notre présente Ordonnance

416. *Petrovitz Czarevitz*
devant Dieu & son saint Evangile , & ce-
la en telle sorte , que tous ceux qui s'y op-
poseroient ou qui voudroient l'expliquer au-
trement , seront réputés pour traitres , & su-
jets à la peine de mort & au ban de l'E-
glise.

Fait à Preobrasinski le 5. Février 1722.

Signé , P I E R R E.

A l'égard de ceux que le Czarewitz
accusa , les premiers qu'on arrêta &
qui furent mis à la question , en accu-
sèrent d'autres : ceux-ci en découvi-
rent à leur tour ; ainsi l'on vit une nom-
breuse liste de personnes touchées de
l'infortune du Czarewitz qui avoient
tenu des discours indiscrets ; sur ce fon-
dement l'on prétendit qu'ils étoient
coupables ; il s'en trouva de tout rang ,
de tout sexe , de tout âge. Le Czar les
abandonna à la sévérité des Loix : les
uns furent roüés , d'autres pendus , d'au-
tres décapités , d'autres empalés ; enfin
quelques-uns eurent ou les *Knouts* , ou
les *Bagdogis* , & il y en eut d'exilés le res-
te de leurs jours dans la Sibirie. Quant
à la Czaritze disgraciée , mere du mal-
heureux Prince *Alexis* , & à la Princef-
se *Marie* sœur de Sa Majesté Czarien-
ne convaincuës d'avoir eu connoissan-
ce de ce mystere d'iniquité , la premiè-

condamné à mort par son pere. 427

re changea de Couvent , & on la renferma dans un Monastere sur le bord du *Ladoga* , & l'autre fut renfermée dans le Château de *Slentelbourg*.

Le Bagdogi dont on vient de parler , *badog* ou *battock*, est un châtimement qui est en usage en Moscovie , à peu près comme la bastonnade chez les Turcs ; c'est le supplice dont on punit les fautes les plus légères : car le *Knout* est la peine des fautes plus considérables. Voici en quoi il consiste. La punition par les *Battocks* s'exécute en cette maniere. On commence par dépouiller le criminel , puis on le couche par terre sur le ventre , & on lui étend les bras & les jambes. Il y a deux hommes commis pour cela qui le foient sur le dos & sur les cuisses avec les *battocks* , qui sont des verges de la grosseur du petit doigt pour le moins. L'un d'eux se met sur la tête du patient qu'il tient entre ses genoux , tandis que l'autre tient ses jambes dans la même posture ; & s'il arrive qu'il se débatte , & ne souffre pas avec patience , on ordonne deux autres personnes pour lui tenir les mains étendues , pendant que ceux qui sont sur sa tête & sur ses jambes frappent alternativement sur son dos avec leurs *battocks* ;

comme des Maréchaux sur une enclume, jusqu'à ce que leurs verges soient en pièces ; après quoi ils en prennent de fraîches, & ils ne cessent point de frapper que le dos ne soit meurtri, & que celui qui préside à cette exécution ne dise que c'est assez ; ce qui arrive tantôt tôt, tantôt plus tard. Les Seigneurs & les Païsans sont également sujets à cette sorte de punition, qui est quelquefois exercée d'une manière si sévère, que le patient en meurt. Tous ceux qui ont de l'autorité sur les autres, comme les Seigneurs, les Gentilshommes, les Officiers, & les Maîtres ont droit d'infliger cette peine ; & ils le font sans autre forme de Procès pour le moindre mécontentement ou la moindre faute. Il y a deux choses qui doivent être toujours observées dans ce supplice ; l'une, que celui qu'on punit de cette manière doit crier *vinavat* ; c'est-à-dire, confesser qu'il est coupable, ou bien il est battu jusqu'à ce qu'il l'avoue. La seconde, qu'après que l'exécution est faite, le patient doit baiser les mains & les genoux de celui qui l'a ordonnée, toucher la terre avec le front devant lui, & le remercier de ce qu'il ne l'a pas fait battre davantage. C'est ainsi que le Ca-

condamné à mort par son pere. 429

pitaine Perry explique cette punition dans son Etat présent de la grande Russie , page 262. & dans les suivantes.

Le *Knout* est une autre espece de supplice beaucoup plus cruel que celui des *battocks*. Voici ce qu'en dit Perry dans son Etat présent de la grande Russie , page 264. La punition par le *Knout* ne peut être ordonnée que par forme de Justice devant quelque Gouverneur ou Juge , ou par l'ordre de quelque personne de grande considération ; & elle est rarement exécutée par d'autres que par un Bourreau.

Le *Knout* est une courroïe de cuir , épaisse & dure , de la longueur d'environ trois pieds & demi attachée par un bout à un bâton long de deux pieds , par le moyen d'une espece d'anneau qui le fait joier comme un fléau. Il y a deux manieres d'infliger ce châtiment. La premiere , est pour les crimes les moins odieux : Dans celle-ci le criminel ayant la chemise levée , est mis sur le dos d'un autre homme , & reçoit du Bourreau autant de coups qu'il est ordonné par le Juge. A chaque coup que le Bourreau donne , il fait un pas en arriere , & un autre en avant , & il frappe avec tant de force , que le sang coule à chaque

coup , & qu'il se fait sur la peau une élevure de la grosseur du doigt. Ces Maîtres , comme les Moscovites les appellent , sont si adroits , qu'il arrive rarement qu'ils frappent deux coups sur le même endroit : ils les appliquent l'un à côté de l'autre , depuis le haut des épaules jusqu'au milieu des fesses.

La seconde & la plus rigoureuse maniere de donner le Knout , (qu'on appelle Pine ,) est lorsqu'on lie les deux mains du patient derrière le dos , & par le moyen d'une corde qu'il tient à ses mains , on l'élève en haut pendant qu'il a un poids fort pesant attaché aux jambes. Quand il est ainsi haussé , ses épaules se demettent , & ses bras viennent par-dessus sa tête , & alors l'Exécuteur lui donne (de la maniere qu'on a déjà dit) autant de coups qu'il est ordonné par le Juge. Cela se fait ordinairement de telle sorte , qu'il y a un espace de tems entre chaque coup , & dans l'intervalle un *Subdiackschick* ou Ecrivain qui examine le patient , pour sçavoir toutes les circonstances du crime dont il est accusé ; s'il a des complices , ou s'il est coupable de quelques autres crimes que ceux dont il est accusé , comme trahisons , vols , meurtres , & dont on igno-

condamné à mort par son pere. 431

re les auteurs. Quand cela est fait , le Bourreau le descend , lui remet les bras , & on le laisse aller , ou bien on le renvoye en prison.

Mais lorsque le crime dont un homme est accusé est regardé comme capital , & tel qu'il mérite la mort , il y a encore une autre sorte d'examen. On allume un feu médiocre tout près du gibet , & comme on ne peut pas toujours prouver que l'Accusé soit coupable , après qu'on l'a tiré du lieu où il a souffert la premiere punition , s'il dénie ou le tout , ou une partie de ce dont il est accusé , on lui lie les pieds & les mains , & on l'attache comme sur une broche à un long bâton qui est tenu par un homme de chaque côté. L'Accusé a le dos brûlé par ce feu , & pendant ce tems-là l'Ecrivain l'examine pour lui faire confesser tout , & met par écrit toutes ses réponses. Lorsqu'un homme est chargé de quelque grand crime , & que la preuve n'est pas claire contre lui , s'il ne peut pas soutenir ces divers tourmens pendant trois fois qui sont assez souvent éloignées l'une de l'autre de trois ou quatre semaines , & qu'il se confesse coupable , ou que les réponses qu'il a faites pendant qu'il a été

432 *Petrovitz Czarevitz*

exposé à ces tourmens ne soient pas jugées claires & satisfaisantes , on le fait mourir ; mais s'il a la force de les soutenir sans se confesser coupable , ou qu'on ne puisse pas prouver autrement qu'il le soit , on le décharge alors.

Telle est l'histoire de l'infortuné Czarewitz , & de ceux qui avoient voulu le favoriser. Il fut jugé & condamné à mort. La seule clémence que le Czar exerça envers lui , fut de lui épargner par la voie du poison l'horreur de son supplice.

On auroit applaudi au Czar , si après cette Sentence il se fût borné à déclarer le Czarewitz incapable de lui succéder. Sa gloire , le bonheur de ses Peuples, auroient paru les grands motifs qui l'auroient animé ; mais quand on lui voit ravir la vie de son fils par une mort violente , tandis que tant de raisons excitoient sa clémence ; raisons soutenues de la tendresse paternelle ; cette inhumanité défigure les traits de Grand Monarque , de pere du Peuple. On ne voit plus qu'un ambitieux prêt à tout sacrifier à sa passion.

Personne n'a travaillé avec plus de succès à la gloire du Czar , que M. Aroüet dans son Histoire de Charles XII. Le
parallele

condamné à mort par son pere. 433

parallele qu'il fait du Czar & de Charles, forme un beau contraste.

Ce fut, dit-il, le 8. Juillet de l'année 1709. que se donna cette Bataille décisive de Pultowa entre les deux plus célèbres Monarques qui fussent alors dans le monde. Charles XII. illustre par neuf années de victoires ; Pierre Alexiowitz par neuf années de peines prises pour former des troupes égales aux troupes Suédoises : l'un glorieux d'avoir donné des Etats ; l'autre d'avoir civilisé les siens : Charles aimant les dangers, & ne combattant que pour la gloire ; Alexiowitz ne fuyant point le péril, & ne faisant la guerre que pour ses intérêts : le Monarque Suedois libéral par grandeur d'ame ; le Moscovite ne donnant jamais que par quelque vûe : celui-là d'une sobriété & d'une continence sans exemple, d'un naturel magnanime, & qui n'avoit été barbare qu'une fois ; celui-ci n'ayant pas dépouillé la rudesse de son éducation & de son Pais ; aussi terrible à ses Sujets qu'admirable aux étrangers, & trop adonné à des excès * qui ont même abrégé ses jours. Charles avoit le titre d'Invincible qu'un moment pouvoit lui ôter ; les Nations avoient déjà

* De vin & d'amour.

donné à Pierre Alexiovitz le nom de Grand , qu'une défaite ne pouvoit lui faire perdre , parce qu'il ne le devoit pas à des victoires.

Voilà des défauts & de grandes qualités dans l'un & dans l'autre ; où sont les plus grands défauts , où sont les plus grandes vertus ? Le Lecteur fera cette balance ; ce qui la fera emporter du côté du Czar , indépendamment du grand succès qu'il a eu , c'est qu'il avoit plus de jugement que Charles.

J'ajouterai les Vers que la Comtesse de Konismarc a faits à la louange du Roi de Suede.

A la table des Dieux , Mercure louoit fort

Le jeune Monarque du Nord ;

Et parlant des Héros qui regnent sur la terre ;

Mars le Dieu de la Guerre

Vantoit sur-tout ses lauriers ;

Et Jupiter fut des premiers

A faire remarquer sa bonté , sa clémence ;

Sa piété , sa tempérance

Si rare parmi les Guerriers.

Minerve applaudissoit sans cesse

A sa prudence , à sa sagesse.

Ce Roi-là , dit Momus , n'est ma foi pas un sot.

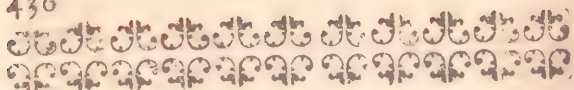
Enfin tous ces Dieux-la raisonnant sur sa gloire,

condamné à mort par son pere. 435

Le plaçoient par avance au Temple de mémoire,
Mais Bacchus ni Vénus n'en dirent pas un mot.

C'est cette Comtesse qui étant attachée au feu Roi Auguste par des liens plus forts que ceux du respects & de la soumission, dans le tems que les affaires de ce Monarque étoient dans une mauvaise situation, voulut les rétablir par une négociation qu'elle tenta de faire avec le Roi de Suede. Voici ce que dit M. de Voltaire dans l'Histoire de Charles XII. Le Roi de Suede refusa constamment de la voir; Elle prit le parti de se trouver sur son chemin, dans les fréquentes promenades qu'il faisoit à cheval. Elle le rencontra un jour dans un sentier fort étroit: elle descendit de carrosse dès qu'elle l'aperçut. Le Roi la salua sans lui dire un seul mot, tourna la bride de son cheval, & s'en retourna dans l'instant; de sorte que la Comtesse de Kohnsmarc ne remporta de son voyage que la satisfaction de pouvoir croire que le Roi de Suede ne redoutoit qu'elle.

Cette Comtesse est la mere du Comte de Saxe, qui est au service de la France, & qui s'y est distingué: Elle est célèbre par son esprit & par sa beauté.



MAJORAT DE RYE.

VOICI une Cause d'une espece nouvelle. Nous n'avons pas encore vû parmi nous des substitutions de ce modele. Un Testateur jaloux de conserver son nom , ses armes , ses biens dans sa famille , s'épuise à trouver des moyens pour les substituer perpétuellement & à l'infini. Combien d'expressions n'emploie-t-il point , de combien de redites n'use-t-il pas ? Précisément dans le tems qu'il s'efforce de rendre sa pensée le plus clairement , il la voile avec une telle obscurité , qu'il semble avoir voulu exercer l'esprit des Avocats , & la pénétration des Juges. Il a institué bien nettement deux ordres de substitution ; on a voulu qu'il en ait institué un troisiéme ; mais pourquoi n'a-t-il pas tracé ce troisiéme ordre aussi clairement que les deux premiers ? A-t-il voulu qu'on devinât sa pensée , ou qu'on achevât de l'éclaircir ? Que lui auroit coûté d'ôter les nuages dont il l'a enveloppé ? A-t-il voulu que son Fideicommiss fût éteint après les deux

ordres de substitution expirés? Ou a-t-il voulu qu'il s'en renouvelât un troisième? S'il a voulu former ce troisième ordre, a-t-il appelé celui qui étoit le plus proche de lui, ou celui qui étoit le plus proche du dernier substitué? Le Parlement sans s'attacher à dénouer ces questions obscures, a coupé le nœud Gordien.

Au reste que les gens du monde qui lisent mon Ouvrage ne s'effrayent point de ces questions abstraites, je ne leur demande qu'une médiocre contention d'esprit; il ne tiendra pas à moi qu'ils ne deviennent dans cette matière aussi sçavans que les Avocats. Après tout quelles sont les épines de leur science? Ce sont les mots consacrés, l'obscurité du texte, que des Commentateurs encore plus obscurs veulent éclaircir; nous nous servirons du flambeau du bon sens.

Comme je ne laisserai à mes lecteurs aucun mot sçavant que je ne l'explique, l'application que je leur demande ne sera pour eux qu'un jeu.

Un Majorat est une disposition Espagnole par laquelle une personne dans la vûe de conserver le nom, les armes, & la splendeur de sa Maison, laisse ses biens, ou un immeuble à une Famille,

pour y être déferés par ordre successif perpétuellement en entier à l'aîné le plus proche.

Les mâles sont toujours préférés aux femmes dans la ligne directe , comme elles le sont aux mâles qui sont dans la ligne collatérale , à l'exemple de la succession du Roi d'Espagne, qui est le modele des Majorats.

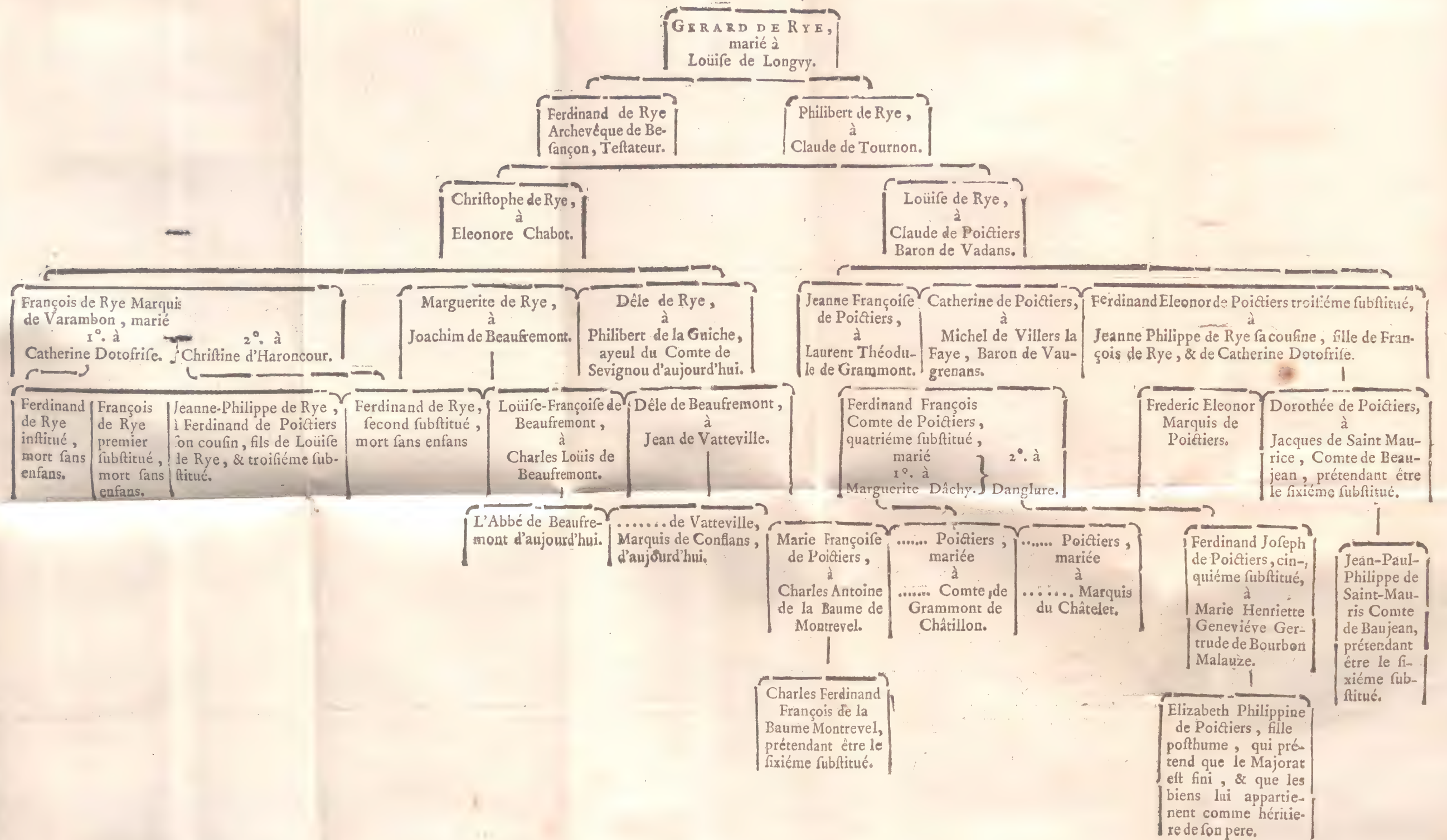
Ferdinand de l'illustre Maison de Rye, Archevêque de Besançon , fit un Testament où l'on prétend qu'il a fait un Majorat. Comme toute la contestation est fondée sur ce Testament , on le rapportera du moins en abrégé ; c'est le monument de la vanité d'un grand Prélat : on dira que ce n'est pas par de tels sentimens qu'il est le Successeur des Apôtres.

On voit dans le Testament , que le Testateur brûloit d'un désir ardent de perpétuer à l'infini la gloire de sa Maison , & de son nom ; son esprit se repa en cent façons ; il épuise toutes les révolutions de la substitution pour venir à ses fins , & il croit par les mesures qu'il a prises conserver ses biens dans sa Maison jusqu'à la fin du monde , & pour rendre plus sensibles toutes ces dispositions , il faut présenter la Généalo-

Analyse
Testa-
ent.

* Le troi-
sième ordre
forme la
question du
Procès.

GENEALOGIE.



gie de ce Testateur , afin qu'on voie les branches dans lesquelles il a fait promener sa substitution.

Comme j'étois dans la Cause pour un des Prétendans , voici l'analyse que je fis de ce Testament.

Ferdinand de Rye , Archevêque de Besançon, illustre par une naissance dont l'origine se perd dans les siècles les plus reculés , encore plus illustre par son mérite personnel , fait son Testament le 15.

Analyse
du Testa-
ment.

Jun 1636. Nul ouvrage dont un grand homme soit plus jaloux que de son Testament. Ce Prélat témoigne qu'il est transporté du désir de conserver dans sa Famille ses biens , & la splendeur de sa Maison : *Je désire grandement* , dit-il , *que le nom , les armes , & la splendeur de notre Maison de Rye soient conservés à perpétuité.* Voilà son principal objet , voilà ce qui l'a obligé préférablement à tout autre motif de faire un Fideicommis perpétuel , & graduel. Pour remplir ce dessein , il fait trois ordres de substitution. * Voici le premier ordre : il institue Ferdinand de Rye son filleul , son arriere-petit-neveu , fils de François de la Pallud , Marquis de Varambon son petit neveu ; & au cas que cet institué fût mort , ou qu'il ne pût ,

* Le troisième ordre forme la question du Procès.

ou voulût recueillir la succession , ou qu'il fût Religieux ou lié aux Ordres sacrés , il appelle François de Rie son cadet , & à son défaut le cadet de celui-ci , & subsécutivement celui qui le suivra en ordre.

Il exige que tous les substitués ne soient ni liés aux Ordres sacrés , ni Religieux ; il veut que ses biens soient conservés & maintenus à perpétuité , sans qu'on en puisse rien distraire pour les causes mêmes les plus favorables ; détraction de quarte , œuvre pieuse , rançon , rachat de prison , ou restitution de dot. Il veut & entend que tous ses biens soient toujours tenus entièrement , & pour le tout par une seule personne mâle portant le nom , & les armes de sa Maison , laquelle qualité de mâle est tenue pour répétée dans tous les cas , & degrés qui pourront arriver touchant son Fideicommiss.

Il veut que ce Fideicommiss soit graduel , successif , perpétuel jusqu'à l'infini , & n'ayant d'autre vûe que de lui donner un nom de dignité , il l'appelle un Majorat. Il veut , dit-il , qu'il s'étende au-delà du quatrième , du dixième , & du centième degré ; il entend que dans le progrès que son Fideicom-

mis feroit dans ce premier ordre : *L'aîné soit préféré au puîné, & le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon droit au plus éloigné.* On rapporte scrupuleusement les mêmes termes. Il explique clairement que lorsqu'une ligne de descendants par mâles viendra à manquer, il appelle la ligne prochaine de descendant par mâles.

Et parce que parmi ces descendants, il y avoit une substitution qui est celle de la Pallud qui les regardoit, la jalousie qu'il a de conserver son nom, & d'en éviter la confusion avec celui de la Pallud, l'engage à défendre expressément que les deux substitutions soient réunies sur une même tête. Il veut que celui qui aura recueilli la substitution de la Pallud, abandonne son Fideicommis. Il n'excepte de cette loi que Ferdinand de Rye qu'il a d'abord institué, François son frere qu'il lui a substitué, & celui qui se trouveroit être le seul dans ce premier ordre qui resteroit de cette tige. Il répète dans cette première vocation, qu'il exige la qualité de mâle descendant par mâles, pour pouvoir recueillir son Fideicommis.

Après avoir expliqué toutes les qualités & conditions qu'il désire, il pre-

voit que ces mâles descendans par mâles de son agnation , c'est-à-dire , de sa Famille caractérisée (parce qu'elle porte naturellement son nom) pourroit manquer. Dans ce cas il établit un second ordre de substitution en faveur des mâles descendans par mâles de Louïse de Rye , qu'il appelle sa bien-aimée nièce , & qui étoit mariée à Claude de Poitiers , Baron de Vadans. Il préfère ces descendans non-seulement aux mâles des descendans par filles des premiers substitués , mais encore aux mâles descendans de deux de ses nièces , mariées dans les Maisons de la Guiche , & Beaufremont.

Il veut donc que son Fideicommis retourne aux mâles descendans par mâles de Louïse de Rye , & dans ce passage de son Fideicommis à ce second ordre , voici la règle qu'il veut qu'on suive : il entend qu'on préfère l'aîné au puîné , & le plus prochain de Louïse de Rye au descendant qui en est le plus éloigné. La même jalousie qui l'a obligé d'empêcher la confusion de son nom avec celui de la Pallud dans le premier ordre , l'engage d'ordonner dans le second ordre , que celui qui aura la substitution de Vadans affectée à la Mai-

son de Poictiers, ne pourra posséder son Fideicommiss.

Le Marquis de la Baume, & le Comte de Beaujean * ont dit, qu'il sembloit *Deux Prétendans.
que le Testateur lisoit dans l'avenir, & qu'il prévoyoit que ce second ordre viendrait à manquer. Toujours transporté du désir de conserver son nom, il institue selon eux, un troisième ordre, & au défaut des mâles descendans par mâles dans le second ordre, il appelle les mâles descendans par filles de Louïse de Rye. C'est ainsi qu'il s'explique, après avoir dit que son Fideicommiss passera aux mâles descendans par mâles de Louïse de Rye: *Voulant que de-là, poursuit-il, il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement, à la charge de prendre & porter le nom, & armes de notre Maison de Rye.* Voilà où ils puisent la vocation de ce troisième ordre. Comme son principal objet est de faire un Fideicommiss perpétuel, graduel, & qu'il a lieu de croire après les ordres de substitutions qu'il a formés, que son Fideicommiss sera infini, il déclare expressément, *que sa substitution n'est pas seulement vulgaire, mais fidei-commissaire, compendieuse, mais la substitution la plus propre à perpétuer ses*

*biens aux descendans mâles , tant médiate-
ment qu'immédiatement.* Il ne pouvoit pas
appeller plus clairement , disent le Mar-
quis de la Baume & le Comte de Beau-
jean , le troisième ordre de substitution
en faveur des mâles descendans par fil-
les de Louise de Rye.

Il fait ensuite le dénombrement des
biens , des Terres , & Seigneuries qui
composent son Fideicommiss. Ici il
marque encore la jalousie qu'il a de
la conservation de son Fideicommiss
dans son intégrité , il songe même à
l'augmenter par l'épargne des biens , &
des revenus des substitués pendant leur
minorité. Il embrasse alors dans son
idée tous les substitués , *dans le premier ,
second & ultérieur degré.* Ce sont ses ter-
mes. On veut qu'il désigne encore par-
là les trois ordres de substitution. Il ré-
pète qu'il entend que son Fideicom-
miss ne puisse jamais s'aliéner pour quel-
que cause que ce soit , privilégiée ou
non.

Il est même si jaloux que les biens
soient conservés à ceux qu'il substitue ,
qu'il en ôte l'administration à leurs pe-
res qui ne sont pas appelés à la substi-
tution. Il nomme un Etranger pour ad-
ministrer les revenus de celui qu'il a

institué pendant la minorité de cet héritier : il prévoit tous les cas dans lesquels son Fideicommiss pourra être recueilli , & il ne veut pas que sous le prétexte de l'autorité paternelle , les pères des substitués *dans le premier , second , ou ultérieur degré* , puissent avoir l'usufruit du Fideicommiss. Voilà l'analyse exacte des causes du Testament qui servent à la décision du Procès.

Voici les propositions qui s'offrent d'elles-mêmes à ceux qui lisent le Testament.

Premièrement , le Testateur a fait un Fideicommiss perpétuel , graduel , infini ; il a pris pour cela toutes les précautions qu'il pouvoit prendre : c'est la baze de son édifice ; & ce Fideicommiss n'est qu'en faveur des mâles ; le sexe est exclus formellement & précisément.

Secondement , sa fin principale est de conserver à perpétuité le nom , la splendeur , & les armes de la Maison de Rye. Il rapporte tout à cette idée ; c'est , pour parler ainsi , le centre où aboutissent toutes les lignes qu'il tire dans le cercle qu'il décrit.

Troisièmement , il a appelé dans son agnation , c'est-à-dire , dans sa Famil-

le qui portoit son nom , les mâles descendans par mâles , à commencer depuis Ferdinand son arriere-petit-neveu , c'est-là le premier ordre de substitution.

Quatrièmement , il a prévu que cet ordre pourroit manquer , & que son Fideicommis qu'il vouloit rendre infini , pourroit s'éteindre , s'il n'appelloit que cet ordre-là , & il a appelé un second ordre ; ce sont les mâles descendans par mâles de Louïse de Rye sa nièce ; c'est-à-dire , dans sa cognation dans une ligne qui ne portoit plus son nom. Il s'ensuit qu'il préfere ces mâles du second ordre , à tous les mâles descendans par filles de ses arriere-petits-neveux & de ses deux autres nièces.

Cinquièmement , afin de rendre son Fideicommis perpétuel , & infini suivant les prétentions du Comte de Beaujean , & du Marquis de la Baume , il a encore songé à établir un troisiéme ordre de substitution pour suppléer au défaut du second ordre ; il a appelé les mâles descendans par filles de Louïse de Rye. Ici Mademoiselle de Poitiers prétend au contraire , que le second ordre de substitution étant épuisé , le Fideicommis est éteint.

Voilà le Testament simplifié : toutes les Loix citées , transportées , amenées par force ne feront jamais évanouir l'intention du Testateur , qui est la seule Loi que l'on doit suivre.

Ce Testateur plein de l'idée de conserver la splendeur de son nom dans les descendans de ses neveux , & de sa nièce au défaut des premiers , a conçu , digéré , & formé un Fideicommiss perpétuel , graduel , infini ; l'avenir s'est dévoilé à ses yeux pénétrants , il a voulu se munir contre tous les coups du sort qui pouvoient déranger son système. Il n'a pas été moins attentif aux entreprises de la science du Palais , excitée par l'avidité de dévorer une succession opulente. Malgré sa prévoyance , malgré ses précautions , cette science s'efforce aujourd'hui de détruire son projet , d'anéantir ses idées ; elle veut combattre le Testament par le Testament-même , & appelle à son secours le texte du Droit , les Commentaires , les Loix Civiles , & étrangères auxquelles elle fait violence ; mais encore une fois la Loi qui doit décider ici , c'est le Testament , Loi claire , & précise.

Voici l'histoire du Fideicommiss qui est l'objet du Procès. Il a été recueilli

par Ferdinand de Rye institué , arriere-perit-neveu du Testateur. Cet institué est mort sans enfans : François son frere , & Ferdinand de Rye leur cadet l'ont possédé successivement , & n'ont point laissé de postérité. La mort a fait cette croisson en peu d'années. Le Fideicommis a passé ensuite au second ordre , c'est-à-dire , à Ferdinand Eleonor de Poitiers fils de Claude de Poitiers , & de Louïse de Rye nièce du Testateur. Il est tombé après cela à Ferdinand François fils de Ferdinand Eleonor , & de là à Ferdinand Joseph fils de Ferdinand François. Ce dernier n'a laissé qu'une fille , qui est Elisabeth Philippine de Poitiers. Le Marquis de la Baume en vertu d'une Ordonnance du Juge de Franche-Comté , s'est mis en possession du Fideicommis comme étant substitué. Mademoiselle de Poitiers s'est pourvûe au Châtelet , où elle obtint une Sentence qui cassa l'Ordonnance du Juge de Comté. Cette contrariété de Procédure a donné lieu à un Règlement de Juges , & à un Arrêt du Conseil du 30. Avril 1718. qui renvoye les Parties au Châtelet. Le Marquis de la Baume y a été condamné par défaut , & s'est rendu Appellant à la Grand' Cham-

bre. Mademoiselle de Poitiers soutient que le Fideicommiss est éteint , & qu'étant plus proche héritière & plus habile à succéder, elle le doit recueillir comme des biens libres. Au contraire deux Prétendans , tous deux descendans par filles de Louïse de Rye, soutiennent qu'il s'ouvre un troisième ordre de substitution, où ils disent qu'ils sont appelés l'un à l'exclusion de l'autre ; le Marquis de la Baume comme plus proche du dernier possesseur, & le Comte de Beaujean comme plus proche héritier de Louïse de Rye. Si l'on oloit comparer la volonté du Créateur à celle de la créature , on diroit que le Testament d'un homme éprouve souvent au Palais le même sort qu'à eu dans l'Eglise le Testament d'un Dieu , dont une institution claire , & précise n'a pas été à l'abri des hérésies inventées par un esprit d'orgueil , & d'indépendance ; une volonté évidente d'un Testateur est souvent en proie aux erreurs suscitées par la cupidité.

Voici comment la Comtesse de Poitiers soutint sa prétention par le ministère de M^e. Tartarin.

Il est évident ; dit ce Défenseur , qu'il n'y a dans le Testament que deux

Moyens de
la Comtesse de Poitiers.

vocations de mâles. Premièrement, des mâles descendans par mâles des petits-neveux du Testateur. Secondement, des mâles descendans par mâles de Louïse de Rye & de Claude de Poitiers. Ces deux vocations épuisées, le Fideicommiss est éteint, & les biens sont libres. On avoue que le progrès de la substitution devoit être infini suivant les vûes du Testateur ; mais c'est tant qu'il restera quelques descendans mâles dans les deux vocations qu'il a faites ; & si ces substitutions ont été terminées en moins d'un siècle, il ne s'ensuit pas qu'on doive donner à cause de cela une nouvelle perpétuité à cette substitution bornée par le Testament aux deux vocations. Le Testateur s'est trompé dans ses vûes & dans ses espérances. La Providence s'est jouée de ses desseins, en bornant sa postérité qu'il a crû infinie, dans les deux vocations ; il voyoit trois arriere-petits-neveux dans la puissance de François de Rye, Marquis de Varambon leur pere, & il voyoit des enfans issus du mariage de Louïse de Rye qu'il appelloit. Le premier ordre étant épuisé, comment n'auroit-il pas pensé que tant de Têtes seroient les fondemens solides d'une sub-

stitution graduelle, perpétuelle, infinie ? Comment a-t-on prétendu après que le Testateur a appelé deux ordres de substitution avec la dernière clarté, qu'il faille deviner qu'il a appelé un troisième ordre par des expressions obscures auxquelles l'on donne la torture ? Ne se feroit-il pas expliqué avec une pareille clarté, avec d'autant plus de raison, qu'il se feroit agi d'une troisième vocation des mâles descendans par filles de Louïse de Rye, après qu'il a marqué son aversion pour le sexe dans les deux ordres qu'il a appelés ? Persuadera-t-on que les mâles descendans par filles de Louïse de Rye puissent être appelés dans un troisième ordre, tandis qu'on ne voit point que cette expression *de mâles descendans par filles de Louïse de Rye*, soit employée par le Testateur ? Cette expression si nécessaire pourra-t-elle se suppléer par le mot générique de *mâles*, tandis qu'on voit que ce mot générique ne s'entend clairement que des deux ordres de substitution ? N'est-ce pas vouloir obliger le Testateur malgré lui à appeler un troisième ordre de substitution qu'on a imaginé ? N'est-ce pas abuser des mots pour les accommoder à une prétention chimérique ?

Mais ce qui mérite une attention particuliere, c'est qu'on fonde un troisieme ordre de substitution, parce qu'on suppose que ces termes: *Wantant que de-là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne, &c.* ont un rapport immédiat à ceux-ci: *Je veux que mondit Majorat, & Fideicommiss de mes biens, passe & retourne aux enfans mâles, & descendans par mâles de ma bien-aimée nièce*: au lieu qu'ils n'ont rapport qu'à ces termes qui précèdent immédiatement: *Préférant l'aîné au puîné, & le plus prochain d'elle ou descendant plus éloigné.*

Il y a dans cette clause trois parties qu'il faut distinguer. La premiere établit en général la qualité de ceux qui doivent recueillir successivement dans ce second ordre les biens du Testateur. *Je veux que mondit Fideicommiss passe & retourne aux enfans mâles, & descendans par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée nièce.* Cette qualité de mâles & descendans par mâles, est nécessaire à tous ceux qui profiteront de ce Majorat dans ce second ordre de substitution.

La seconde partie marque quel est celui qui doit préféablement recueillir le fideicommiss; c'est l'aîné, c'est

le plus proche descendant de Louïse de Rye : *préférant l'aîné au puîné , & le plus prochain descendant d'elle au plus éloigné.* Lorsque cette substitution passoit de la Maison de Rye à celle de Poitiers , il étoit naturel de préférer l'aîné & le plus prochain descendant de Louïse de Rye au plus éloigné ; mais ces termes n'ont rapport qu'à la premiere ouverture de ce Fideicommiss qui se faisoit dans la Maison de Poitiers , puisque dans l'ordre de toutes les substitutions on fait succéder l'aîné & le plus prochain par rapport au dernier substitué.

La troisiéme partie indique ceux auxquels le Fideicommiss doit passer , après qu'il aura été recueilli par cet aîné & plus prochain , & voulant que *de-là il passe de mâle en mâle , de degré en degré , de ligne en ligne perpétuellement.* C'est de-là , c'est-à-dire, de cet aîné & de ce plus prochain descendant de Louïse de Rye dont on vient de parler , qu'il doit passer de mâle en mâle , de degré en degré , de ligne en ligne perpétuellement. Ces mâles , ces degrés , ces lignes sont des descendants mâles par mâles de Louïse de Rye , puisqu'ils sont seuls appelés. Le Testateur le déclare dans les premiers termes qui reglent ce second

ordre de substitution ; il le confirme par les derniers , *suivant les lignes masculines.*

Non-seulement le sens légitime du Testament s'éleve contre la vocation du troisième ordre de substitution ; mais tous les principes admis dans la matiere des Fideicommiss se réunissent pour combattre cette prétention.

Peregrinus
Art 1.
n. 26.

Un premier principe en matiere de Fideicommiss , est que celui qui allégué qu'il est appelé à une substitution, doit justifier son droit , & que celui qui défend au Fideicommiss n'a pour sa défense qu'à nier la vocation de celui qui prétend recueillir le Fideicommiss. *Fideicommissum alleganti onus probandi incumbit , nam facti est , ac ideo probatione indiget, & quia negantis intentio in solâ negativa fundata est , ideoque reo sufficit dicere nullum extare Fideicommissum , vel quod substitutio in eo casu non loquatur.* Il suffiroit suivant ce principe , qu'on ne pût trouver aucune vocation expresse du troisième ordre , pour ne pas l'admettre.

Peregrinus
ibidem
n. 27. &
23.

Le second principe est lorsqu'il s'agit de gréver un héritier ou un substitué ; on ne fait point d'extension d'une personne à une autre , ni d'un cas à

un autre ; & ainsi lorsqu'il n'y a que les fils chargés de substitution , on ne présume point que les petits-fils en soient chargés. Le cas omis par le Testateur est présumé n'être jamais entré dans sa disposition ni dans son intention , & cela malgré toutes les présomptions qu'on peut alléguer pour appliquer la disposition du Testateur , au cas qui a été omis. *Quia in materiâ strictâ , & onerosâ filii appellatio nepotem non continet : si casus dispositivus non eveniat , Fideicommissum non debetur , & alius casus eveniens qui fuit omissus , habetur pro omissso , quamvis magna præsumptio sit in eum quoque casum testatorem fideicommittere voluisse.*

Ainsi on ne déferé pas aux conjectures ni aux apparences pour étendre un Fideicommiss à une personne qui n'est point appelée , à un cas qui n'est point déclaré ni prévu. Ici la vocation restreinte aux mâles descendans par mâles à la ligne masculine , soit des neveux du Testateur , soit de Louise de Rye sa nièce, épouse de Claude de Poitiers, exclut absolument toutes les présomptions de la vocation d'un mâle descendant d'une fille issue de Rye , & par conséquent bien loin qu'il puisse y avoir des

présomptions en faveur du Marquis de la Baume , ou du Comte de Beaujean, leurs prétentions sont formellement exclues & condamnées par les termes du Testament.

Peregrini-

mus n. 4.

Le troisieme principe est , que s'il est vrai que tout est favorable pour empêcher qu'un Fideicommiss ne périsse dans son origine , il est aussi certain que lorsque le Fideicommiss a eu une fois lieu , on ne peut admettre les conjectures qui servent à le proroger. *Sed cum Fideicommissum suum recepit firmitatem, minus quam possibile est, proferri ad heredis gravamen.*

Le Fideicommiss dont il s'agit a passé de l'héritier institué à ses deux freres ; de ces deux freres il a été transmis successivement au fils , au petit-fils , & à l'arriere-petit-fils descendans en ligne masculine de Louïse de Rye, & de Claude de Poitiers. Après une pareille suite de degrés , on ne doit admettre aucune interprétation pour le proroger , à moins qu'elle ne soit fondée sur les termes précis du Testament ; mais on l'a prouvé , tous les termes de ce Testament bannissent absolument l'idée de cette extension , en bornant la substitution à la ligne masculine.

Un

Un quatrième principe tiré de M^c. Charles Dumoulin §. 16. de l'ancienne Coutume de Paris, n. 3. (a) est que dans les dispositions, soit testamentaires, soit contractuelles, le terme d'enfans mâles ne comprend jamais les mâles issus d'une fille, lorsque la disposition est faite en faveur de l'agnation, & qu'elle est faite en faveur des mâles à l'exclusion des filles & de leurs descendants.

On ne peut douter dans l'espece dont il s'agit, que le Testateur n'ait d'abord considéré sa propre agnation en appelant ses neveux & les descendants mâles par mâles de ses neveux; qu'au défaut de cette première agnation, il n'ait subrogé l'agnation de la Maison de Poitiers, en appelant les mâles descendants par mâles de sa nièce. S'il est naturel qu'un Testateur soit frappé du désir de conserver sa propre agnation, il n'est point extraordinaire qu'après l'extinction de tous les mâles de son nom, ayant déferé ses biens à une per-

(a) *Et quod dictum est appellatione liberorum masculorum non contineri masculos ex femina, verum est in dispositione sive testamenti, sive contractus, facta contemplatione agnationis, & collata in descendentes masculos ad exclusionem feminarum, & descendantium ex eis.*

homme qui n'est point de son agnation ; il ait considéré & borné sa substitution à ceux qui seront de l'agnation de son héritier ou de son substitué qui est devenu la sienne propre par l'adoption qu'il a fait de ce substitué à son nom & à son agnation.

Le même Auteur au n. 6. (a) établit que lorsque dans une dernière disposition, les enfans ou les descendans mâles se trouvent dans la condition ou dans la disposition ; cela se doit toujours interpréter des mâles descendans des mâles, & non des mâles descendans d'une femme.

L'exemple qu'il en rapporte (b) est

(a) Quando in ultimâ voluntate liberi, vel descendentes masculi ponuntur, sive in dispositione, sive in conditione, intelligitur de masculis descendentibus ex masculis, & non de masculis descendentibus ex feminis.

(b) N. 6. Testator carens liberis habens duos fratres, instituit majorem heredem ; & quando-
cumque decesserit sine filiis, vel ejus filii sine descendentibus masculis, substituit ei fratrem minorem, vel ejus filios sive descendentes masculos ; in omnibus enim istis substitutionibus verbum liberi vel descendentes masculis, præsupponit solum pro descendentibus ex masculo ; ita quod ex parte instituti, si frater vel filius institutus decedat, relicto nepote ex filia præmortuâ, deficere substitutionem etiam filio impositam ; & è converso ex parte agnati substituti, non censentur vocati ad substitutionem ne-

D'un Testateur qui institue héritier l'aîné de ses freres , & en cas qu'il décède sans laisser de fils , ou que ses fils meurent pareillement sans laisser de descendants mâles , substitue un second frere ou ses fils , & ses descendants mâles ; il prétend que dans ces sortes de substitutions , ce terme *enfants* ou *descendants mâles* , s'applique toujours aux descendants par mâles ; en sorte que si le frere institué ou son fils vient à décéder en laissant un petit-fils issu d'une fille , la substitution passe à l'autre frere ou à ses descendants mâles ; & qu'au contraire le fils issu d'une fille du second frere substitué , ne peut recueillir la substitution , qui ne peut parvenir qu'aux mâles issus de mâles , & qu'à leur défaut la substitution devient caduque , & que les biens appartiennent à l'héritier du grévé sans aucune charge de substitution.

Rien de plus favorable que cette décision & cet exemple par rapport à l'espece dont il s'agit. Il n'y a dans le Tes-

potes ex filiâ substituti præmortui, sed solus substitutus si supervivat, vel ejus masculi ex masculis; quibus deficientibus, caduca efficeretur substitutio, & remanent bona penes heredem gravati sine hoc onere.

tement de Ferdinand de Rye de voca-
 tion que pour les mâles; ce sont les des-
 cendans mâles de la Maison de Rye qui
 sont premierement appellés à la substitu-
 tion; ensuite les descendans mâles de
 Louïse de Rye & de Claude de Poic-
 tiers au défaut des mâles descendans des
 neveux du Testateur; ainsi aux ter-
 mes de cette décision, un fils issu d'une
 fille de l'un des neveux du Testateur
 n'auroit pas fait manquer la substitu-
 tion faite au profit des mâles descen-
 dans de Louïse de Rye & de Claude de
 Poitiers. *Si frater vel filius institutus de-
 cedat, relicto nepote ex filiâ præmortuâ,
 non facit deficere substitutionem etiam filio
 impositam.* Mais d'un autre côté le fils
 d'une fille issue de Louïse de Rye & de
 Claude de Poitiers, ne peut jamais pré-
 tendre être appelé à cette substitution,
 qui ne peut être recueillie que par des
 mâles issus de mâles: *Non censentur voca-
 ti ad substitutionem nepotes ex filiâ, sed solus
 substitutus si supervivat, vel ejus masculi ex
 masculis.* Mais suivant ce même Auteur si
 recommandable par la profondeur de
 sa Doctrine, & par l'autorité que la sa-
 gesse de ses décisions lui a acquise, la
 substitution devient caduque, & les
 biens restent libres entre les mains de

l'héritier de celui qui étoit grévé: *Quibus deficientibus, caduca efficitur substitutio, & remanent bona penes heredem gravati sine hoc onere.*

La seule différence qu'il y a entre l'exemple rapporté par Dumoulin, & celui dont il s'agit, est que dans l'espece de Dumoulin, il n'étoit parlé que de mâles & de descendans mâles, au lieu que les termes du Testament dont il s'agit sont infiniment plus énergiques, & absolument exclusifs des mâles issus des filles. Il est vrai que le Testateur dit d'abord que ses biens seront tenus *par un seul mâle portant le nom & armes de sa Maison*; mais il ajoute précisément que son Fideicommis passera *successivement de degré en degré l'un après l'autre aux mâles descendans par ligne masculine*; il veut que tous les enfans & descendans mâles en ligne masculine de son neveu le Marquis de Varambon, y soient appelés en leur ordre; s'il ne reste plus de mâle descendant en ligne masculine de son neveu, le Majorat & Fideicommis doit retourner aux mâles & descendans par mâles de Louise de Rye & de Claude de Poitiers: Il doit passer de mâle en mâle, & il ajoute qu'il faut suivre toujours la ligne masculine de celui qui aura été son héritier.

Qu'on compare l'espece dont il s'agit avec celle sur laquelle Dumoulin s'est déterminé , on trouvera que cet Auteur ne se détermine que par les présomptions de la volonté du Testateur, qui n'a considéré que l'agnation dans tout le cours de la substitution , au lieu qu'ici il n'y a ni conjecture , ni présomption à rechercher. La volonté du Testateur est précise : les conjectures auroient été nécessaires s'il s'en étoit tenu aux premières expressions de son Testament , qui ne parlent que de mâles en général ; mais lorsque le Testateur ajoute qu'il veut que ces mâles appellés *soient descendus de mâles par ligne masculine* , qu'on *suivra toujours la ligne masculine* , il ne peut plus y avoir d'incertitude & de nuage ; il ne faut point raisonner ni prouver pour conclure que le Testateur n'a fait une substitution qu'en faveur de l'agnation.

Si après l'extinction des mâles descendants par mâles des neveux du Testateur , les mâles de la ligne masculine de Louïse de Rye & de Claude de Poitiers viennent à manquer , il s'ensuit que la substitution est finie , non par les présomptions de la volonté qui ont déterminé le Testateur , mais par

les termes exprès du Testament , qui ne défère la substitution qu'aux mâles descendans par mâles de ces deux Maisons.

Il est vrai que Dumoulin au n. 7. restreint son opinion au cas où la substitution a commencé par un mâle , parce qu'en ce cas il est évident qu'il a considéré l'agnation ; mais qu'il n'en est pas de même lorsque l'institution ou la substitution commence par une fille. Par exemple , si un pere ayant deux filles , les institue héritières , & qu'en cas de décès de l'une de ces filles sans enfans mâles, il ait donné lieu de conjecturer fortement qu'il veuille faire durer la substitution , les mâles issus d'une fille de cette fille la continueront ; & pareillement le petit-fils issu d'une fille de l'autre fille substituée, sera présumé être appelé à la substitution , parce que , dit-il , dès que les descendans , soit d'une héritière instituée , soit de l'autre fille instituée , ne peuvent être dans l'agnation du Testateur , il paroît qu'il n'a point considéré l'agnation , mais la seule qualité de mâle ; & il ajoute que toutes les fois que le Testateur n'a pas eu en vûe l'agnation , le mot de descendant mâle comprend le petit-fils descendant d'une fille.

Le Marquis de la Baume a voulu ti-

rer de très-grands avantages de cette décision de Dumoulin ; mais on peut dire que tous ses argumens tombent absolument par la force des termes du Testament, en supposant même que le Testateur eût institué une de ses nièces pour son héritière ; qu'au défaut des descendans mâles de cette nièce, il eût appelé une autre nièce & ses descendans mâles, dès qu'il a déclaré qu'il n'entendoit parler que de la ligne masculine de ces deux nièces, & des descendans mâles par mâles, & qu'il faut toujours suivre la ligne masculine de son héritier ; il faut que toutes les présomptions cèdent à la volonté formelle & déclarée.

Si le Testateur après avoir fait une substitution graduelle, perpétuelle, & purement masculine entre les descendans mâles par mâles de ses petits-neveux, en étoit demeuré là, il auroit été impossible de proroger la substitution au-delà de la ligne masculine de ses trois neveux ; nulle raison, nulle présomption, nulles conjectures n'auroient été assez puissantes pour faire admettre de nouveaux degrés de substitution, soit au profit des mâles descendans par filles de ses trois neveux, soit au profit des mâles descendans des deux sœurs

du Marquis de Varambon , qui étoient dans le degré le plus proche des institués , soit au profit des mâles descendans de Louïse de Rye qui étoit dans un degré plus éloigné.

Il falloit une disposition bien expresse pour proroger cette substitution au-delà de la ligne masculine de ses neveux. Le Testateur l'a fait , mais uniquement en faveur de la ligne masculine de la Maison de Poitiers , en subrogeant cette ligne à celle de sa Maison & de son agnation ; mais en portant cette substitution à la ligne masculine de la Maison de Poitiers , en faisant cette adoption , il a exclus toutes les filles & descendans des filles de ses propres neveux ; il a exclus deux de ses nièces mariées dans les Maisons Illustres de Baurfremont & de la Guiche , & tous les descendans , soit mâles , soit femelles de ses deux nièces ; il a exclus Louïse de Rye sa nièce , femme de Claude de Poitiers , dans le tems qu'il appelle sa ligne masculine , & qu'il borne sa disposition & son adoption à cette ligne masculine.

Il ne peut être permis d'aller plus loin , ni de former un troisième ordre de substitution que le Testateur n'a point for-

mé , qu'il a même exclus , ni d'admettre une nouvelle adoption à son nom & à son agnation qu'il n'a point ordonnée. Le second ordre de substitution n'a pû avoir d'effet qu'en vertu d'une disposition expresse & disertement expliquée dans son Testament. Le troisième ordre de substitution qu'on compose aujourd'hui , ne peut être admis par de simples conjectures toujours inutiles pour étendre une substitution qui est finie , mais qui sont ici combattues par la volonté formelle du Testateur.

On n'a besoin que de cette volonté expresse du Testateur pour rejeter ce troisième ordre de substitution qu'il n'a point écrit ; comme on n'a eu besoin que de cette volonté pour rejeter la prétention que les mâles des descendans par mâles de Marguerite , & de Dêle de Rye , mariées dans les Maisons de Beauremont & de la Guiche , auroient pû former pour exclure les descendans mâles par mâles de Louïse de Rye , qui étoient dans un degré plus éloigné des institués.

M^e. Tartarin s'efforce d'établir ensuite que l'exemple des Majorats d'Espagne est étranger au Fideicommiss dont il s'agit.

Il dit que la règle la plus certaine , la plus infaillible qui s'observe à l'égard de ces Majorats , est que tant qu'il reste une personne de la famille du Testateur , elle est présumée appelée , quoiqu'elle ne soit point nommée par le Testament, & les personnes nommées n'ont que la préférence sur ceux qui ne sont point appelés ; on fonde ces règles sur l'autorité de Molina , Auteur Espagnol , (a) qui décide qu'il suffit de faire un Majorat , pour vouloir que les biens restent perpétuellement dans la famille ; que celui qui fait un Majorat , est censé faire toutes les substitutions , sans lesquelles ce Majorat pourroit périr en peu de tems ; quoiqu'il ne l'ait pas exprimé , qu'après l'extinction de ceux qui sont nommés , le Majorat passe aux plus proches parens non nommés.

La premiere réponse à cette objection , est que le Testateur a également qualifié sa disposition de Ma-

(a) Louis Molina Jurisconsulte Espagnol , de Vifon dans l'Andalousie , a été en réputation à la fin du seizième siècle , sous le règne de Philippe II. Roi d'Espagne , qui l'employa dans le Conseil des Indes & dans celui de Castille. On a souvent imprimé un Traité de sa façon , qui a pour titre , *de Primogenitis Hispanorum.*

Majorat & de Fideicommis ; que disposant dans un País où les Loix Civiles sont observées , il est censé avoir conformé sa disposition au Droit Romain qu'il connoissoit , & qui s'observoit dans sa Province , & non à des Loix & des règles qui étoient inconnues dans la Franche-Comté , qui étoit le lieu de sa naissance & de son domicile , & dans laquelle tous ses biens étoient situés.

En effet , quoique la Franche-Comté fût soumise à l'Espagne en 1636. lors du Testament de Ferdinand de Rye Archevêque de Besançon , les Loix & les règles établies pour les Majorats d'Espagne ne pouvoient avoir lieu pour l'exécution d'un Fideicommis , ou Majorat fait en Franche-Comté. Les Loix établies par les Majorats d'Espagne sont particulières à ce Royaume. Molina cité par le sieur de la Baume , dit qu'elles ont été établies du tems de la Reine Jeanne dans une Assemblée d'Etats , *in generalibus Comitibus apud Taurum celebratis* ; & ainsi il n'y auroit pas plus de raison d'appliquer les Coûtumes qui ont lieu pour les Majorats d'Espagne aux Majorats ou Fideicommis de Franche-Comté , qu'il y en auroit d'appliquer la Coûtume de Paris pour

régler les biens de la même Province.

Si Ferdinand de Rye Testateur , a qualifié sa disposition de Majorat ou de Fideicommis , c'est pour lui donner un titre plus noble & plus relevé , & non pas pour soumettre son Fideicommis à des Loix inconnues & étrangères à la Franche-Comté , quoique cette Province fût sous la Domination d'Espagne.

En effet , si le Testateur avoit voulu faire un Majorat suivant ces Loix observées en Espagne , & se conformer à ces Loix , il n'auroit point omis la principale formalité prescrite par les Loix , sans laquelle il est impossible de constituer un Majorat.

La formalité indispensable établie par la quarante - unième & la quarante-deuxième des Loix de la Reine Jeanne, *in Comitibus generalibus apud Taurum celebratis* , rapportées par Gomez , est qu'on ne peut établir un Majorat sans la permission du Souverain qui doit précéder l'établissement du Majorat , suivant la Loi quarante-deuxième. Cette formalité n'a jamais été pratiquée à l'égard du Majorat dont il s'agit.

Ainsi l'omission d'une formalité aussi essentielle , suffiroit pour faire tomber tous les argumens qu'on tire des règles

établies pour les Majorats d'Espagne.

On répond en second lieu, qu'en supposant que le Fideicommiss dont il s'agit fût un Majorat d'Espagne, dès qu'il est limité à certaines personnes par la volonté du Testateur, il n'est pas permis de l'étendre à d'autres; c'est dans Molina même qui a fait un Traité du Majorat d'Espagne qu'on puisera les preuves de cette proposition.

Il est vrai que cet Auteur (a) définit le Majorat, un droit de succéder dans les biens qui ont été laissés, à condition qu'ils demeureroient en entier & perpétuellement dans la famille, & qu'ils seroient déferés par ordre successif à l'aîné le plus proche.

Mais ce même Auteur ajoute que cette définition générale ne laisse pas d'être vraie, quoiqu'il y ait des Majorats

(a) Liv. I. c. 3. n. 22. Dicendum erit Majoratum esse jus succedendi in bonis eâ lege relictis, ut in familiâ integra perpetuò conserventur, proximoque cuique primogenito ordine successivo deferantur, nec definitio nostra labefactari ex eo potest quòd aliqui Majoratus inveniantur ubi non filius primogenitus, sed secundo genitus succedit; item non perpetui, sed temporales, & qui ex expressâ testantis dispositione in personâ ultimo loco vocatâ finiuntur; item in quibus una familia non sit vocata, sed plures persone ex diversis familiis ad eorundem successionem invitentur.

institués , à condition que ce ne sera pas l'aîné , mais le cadet qui succédera ; quoiqu'il y en ait de bornés à un certain tems , & qui par la volonté expresse du Testateur , finissent à la personne qui est appelée en dernier lieu , ou dans lesquels ce n'est pas une seule famille qui est appelée , mais certaines personnes de différentes familles.

Ainsi il ne faut point argumenter suivant cet Auteur , de la définition générale à tous ces cas particuliers qu'il marque lui-même , & l'exception que la volonté singulière du Testateur forme à la définition générale , ne la détruit point ; mais cette volonté précise déroge au droit commun des Majorats.

On peut dire que toutes ces exceptions se trouvent dans l'espèce dont il s'agit. Si l'aîné mâle de la Maison de Rye possède la substitution de la Pallud , le Fideicommis du Testateur passera au cadet ; de même si l'aîné mâle de la Maison de Poitiers possède la substitution de Vadans , le cadet recueillera le Fideicommis en question.

Les descendants mâles par mâles des Maisons de Beaufremont , & de la Guiche en sont exclus , quoiqu'ils fussent descendants de l'aîné de la Maison de

Rye , & que les descendans de Louïse de Rye qui leur sont préférés, ne fussent que les cadets.

Ce Fideicommiss , on l'a prouvé , est borné aux descendans mâles par mâles des Maisons de Rye , & de Poictiers ; donc il finit par l'expresse volonté du Testateur , au dernier mâle descendant par la ligne masculine qui a recüeilli ce Fideicommiss , qui est du nombre de ceux qui suivant l'expression de cet Auteur , *in personâ ultimo loco vocatâ finiuntur.*

Enfin ce n'est pas une seule famille qui est appelée , mais plusieurs personnes ; c'est-à-dire , uniquement les descendans mâles par mâles de ces deux Maisons : toutes les autres branches de la famille du Testateur sont rejetées.

On se trouve donc dans toutes les exceptions qui sont autorisées par cet Auteur , & qui dérogent à la définition générale des Majorats. Ce même Auteur convient dans un autre endroit , que la disposition du Testateur déroge aux principes & à la nature des Majorats. *Idque observandum erit quando aliûs Majoratûs institutor voluerit ; pro lege enim servanda erit ejus dispositio , tenorque dispositionis derogabit Majora-*

C. 22. n.
27.

1
1
1
2
9
2
re
el
30

num natura , & observationi.

C'est même ce qui est expressément dit par le quarantième des Loix de la Reine Jeanne : *Nisi aliud fuerit constitutum per illum qui Majoratum constituit , atque ordinavit ; nam in ejusmodi casu præcipimus ut voluntas institutoris servetur.*

M^e. Tartarin traite ensuite une question par surabondance de droit , & prétend prouver que si on veut étendre suivant les principes des Majorats , la substitution créée par le Testateur , Mademoiselle de Poitiers excludroit le Marquis de la Baume , ou le Comte de Beaujean ; mais comme cette question est superflue dans ce Procès , je ne crois pas la devoir rapporter : je dirai seulement que pour soutenir cette opinion , il observe avec quelle foi & quelle religion les Espagnols ont toujours suivi cette Loi des Majorats d'Espagne dans la succession de ce Royaume , que jamais ils n'ont préféré le mâle le plus éloigné , quoiqu'il fût de l'agnation de la famille du dernier Roi. C'est suivant la Loi fondamentale des Majorats d'Espagne , & du premier de tous les Majorats qui est celui de ce Royaume , que les descendants de Marie-Thérèse d'Autriche , Reine de France sous Charles

* Dans
son Testa-
ment.

II. Roi d'Espagne, * ont été préférés aux Princes de la Maison d'Autriche qui avoient pour eux la faveur de l'agnation, mais qui se trouvoient d'un degré plus éloigné. M^c. Tartarin finit en disant que toute substitution finit aussi-tôt que les personnes appellées sont finies, & éteintes. Il n'y a que les mâles des deux Maisons de Rye & de Poitiers qui soient appellés; ainsi par la mort du dernier mâle de la Maison de Poitiers, cette substitution est devenue caduque. On peut dire encore que le Testateur a lui-même terminé expressément cette substitution par les termes de son Testament: il a terminé le premier ordre de substitution lorsqu'il dit: *qu'en cas qu'il ne reste aucun mâle descendant par ligne masculine de son neveu, le Majorat passera aux enfans mâles & descendans par mâles de Louise de Rye*: il a terminé le second ordre lorsqu'il a dit qu'entre les enfans, & descendans de Louise de Rye, *on suivroit toujours la ligne masculine*. Dire qu'on suivra toujours la ligne masculine, c'est dire que cette substitution expirera lorsqu'on ne pourra plus suivre la ligne masculine; toutes les clauses du Testament bornent la substitution à la ligne

masculine de ces deux Maisons. S'il fait un Fideicommiss ou Majorat graduel , perpétuel , & jusqu'à l'infini , dans les premieres clauses , c'est le Majorat ou Fideicommiss *ci-après* ; c'est-à-dire , celui qui est renfermé dans les lignes masculines des deux Maisons qui sont seules appellées. Si à la fin de ces clauses il renouvelle ses idées de perpétuité , c'est au profit des substitués , & leurs descendants *ci-devant nommés*. Il n'a nommé que les mâles descendants de ces deux Maisons ; ainsi non-seulement il n'y a de vocation qu'au profit de ces mâles descendants par mâles ; mais tout est expressement borné & terminé à leurs personnes , par la volonté expresse du Testateur.

Ainsi l'on peut dire que le Marquis de la Baume , & le Comte de Beaujean n'ont aucun moien pour défendre , & pour soutenir leur prétention ; elle est condamnée par les termes formels du Testament : tous les principes & les autorités servent à le reprouver. L'exemple même des Majorats d'Espagne, quoiqu'étranger par rapport à un Testament fait en Franche-Comté , ne fournit pas au Marquis de la Baume le moindre prétexte pour faire valoir l'usurpation.

qu'il a voulu faire des biens substitués par Ferdinand de Rye Archevêque de Besançon : il s'ensuit que le trouble qu'il a apporté au droit, & à la possession de la Demoiselle de Poitiers, ne peut passer que pour une entreprise violente & téméraire, & pour un dessein formel de dépouiller une mineure des biens de son pere, qui lui sont acquis par la nature & par toutes les Loix.

Le Marquis de la Baume, & le Comte de Beaujean s'unirent pour combattre la Comtesse de Poitiers. Dans cette guerre le Marquis de la Baume attaquoit avec des armes qui lui étoient communes avec le Comte de Beaujean, il en employoit encore qui lui étoient particulieres dont ce dernier ne vouloit point faire usage, de peur qu'elles ne nuisissent à sa prétention.

Comme j'étois le Défenseur du Comte de Beaujean, j'employai d'abord les premieres armes ; voici comme je parlai sous le voile d'une premiere Lettre anonime qui fut distribuée dans le Procès. Je fis tous mes efforts pour répandre dans cette question une grande lumiere.

Moyens Mademoiselle de Poitiers soutient
contre-Ma- que les substitués appelés par le Testa-
demoiselle teur se terminent aux mâles descen-
de Poitiers.

dans par mâles de son petit-neveu , & aux mâles descendans par mâles de sa nièce ; que ces deux ordres étant épuisés , les biens sont libres , & qu'elle a droit de les recueillir comme ayant été possédés par le dernier substitué , qui étoit son pere.

Mais cette prétention s'évanouit quand on lit avec attention le Testament , parce qu'on y voit clairement que les deux ordres étant épuisés , donnent la naissance à un troisième ordre , qui est celui des mâles descendans par filles de Louise de Rye.

D'abord une foule de présomptions , & enfin plusieurs démonstrations fondées sur les expressions claires du Testateur , & sur les idées attachées à ces expressions reconnues par tous les hommes , persuadent pleinement que ce troisième ordre est appelé.

Le désir extrême qu'avoit le Testateur de conserver à perpétuité la gloire , & la splendeur de son nom , l'a engagé d'appeler non-seulement les mâles de son agnation , c'est-à-dire , de sa famille qui portoit son nom ; mais encore les mâles de sa cognation , c'est-à-dire , de sa nièce qui étoit entrée dans une famille étrangère. Puisque le troi-

sième ordre de substitution sert à remplir le dessein du Testateur , pourquoy ne pas admettre cet ordre ? L'exclure , n'est-ce pas résister à la volonté qu'il avoit de conserver son nom , volonté qu'il a répétée si souvent , & qui est l'ame de son Testament ?

Il a voulu que son Fideicommis fût infini , il répète dix fois cette expression , *infini* , dans son Testament ; il a pris toutes les précautions imaginables afin que son Fideicommis fût à jamais inaliénable , & fût conservé perpétuellement dans son intégrité. Quand il n'auroit pas appelé ce troisième ordre aussi expressément qu'il l'a fait , ce désir violent de perpétuer son Fideicommis à l'infini , nous mettroit sur les voies pour conclure que ce troisième ordre de mâles descendans par filles a été appelé. Pouvoit-il s'exprimer avec plus d'énergie , que lorsqu'il a dit qu'il veut que son Fideicommis soit perpétué , quand même il passeroit le quatrième , le dixième , le centième degré ? Quand on voit ce Testateur épris d'une passion si ardente de conserver son nom , qu'il substitue la cognation à son agnation , ne donne-t-on pas des bornes à sa volonté , lorsqu'on veut qu'il n'ait eu en

vûë que les mâles descendans par mâles de Louïse de Rye ? Dès qu'il n'a pas été jaloux de limiter son Fideicommis à son agnation , on ne doit pas le limiter dans la cognation qu'il a appelée ? Dès qu'il n'a pas été guidé par son affection pour sa famille qui portoit son nom , on ne doit exclure aucun descendant mâle de la cognation. Il s'ensuit qu'en supposant qu'il n'eût pas appelé formellement ce troisième ordre , on fait en l'appellant ce qu'il a voulu faire.

Il paroît qu'il a prévu que les deux ordres de substitution qu'il a appelés seroient épuisés ; dans cette prévoyance jugera-t-on qu'il a limité un Fideicommis qu'il vouloit rendre infini ? Marquera-t-on la fin d'un Fideicommis , tandis que le Testateur qui a parlé du commencement de son Fideicommis , de son progrès , nulle part ne parle de sa fin ? Au contraire il ne parle que de sa perpétuité , son infinité : il dit dans un endroit , *afin qu'il soit notoire à perpétuité* ; cette raison paroîtra décisive aux yeux de la Cour. Un Fideicommis que l'événement a limité à un espace de tems moindre qu'un siècle , est-ce un Fideicommis que le Testateur a voulu rendre infini ? N'est-ce

pas lui dire ? *Vainement creusant dans l'avenir, vous avez pris toutes sortes de moyens pour faire durer éternellement votre Fidei-commis ; vainement avez-vous dit jusqu'à dix fois qu'il seroit infini, nous le bornerons malgré vous, & le renfermerons dans une courte durée.* Voilà le langage que tient Mademoiselle de Poictiers au Testateur, dont elle veut envahir la succession. Nul homme qui ne s'éleve contre elle en voyant que le Testateur a peint dans son Testament avec les couleurs les plus vives, la passion violente qu'il avoit de perpétuer à l'infini dans sa famille la gloire de son nom. Si on pouvoit évoquer les manes de ce Testateur, quelle indignation n'auroit-il pas contre la cupidité d'une personne de sa famille, qui anéantit une volonté qui est le principal mobile de son Testament ? Qui est-ce cette personne qui trahit l'intention du Testateur pour jouir de la succession ? C'est Mademoiselle de Poictiers, qui suivant le Testateur, a deux caractères de réprobation ; son sexe est le premier, & la substitution de Vadam qu'elle possède est le second. Après cela comment ose-t-elle soutenir sa prétention à la face de la Justice qui est la dépositaire des volontés du Testateur ?

N'a-t-il

N'a-t-il pas dit qu'il veut que son Fideicommis soit *perpétuel autant qu'il sera possible* ? Ce sont les termes. Il faut par une conséquence nécessaire admettre tous les ordres de substitution possibles, afin d'exécuter son intention. Donc il faut admettre les mâles descendans par filles. Ainsi à ne s'arrêter d'abord qu'aux présomptions qui s'offrent à l'esprit, on est convaincu que l'intention du Testateur a été d'appeller toutes sortes de mâles de sa cognation ? Pourquoi cela ? Parce que c'étoit le seul moyen qu'il avoit de rendre son Fideicommis perpétuel, & infini. N'est-ce pas se jouer clairement de son intention, que de dire avec Mademoiselle de Poitiers qu'il a entendu seulement que son Fideicommis seroit perpétuel, & infini dans les deux ordres de substitution qu'il a appellés ? C'est dire en même tems qu'il a voulu que son Fideicommis fût fini, & infini. Voilà les extrémités où l'on est réduit, quand on veut concilier une prétention avec un Testament qui la combat formellement. Est-on pressé par un adversaire qui vous attaque vivement ? Il semble qu'on ne lui résiste que pour venir enfin se briser contre un écueil.

Le Testateur a tellement voulu que son Fideicommiss fût perpétuel , & infini , qu'il dit expressement qu'il entend faire toute substitution propre à perpétuer ses biens jusqu'à l'infini ; n'est-ce pas dire clairement qu'il appelle tous les ordres de substitués propres à donner l'infinité à son Fideicommiss ? N'est-ce pas dire avec la dernière évidence , que si les mâles descendants par mâles de ses arrière-petits-neveux , & les mâles descendants par mâles de sa nièce ne fussent pas pour remplir son dessein , il appelle toutes sortes de mâles de sa cognation ? Ce qui démontre cette volonté , c'est qu'il dit toute substitution propre à perpétuer ses biens à l'infini aux descendants mâles ; il ne dit point les descendants mâles par mâles ; quoi de plus évident ? N'a-t-il pas marqué clairement les descendants qu'il vouloit exclure ? *Les filles, les Prêtres & Religieux.* S'il avoit voulu faire quelque autre exclusion parmi ces descendants , ne l'auroit-il pas dit ? N'auroit-il pas attaché un caractère de réprobation aux mâles descendants par filles de Louïse de Rye , s'il ne les eût pas voulu appeler ? Mais parcourons le Testament , nous y trouverons à chaque pas des vestiges de la

volonté qu'il avoit d'appeler toutes fortes de mâles.

Il les appelle d'abord en général , en disant qu'il veut que son Fideicommis soit possédé par une personne mâle ; il ne dit pas , *un mâle descendant par mâle*. Il faut observer qu'il n'auroit expliqué qu'à demi la qualité qu'il exigeoit pour posséder son Fideicommis , s'il eût entendu qu'il fallût absolument être *mâle descendant par mâle*. Pensera-t-on que dans le tems qu'il fait une loi , & qu'il impose une condition nécessaire , il n'ait dit que la moitié de ce qu'il vouloit dire ? Il réitère encore cette vocation générale , en disant que cette qualité de *mâle* sera toujours tenue pour répétée ; il ne dit point encore *mâle descendant par mâle*. Mais il s'explique bien clairement , quand il dit qu'il appelle tous les mâles de son héritier institué , des substitués , & de leurs descendants : c'étoit bien encore le cas de dire qu'il n'appelloit que *les mâles descendants par mâles* , si ses vûes eussent été restrictives à cette sorte de mâles. Quand il impose la condition de porter son nom , & ses armes , le mot de *mâle* est encore solitaire , il n'y joint point cette expression , *descendant par mâles* ; de si fréquentes ré-

pétitions prouvent avec une extrême clarté, qu'il appelle tous les mâles indéfiniment.

Mais oublions pour un moment tout ce qu'on vient de dire, nous serons forcés de convenir que la vocation des mâles descendans par filles est exprimée avec la dernière évidence. Le Testateur après avoir appelé les mâles descendans par mâles de Louïse de Rye pour recueillir son Fideicommis, dit, *voulant que de-là il passe de mâle en mâle, de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement, & à la charge de porter & relever le nom de la Maison de Rye.*

Il faut d'abord remarquer ce mot *voulant*, terme impératif qui marque une disposition nouvelle, *voulant que de-là.* On voit d'abord qu'il suppose que le second ordre est épuisé, c'est-à-dire, que des mâles descendans par mâles de Louïse de Rye, il aille ensuite de mâle en mâle : je veux que lorsque mon Fideicommis quittera l'ordre des mâles descendans par mâles de Louïse de Rye, qu'il aille à un autre ordre de mâles. Vouloir faire signifier à ces mots, *voulant que de là il passe de mâle en mâle*, autre chose qu'un passage du second ordre de mâles à un ordre nouveau, c'est

dépoüiller les termes des sens que les hommes y ont attachés suivant une convention générale. C'est vouloir réduire les hommes à ne pouvoir plus exprimer ce qu'ils penseront ; c'est reclamer contre les idées signifiées d'un consentement unanime par les termes qu'on a inventés : c'est montrer que rien n'est impossible à la science du Palais , & que l'imagination même n'enchérit pas sur ce qu'elle peut entreprendre. Or s'il est certain , comme on n'en peut douter , que ces mots , *voulant de-là qu'il passe de mâle en mâle* , annoncent un nouvel ordre de mâles ; quel peut être cet ordre que celui des mâles descendans par filles ?

Vouloir après cela gêner le Testateur, jusqu'à l'obliger de se servir du terme *de mâle descendant par fille* , pour appeler cette espece de mâles , n'est-ce pas vouloir chicaner son Testament de gayeté de cœur ? Qu'il se soit servi du terme de mâle descendant par fille , ou d'un terme équivalent , qu'importe , sa pensée n'est-elle pas également rendue ? Et après avoir parlé des mâles descendans par mâles , dès qu'il marque un nouvel ordre de mâles , & qu'il employe le mot de *mâle* simplement sans y rien ajouter ,

ne désigne-t-il pas avec la dernière évidence les mâles descendants par filles ?

On expose avec confiance aux yeux de la Cour ces expressions , *voulant dire qu'il passe de mâles en mâles* : persuadé que le sens naturel de ces termes s'offrant à des esprits dégagés de tous préjugés , présentera ce troisième ordre de mâles descendants par filles , avec la dernière clarté , & l'intention du Testateur sur ce troisième ordre ira se graver sur le champ au fond de l'ame.

Voilà où Mademoiselle de Poitiers est réduite ; il faut pour soutenir ses prétentions qu'elle dépouille les mots des sens naturels , & légitimes qui y sont attachés. Etrange extrémité que celle de défigurer la langue dont les termes renferment sa condamnation ! Quelle ressource !

Il faut observer que dans la troisième vocation des mâles descendants par filles , le Testateur répète la condition qu'il a imposée de porter son nom , & ses armes : il n'avoit pas fait cette répétition dans la seconde vocation ; mais ici en appelant cette sorte de mâles , il sent que son nom a besoin d'être relevé ; rien ne marque mieux ce troisième ordre de substitution.

Mais le Testateur pour le rendre encore plus palpable , se sert de plusieurs expressions très-significatives.

Après avoir dit , comme on l'a déjà observé , qu'il faisoit toutes sortes de substitutions propres à perpétuer son Fideicommis aux descendans mâles : il ajoute , tant *médiatement* qu'*immédiatement* ; ces deux adverbes ne rendent-ils pas l'idée du Testateur avec une grande netteté ? Qui ne comprend que par-là il renferme toutes sortes de mâles , soit ceux qui descendent par l'interposition d'une fille , ou pour parler encore plus clairement, par la médiation d'une fille ? Le mot de *médiatement* ne sçauroit avoir un autre sens, quelque torture qu'on lui donne.

Après cela Mademoiselle de Poitiers n'a d'autre parti que d'avoir recours à l'Académie Françoisse, afin qu'elle proscrive la proposition *de-là* & l'adverbe *médiatement*.

Mais voici encore une nouvelle démonstration , qui prouve évidemment que le Testateur a appelé toutes sortes de mâles.

Il veut, dit-il , que son Fideicommis passe aux descendans mâles, tant de son héritier institué , que de tous les substitués, &c

leurs descendans ci-devant nommés. Suivant la construction de la Grammaire , il faut joindre l'article *de* au mot , *descendans ci-devant nommés* , & on verra qu'il appelle ici , *les descendans de tous les substitués* , & de leurs descendans ci-devant nommés.

Selon Mademoiselle de Poitiers , les descendans ci-devant nommés , sont les mâles descendans par mâles du petit-neveu du Testateur , & les mâles descendans par mâles de sa nièce,

C'est donc ici une nouvelle espece de descendans qu'il nomme , autrement il ne diroit pas *les descendans de leurs descendans ci-devant nommés*. Il auroit dit simplement, qu'il appelloit *les descendans ci-devant nommés*. Il n'auroit pas dit aussi , *les descendans de tous les substitués*. Il faut observer le mot de *tous* , cela veut dire qu'il appelle les descendans du dernier substitué ; que peuvent-ils être que des descendans par filles ? Autrement, selon Mademoiselle de Poitiers , ils seroient eux-mêmes compris dans la classe des substitués , & ils ne seroient pas les descendans du dernier substitué.

En tenant ce langage , on voit clairement qu'il marque une nouvelle classe de descendans , qui ne peut être que la

classe des mâles descendans par filles de sa nièce. Une médiocre attention présente le sens naturel de ces expressions.

Le Testament n'est semé que de termes qui caractérisent cette vocation de mâles descendans par filles. Il ordonne que le pere ou l'ayeul de son héritier , *en premier , second , ou ultérieur degré , ou autre , ne pourront sous prétexte de l'autorité paternelle , ou autrement , prétendre aucun usufruit , ou administration des biens substitués.*

Il est plus clair que le jour le plus pur, qu'il désigne ici le cas où un mâle descendant par fille viendrait à recueillir son Fideicommis. Cette disposition premierement , ne peut pas s'appliquer au cas où son arriere-petit-neveu prendrait le Fideicommis , parce qu'il y a pourvû en nommant dans son Testament un Administrateur autre que le pere , ou l'ayeul qui doit rendre compte des revenus : ainsi il n'y avoit aucune difficulté à cet égard.

Cette disposition ne peut pas encore s'appliquer au cas où un mâle qui auroit le Fideicommis de la Palud , remettrait celui de Rye à son fils , parce que le Testateur l'obligeant dans son

Testament à remettre ce dernier Fideicommis, il lui en avoit ôté l'usufruit : il avoit donc encore pourvû à ce cas-là.

D'ailleurs dans cette espèce il ne pouvoit pas y avoir *un second, ou ultérieur degré*; mais seulement *un premier degré*; ainsi il faudroit donc chercher l'application de ces mots, *second, ultérieur degré, ou autre*. Dira-t-on qu'ils peuvent s'appliquer au cas de la seconde vocation, où un descendant de Louïse de Rye demanderoit le Fideicommis ? Seroit-ce Ferdinand Eleonor, fils de Louïse de Rye & de Claude de Poitiers? Mais nous ne verrions encore-là tout au plus que l'application de ce mot (*premier degré*.) Seroit-ce quelqu'autre descendant issu par mâle de Louïse de Rye? Mais le pere de ce descendant ne pourroit pas être exclus, puisqu'il seroit lui-même appelé. Il s'ensuit que ces mots, *premier, second, ou ultérieur degré, ou autre*, ne trouvent leur entiere application que dans le cas où un mâle descendant par fille, viendrait recueillir le Fideicommis, parce qu'alors son pere ou son ayeul ou même son bisayeul qui seroit étranger dans la famille, pourroit sous prétexte de l'autorité paternelle demander l'usufruit ou l'administration du Fidei-

commis : Ainsi l'on voit que le Testateur jaloux de conserver son Fideicommis dans son intégrité à celui au profit de qui il est ouvert , a embrassé dans sa prévoyance tous les cas qui pouvoient arriver , & qu'il a eu en vûe dans cette dernière clause les mâles descendans par filles.

Il s'ensuit clairement que tous les mâles sont formellement & expressément appelés , & l'on ne fera pas voir que l'exclusion des mâles descendans par filles ait été écrite dans le Testament. On voit au contraire qu'ils sont présens sans cesse à l'esprit du Testateur , qu'il les a envisagés comme très-propres à perpétuer son Fideicommis à l'infini. Dans le désir violent qu'il avoit d'éterniser la gloire de son nom , il a proportionné les moyens à la fin. Il a vû que la seule vocation de toutes sortes de mâles pouvoit donner l'infinité à son Fideicommis , & il ne s'en est flâté que sur le fondement de cette vocation générale.

Que l'on compare la première vocation avec la seconde , la vocation de son agnation avec celle de sa cognation , on se convaincra d'abord qu'il a appelé toutes sortes de mâles dans sa cognation.

Dans la première vocation, il dit expressément qu'il n'appelle que *les mâles descendans par mâles* ; il le répète souvent, & avant que de venir à la seconde vocation, voici comme il s'explique, *& avenant en quelque tems que ce soit qu'il ne reste plus aucuns mâles descendans par ligne masculine de mon neveu, je veux que mon Fideicommiss retourné, &c.* Ici il parle de la seconde vocation. On voit donc clairement que dans cette première vocation, il ne comprend que les mâles descendans par mâles ; n'auroit-il pas marqué cette exclusion, ainsi qu'il l'a fait dans la première vocation ; lui qui affecte d'user souvent de redites pour expliquer mieux son intention, & ne pas laisser sa pensée susceptible d'aucune équivoque ? Lorsqu'il appelle les mâles descendans par mâles de son petit-neveu, il ne se sert point du mot *perpétuellement* ; il ne l'emploie que lorsqu'il appelle les mâles descendans de Louise de Rye. Preuve qu'il appelloit alors toutes sortes de mâles, & qu'il pensoit que cette vocation si étendue rendroit son Fideicommiss perpétuel. Tout concourt ; les présomptions, les démonstrations, vocation générale, vocation particulière, la Lettre du Testa-

ment , les justes explications de plusieurs clauses. Tout cela démontre que les mâles descendans par filles de Louïse de Rye sont appellés ; c'est le véritable esprit du Testateur ; il a répandu cette idée dans tout son Testament ; il en est occupé , pénétré. Il semble qu'il prévoyoit qu'elle seroit combattue, il ne s'est efforcé par avance de désarmer la cupidité qui menaçoit d'engloutir sa succession malgré son Testament.

La grande erreur de Mademoiselle de Poitiers est de soutenir que la vocation des mâles descendans par mâles , est l'exclusion des mâles descendans par filles ; elle a répondu elle-même solidement à son objection , en disant que *l'expression de ceux qui sont nommés n'est qu'une préférence sur les autres personnes de la famille qui sont appelées par une vocation générale.* Cette réponse empruntera encore plus de force , quand on considérera que le Fideicommiss est perpétuel & infini , & par conséquent que toutes les personnes de la famille y sont appellées , quand même il n'y en auroit pas une vocation expresse & particuliere.

Mais l'objection que Mademoiselle de Poitiers fait le plus valoir ,

est fondée sur la clause du Testament qu'elle rapporte, *suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier* : d'où elle conclut que cette clause étant insérée après que le Testateur a appelé les descendants de Louïse de Rye, il n'a voulu appeler que les mâles descendants par mâles.

Quand on appliqueroit cette clause aux mâles descendants par mâles, il seroit aisé de répondre que cette vocation ne seroit qu'une vocation de préférence, qui n'excluroit point au défaut de ces mâles les mâles descendants par filles.

Mais voici comme cette clause s'interprète suivant son sens légitime ; elle s'applique parfaitement à la troisième vocation des mâles descendants par filles. Le Testateur veut que dès qu'un mâle de ce genre aura recueilli son Fideicommiss, on suive dans la suite la ligne masculine de cet héritier. Il appelle son héritier celui au profit de qui son Fideicommiss est ouvert.

Rien ne se concilie mieux que cette explication avec le Testament, & pour en être mieux convaincu, il faut observer que lorsque le Testateur a voulu qu'on suivît la ligne masculine dans la première vocation, il a dit : *La ligne*

masculine de mon neveu le Marquis de Varambon. Ici il dit : *La ligne masculine de mon héritier*. Il auroit bien dit la ligne masculine des enfans mâles de ma nièce Louïse de Rye , s'il eût voulu qu'on ne s'attachât qu'à cette ligne-là ; ainsi Mademoiselle de Poictiers n'est pas heureuse dans sa grande objection , puisqu'elle fournit des armes contre elle-même.

Les principes qu'elle allégué du Fideicommiss ne s'appliquent point ici. Elle dit que celui qui prétend être appelé à une substitution , doit justifier son droit ; que le cas obmis par le Testateur est présumé n'être point entré dans sa disposition , qu'on ne peut admettre les conjectures qui servent à proroger le Fideicommiss. On pourroit faire des distinctions en expliquant ces principes ; mais qu'est-il besoin d'entrer dans cette discussion , puisqu'on ne se fonde point ici sur des conjectures , mais sur des expressions claires & précises sur une vocation générale & particulière ?

Dumoulin qu'elle cite §. 16. de l'ancienne Coutume de Paris n°. 3. pour montrer que dans les dispositions testamentaires , le terme d'*enfans mâles* ne comprend jamais les mâles issus par filles ,

dit que c'est lorsque la disposition est faite en faveur de l'agnation, *contemplatione agnationis*.

Ainsi voilà un Auteur qui détruit le système de Mademoiselle de Poitiers. En vérité elle auroit bien pû se dispenser de le citer ; car il s'ensuit, selon Dumoulin , que hors ce cas-là le mot de mâle doit comprendre toutes sortes de mâles.

Il est certain que Ferdinand de Rye n'a appelé sa famille que pour conserver la gloire de son nom ; qu'il n'a pas été conduit par l'affection pour son agnation , puisqu'il a appelé sa cognation ; il a exclus Louise de Rye sa nièce qu'il aimoit , preuve qu'il ne vouloit que perpétuer son nom. Rien n'est plus évident, & cette idée saisit d'abord l'esprit.

Mademoiselle de Poitiers désespérant de pouvoir établir que le Fideicommis est éteint , s'est retranchée à soutenir qu'au cas qu'il fût prorogé , elle devoit être préférée à ceux qui le lui disputent ; c'est-à-dire , qu'elle a entrepris de résister à la volonté du Testateur la plus claire & la plus évidente.

Vainement il a donc appelé tous les mâles de sa famille sans appeller aucune femme ; vainement il a exclus Louise

de Rye sa bien-aimée niece & sa présumptive héritière , a cause de son sexe , & a marqué par-là bien clairement qu'il veut que toutes les femmes soient exclues ; vainement il a dit : *Je veux que les biens soient toujours possédés par une seule personne mâle , & il a ajouté , laquelle qualité de mâle , je veux être tenue pour répétée en tous cas & degrés qui pourroient arriver touchant mon Fideicommiss.* Il a eu beau marquer le commencement , le progrès , le passage d'une ligne à l'autre , la perpétuité de son Fideicommiss en faveur des mâles seulement ; il a eu beau répéter à tout moment le terme de *mâle* par une clause expresse ; il a même dit qu'il *avoit entendu toute substitution propre à conserver son Fideicommiss aux mâles.* Quoique l'unique fin de son Fideicommiss soit la conservation de son nom , & que par conséquent il ne puisse être possédé que par un mâle , n'importe ; malgré toute l'énergie de ses expressions , Mademoiselle de Poitiers soutiendra que son sexe n'est point exclus.

Quand l'ombre du Testateur reviendrait pour confirmer cette disposition , je crois qu'elle la combattroit encore. On ne peut pas apporter un exemple

plus étrange des entreprises où engage l'esprit de Procès. Il n'est point de vérité, quelque certaine qu'elle soit, qu'il ne combatte ; mais aussi il ne combat alors que pour être confondu.

Mademoiselle de Poitiers pour soutenir son paradoxe, s'appuye sur les principes des Majorats ; c'est-à-dire, des substitutions établies en Espagne : Mais suivant les autorités qu'elle allègue, il est permis de déroger à ces principes en fondant un Majorat. Il a donc été permis au Testateur, selon elle, d'exclure le sexe de son Fideicommis ? D'ailleurs Mademoiselle de Poitiers a soutenu à la fin que la substitution qui est le sujet du Procès n'étoit pas un véritable Majorat. Elle est si incertaine dans son plan, qu'elle le détruit après l'avoir formé. Rien ne prouve mieux que la vérité s'élève tellement contre elle, qu'elle ne sçauroit réussir à l'attirer dans son parti, quoiqu'elle se replie en cent façons.

Voilà où aboutissent tous les efforts qu'elle a faits pour prouver qu'elle pouvoit jouir du Fideicommis : Voilà son système anéanti entierement.

Le Mar-
quis de la
Baume éta-

M^e. Sicaud, Défenseur du Marquis de
la Baume, crut ruiner la prétention de

Mademoiselle de Poitiers en faisant son capital d'établir que le Testament de l'Archevêque de Besançon étoit un Majorat ; c'est sur ce principe qu'il fonde tout son édifice. Un Majorat , dit-il , est un Fideicommiss ; mais le Majorat est au Fideicommiss , ce que l'espece est au genre , d'où il s'ensuit que tous les Majorats sont des Fideicommiss ; mais que tous les Fideicommiss ne sont pas des Majorats. Le Fideicommiss en général est une disposition par laquelle un Testateur fait passer ses biens d'un successeur à un autre ; il rapporte ensuite la définition du Majorat telle qu'on l'a d'abord dite.

blit sa pré-
tention par
les Loix des
Majorats.

De tous les Auteurs qui ont parlé des Majorats , il n'y en a pas un qui ne convienne que quand le Testateur se sert du terme de Majorat , il fait un Majorat , & que ce terme emporte avec soi une institution formelle du Majorat ; toutes les dispositions qui sont propres à le former , & même toutes les dispositions qui sont nécessaires pour en assurer la perpétuité. (a)

Oa ne peut pas douter que le Testa-

(a) *Molina Lib. 1. cap. 4. n. 16. Castil. quotidian. controver. juris Lib. 2. cap. 22. Joan. Torre de Majoratib. Italiæ. Lib. 1. cap. 9. §. 1. &c.*

teur n'ait fait un Majorat , puisqu'il a déclaré expressement qu'il en faisoit un ; non-seulement il en a employé le nom , mais il en a exprimé les caractères. Ses biens sont inaliénables , indivisibles , perpétuellement dans la substitution destinée pour l'aîné ; il en dit la cause , pour conserver le nom , les armes , & la splendeur de la Maison de Rye ; d'où il s'ensuit qu'il faut s'attacher scrupuleusement aux Loix des Majorats.

Molina qui a fait une profession particuliere de traiter de cette espece de substitution , observe Livre premier , chap. 2. que depuis l'année 1251. que le Roi Alphonse fit des Loix vulgairement appellées , *Leges partite* , pour régler la succession à la Couronne qui est un Majorat , il a été fait en Espagne plusieurs Majorats , & très-opulens ; que ce qui a insensiblement porté les Espagnols à faire des Majorats , est le désir qu'ils ont d'imiter leur Roi en toutes choses ; que le Droit Civil est ce qui a principalement servi à en établir l'usage tel qu'il est , parce que le Droit Civil contient des dispositions touchant les Fideicommiss , les conditions & les charges qui font l'æconomie des Majorats ;

que l'usage des Majorats étant devenu très-fréquent, l'on a fait quelques Loix particulieres du tems de la Reine Jeanne en l'année 1505. dans un Assemblée d'Etats qui fut tenue à Toro, Ville d'Espagne au Royaume de Léon; que depuis ce tems-là pour terminer les différends qui se présentent, on suit les Loix faites à Toro; qu'au défaut de ces Loix on a recours à celles qui réglent l'ordre de succéder à la Couronne, & que les unes & les autres cèdent à la volonté du Testateur qui peut à son gré y déroger: Il y en a une disposition précise dans la quarantième des Loix faites à Toro: *Præcipimus ut voluntas testatoris servetur.*

Voilà quelles sont les Loix qui sont en Espagne pour régler la succession des Majorats. L'on peut consulter le Droit Romain pour régler le Majorat de Rye; mais en le consultant, il faut toujours avoir pour objet les Fideicommiss perpétuels faits à la famille, perpétuité essentielle au Majorat. Le Testateur avoit adopté les mœurs de l'Espagne; il avoit ordonné qu'on élevât dans cette Cour son héritier; il aimoit le Prince qui possédoit cette Couronne & sa domination; son illustre Maison étoit comblée

des honneurs qu'elle avoit reçus des Rois d'Espagne ; il étoit Gouverneur pour cette Couronne de la Franche-Comté, & il avoit toujours eu la confiance singulière des Rois Espagnols sous lesquels il avoit vécu ; ainsi il n'est pas surprenant qu'il ait fait un Majorat qui approche de celui de la Couronne d'Espagne. Dumoulin nous atteste que l'ancien usage de la Noblesse de la Franche-Comté est de faire des Fideicommis perpétuels & graduels pour la conservation de son nom ; puisque le Testateur a choisi la voie d'un Majorat, qu'il s'est conformé aux Loix d'Espagne pour les Majorats, & qu'il n'y a pas de Loi en Franche-Comté qui puisse donner atteinte à cette disposition ; il faut l'exécuter, de même qu'il faudroit exécuter sa volonté, s'il avoit ordonné de partager ses biens suivant la Coutume de Paris entre ses héritiers.

Au surplus les Loix des Majorats d'Espagne n'étoient pas en 1636. étrangères à la Franche-Comté, puisqu'elles étoient publiques, par conséquent pour tous les Sujets de la Monarchie d'Espagne, par conséquent pour les Peuples de Franche-Comté lorsqu'ils vivoient sous la Domination d'Espagne ;

tous avoient la liberté comme les Espagnols d'imiter leur Roi , & de se proposer pour règle de leur succession l'ordre de succéder à la Couronne , & leur volonté particuliere.

Encore aujourd'hui , les Peuples de Franche-Comté pourroient faire des Majorats , parce que les Ordonnances d'Orleans & de Moulins n'ayant pas lieu en Franche-Comté , ils ont une entiere liberté de faire des Fideicommiss graduels & perpétuels à leurs familles , indivisibles & destinés à l'aîné , & de se conformer en les faisant aux Loix des Majorats d'Espagne.

L'Arrêt du Parlement de Franche-Comté , qui a été rendu sur les Conclusions de M. Matherot Avocat Général en 1637. qui a ordonné la publication & l'exécution du Testament dont il s'agit , prouve que le Majorat de Rye n'est pas contraire aux Loix de cette Province.

En vain la Demoiselle de Poitiers oppose que pour faire un Majorat en Espagne , il est indispensable suivant la disposition de la quarante-unième & de la quarante-deuxième des Loix faites à Toro , de demander la permission du Prince ; de maniere que le Tes-

tateur ne l'ayant pas demandée , c'est une preuve qu'il n'a pas voulu se soumettre aux Loix des Majorats d'Espagne.

Car la quarante-unième des Loix faites à Toro , admet un Majorat sur le fondement de la simple possession immémoriale prouvée par témoins. Si la quarante-deuxième Loi parle d'un Majorat fait par la permission du Prince , la quarante-cinquième & la quarante-sixième parlent de Majorats faits sans l'autorité du Prince , & la quarante-quatrième prouve disertement qu'on peut faire en Espagne des Majorats sans l'autorité du Prince ; (a) il n'y a point de Loi en Espagne qui ordonne de la réquerir.

Molina traite d'ignorans ceux qui prétendent le contraire. (b)

M^e. Sicaud rapporte ensuite tous les principes des Majorats.

Un principe , dit-il , dont tous les

(a) *Qui secundum instituerit Majoratum etiam nostrâ autoritate aut nostrorum successorum sive ratione contractûs , sive quâvis aliâ ultimâ voluntate, possit institutum revocari suo arbitratu.*
L. 44. Le mot *etiam* prouve que l'on fait en Espagne des Majorats sans l'autorité du Prince.

(b) *Notandum contra imperitos qui credunt esse impossibile Majoratum fieri absque Regiâ facultate.*

Auteurs

Majorat de Rye. 505

Auteurs conviennent, est qu'il faut suivre la volonté du Testateur. La Dame de Poitiers convient de ce principe. La Loi quarantième *apud Taurum*, en contient une disposition précise pour les Majorats : *Precipimus ut voluntas testatoris servetur.*

Cette règle qui s'observe dans tous les Fideicommiss est de Droit commun. Les Majorats sont des substitutions perpétuelles : c'est la véritable idée que l'on doit avoir des Majorats. Il n'y a pas un Auteur qui soit d'un avis contraire.

S'il est des Majorats qui ne soient pas perpétuels, ainsi que la Dame de Poitiers l'oppose, c'est une exception, & il faut que cette exception soit établie par la volonté précise & expresse du Testateur. *Mol. Lib. 1. cap. 1. num. 21.*

On peut, suivant le Droit Romain, faire des Fideicommiss perpétuels. L. 32. *in Fideicommissio. ff. de leg. 2º.*

M^c. Charles Dumoulin observe qu'un Testateur peut faire autant de degrés de substitution qu'il veut. (a) Il y a des Majorats comme des Fideicommiss qui sont réels; c'est-à-dire, qui se font

(a) *Quantum ad gradus substitutionis, licet testatori facere quotquot voluit.* Consil. 1. num. 46.

principaliter in bonis, principalement dans les biens, & il y en a qui se font spécialement en faveur de certaines personnes, *specialiter favore certarum personarum*.

Lorsqu'un Fideicommiss est réel, on ne suit pas la disposition de la Nouvelle 159. qui limite à quatre générations la prohibition d'aliéner. (a)

On peut faire des Fideicommiss réels & perpétuels à sa famille, L. 32. de leg. 2^o.

Faire un Majorat, c'est faire un Fideicommiss perpétuel à sa famille. La définition du Majorat le prouve, *ut infamiliâ perpetuò conserventur*. De cette définition il résulte que pour appeler sa famille par un Majorat, il n'est pas nécessaire de parler de sa famille; il suffit pour cela de faire un Majorat. Le seul mot de Majorat emporte avec soi & sans autre expression la vocation de la famille, *Qui Majoratum instituit eo ipso quòd ex aliquibus bonis se facere Majoratum profitetur, bona ipsa in propriâ familiâ velle perpetuò conservare censendus est.* (b)

(a) Quando Fideicommissum est, in rem non habet dicta Novella. Dumoulin Consil. 1. n. 47.

(b) Molina Lib. 1. cap. 4. num. 13. Castillo Lib. 22. cap. 22. num. 75. quotid. contract. juria & Lib. 5. cap. 23. §. 17. num. 7.

Si le Testateur prohibe toutes sortes d'aliénations, s'il déclare vouloir conserver sa Maison, ou maintenir son nom & ses armes, ce sont autant de dispositions qui équipolent à une vocation expresse & littérale de sa famille. (a)

Le terme de famille comprenant dans sa signification naturelle, non-seulement les descendans, mais encore les collatéraux qui descendent d'une souche commune, soit de l'agnation, soit de la cognation; il s'ensuit par une conséquence indubitable, que faire un Majorat, c'est appeller tous les parens de la famille, tant de la cognation que de l'agnation.

Molina l'explique parfaitement, Livre premier, chapitre quatre.

Il dit au nombre 15. que c'est une conséquence nécessaire de la perpétuité qui est essentielle au Majorat: *Consequens est ut ipse Majoratus institutor censendus sit vocasse omnes ex familia sua descendentes ordine successivo, cum non aliter bona possint perpetuo in familia conservari.* Il le répète aux nombres 39. & suivans.

Et il conclut au nombre 42. qu'au défaut de la ligne descendante, le plus

(a) Molina Lib. 3. cap. 4. num. 10. & 13.
Castillo Lib. 2. c. 22. num. 80.

1
1
1
2
9
2

1
1
1

rens , mais même après eux le gendre
& la brù. *Non solum propinquos sed etiam
his deficientibus , generum & norem.*

Le paragraphe *fratre* appelle indistinctement & sans exception toutes les personnes de la famille , *omnes qui in familia fuerint.*

Le paragraphe *in Fideicomisso* appelle tous ceux qui sont *ex nomine defuncti* ; c'est-à-dire , suivant l'explication de la Glose , tous ceux qui sont de la famille , soit de l'agnation , soit de la cognation. *Admittuntur omnes qui proximiores sunt in gradu , sive agnationis , sive cognationis.*

De ce que le Majorat est perpétuel , & qu'il comprend la vocation de toute la famille , il résulte que les vocations particulieres dans un Majorat ne le limitent point ; qu'elles donnent seulement la préférence aux personnes de la famille qui sont nommées sur celles qui ne sont pas nommées ; que celles-ci ne sont pas exclues par la vocation des autres , & qu'elles succèdent après l'extinction des premières , suivant leur proximité , au dernier décédé. Molina l'explique dans des especes qui sont très-remarquables.

Il dit au nombre 30. du quatrième chapitre , Livre premier , que quand

le Testateur a fait un Majorat de ses biens, s'il appelle son fils & ses descendants seulement, ou s'il fait quelques autres vocations spéciales, ces vocations particulières ne peuvent restreindre la vocation générale qui résulte de la fondation & des simples termes de *Majorat*. *Quando Majoratum ex bonis suis instituens ad ejus successionem filium suum, ac ejus descendentes solum vocaverit, vel aliquas alias speciales vocaciones fecerit, tunc cum Majoratus institutio in bonis ipsis principaliter fiat, ideoque realis censenda sit, perpetua esse censeatur, nec vocaciones speciales hujus verbi Majoratus generalitatem restringant.*

Au nombre 31. & suivans, il propose le cas où le Majorat n'est pas réel, mais seulement dirigé à de certaines personnes, & fait spécialement en leur faveur; & dans ce cas-là même, soit que le Testateur ait institué un Majorat dans les personnes; par exemple dans la personne de Titius & de ses descendants, soit qu'il les ait appelés simplement pour posséder ses biens à titre de Majorat, *jure Majoratus*, il dit que le Majorat n'en est pas moins fait à toute la famille; que la vocation ne doit pas être restreinte aux seules personnes

nommées, qu'après l'extinction des personnes nommées spécialement ou en termes collectifs, le Majorat ne peut finir; mais qu'il doit passer au plus proche du dernier décedé; qu'en un mot quelque nomination de personnes que l'on fasse, elle n'opère qu'une préférence, & jamais d'exclusion. *Ultimo ex descendentiis Titii deficiente, Majoratus ipse non deficiat, sed ad proximiores non nominatos, & sub hoc verbo Majoratus comprehensos devolvatur. . . . nominatio namque & specificatio personarum solum tribuit nominatis præcedentiam successionis, non autem aliorum exclusionem operatur.*

On va démontrer que le principe qui vient d'être expliqué a son fondement dans le Droit Romain; c'est dans cette source vive & pure que Molina l'a puisé.

Cet Auteur cite le paragraphe *in fideicommissis* de la Loi 32. de leg. 2°. C'est le fameux paragraphe que tous les Auteurs citent pour déterminer la durée & l'ordre de succéder dans les Fideicommiss perpétuels, & faits à la famille, tels que sont les Majorats: En voici les termes.

In fideicommissis quod familiae relinquitur, hi ad petitionem ejus admitti possunt qui nominati sunt, aut post omnes eos extinctos

312 Majorat de Rye.

qui ex nomine defuncti fuerint , eo tempore quo testator moreretur , & qui ex his primo gradu procreati sunt , nisi specialiter defunctus ad ultiores voluntatem suam extenderit.

Lorsque dans un Fideicommiss fait à la famille , le Testateur ne borne pas la vocation à ceux qui existent seulement au tems de sa mort , & qu'il appelle ceux qui viendront dans la suite , *ultiores* , suivant l'explication de la Glose & de tous les Interprètes du Droit , le paragraphe *in Fideicommisso* décide 1°. Que le Fideicommiss n'est pas borné aux personnes seulement que le Testateur a nommées. 2°. Qu'après leur mort les autres personnes qui sont de la famille y sont admises. *Hi ad petitionem ejus admitti possunt qui nominati sunt, aut post omnes eos extinctos qui ex nomine defuncti fuerint.* 3°. Que ceux qui ne sont pas nommés viennent par ordre successif suivant la proximité du degré : *Et qui ex his primo gradu procreati sunt.*

Post nominatos , dit la Glose sur le paragraphe , *admittuntur omnes qui sunt proximiores in gradu sive agnationis , sive cognationis.*

Ce que le paragraphe *in Fideicommisso* , décide , le paragraphe *fratre* , de la

Loi peto, & la Loi dernière au Code de *verborum significatione*, le décident aussi, parce que ces deux Loix décident différemment que tous ceux qui sont de la famille sont admis au Fideicommiss, & qu'ils y viennent par degrés.

Ainsi dans les Fideicommiss perpétuels faits à la famille, tels que sont les Majorats, le Droit Romain auquel la Dame de Poitiers se retranche, décide expressément que le Fideicommiss ne finit point par l'extinction des personnes qui sont nommément appelées, & que la nomination des personnes ne sert que pour leur donner une préférence sur celles qui ne sont pas nommées.

Lorsque le Testateur ne s'explique pas sur les progrès du Majorat, on suit de même que dans les Fideicommiss l'ordre de succéder *ab intestat*.

Et dans cet ordre la nature du Majorat qui est indivisible, fait qu'en parité de degré, & dans la même ligne, le mâle est préféré à la femme. (a)

Le principe que l'on ne doit point passer d'une ligne à l'autre, sans épuiser celle où est le Majorat, fait que dans les Majorats comme dans les Fideicom-

(a) *Molina lib. 3. cap. 4. num. 4. & 14.*

mis, la fille du dernier possesseur est préférée au mâle d'une autre ligne. (a)

Mais souvent les Fondateurs des Majorats excluent les femmes en faveur des mâles les plus éloignés, c'est l'usage de l'Espagne. *Pluries Majoratum institutores foeminas adversus jura communia à primogeniorum successione propter masculos remotiores excludere solent.* (b) Alors la fille du dernier possesseur est excluse en faveur d'un mâle d'une autre ligne. (c)

La Dame de Poitiers en convient, & elle reconnoît que cette préférence a pour principe la volonté du Testateur, qui peut sur ce point déroger au Droit commun des Majorats. (d)

La quarantième des Loix faites à Toro, prive le petit-fils bien plus favorable que la fille, de la succession de son ayeul, lorsque le Testateur l'a ordonné.

Pour décider non-seulement dans les Majorats, mais dans toutes sortes de Fideicommiss que les femmes sont exclues en faveur des mâles plus éloignés, on ne demande pas que le Testa-

(a) Num. 13.

(b) Lib. 3. chap. 5.

(c) Toro cap. 5.

(d) Page 25. de son Factum.

teur ait prononcé précisément cette exclusion, on le décide par de simples conjectures. (a)

La Dame de Poitiers ne disconvient pas de ce principe, elle désire seulement que les conjectures soient puissantes & telles qu'on ne les puisse expliquer dans un autre sens, ni en éviter l'induction par les moyens légitimes. Molina décide que si le Testateur appelle les mâles, s'il met la qualité de mâle pour servir de règle générale, si dans une vocation de mâles il y joint la clause que dans tous les cas, & degrés l'on succédera de la même manière, ce sont autant de preuves indubitables que le Testateur a voulu exclure les femmes en faveur des mâles les plus éloignés. (b)

(a) Mol. lib. 3. cap. 4. num. 38. & 39.

(b) Ad positionem masculorum sequitur exclusio
feminarum. Lib. 3. cap. 5. num. 30. In forensibus
controversiis eo ipso quod Majoratus institutor masculos ad primogenitum successionem invitaverit, censetur feminas propter masculos remotiores excludere voluisse, idque ex verisimili voluntate quæ ex verbo masculus elicitur; non enim ad aliud verisimiliter hoc verbum masculus adjici potuit quam ad feminarum exclusionem. num. 37. Quando qualitas masculinitatis per viam regulæ generalis apposta est in Majoratu. num. 62. Quando Majoratus institutor factâ masculorum vocatione, adjecit eodem modo in omnibus aliis casibus. & v.

Molina propose la question tant agitée de sçavoir, si le terme indéfini de *mâles* comprend les mâles descendans par femmes, & il la résout pour l'affirmation dans le cas où l'on voit que l'objet du Testateur pour faire un Majorat, n'a pas été de conserver l'agnation. (a)

Son sentiment est suivi par tous les Auteurs; ils ne disputent que sur les conjectures par lesquelles on peut connoître si le Testateur a fait un Majorat pour conserver l'agnation, ou bien la simple masculinité.

Si le Testateur ne conserve l'agnation que pour certaines personnes ou dans certains degrés; par exemple, s'il dit vouloir la conserver dans la personne de Titius, & de ses descendans, ou s'il ordonne quelque chose de semblable; alors suivant la décision de Molina, (b) il faut restreindre la conservation de l'agnation aux personnes nommées.

Ce qui est conforme à la disposition

cationibus succedendum esse. num. 65.

(a) *Ubi in Majoratu de conservandâ agnatione non agitur, sub appellatione masculorum masculini ex feminis descendentes comprehensi esse censentur. Lib. 3. chap. 5. num. 45.*

(b) *Lib. 3. cap. 5. num. 18.*

de la Loi 39. ff. de condit. & demonst. suivant laquelle si le Testateur impose une condition *ad genus personarum*, elle est, dit la Loi, *totius Testamenti*; mais si la condition est imposée à certaines personnes, il ne faut l'appliquer que dans le degré où ces personnes sont instituées. *Quæ conditio ad genus personarum, non ad certas, & notas personas pertineat, eam existimamus esse totius Testamenti: at eam quæ ad certas personas accommodata fuerit referre debemus ad eum duntaxat gradum quo hæ personæ institutæ fuerint.*

Sur quoi les Interprètes du Droit posent ces principes généraux. *Generalis conditio generaliter, ut specialis specialiter intelligenda.*

Conditio injecta generaliter omnibus gradibus ad omnes gradus referetur. Omnibus ejusdem gradûs injecta ad gradum insequentem non extenditur. (a) Un cas dans lequel presque tous les Auteurs se déterminent à décider que la conservation de l'agnation n'a pas été l'objet du Majorat, est lorsque le Testateur appelle des personnes de sa cognation.

M^e. Charles Dumoulin à l'autorité duquel la Dame de Poitiers a eu recours sur cette question, le décide pré-

(a) *Gloss. ad. l. quæ condit.*

cifément , & il en fait une maxime pour les Fideicommiss. *Ex quo descendentes si-
ve persona honorata, siue persona gravata,
non possunt esse agnati, non censetur con-
templata agnatio, sed solum ipsa persona-
lis qualitas masculinitatis. (a)*

Cessant la circonstance que le Testa-
teur a appellé des personnes de sa co-
gnation , pour connoître quel a été son
objet lorsqu'il a appellé des mâles , soit
dans un Majorat , soit dans un Fidei-
commiss , s'il a expliqué la cause qui l'a
déterminé , on ne peut mieux faire que
de la consulter.

Et supposé qu'en faisant un Majorat ,
il ait eu pour objet ce qui détermine
ordinairement les Espagnols , la con-
servation de son nom , & la splendeur
de sa Maison , alors on ne peut jamais
dire qu'il n'ait eu en vûe que l'agnation,
parce que suivant la remarque d'un Au-
teur Espagnol , ce n'est point la pensée
de conserver l'agnation qui porte les
Espagnols à faire un Majorat. (b) Cer-

(a) Dumoulin sur l'ancienne Coutume de
Paris. Art. 16. num. 7.

(b) Si testator ob conservationem domus Majo-
raturæ expresse instituat, non videtur agnationem
conservare, sed potius totam descendentiam agna-
torum, & cognatorum respicere, atque omnes or-
dine successionis Majoratus admittere, & ita ex

te idée est trop limitée pour remplir leurs vastes projets ; elle ne répondroit pas à l'ambition qu'ils ont d'immortaliser leur nom.

M^e. Sicaud appliqua ensuite ces principes au Testament dont il s'agissoit.

Ce qui porte les Espagnols à faire un Majorat de leurs biens , c'est le désir de conserver leur nom , & la splendeur de leur Maison. C'est cet unique désir qui a porté Ferdinand de Rye à faire un Majorat de ses biens.

L'usage d'Espagne le plus fréquent , est de faire des Majorats masculins, c'est-à-dire , d'appeller tous les mâles de la famille à l'exclusion des femmes. Le Testateur l'a fait.

Il est ordinaire en Espagne de nommer des personnes pour posséder le Majorat , & ces personnes conformément aux principes des Majorats , ne sont pas appelées pour exclure celles qui ne sont pas nommées ; mais seulement pour leur

*consuetudine Hispanie recepta inductum. Castillo
quotidian. controvers. Juris lib. 5. cap. 93. §. 17.
num. 7. Majoratus Hispaniæ sui naturâ non sunt
agnationis, nec ob conservandam agnationem fiunt
regulariter, sed potius pro conservatione nominis,
memoriæ & familiæ institutorum, atque ejusdem
splendore, instituuntur communiter. Id. lib. 5.
cap. 131. num. 21.*

être préférées. Le Testateur s'est conformé à cet usage.

Et en s'y conformant, il a rapporté les nominations qu'il a faites à l'objet qu'il a eu de conserver son nom, & la splendeur de sa Maison.

Dans cette vûe après avoir appelé tous les mâles de sa famille par des dispositions générales, en expliquant les dévolutions de son Majorat, il a d'abord nommé tous les mâles de son nom; ensuite il a nommé tous les mâles descendans par mâles de Louïse de Rye sa nièce bien-aimée; de cette espece de mâles, il a fait passer son Majorat à tous les autres mâles de sa cognation, & entre ceux-ci, il a donné la préférence à la ligne masculine de chaque héritier fideicommissaire. Il l'a fait pour éviter les chûtes trop fréquentes du nom de Rye, & par-là le maintenir avec plus de splendeur.

Non-seulement il a nommé tous les mâles de sa cognation; mais il a aussi spécialement appelé tous les mâles descendans par femmes, sous le terme de mâles descendans médiatement de tous les substitués.

Les i.lées des Espagnols sont vastes, & il est rare qu'ils limitent leurs Ma-

jurats : c'est pourquoi on ne pense point qu'ils aient eu l'intention de les limiter , à moins qu'ils n'en aient fait une déclaration précise. Bien loin que le Testateur Sujet , & Ministre du Roi d'Espagne , ait eu dans les vocations générales , ou particulières qu'il a faites la moindre idée de limitation , il a porté ses vûes dans l'avenir le plus reculé , & n'a parlé que de perpétuité , & d'infinité.

Le Défenseur du Marquis de la Baume fait ensuite l'analyse du Testament , & conclut par les principes qu'il établit.

1°. Que le Majorat de Rye n'est pas fait par considération pour certaines personnes ; mais qu'il est réel.

2°. Que la famille du Testateur y est spécialement appelée. 3°. Que tous les mâles , tant de la cognation que de l'agnation y sont spécialement appelés.

4°. Que les femmes en sont exclues en faveur de tous les mâles. 5°. Qu'il est perpétuel. 6°. Qu'il ne peut être limité par les vocations qui suivent.

Après que le Comte de Beaujean , & le Marquis de la Baume se sont unis pour combattre Mademoiselle de Poitiers , & détruire sa prétention , ils se sont élevés l'un contre l'autre , pour fai-

re voir que le troisième ordre doit être ouvert en leur faveur, chacun à l'exclusion de son adversaire.

Le Marquis de la Baume fait du Majorat un argument cornu, *argumentum cornutum utrumque feriens*. Il en frappe Mademoiselle de Poitiers, & le Comte de Beaujean. Ce dernier prétend qu'il n'est point question ici d'un véritable Majorat. Voici comme je parlai dans une seconde Lettre distribuée au Procès que j'adressai au Comte de Beaujean.

Comment
le Comte
de Beau-
jean attrai-
que le Mar-
quis de la
Baume.

Le Marquis de la Baume qui est comme vous, Monsieur, un descendant par fille de Louise de Rye, se présente pour vous disputer le Fideicommiss; comment ose-t-il paroître dans la lice, puisque suivant la règle que le Testateur a tracée, il est exclus de la succession? Il l'a bien senti, en substituant avec un grand appareil des Loix étrangères à la volonté du Testateur. Il a vu que l'oracle ne parloit pas pour lui, il est allé en mandier d'autres, qui ne peuvent être regardés que comme de faux oracles, dès qu'ils combattent la volonté du Testateur qui est notre loi unique. On ne doit point être surpris de ces partis étranges que prennent quelque-

fois les Défenseurs d'une Cause ; l'impuissance où ils sont de la soutenir autrement, fait ce semble leur apologie.

Vous avez donc, Monsieur, sur votre adversaire l'avantage de voir le Testateur soutenir votre prétention, la loi qu'il a prescrite est votre défense, & son Testament est pour vous le plus efficace de tous les Plaidoyers.

On a vû dans l'analyse du Testament, que le Testateur a formé trois ordres de substitution ; qu'il a voulu que lorsque son Fideicommiss passeroit d'un ordre à un autre, du premier au second, du second au troisième, on préféreroit celui qui est plus proche de Louise de Rye, en faisant néanmoins tomber cette préférence sur l'aîné, lorsque le puîné concourroit avec lui. Et avenant en quelque tems que ce soit, qu'il ne reste plus aucun mâle descendant par ligne masculine de mondit neveu, je veux que mondit Majorat & Fideicommiss passe & retourne aux enfans mâles, & descendants par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée nièce Dame Louise de Rye, femme & compagne de Messire Claude de Poitiers, Baron, & Seigneur de Vadans, & Chevalier en la Cour Souveraine du Parlement à Dole. PREFÉRANT L'AÎNÉ AU PUÎNÉ, ET LE PLUS

PROCHAIN D'ELLE AU DESCENDANT PLUS ELOIGNE'. Ces expressions *que mon Fideicommiss passe, & retourne*, nous annoncent que c'est ici le cas du passage du Fideicommiss du premier ordre au second, de l'ordre des mâles descendants par mâles de son petit-neveu, François de Rye, Marquis de Varambom, à l'ordre des mâles descendants par mâles de Louïse de Rye, sa nièce. Dans cet ordre nouveau, sur qui le Testateur veut-il qu'on jette les yeux? Sur le plus prochain de Louïse de Rye, en le préférant au descendant plus éloigné. Aussi le Marquis de la Baume a été obligé de convenir, que c'est la règle qu'il a fallu suivre dans le passage du premier ordre au second. *Dans la descente*, dit-il, *par mâles de Louïse de Rye, l'affection du Testateur pour cette chere nièce, lui a fait donner entre les mâles de cette espece la préférence à celui d'entre eux qui seroit le plus prochain d'elle sur le descendant le plus éloigné.* Voilà donc une vérité si lumineuse, que le Marquis de la Baume est obligé de la confesser malgré lui. Il s'ensuit nécessairement que cette préférence du plus prochain de Louïse de Rye, est la loi que le Testateur veut qu'on suive, lorsqu'il appelle

sa cognation , c'est-à-dire , les mâles descendans de Louïse de Rye.

Le Marquis de la Baume convient que le Comte de Beaujean est plus proche que lui , premierement de Ferdinand - Eleonor de Poitiers qui est le premier substitué des descendans de Louïse de Rye ; secondement , que le Comte de Beaujean est plus proche de Louïse de Rye ; troisièmement , qu'il est plus proche du Testateur. Cet aveu que fait le Marquis de la Baume est aussi forcé que le premier , puisque la Généalogie démontre que Louïse de Rye qui est la bisayeule du Comte de Beaujean , est la trisayeule du Marquis de la Baume , & que Ferdinand-Eleonor qui est le premier appelé dans ce second ordre , est l'ayeul ou grand-pere du Comte de Beaujean , & le bisayeul du Marquis de la Baume. Le fait soutient donc parfaitement le droit du Comte de Beaujean , & le Marquis de la Baume convient du droit , & du fait.

Quel est donc son retranchement ? Après avoir été obligé de convenir que la préférence du plus prochain de Louïse de Rye est l'objet de la volonté du Testateur , lorsqu'il appelle les mâles descendans par mâles de Louïse de Rye.

il veut que ce Testateur ait eu une autre idée , lorsqu'il appelle les mâles descendans par filles. On sera surpris qu'il ait conçu une pareille prétention , dont on ne voit pas le moindre vestige dans le Testament. Dans les anciens tems quand on consultoit l'Oracle , le Prêtre gagné par des présens le faisoit parler. De même ce n'est pas ici le Testateur notre oracle qui parle ; mais c'est la cupidité du Marquis de la Baume qui lui prête un langage étranger. D'abord un violent préjugé s'élève contre lui. Quelle est la raison qui a obligé le Testateur , lorsqu'il a appelé les mâles descendans par mâles de Louïse de Rye , à donner la préférence à celui qui est plus proche d'elle ? C'est la même raison qui l'a engagé à donner la préférence à ces descendans sur d'autres descendans c'est l'affection qu'il avoit pour sa nièce ; il ne la laisse pas deviner cette affection , il appelle deux fois dans son Testament Louïse de Rye , *sa bien-aimée nièce* , titre qu'il ne donne pas à celui qu'il institue dans son agnation. Or cette affection qu'il a pour Louïse de Rye lui doit faire préférer celui qui est le plus proche d'elle , parce que c'est lui qui appartient de plus près à Louïse de

Rye. Parmi nos parens, les plus proches sont toujours ceux qui nous sont les plus chers. Si le même sang circule dans tous les parens, celui qui circule dans nos parens les plus proches a encore une plus grande identité avec nous. C'est cette identité qui est la source de cette union intime qui regne parmi les proches parens. On s'envisage les uns les autres, comme des branches d'un même arbre dont l'union est entretenue, pour ainsi dire, par un même esprit de vie. Les branches les plus proches du tronc lui appartiennent davantage que celles qui sont plus éloignées; de même aussi les plus proches parens du Testateur participent plus étroitement à cette union qui est entre lui, & sa famille. Cette proximité ayant son fondement dans la nature, on ne doit pas être surpris qu'elle ait dirigé le Testateur dans la vocation des descendans de Louïse de Rye. Puisque de l'aveu du Marquis de la Baume, elle l'a conduit dans la vocation des mâles descendans par mâles de Louïse de Rye, il s'ensuit qu'elle l'a conduit aussi dans la vocation des mâles par fille de Louïse de Rye? Pourquoi cela? Parce que la même proximité fondée sur la nature qui a emporté son affection dans la vocation du se-

cond ordre , a dû faire le même effet dans la vocation du troisième ordre.

Que le Marquis de la Baume ne nous dise pas que ce troisième ordre se présentant à lui dans un avenir bien éloigné , il n'a pû avoir aucune affection pour des descendans qu'il ne connoissoit point ; que les plus proches n'ont pas dû dans son cœur être distingués des plus éloignés , & que par conséquent il n'a pas été déterminé à donner une préférence aux premiers sur les autres.

On répond qu'on ne doit pas prêter cette indifférence au Testateur , pendant qu'on voit que la proximité emporte dans son Testament une préférence. Mais que le Marquis de la Baume réponde , s'il le peut , à ce raisonnement qu'on lui va opposer. Le second ordre des mâles descendans par mâles de Louïse de Rye , ne se présentoit-il pas au Testateur dans un avenir bien éloigné ? N'avoit-il pas trois arrièrepetits-neveux dans son agnation qu'il avoit appelés pour recueillir son Fideicommis ? Ne devoit-il pas penser que si ce premier ordre s'épuisoit , les descendans de Louïse de Rye qui se présenteroient , seroient des descendans éloignés qu'il ne connoissoit pas ? Il a
tellement

tellement pensé de la sorte , qu'en appel-
lant cette postérité , il ne parle point
de Ferdinand-Eleonor fils unique de
Louïse de Rye. Voici comme il parle.
*Et avenant , &c. je veux que mon Fidei-
commis passe , & retourne aux enfans mâ-
les descendans par mâles de Louïse de Rye.*
Il nomme donc des mâles qu'il ne con-
noît point individuellement , il ne son-
ge pas à nommer Ferdinand-Eleonor
expressément , parce qu'il ne pensoit pas
que celui-ci dût survivre à trois de ses
arriere-petits-neveux & à leur posteri-
té. Il est donc constant que ces mâles
descendans par mâles qu'il a appelés
lui étoient inconnus , & qu'ils se sont
présentés à lui dans un avenir éloigné.
Cependant, selon le Marquis de la Bau-
me , parmi ces mâles qu'il ne connoissoit
point , il préfère le plus proche de Louï-
se de Rye. Il a donc bien pû avoir cette
proximité pour objet de préférence ,
lorsqu'il a appelé les mâles descendans
par fille qu'il ne connoissoit point. Mais
il ne s'agit pas d'examiner s'il l'a pû ,
puisqu'il est certain qu'il l'a fait , & que
cette proximité est la règle qu'il a pres-
crite. *Préférant l'ainé au puîné, & LE PLUS
PROCHAIN DE LOUISE DE RYE AU DES-
CENDANT PLUS ELOIGNE'.*

Au fonds on soutient avec raison¹, que cette proximité à laquelle on donne une préférence dans une postérité qu'on ne connoît point, a son fondement dans la nature même. N'est-il pas certain que notre postérité éloignée que nous ne connoissons pas, nous est chère? C'est par notre postérité que nous nous flâtons de nous immortaliser; notre amour propre nous la rend présente à l'esprit, ces sentimens sont extrêmement vifs dans le cœur des personnes qui sont d'une naissance distinguée. Le Testateur ne dit-il pas! *Et parce que je désire grandement de maintenir & conserver à perpétuité le nom, les armes, & la splendeur de notre Maison de Rye?* C'est ce désir violent qui lui offroit souvent la postérité à l'esprit; c'est ce désir qui lui faisoit cherir les descendans de Louis de Rye: quoiqu'il ne pût pas avoir de chacun deux en particulier une idée distincte, il en avoit une expresse de cette postérité en général: Il n'en faut pas davantage pour exciter & émouvoir notre affection, & faire naître nos desirs. Le Testateur préféroit les plus proches de lui aux plus éloignés, parce que les premiers lui étoient unis plus intimement: notre sang est moins chan-

gè & moins mêlé dans nos proches parens , que dans ceux qui sont plus éloignés. On peut dire que la proximité nous entraîne alors avec d'autant plus de force , que nous ne connoissons point le mérite personnel de nos descendans , & que nous ne pouvons pas avoir d'autre motif de préférence que cette même proximité. Aussi voyons-nous que le Testateur a raisonné de la sorte en s'abandonnant aux sentimens de la nature ; & quand le Marquis de la Baume lui suppose une indifférence pour sa postérité , il lui prête un langage très-oppoé , non-seulement aux sentimens du Testateur , mais à ses propres sentimens ; car on ne peut pas penser que le Marquis de la Baume n'ait là-dessus des idées des personnes de sa naissance. L'Avocat qui l'a fait parler n'a pas conservé le caractère du Marquis de la Baume.

Sur quoi peut donc porter la prétention du Marquis de la Baume ? Il a tiré de sa place naturelle une règle que le Testateur a prescrite , & l'a appliquée au cas de la concurrence qui est entre lui & le Comte de Beaujan ; mais son artifice ne lui réussira point ; il ne sera pas difficile de restituer à cette règle la

place qu'elle doit avoir, & de montrer que la volonté du Testateur s'éleve contre cette application que fait le Marquis de la Baume.

La règle dont il veut se prévaloir est conçue en ces termes : *Ensorte néanmoins que l'aîné soit préféré au puîné, & le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon droit.* Voici comme il abuse de cette règle. Il dit au Comte de Beaujean : le dernier qui a possédé le Fideicommis, est Ferdinand-Joseph de Poitiers ; il est constant, comme le démontre la Généalogie, que je suis plus proche que vous de ce dernier substitué. Il s'ensuit selon le Testateur que je dois être préféré.

Qu'on lise le Testament, on sera d'abord frappé de l'abus que le Marquis de la Baume fait de cette clause en renversant la volonté du Testateur. Cette règle est répétée deux fois dans le Testament.

La première fois, c'est lorsque le Testateur a appelé son agnation ; c'est-à-dire, sa famille qui portoit son nom. Voici comme il a parlé : *Lequel Majorat je veux commencer à l'instant du décès de mondit héritier Ferdinand de Rye, en la personne d'un des enfans mâles d'icelui, &*

Majorat de Rye. 533

passer successivement de degrés l'un après l'autre , en sorte néanmoins que l'aîné soit préféré au puîné , & le plus prochain du dernier possesseur , & le plus habile à lui succéder selon droit , suivant toujours la ligne de celui qui aura été mon héritier , tant qu'il plaira à Dieu la conserver ; & en quelque tems qu'elle vienne à faillir , ledit Majorat passera à l'autre ligne plus prochaine des descendans par mâles , comme dit est , de mon neveu le Marquis de Varambon ; sçavoir après celle dudit Ferdinand de Rye à celle dudit François , après celle dudit François à celle du premier mâle que mondit neveu le Marquis de Varambon aura d'un autre mariage , & après celui-ci à celle du second ; & ainsi des autres suivant l'ordre de naissance.

Toutes ces expressions , lequel Majorat en la personne de l'un des enfans mâles de mon héritier Ferdinand de Rye passera à la ligne prochaine des descendans par mâles de mon neveu le Marquis de Varambon , & puis à celle du premier mâle que mon neveu aura d'un autre mariage ; ainsi des autres suivant l'ordre de la naissance. Toutes ces expressions , dis-je , démontrent clairement qu'il ne s'agit ici que du séjour & du progrès du Fideicommiss dans la famille du Marquis

de Varambon, ou si l'on veut, dans l'agnation du Testateur qui est le premier ordre de substitution. Il veut donc que tant que son Fideicommis subsistera dans cette famille, qu'il y passera d'une ligne à l'autre sans sortir de cet ordre, qu'on préfère *le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon droit.*

Cette règle n'est donc précisément que pour le séjour & le progrès du Fideicommis dans un ordre de substitution, & non pas pour le passage d'un ordre à l'autre ? Ce qui démontre clairement cette vérité, c'est qu'immédiatement après cette règle, le Testateur a dit : *Suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier, tant qu'il plaira à Dieu la conserver.*

N'est-il pas certain qu'il parle de la ligne masculine du Marquis de Varambon, ou si l'on veut, de la ligne de Ferdinand de Rye héritier institué, fils du Marquis ? Cette expression, *tant qu'il plaira à Dieu la conserver*, ne nous fait-elle pas voir que la règle qu'il prescrit n'est que pour le tems que doit durer cette ligne masculine, & qu'elle n'est pas faite pour être observée après l'extinction de la ligne ? Rien de plus clair que ces termes, *tant*

qu'il plaira à Dieu la conserver. Si le Marquis de la Baume ne se rend pas à une telle démonstration , il seroit ébloüi de la lumiere du soleil , qu'il diroit que cet astre ne l'éclaire point.

D'ailleurs n'a-t-on pas vû que le Testateur a dit formellement & précisément que lorsqu'il s'agira du passage d'un ordre à un autre , on préférera celui qui est le plus proche de Louïse de Rye ? Il a distingué parfaitement les deux cas ; le cas du séjour du progrès du Fideicommis dans un ordre , & le cas du passage & du retour. Pour ne pas voir cette distinction dans le Testament, & l'application de chaque Regle à chaque cas , il faut avoir sur les yeux un des bandeaux des plus épais que la cupidité y puisse mettre; on sçait qu'elle est en possession de nous aveugler.

La seconde fois que le Testateur a prescrit la regle que pervertit le Marquis de la Baume , c'est lorsqu'il a voulu marquer le séjour & le progrès du Fideicommis dans le second & le troisième ordre de substitution. Il fait dans ces deux ordres ainsi que dans le premier , le même usage de cette regle. Comme on ne veut point suivre l'exemple du Marquis de la Baume , qui cou-

pe le Testament par parties , & les place ensuite hors de leur rang , on transcrira tout de suite l'article où le deuxième & troisième ordre sont appelés. Le Comte de Beaujean a autant d'intérêt d'offrir le Testament dans sa contexture naturelle , que le Marquis de la Baume a d'intérêt de le diviser.

Et avenant en quelque tems que ce soit qu'il ne reste plus aucun mâle descendant par ligne masculine de mondit neveu , je veux que mondit Majorat & Fideicommis de mes biens passe & retourne aux enfans mâles & descendans par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée nièce Dame Louise de Rye , femme & compagne de Messire Claude de Poitiers , Baron & Seigneur de Vadans , Chevalier en la Cour Souveraine au Parlement à Dole , préférant l'ainé au puîné , & LE PLUS PROCHAIN D'ELLE AU DESCENDANT PLUS ELOIGNÉ.

Et voulant que de-là il passe de mâle en mâle , de degré en degré , de ligne en ligne perpétuellement , à la charge de prendre , porter & relever les armes de notre Maison de Rye : voulant encore , ainsi que j'ai ordonné , entre les descendans mâles de mondit neveu le Marquis de Varambon , que ceux des descendans mâles de ma bien-aimée nièce Dame de Vadans qui posséde-

*Font ladite substitution de Vadans laissent
suivre mondit Majorat aux autres mâles
ou descendans qui ne le posséderont pas, tant
qu'il y aura aucuns qui ne soient promûs aux
Ordres sacrés ni Religieux Profés de
quelque Ordre ; ains qu'ils soient de pro-
fession Laïque & Séculière : préférant tou-
jours l'ainé au puîné, & le plus prochain du
dernier possesseur, & le plus habile à lui
succéder selon droit.*

L'on voit d'abord le cas du passage du
Fideicommiss bien exprimé, & que le
Testateur applique à ce cas la règle qui
veut qu'on préfere le plus prochain de
Louïse de Rye ; pouvoit-il mieux s'ex-
pliquer ? Et si on ne le comprend pas,
n'est-ce pas parce qu'on ne veut pas le
comprendre ?

Mais, dit le Marquis de la Baume, le
Testateur dit à la fin de cet article qu'on
vient de citer, préférant le plus prochain
du dernier possesseur, que deviendra cet-
te dernière règle ?

Il est constant que le Testateur n'a
pas voulu qu'elle combattît l'autre ré-
gle, ainsi il lui faut trouver sa place.
Le Testateur ne nous a-t-il pas épargné
le soin de la chercher ? *Voulant*, dit-il,
ainsi que j'ai ordonné, entre les descendans
mâles de mondit neveu le Marquis de Va-

rambon , qu'on préfere l'ainé au puîné , & le plus prochain du dernier possesseur , & le plus habile à lui succéder selon droit ? Voyons comme il a ordonné qu'on fît usage de cette regle parmi les descendans mâles du Marquis de Varambon , & nous verrons comme il la faut appliquer ici. Il a ordonné , cela est démontré , que cette regle parmi les mâles du Marquis de Varambon , ne serviroit que pour le séjour , & le progrès du Fideicommis dans ce premier ordre pendant tout le tems qu'il le parcourroit sans en sortir ; il s'ensuit clairement que cette regle a le même usage dans le second & le troisième ordre.

Le Testateur dit avec la dernière clarté , sans se servir d'aucun terme amphibologique , tant que mon Fideicommis chemînera dans ce premier ordre ; s'il s'agit du passage d'une ligne à l'autre , & qu'il y ait une concurrence entre les deux descendans , je veux qu'on préfere le plus prochain du dernier possesseur , & le plus habile à lui succéder selon droit , mais lorsque mon Fideicommis passera du premier ordre de substitution au second , & du second au troisième , alors je veux qu'on préfere le plus proche de Louise de Rye ; & lorsque dans le second ou

le troisième ordre mon Fideicommis se promenera , si on peut parler de la sorte , sans sortir de l'espace de l'un ou de l'autre ordre , je veux , ainsi que je l'ai ordonné dans le premier ordre , qu'on préfère le plus prochain au dernier possesseur , & le plus habile à lui succéder. En un mot, il nous fait parfaitement l'application de ces deux règles différentes; c'est une extrême infidélité de s'écarter de l'usage qu'il en fait , & de violer son intention en les mettant en œuvre dans des cas où il a voulu qu'on ne les observât point. Un passage d'un Fideicommis d'un ordre à l'autre nous annonçant un ordre nouveau , nous présente une autre famille. C'est un nouveau spectacle assujetti à de nouvelles règles. Cette forme sous laquelle paroît alors le Fideicommis , le remet au même état qu'il étoit lorsqu'il a été recueilli par celui qui a d'abord été institué. Ce n'est donc pas de la main du substitué de l'ordre précédent que celui qui commence le nouvel ordre reçoit le Fideicommis ; C'est de la main même du Testateur : ainsi celui qui est plus proche du Testateur , doit être préféré à celui qui est plus près du dernier substitué.

Preuve que la règle que le Marquis de la Baume employe ne peut jamais lui être utile ; c'est que le Testateur a dit , *présérant le plus prochain du dernier possesseur, & le plus habile à lui succéder selon droit* ; le descendant qui voudra se servir de cette règle , doit donc en même-tems être le plus proche & le plus habile à succéder , parce que le Testateur exige que la proximité soit réunie à l'habileté de succéder ; autrement la règle n'est d'aucun usage. Ici il est certain que le Marquis de la Baume n'est pas le plus habile à succéder au dernier substitué , puisque celui-ci a laissé une fille ; l'union de ces deux qualités étant nécessaire suivant le Testateur , & le Marquis de la Baume ne les réunissant pas , comment s'est-il avisé de se fonder sur une pareille règle ? Ce fondement lui échappe , & sa prétention ne porte sur rien. Rien ne prouve mieux que cette règle n'est pas faite pour le passage d'un ordre à l'autre.

Il se réfugie dans cette expression du Testateur , *présérant l'aîné au puîné*. Je suis , dit-il , l'aîné à l'égard du Comte de Beaujean ; puisque je suis dans une branche aînée , je dois donc lui être préféré ; qu'est-ce que cette aînesse du Mar-

quis de la Baume ? Il dit qu'il est aîné dans les lignes directes & collatérales où se trouve le Fideicommiss, dans la ligne directe de Ferdinand-François de Poitiers, second substitué du second ordre, & dans la ligne collatérale de Ferdinand-Joseph de Poitiers, dernier substitué du second ordre. Il est, dit-il, fils aîné de Marie-Françoise de Poitiers, laquelle est fille aînée de Ferdinand-Joseph de Poitiers. L'aînesse d'une fille par représentation de son pere n'a point lieu dans plusieurs de nos Coûtumes ; si elle a lieu dans quelques-unes, c'est parce qu'elles ont des dispositions expressees à cet égard. Le Marquis de la Baume ne nous a pas fait voir par aucune autorité que cette aînesse de fille par représentation puisse avoir lieu dans cette espece. Quand il nous dit que Marie-Françoise de Poitiers est sœur aînée de Ferdinand-Joseph de Poitiers, de quel usage lui seroit l'aînesse de sa mere dont le sexe est exclus dans le Testament de l'Archevêque de Besançon. L'aînesse prétendue du Marquis de la Baume est en vérité d'une espece tout-à-fait singuliere ; elle est amenée, je ne sçais comment, par une subrogation & une repré-
senta-

tion : mais supposons-la véritable un instant , ce seroit une aînesse dans la Maison de Poictiers. Il ne s'agit pas ici d'une substitution affectée à la Maison de Poictiers , mais aux descendans de Louïse de Rye ; ce n'est point à la famille de Poictiers qu'elle est destinée , mais à la famille de Rye.

Mais voici une réponse qui annéantit entierement cette frivole objection. Quand le Testateur en préférant le plus proche de Louïse de Rye a voulu qu'on préférât l'aîné au puîné , c'est lorsqu'il y auroit une concurrence en parité de degré. Voilà deux freres , par exemple , qui tous deux prétendront le Fideicomis ; ils sont également proches de Louïse de Rye ; alors l'aîné sera préféré au puîné. Il ne s'agit pas d'une concurrence entre deux descendans , dont l'un sera dans une branche aînée, & l'autre dans une branche cadette. Le Testateur se seroit bien servi du terme de *branche* & de celui de *ligne* , s'il avoit voulu parler d'une telle concurrence. D'ailleurs l'expression de *puîné* ne s'applique point à une ligne & à une branche. On ne dit point une *branche puînée* , une *ligne puînée* ; mais une bran-

che cadette, une ligne cadette. Ainsi le Marquis de la Baume pour soutenir sa prétention, fait faire au Testateur un barbarisme qui offense les oreilles les moins délicates. On a vû que Mademoiselle de Poitiers renverse le sens des mots. Le Marquis de la Baume fait un barbarisme; ils sont réduits à faire une nouvelle langue pour faire dire au Testateur ce qu'il n'a jamais voulu dire. Ainsi notre Langue & le Testament s'élèvent également contre eux.

On montrera encore que le Testateur en préférant le plus proche de Louis de Rye, n'a entendu donner la préférence à l'aîné sur le puîné, que dans une concurrence en parité de degré. Si on la prenoit dans un autre sens; c'est-à-dire, dans une concurrence entre deux degrés, l'un plus proche, & l'autre plus éloigné, le Testateur auroit prescrit une règle qui se contrarieroit. Il veut qu'on préfère le plus proche, & il veut qu'on préfère l'aîné. Cet aîné peut être plus éloigné; comment concilier tout cela? Cette conciliation ne se peut faire qu'en disant avec le Testateur qu'il s'agit de deux descendans qui sont dans le même degré, dont l'un est l'aîné, & l'autre le puîné; cela est démontré Il s'ensuit

que la prétendue aînesse du Marquis de la Baume n'est ici d'aucun usage. Il dit qu'il ne faut point quitter la ligne où se trouve le Fideicommis pour remonter à une autre, à moins que la première ne soit épuisée, & il applique cette règle au cas où il est; mais il n'est point dans la ligne où étoit le dernier substitué; celui-ci étoit un mâle descendant par mâles de Louïse de Rye, & le Marquis de la Baume est un mâle descendant par fille. D'ailleurs il ne s'agit pas ici du séjour & du progrès du Fideicommis dans un ordre de substitution, mais du passage d'un ordre à l'autre, du passage de l'ordre des mâles descendants par mâles, à l'ordre des mâles descendants par fille. Le Marquis de la Baume cite Molina. Cet Auteur Espagnol est le Héros de son Défenseur. *Quoties*, dit ce Docteur au-delà des Pyrénées, *successio ad unam lineam devenit, non debet fieri transitus ad aliam*. Mais encore une fois, la succession n'est point entrée dans la branche ou la ligne du Marquis de la Baume, *ad ejus lineam non devenit*: peut-être ne parle-t-il de la sorte que parce que la vivacité avec laquelle il désire cette succession qu'on lui dispute, fait sur lui le même effet que s'il la possédoit.

Molina ne peut donc servir à celui qui le cite , qu'à faire paroître une érudition inutile.

Après qu'on a démontré que le Comte de Beaujean selon le Testament est appelé au Fideicommiss dans ce nouvel ordre , comme le plus proche de Louïse de Rye , on pourroit sans rien craindre laisser le Marquis de la Baume s'épuiser à traiter des questions de Droit qui ne le conduiront jamais à son but. De quelle nécessité est-il d'agiter la question , si le Fideicommiss est un Majorat ou non ? Dès que Molina l'oracle du Marquis de la Baume , décide qu'on peut déroger , en faisant un Majorat , aux Loix essentielles de ces sortes de substitutions , de quel usage peuvent être pour le Marquis de la Baume les Loix des Majorats que le Testateur a violées ? Suivant Molina , on peut faire des Majorats limités , & temporels ; quoiqu'ils doivent être infinis , perpétuels , suivant les Loix des Majorats , *qui expressâ testantis dispositione in personâ ultimo loco vocatâ finiuntur*. Quand cet Auteur établit les Loix des Majorats , il dit précisément qu'elles doivent avoir lieu , à moins que le Testateur ne l'ait voulu autrement : *Nisi aliud fuerit constitutum*.

per illum qui Majoratum instituit atque ordinavit ; nam in ejusmodi casu precipimus ut voluntas testatoris servetur. La Loi quarantième de Tauro conserve cette liberté au Fondateur d'un Majorat. Ainsi que le Marquis de la Baume nous dise, que suivant les Majorats la représentation qui n'a pas lieu dans les substitutions , est admise ; que son droit d'aînesse prétendu lui doit donner la préférence ; quand nous conviendrions de son principe , & que nous aurions la complaisance de lui passer son aînesse irrégulière , sa prétention n'en seroit pas plus solide , parce que nous lui répondrions, le Testateur a dérogé à cette Loi du Majorat, *nam in ejusmodi casu precipimus ut voluntas testatoris servetur.*

A quoi sert donc de faire un étalage des Loix des Majorats , de mettre en lambeaux une Bibliothèque d'Auteurs Espagnols ? Pourquoi aller à grands frais chercher bien loin des Auteurs pour nous prouver les Loix des Majorats ; dès qu'ils conviennent qu'on peut déroger à ces Loix, ils se déclarent pour le Comte de Beaujean , ce sont des déserteurs qui quittent les enseignes du Marquis de la Baume pour se ranger sous celles de son adversaire.

Mais ôtons au Marquis de la Baume le bouclier qu'il se fait des Loix des Majorats : après avoir montré qu'il n'a aucuns moyens solides , prouvons qu'il n'en a pas même de spécieux.

Suivant Molina cité par le Marquis de la Baume , le Majorat se définit une disposition par laquelle une personne laisse ses biens à une famille , pour y être déferés par ordre successif & perpétuellement en entier à l'aîné. Le même Molina en faisant cette définition dit : *En novam, & essentialem Hispanorum Majoratum definitionem.* Le terme de Majorat a un sens générique , & un sens spécifique ; suivant le premier sens c'est un Fideicommis perpétuel , & graduel dans une famille ; suivant le second sens , c'est un Fideicommis perpétuel où le droit d'aînesse a la préférence. C'est précisément le Majorat d'Espagne : *En novam, & essentialem Hispanorum Majoratum definitionem.*

Le Testateur n'a pris le mot de Majorat que dans son sens générique ; preuve de cette vérité , c'est qu'il joint ce terme avec celui de Fideicommis , presque toutes les fois qu'il en parle , *mon Majorat* , dit-il , *& mon Fideicommis*. Le Majorat , dit le Marquis de la Baume ,

est au Fideicommiss ce que l'espece est au genre. Lorsqu'on nomme l'espece, on n'y joint point le nom du genre ; l'être est le genre de la substance , la substance est le genre du corps ; on ne dit point la substance , & l'être , le corps & la substance , ce seroit un pleonasme des plus vicieux & des plus ridicules ; Pourquoi cela ? Parce que le nom de l'espece renferme non-seulement l'idée du genre , mais l'idée de ce qui le distingue du genre. Quand on veut faire une répétition , on n'assemble pas deux mots dont l'un ne renferme que la moitié de l'idée que l'autre donne. On doit conclure que le Testateur ayant dit, mon Majorat & mon Fideicommiss , a voulu employer deux synonymes qui signifioient la même chose , dont l'un ne disoit pas plus que l'autre. Il a fait une figure dont on se sert souvent , il a donc pris le Majorat dans son sens générique , & non pas dans son sens spécifique. La plus légère teinture de la Logique & de la Grammaire persuadera la force de cette démonstration. Si le Testateur eût voulu que le Majorat se prît dans son sens spécifique , qui l'auroit empêché de le caractériser , en l'appellant Majorat d'Espagne , ou en lui

donnant son attribut essentiel, qui est la préférence du droit d'aînesse?

Deux raisons convaincantes nous prouvent encore qu'il n'a pas voulu faire un Majorat d'Espagne. Premièrement il a exclus le sexe de son Fideicommis: il est certain que le sexe est appelé dans les Majorats d'Espagne, à l'exemple de la succession à la Couronne d'Espagne qui est un Majorat, le modèle des autres substitutions de cette espèce. Secondement, il n'a donné aucune préférence au droit d'aînesse dans le passage de son Fideicommis d'un ordre à l'autre, mais seulement au plus prochain de Louïse de Rye; car on a vu que cette préférence qu'il donne à l'aîné sur le puîné, se borne à une concurrence entre deux descendans qui sont dans le même degré. Voilà un Majorat dépouillé de ses attributs, ce n'est, pour ainsi dire, qu'un squelette de Majorat, qui n'en a proprement que le nom.

Qui ne seroit après cela surpris de l'entreprise du Marquis de la Baume, qui sur le prétexte que le Testateur a employé le mot de Majorat dans un sens générique, veut assujettir le Testament aux Loix des Majorats d'Espa-

gne ; pendant que le Testateur a déro-
gé expressément à ces Loix ?

Comment le Marquis de la Baume
n'a-t-il pas senti qu'en se jettant entre
les bras de ces Auteurs étrangers , afin
d'étaier par de pareilles autorités le sens
forcé qu'il donne au Testament , il don-
ne lieu de penser que le sens naturel &
légitime de cette disposition est contre
lui. Il semble dire au Testateur : *En*
vain vous m'avez voulu donner l'exclusion,
je ferai voir par Molina, & par Gomez,
qu'on doit attacher à vos expressions un sens
contraire à celui que vous leur avez donné ;
ainsi à l'aide de ces Auteurs Espagnols, j'en-
vahirai votre succession malgré vous. Ma-
demoiselle de Poitiers soutient que
malgré le Testateur qui avoit exclus
son sexe , elle devoit recueillir le Fidei-
commis ; le Marquis de la Baume sou-
tient que malgré le Testateur qui ap-
pelle dans ce nouvel ordre le descen-
dant le plus proche de Louïse de Rye ,
on peut admettre un descendant plus
éloigné ; tous deux veulent anéantir les
dispositions les plus claires , & les plus
précises du Testateur. Comment la ba-
lance de la justice qui incline toujours
pour la volonté du Testateur , panche-
roit-elle pour eux ?

1
1
1
2
9
2
20
ol
30

Il faut observer que les Loix des Majorats sont des Loix qui ne regardent que l'Espagne ; que la Franche-Comté se régissoit du tems du Testateur , & se regit encore suivant des Coutumes qui lui sont particulieres ; qu'au défaut de ces Coutumes le Droit écrit étoit , & est encore son Droit municipal ; qu'elle n'a jamais été soumise à l'Espagne par droit de conquête , mais par droit de succession. Qu'on parcoure le Recueil des Ordonnances des Rois d'Espagne pour la Franche-Comté , on ne verra point que cette Province se soit soumise aux Loix d'Espagne. Louis le Grand qui a conquis la Franche-Comté lui a conservé ses Loix , & ses Coutumes. Ainsi les Loix des Majorats d'Espagne n'ont jamais été introduites dans la Franche-Comté. Les Loix d'une Province ne s'étendent pas dans une autre , quoiqu'elles soient sous la domination du même Monarque. Les Contrats des mariages où l'on se soumet à des Coutumes qui ne s'observent point dans le lieu où l'on contracte ne doivent pas être tirés à conséquence , parce que l'on sçait qu'il est de la nature du Contrat de mariage d'être susceptible de toutes sortes de conventions , ce que l'on ne

peut pas dire des autres Actes.

Le Majorat est donc un vain refuge pour le Marquis de la Baume. Il a mandié un secours inutile auprès des Auteurs Espagnols. Au fonds le véritable point de vûc qui fixera les regards des Juges, c'est la volonté du Testateur. Elle est si évidente, que tous les vains nuages qu'on lui oppose disparaissent devant elle. Vainement le Marquis de la Baume dira que ce Fideicommis étant successif, doit se déférer au plus prochain du dernier successeur, on a déjà fait voir au Procès que la maxime ne s'appliquoit point au Fideicommis qui prenoit une nouvelle forme, & passoit dans un ordre nouveau. On a cité Peregrinus, Art. xx. n. v. de *Fideicommissis*, qui dit : *Illorum autem opinio que pro testatoris proximitate stat presertim accipitur, cum post mortem gravati fit diversio ad aliam personarum conditionem, veluti à masculis ad fœminas, à descendibus ad transversales & ejusmodi.* On a cité la Loi dans le fameux paragraphe *in Fideicommissis*, qui dit : *Post omnes extinctos qui ex his primo gradu procreati sunt, quatenus ibi deciditur post extinctos nominatos, & qui ab illis descendunt vocari proximiores testatoris :* la Glose est conforme

À cette Loi. Peregrinus cite plusieurs Jurisconsultes célèbres qui sont de la même opinion.

La raison est sensible dans l'espece présente. Le Testateur a formé trois ordres dans sa substitution. Il est certain que celui qui est le premier dans le premier ordre, n'a reçu le Fideicommis que de la main du Testateur ; car de quel autre l'auroit-il reçu ? Son successeur le tient de la main de cet institué, ainsi des autres sujets de cet ordre qui le tiennent de celui à qui chacun succède. C'est pourquoi dans ce progrès la règle qui veut qu'on préfère le plus prochain du dernier possesseur, peut avoir son application. Mais lorsque cet ordre est épuisé & qu'il se présente un ordre nouveau, on voit clairement que la succession se trouve au même état qu'elle étoit au décès du Testateur. Ainsi le premier de ce second ordre tient le Fideicommis de la main du Testateur. Aussi voyons-nous qu'il l'appelle son héritier, *suivant*, dit-il, *la ligne de celui qui sera mon héritier*. Il donne le même nom au premier du troisième ordre. Cela prouve clairement qu'il regarde ces premiers sujets plutôt comme des institué, que comme des substitués.

Il s'ensuit que puisqu'ils tiennent le Fideicommis de la main du Testateur , on doit préférer celui qui est le plus proche du Testateur. Ce qui démontre clairement que le premier d'un ordre nouveau ne tient le Fideicommis que de la main du Testateur , c'est qu'on ne peut pas dire qu'il le tienne du dernier de l'ordre précédent ; il n'est point de la famille de ce dernier , il n'est point le plus habile à lui succéder. Et par conséquent il n'est point appelé comme le plus prochain du dernier possesseur , puisque le Testateur veut que celui qui prétendra se servir de cette Loi , soit le plus habile à succéder au dernier possesseur. On voit donc avec la dernière clarté que suivant la raison même , & la volonté du Testateur , lorsqu'on commence un ordre nouveau , la seule préférence qu'il faut accorder , c'est à celui qui est le plus proche du Testateur.

Il s'ensuit , Monsieur , que la Loi , la raison , le Testament , tous vous favorisent. Je le répéterai encore , le Testateur est votre Avocat , & le Testament votre Plaidoyer.

Moyens M^e. Sicaud soutint au contraire , que
du Mar- le Marquis de la Baume devoit être pré-
quis de la féré au Comte de Beaujean , parce que
Baume con-

Le premier est dans la branche aînée. trè le Com-
te de Beau-
jean.
Les Majorats sont des dispositions en fa-
veur de l'aîné, *proximo cuique primoge-*
nito deferantur. Quoiqu'il soit aîné par

représentation, cette représentation a
lieu dans les Majorats; la quarantième
des Loix faites à *Toro* y est formelle; le
Marquis de la Baume doit être préféré
en qualité de mâle plus proche du der-
nier possesseur. Le Comte de Beaujean
prétend que l'on doit regarder cette
proximité par rapport à Louïse de Rye;
mais c'est en quoi il se trompe. Première-
ment en matiere de substitutions, l'on
ne quitte point la ligne où se trouve le
Fideicommiss, pour remonter à une au-
tre, à moins que la première ne soit
épuisée. (a) Tel est le sentiment de plu-
sieurs Auteurs qui ont traité la matiere. (b)

(a) Molina. Liv. 3. chap. 6. nom. 32. applique
ce principe au Majorat: *Quoties successio ad unam
lineam devenit, non debet fieri transitus ad aliam
nisi deficientibus omnibus his qui ex illâ lineâ pro-
cesserint; sicut enim successio ipsa non debet exire
ex illâ lineâ in quâ semel ingressa est, ita etiam
primogenituræ jus non debet facere transitum ex
illâ lineâ in quâ semel radicatum est, nisi omnes
ex illâ lineâ procedentes deficient.*

(b) *Secunda conclusio. Naturam pariter & con-
ditionem Majoratûs seu primogenituræ illam esse
ut de lineâ in lineam progrediantur; ita ut quo-
tiescumque bona primogenituræ affecta lineam*

L'on ne dissimulera pas que les Docteurs ont été partagés & ont beaucoup écrit, comme le Comte de Beaujean l'observe sur la question de sçavoir si dans les Fideicommiss faits à la famille, on doit avoir égard pour la proximité des degrés à la personne du Testateur, ou bien à celle du dernier possesseur.

Aucun des Partisans de la proximité du Testateur n'a oublié de dire, comme fait le Comte de Beaujean, que le substitué est élu par le Testateur, qu'il succède aux biens du Testateur, qu'il les tient de lui, & rien du dernier possesseur : *Capit à gravante, non à gravato*, Toutes ces raisons, & beaucoup d'autres ont été solidement détruites par les Auteurs qui tiennent pour la proximité du dernier possesseur.

M. Jean Marie Ricard (a) observe ce qui se présente naturellement à l'es-

minus ex vocatis ingressa fuerint, secundo geniti, vel alterius linea non admittatur, nisi deficientibus omnibus prioris lineæ, & tota lineæ ingressæ evacuata, & finita.

Ant. Thesaurus quæst. forens. Lib. 2. quæst. 12. num. 12.

Linea semel occupata semper est continuanda & perpetuanda in omnes illius descendentes. Id. Lib. 1. quæst. 34. num. 27. & alii.

(a) *Traité de substit. Part. 1. chap. 8. sect. 21*

prit, que lorsqu'un Testateur fait un Fideicommiss graduel à sa famille, sa pensée n'est point qu'on lui succède *ab intestat*, mais seulement que l'on conserve ses biens dans sa famille, qu'ils n'en sortent point, & qu'on les recueille de proche en proche dans l'ordre légitime de succéder, qui est que les biens passent au plus proche parent du défunt, pourvû qu'il soit de la famille du Testateur.

L'on peut même dire que cet ordre est établi disertement dans la Loi dernière au Code, *de verbor. signific.* parce que dans cette Loi qui contient l'espece d'un Fideicommiss fait à la famille, l'Empereur ordonne de suivre l'ordre successif entre tous ceux qui composent la famille graduellement, & dans le rang qu'ils ont les uns avec les autres.

C'est l'ordre le plus naturel; c'est celui qui est le plus conforme aux mœurs des Nations, qui par une espece de Fideicommiss affectent les biens aux familles dont ils procèdent. L'on n'y considère le premier Auteur, qu'afin que la personne qui demande les biens soit de sa famille; & entre ceux qui sont de la famille l'on préfère, non pas celui qui est le plus proche du premier Au-

teur ; mais celui qui est le plus proche du défunt.

Aussi de l'aveu de presque tous les Docteurs , l'opinion de la proximité du dernier possesseur est la plus commune.

C'est la seule que l'on tienne au Palais , comme étant la plus régulière , la moins embarrassante , & la plus capable d'empêcher une infinité de contestations.

L'on y pense qu'à moins que le Testateur n'en ait disposé autrement , il n'a pas eu intention de suivre pour conserver ses biens dans sa famille , un ordre différent de celui que la Loi qui est sage a établi : c'est un ordre simple , & qui n'est sujet à aucun inconvénient.

M^e. Sicaud prétend ensuite que suivant les maximes des Majorats , on doit préférer le plus prochain du dernier possesseur.

A l'égard des raisons qui veulent que dans la continuation d'un ordre , on préfère le plus proche du dernier possesseur , elles subsistent dans le cas du passage d'un ordre à l'autre ; on y trouve la présomption que le Testateur a voulu qu'on suivît l'ordre du droit , d'abord qu'il n'a pas ordonné le contraire ; on y trouve les inconvénients de remonter

au Testateur , on y trouve la simplicité du progrès en faisant passer le Fideicommis à ceux qui sont les plus proches du grevé ; on y trouve la juste application de ce qui se passe dans nos Coutumes pour la succession des propres qui sont déferés aux plus proches du défunt , pourvû qu'ils soient de la ligne dont les propres procedent.

Lorsque d'un côté il n'y a pas de raison pour préférer le plus proche du Testateur dans le changement d'un ordre à l'autre , & que d'un autre côté les raisons qui font préférer le plus proche du dernier possesseur dans la continuation d'un même ordre , subsistent dans le changement d'un ordre à l'autre ; il faut penser , comme a fait M. Jean Marie Ricard , que n'y ayant dans ces deux cas *aucune diversité de principes , ils ne doivent pas être susceptibles de différentes décisions.*

Quelques convaincantes que soient toutes ces raisons , le Comte de Beaujean insiste à dire qu'entre les mâles descendans par mâles du Marquis de Varambon , le Testateur a préféré le plus proche du dernier possesseur ; mais que dans le passage de ces mâles aux mâles descendans de Louïse de Rye , il

a préféré le plus proche de Louïse de Rye. De-là il infere que dans le changement d'un ordre à l'autre, la volonté du Testateur a été de ne point préférer le plus proche du dernier possesseur, mais seulement dans le cas des différens séjours que le Majorat fera entre les mâles d'un même ordre, ou d'une même espèce.

C'est ainsi que le Comte de Beaujean argumente d'un cas particulier pour régler la succession entière du Majorat de Rye; mais ce n'est pas ainsi que l'on doit raisonner. Car d'abord que le Testateur a fait des dispositions générales pour décider de la préférence dans les cas non exprimés, c'est sur ces dispositions générales, & non pas sur une disposition particulière qu'il faut se déterminer. Or les dispositions générales que le Testateur a faites pour décider de la préférence, sont que le Majorat est successif, & que l'on y viendra successivement. Ces dispositions donnant la préférence au plus proche du dernier possesseur, la conséquence est, que supposé que le Testateur ne se fût pas expliqué pour le cas particulier dont il s'agit, il faudroit préférer le plus proche du dernier possesseur.

Mais sur ce cas particulier, le Testateur n'est pas demeuré dans le silence, puisqu'après avoir dit, & *voulant que de là il passe de mâles en mâles*, dans la suite il a ajouté, *préférant le plus proche du dernier possesseur*. Comme il n'a point distingué le passage d'avec le séjour, il s'ensuit qu'il a eu la même volonté pour l'un, & l'autre cas, & qu'ainsi dans le passage comme dans le séjour, il a donné la préférence au plus proche du dernier possesseur.

Je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit pour faire voir la volonté du Testateur en faveur de la préférence que doit avoir le Comte de Beaujean; mais comme le Défenseur du Marquis de la Baume fit son capital de prouver que le Fideicommiss dont il s'agit est un véritable Majorat, je fis tous mes efforts pour prouver le contraire, & voici comme je m'expliquai.

Replique
du Comte
de Beau-
jean.

Les véritables Majorats Espagnols sont des substitutions qui ne sont en usage qu'en Espagne. Elles tirent leur origine des Loix à *Tauro* qui ont été faites en 1505. dans une assemblée générale des Etats sous le regne de la Reine Jeanne : * ainsi il ne faut point dans cette

* *In aliis antiquis hujus Regni Legibus Ma-*

matière citer, comme l'a fait le Marquis de la Baume, les Loix *partita*, redigées par Ferdinand III. & perfectionnées par Alphonse X. puisqu'elles sont antérieures aux Loix à *Tauro*. Croyons là-dessus Molina, cet Auteur n'est pas suspect au Marquis de la Baume.

Une Loi expresse des Majorats Espagnols, c'est qu'ils ne peuvent point être faits sans la permission du Prince. *Nous ordonnons*, dit la Loi quarante-unième à *Tauro*, qu'on ne puisse prouver le Majorat qu'en apportant la permission du Prince qui a accordé le pouvoir de le faire. Antonius Gomès qui a fait un sçavant Commentaire sur les Loix à *Tauro*, dit dans cet endroit : *Le Majorat se prouve*

Majoratus mentio non invenitur usque ad tempora Joannæ Hispaniarum Reginae, quæ in generalibus Comitibus apud Taurum celebratis, quasdam Leges quæ vulgo Taurinenses nuncupantur, anno 1505. stabilivit. Molina n. 22. præfationis tractatus de primogeniis.

Præcipimus ut ejus Majoratus institutionis scriptura probari possit per scripturam licentiæ regi a qui illam dedit. Loi 41. à Tauro.

Majoratus probatur per scripturam licentiæ regis ad constitutionem ejus. Antonius Gomès.

Secundum commu. em usum loquendi in nostro Regno, illa tantum bona dicuntur esse Majoratus, quando in eis concurrit licentia & voluntas Principis. Antonius Gomès.

par la faculté que le Roy a accordée pour l'établir. Cemême Auteur sur la Loi 45. n°. 116. dit: *Suivant notre commun usage dans ce Royaume, des biens ne sont affectés au Majorat, que lorsque la volonté du Testateur a concouru avec la volonté du Prince.*

Quand cette Loi parle des Majorats qui seront de possession immémoriale dans la famille, elle suppose qu'étant si anciens, on aura perdu le titre de la faculté que le Prince aura accordée; le Majorat & la permission, tout cela pourra être également immémorial. Ni la Loi 44. ni la Loi 46. ne donnent point le pouvoir de faire des Majorats sans la permission du Prince, comme l'a prétendu le Marquis de la Baume; bien loin de-là, ces Loix supposent toujours en parlant des Majorats, qu'ils ont le sceau de l'autorité du Prince. Vainement distingue-t-on les Majorats de dignité des Majorats ordinaires, afin de dire que les premiers seulement exigent la permission du Prince; on ne doit point faire des distinctions que la Loi n'a point faite: *Ubi Lex non distinguit, non distinguere debemus.*

Il est vrai que Molina traite d'ignorans ceux qui disent avec Gomès que la permission du Prince est nécessaire au

Majorat ; mais cette injure d'un seul Auteur prévenu aura-t-elle plus de force que la Loi même éclaircie par un sçavant Commentateur ? Ainsi quelque cher que soit Molina au Marquis de la Baume , on ne peut s'empêcher de dire que son autorité balancée avec la Loi , & Gomès qui en a été l'interprète , ne fera comptée pour rien. Il est donc constant qu'il faut avoir la permission du Prince pour faire un Majorat Espagnol. Le Testateur n'ayant point eu recours au Roi d'Espagne dont il étoit Sujet , par une conséquence nécessaire , n'a donc pû faire un Majorat soumis aux Loix des Majorats d'Espagne ?

On va montrer que ce même Molina qui est toute la ressource du Marquis de la Baume , se déclare contre lui ; on est bien prédestiné à être trahi , quand on l'est par un Auteur pour qui l'on a une si grande prédilection.

Ce Jurisconsulte définit le Majorat, (a)

(a) *Ut autem Majoratûs rectam definitionem assignemus, dicendum erit Majoratum esse jus succedendi in bonis eâ lege relictis, ut perpetuò in familiâ integrâ conserventur ; proximo cuique primogenito ordine successivo deferantur. Molina. Lib. 1. Chap. 1. n. 22.*

En igitur novam & essentialem Hispanorum Majoratum definitionem quæ ex genere, & differen-

Un droit de succéder dans les biens qui sont laïssés à la famille entière pour être perpétuellement conservés, & être déserés à l'aîné le plus proche suivant l'ordre successif. Il s'écrie ensuite : Voilà la nouvelle & essentielle définition des Majorats Espagnols qui comprend son genre & ses différences, & toutes ses parties. Dans le nombre 3. du même chapitre, il dit précisément que le Majorat n'est en usage que dans le Royaume d'Espagne. Dans le nombre 6. il dit qu'il y a une grande différence entre les Majorats d'Espagne & les Majorats introduits dans d'autres Pais : que leur nature étant différente, on ne doit pas les traiter également. Molina ne pouvoit pas dire plus clairement que les Majorats étrangers ne sont pas asservis aux Loix des Majorats Espagnols. Le Fideicommis de Rye ne doit donc pas encore une fois être réglé suivant la Loi des Majorats d'Espagne ? Molina l'atteste. Le Marquis de la Baume qui a contracté une si grande amitié avec lui, ne peut

iii, & omnibus suis partibus constat. Ibid.

Majoratus apud solos Hispanos in usu est. Molina: ch. 1. Lib. 1. n. 3. Ex quibus comprehendere potest quantum distet Hispanorum Majoratum natura ab eâ qua Legis veteris cæterisque aliorum Regnorum ac Provinciarum primogeniis inest, similiterque quam diversa debeat esse horum tractatio, Ibid.

plus sans une grande infidelité recuser son témoignage.

Au fonds, quel Majorat est-ce que le Fideicommis de Rye, qui n'a aucun des attributs des Majorats Espagnols? Le sexe dans le Testament est exclus formellement; cependant suivant le Droit commun des Majorats Espagnols, & suivant la définition qu'en a donné Molina, les femmes y sont appelées à l'exemple de la succession du Royaume d'Espagne, qui est le modele des Majorats. Molina ne dit-il pas que le Majorat est laissé à la famille entiere? *In familiâ integrâ*. Les femmes ne sont-elles pas prises dans la famille? Le Marquis de la Baume est convenu lui-même que le Testateur en excluant le sexe, s'est écarté du Droit commun des Majorats Espagnols.

A l'égard de l'aînesse qui fait le caractère des Majorats d'Espagne, le Testateur n'y a eu aucun égard. Il veut dans le premier ordre de la substitution que l'aîné qui se présentera pour recueillir son Fideicommis, s'il a celui de la Palud, laisse le sien au cadet. De même dans le second ordre il exige que l'aîné qui aura la substitution de Vadans, abandonne la sienne à son cadet. Dans

la vocation de cet ordre , il appelle le plus proche de Louïse de Rye : ce mâle plus proche pouvoit bien être dans la branche cadette. La regle même dont le Marquis de la Baume veut se prévaloir , suppose que le Testateur n'a eu aucun égard au droit d'aînesse ; car si l'on appelle le plus proche du dernier possesseur , ce plus proche peut être dans la branche cadette. Toutes les fois que le Testateur a dit qu'on préférât l'aîné au puîné , il a toujours supposé le cas de deux freres qui concourent ; preuve de cela , c'est qu'il dit l'aîné & le puîné : ce n'est donc pas une aînesse de ligne & de branche ; car on ne dit pas une ligne , une branche puînée. Il est donc démontré que le Testateur n'a fait aucune attention à cette aînesse de branche & de ligne à laquelle on veut donner la préférence dans les Majorats Espagnols ?

Il faut observer que presque toutes les fois que le Testateur se sert du nom de Majorat , il y joint le nom de Fideicommis.

Molina trouve tant de différence entre le Majorat Espagnol & le Fideicommis , qu'il témoigne qu'on ne doit point donner le nom de Fideicommis à un Majo-

rat de ce genre. (a) Le Testateur a prévenu lui-même l'équivoque; car après nous avoir annoncé qu'il va parler avec la dernière précision, & donner à son Fideicommis son véritable nom, il ne le caractérise point comme un Majorat Espagnol. Nous avons déclaré & déclarons, avons entendu & entendons, avons voulu & voulons faire une substitution vulgaire, fideicommissaire & compendieuse. Voilà tous les noms qu'il donne à cette disposition dans son Fideicommis.

Il est donc clair que lorsqu'il s'est servi du nom de Majorat; il a voulu donner à sa substitution un nom de dignité, & qu'il n'a pas prétendu faire un Majorat Espagnol, mais une autre espèce de Majorat perpétuel & infini. Voici tout ce qu'il tient des Majorats Espagnols, & tout ce que le Testateur a voulu en emprunter. Ce sera, si l'on veut, un Majorat impropre. C'est le nom que Molina donne à ces sortes de Fideicommissis, *Majoratus improprius Lib. 3. chap. 1. n. 23.* Il est donc bien évident que le Fideicommis qui est l'objet du Procès, n'a ni la nature ni l'essence, ni le caractère spécifique du Majorat

(a) Non audebimus præcisè dicere *Majoratum Fideicommissum esse.* Lib. 1. Chap. 1. n. 15.

Espagnol ; & par une conséquence nécessaire , l'aîné & toutes les autres Loix particulieres des Majorats d'Espagne n'ont ici aucune application. En regardant cette substitution comme un Fideicommis , il est constant que la représentation n'y sera point admise ; *Car qui ignore* , dit Cujas dans sa Consultation quinzième, *(a) que la représentation a seulement lieu dans les successions ab intestat* , & non pas dans les substitutions.

Molina décide expressément que la représentation n'a point lieu dans les Fideicommis laissés à la famille.

Les Auteurs les plus favorables à la représentation se sont renfermés dans le cas d'un pere ou autre descendant qui auroit disposé en ligne directe.

Les Loix des Majorats Espagnols ne peuvent donc être d'aucun usage pour le Marquis de la Baume. Il faut encore observer que la Franche-Comté, le País du Testateur , n'a jamais reçu les Loix établies en Espagne , qu'elle a ses Loix

(a) Quis enim nescit jus representationis habere lo um in successionibus ab intestato, non in substitutionibus. Cujacius : In Fideicommissis familiæ relictis non erit admittenda representatio. Lib. 3. c. 7. n. 3.

particulieres ; qu'au défaut de sa Coutume, elle suit le Droit écrit. Les Fideicommiss des Loix Romaines sont bien différens des Majorats Espagnols, suivant Molina. (a) Qu'on donne le nom de Majorat au Fideicommiss de Rye, le Comte de Beaujean y souscrit ; mais ce ne sera pas un Majorat Espagnol assujetti aux Loix des substitutions de ce Royaume.

Il n'étoit point nécessaire d'avoir recours aux principes des Majorats Espagnols pour combattre le système de Mademoiselle de Poitiers. Dès qu'il s'agit ici d'un Fideicommiss perpétuel, inaliénable, indivisible, & que la volonté du Testateur qui est notre Loi, a déclaré qu'il vouloit que sa substitution fût infinie, & qu'elle s'étendît à toutes sortes de mâles ; les Loix Romaines se marient avec cette volonté du Testateur pour anéantir la prétention de cette concurrente. Les argumens qu'elle veut fonder sur la nature des Majorats Espagnols, n'ont aucune force contre le Comte de Beaujean qui n'a point adopté les Loix de ces substitutions d'Espagne.

(a) *Non audebimus precipiscè dicere Majoratum Fideicommissum esse.* Molina. Lib 1. Chap. 1. n. 35.

M. de Lamoignon de Blancmeny, Plaidoyer
alors Avocat Général, depuis Président de M. de
à Mortier, portant la parole, dit : Lamoignon de
Blancmeny.

On ne peut trop louer la sage précaution de nos Rois qui a restraint les substitutions à certains degrés ; elle a coupé racine à une infinité de Procès que des dispositions si étendues ont coutume de produire ; il est vrai que rien n'est plus flâteur pour les grands hommes que de transmettre leur nom à la postérité la plus reculée ; ils veulent le perpétuer, parce qu'ils pensent qu'il rappellera la mémoire des belles actions qu'ils ont faites ; mais les vûes des hommes sont bornées, il semble même que la Providence se plaise à les restreindre, d'autant plus qu'ils ont voulu les étendre davantage ; rarement voit-on de pareilles dispositions s'exécuter, au moins souffrent-elles beaucoup de difficultés. Plus un Testateur a pris de précaution pour s'expliquer clairement, plus sa volonté paroît embarrassée & difficile à pénétrer. C'est ce que nous trouvons dans l'espece. Le Testateur étoit un des plus grands hommes de son siècle ; il étoit aidé des conseils les plus sages & les plus éclairés, & cependant ni l'étendue de son génie, ni les lumières

res de ses conseils n'ont pû empêcher que son Testament ne soit porté dans ce Tribunal pour en connoître le véritable sens. (a)

Après que M. l'Avocat Général a expliqué le fait, & a rapporté les moyens des Parties.

A notre égard, dit-il, quelque étendue que soit cette Cause, nous croyons la pouvoir restreindre à des

(a) M. le Camus Lieutenant Civil au Châtelet. si éclairé dans notre Jurisprudence, remettoit les sçavantes notes qu'il nous a données sur la Coutume de Paris, & les Actes de notoriété où il résout les difficultés les plus épineuses, a fait un Testament dont les dispositions ont été cassées. Un Jurisconsulte beaucoup moins éclairé auroit fait un Testament plus solide.

Ce Magistrat si habile hésitoit presque toujours quand il parloit en public. Il n'avoit jamais pû vaincre sa crainte naturelle. Un Avocat qu'il interrompit dans son Playdoyer, qui eut de la peine de le reprendre, étant un peu piqué, lui dit : Vous m'interrompez, Monsieur, & vous sçavez la peine qu'il y a de parler en Public. Pour donner une idée de la capacité de M. le Camus, il suffit d'en faire le parallele avec son successeur. Si on joint à l'idée de cette habileté une présence d'esprit merveilleuse qui ne l'abandonne jamais, une grande netteté dans l'esprit, une grande facilité dont on voit peu d'exemples, une pénétration à laquelle rien n'échappe, on aura un portrait ressemblant de ce dernier Magistrat.

Choses assez simples , en écartant ce qui n'y doit pas faire beaucoup de difficulté. Commençons par l'objection qu'a voulu faire la Demoiselle de Poitiers sur la capacité du Testateur de faire un Majorat. Nous ne croyons pas qu'on puisse contester avec fondement qu'il n'ait eu ce pouvoir. Il est vrai que ces dispositions étoient peu ordinaires en Franche-Comté , quoique soumise à l'Espagne , elle se gouvernoit néanmoins par des Loix qui lui étoient propres ; mais les Majorats y étoient-ils défendus ? S'il y avoit eu en Franche-Comté quelque Loi qui interdisoit les Majorats , on pourroit dire aujourd'hui qu'il n'a pas été permis à un Particulier d'y déroger ; mais n'y en ayant point , le Droit Civil qui ne met point de bornes aux substitutions y étant suivi , qu'est-ce qui a pu empêcher le Testateur , Sujet , Ministre du Roi d'Espagne , de faire dans son Testament une substitution conforme aux Majorats d'Espagne , d'ordonner qu'elle seroit réglée par les mêmes principes ? On objecte que pour faire un Majorat , il falloit obtenir des Lettres Patentes du Roi d'Espagne. Molina décide la question par une

distinction qui paroît très - raisonnable : ou les Majorats sont faits par le Prince , ou ils sont établis par des Particuliers. Au premier cas , il est vrai qu'il faut des Lettres Patentes. Au deuxième cas , il faut encore distinguer : ou c'est un pere qui dispose de tous ses biens sans laisser la légitime à ses enfans ; alors il lui faut aussi des Lettres Patentes , parce qu'il déroge aux Loix d'Espagne qui donnent une légitime aux enfans ; ou c'est un pere qui ne dispose point au préjudice de la légitime dûe à ses enfans , ou un particulier qui n'ayant point d'enfans , fait un Majorat de tous ses biens ; & alors ayant la libre disposition de ses biens , rien n'empêche qu'il n'en puisse faire un Majorat sans être obligé de prendre des Lettres du Prince. L'application de cette distinction se fait naturellement à l'espece. Le Testateur n'avoit que des collatéraux ; rien ne le pouvoit donc empêcher de faire un Majorat de tous ses biens. Ce qui confirme encore cette décision , est que le Testament a été enregistré au Parlement du Comté de Bourgogne sur les Conclusions de Messieurs les Gens du Roy. Le Parlement n'auroit pu lui

cet enregistrement sans les Lettres Patentes, si elles eussent été nécessaires ; mais, dit-on, il n'est point permis de faire un Majorat dans le Royaume. Pourquoi cela n'est-il point permis ? C'est à cause des Ordonnances d'Orleans & de Moulins. Si avant ces Ordonnances un Testateur avoit fait une disposition de ses biens en ces termes : *Je fais une substitution de mes biens semblable aux Majorats d'Espagne* ; qui peut douter qu'une telle substitution n'eût dû avoir son entière exécution ? Nulle Loi en France ne s'opposoit à une pareille disposition. Qui peut du moins douter que le Testateur n'ait pû faire une substitution perpétuelle en Franche-Comté ? La Coûtume n'y étoit point opposée ; on y suivoit & on y suit encore le Droit Romain dans les cas obmis par la Coûtume, & le Droit Romain autorise ces sortes de dispositions. Les Ordonnances d'Orleans & de Moulins n'y sont pas observées ; témoin l'Arrêt de la Quatrième Chambre de la Cour qui a jugé la perpétuité de la substitution de Gorrevod. On peut donc en Franche-Comté faire une substitution perpétuelle de son bien. Il n'est donc pas question

du pouvoir qu'a eu le Testateur ? Il a
 pû ce qu'il a voulu ; examinons donc
 quelle a été sa volonté ; voyons s'il a
 voulu que la substitution finît , & si
 elle n'est pas finie , à qui doivent pas-
 ser les biens qui la composent , ou à
 la Demoiselle de Poitiers , ou au Mar-
 quis de la Baume. Pour sçavoir quelle
 étendue doit avoir la volonté du Tes-
 tateur , nous pouvons la considérer ,
 ou comme Majorat , ou comme substi-
 tution. Pour établir les principes qui
 doivent décider en la considérant
 comme Majorat , nous ne croyons pas
 que nous puissions suivre un meilleur
 guide que *Molina* , Auteur reconnu
 par l'une & l'autre des Parties pour un
 très-grand génie , élevé dans le cen-
 tre de ces sortes de dispositions , & qui
 a épuisé la matiere. Ne nous arrêtons
 pas à toutes les questions qu'il propo-
 se , elles sont infinies ; mais ne rejet-
 tons pas celles qui ont une applica-
 tion naturelle à l'espece , & qui sont
 approuvées par les Auteurs. A qui
 pouvons-nous mieux nous en rappor-
 ter qu'à ceux qui ont écrit sur la ma-
 tiere ? Ne les recevons cependant qu'a-
 près les avoir examinées , après avoir
 pesé si elles sont justes , si elles sont
 solides,

solides. Qu'est-ce que Majorat ? Suivant Molina , c'est un droit de succéder dans les biens qui ont été laissés , à condition qu'ils demeureront en entier & perpétuellement dans la famille , & qu'ils seront déferés par ordre successif à l'aîné le plus proche : *Jus succedendi*, &c. Trois conséquences se tirent naturellement de cette définition.

Première conséquence. Les biens demeureront en entier , par conséquent *indivisibilité*, *inaliénabilité* ; ils sont aussi inaliénables , comme il dit ailleurs , que les biens de la Couronne.

Deuxième conséquence. Demeureront perpétuellement , la perpétuité est tellement de l'essence du Majorat , que le seul mot de *Majorat* emporte avec soi toutes sortes de substitutions qui peuvent produire cette perpétuité.

(a) *Ex hoc verbo , Majoratus, deducuntur*, Troisième conséquence. Demeureront dans la famille; qu'entend-on par ce mot? Nous l'apprenons de la Loi 195. ff. de *verborum significationibus*. Ce mot de *famille* se rapporte ou aux biens ; c'est-à-dire , à ce qui compose le patrimoine d'une personne ; ou aux personnes : Ici il ne peut s'entendre des biens ; c'est

(a) Molina Lib. I. chap. 4. n. 13. 14. 16.

donc des personnes , & dans ce cas il a trois significations ; où il marque ceux qui sont sous la puissance d'un même pere de famille , soit par le sang , soit par l'adoption , *aut naturâ , aut jure sub-jecta* ; ou bien il se réfere à tous ceux qui quoiqu'émancipés , ont été sous la puissance d'une même personne. *Qui sub unius potestate fuerunt* : Enfin il y en a une troisième qui comprend tous ceux qui descendent d'une même souche un peu éloignée ; *qui ab ejusdem ultimi genitoris sanguine profisciscuntur sicuti dicimus familiam Juliam* ; c'est ce que nous entendons dans le langage commun par le mot de *famille* ; mais comment se doit-il entendre dans la définition du Majorat ? L'idée de perpétuité exclut les deux premières significations ; c'est donc la troisième, appliquons présentement ces principes à notre espece. Le Testateur a fait un Majorat ; il a donc voulu conserver perpétuellement & en entier ses biens dans les familles qu'il a appelées ? Mais quelque étendue qu'emporte avec soi le mot de *Majorat* , il est néanmoins soumis à la volonté du Testateur ; il peut le restreindre à certaines personnes. Ce principe n'est pas contesté ; examinons s'il l'a fait. Nous

ne ſçaurions mieux l'apprendre que par la lecture de ſa diſpoſition : n'examinons point combien il y a de clauses dans ſon Teſtament , ſi on peut les couper ou non ; voyons ſeulement quelle a été ſa volonté. A-t-il voulu que ſa ſubſtitution fût perpétuelle ? *Je nomme & inſtituë mon héritier ſeul & pour le tout Ferdinand de Rye , & au cas qu'il ne puiſſe être héritier , j'inſtituë & nomme pour mon héritier François de Rye.* Nous trouvons là une inſtitution , enſuite une ſubſtitution vulgaire ; juſques ici aucune ſubſtitution fideicommiſſaire ; *& au défaut de François , j'inſtituë le troiſième fils de mon neveu.* Il ne vouloit alors que faire une ſubſtitution vulgaire ; il ne ſongeoit qu'à faire un héritier. Il ajoute : *Ou autre appellé ci-après au Majorat & Fideicommiſſe de mes biens , ci-après :* Donc le Majorat & Fideicommiſſe n'étoit point encore fait. Voici du moins où il commence , voici le préambule & les motifs de ſa diſpoſition : *Et pour ce que je deſire grandement que le nom , les armoiries , & la ſplendeur de notre Maïſon de Rye ſoient conſervés à perpétuité.* Nous voyons dans ce préambule le motif du Teſtateur ; il veut que ſon nom , ſes armes ,

B b ij

& la splendeur de la Maison soient conservés à perpétuité. Il ajoute , *autant qu'il sera possible , & qu'il plaira à la Providence ;* il dit encore : en voulant que le possesseur de ses biens soit mâle ; laquelle qualité de mâle je veux être tenue pour répétée en tous cas & degrés qui pourront arriver touchant le Majorat & Fideicommis ci-après jusqu'à l'infini. Il déclare qu'il charge dès maintenant ses biens d'un Majorat réel , graduel , successif , perpétuel jusqu'à l'infini. Voir où il passeroit le quatrième , le dixième & centième degré qui sera toujours tenu , comme dit est , par un seul mâle , &c. avec charge expresse de porter ou prendre & relever perpétuellement le nom & les armes de notre Maison de Rye. Il seroit trop long de rapporter tous les endroits où le Testateur a exprimé cette perpétuité ; il suffira d'en remarquer deux passages. Le premier est dans cette clause où il explique ce qu'il a entendu par le terme à défaut ; il déclare qu'il a fait une substitution non-seulement vulgaire , mais fideicommissaire & compendieuse , & toute autre substitution propre & apte à perpétuer ses biens jusqu'à l'infini.

Enfin lorsqu'il ordonne l'emploi du revenu de ses biens pendant la mino-

rité de son héritier , il dit : *Demeurant ce qui sera provenu de cette administration perpétuellement uni.* Il n'y a donc point de doute que l'intention du Testateur n'ait été de perpétuer ses biens ; mais à qui a-t-il voulu qu'ils passassent ? C'est ce qui s'agit d'examiner par les principes des Majorats & substitutions ; la ligne , le degré , le sexe & l'âge. A l'égard de la ligne , les filles d'une ligne sont préférées aux mâles d'une autre ligne ; selon les principes généraux des Majorats , on ne passe pas d'une ligne à une autre , à moins que la ligne où étoit le Majorat ne fût épuisée. La fille de l'aîné est préférée à son oncle fils puîné. A l'égard du degré , le plus proche en degré du dernier possesseur est préféré au plus éloigné. A l'égard du sexe , le mâle exclut la femelle ; mais seulement en parité de degré ; & pour ce qui est de l'âge , l'aîné est préféré au puîné ; mais n'oublions pas le principe que c'est la volonté du Testateur qui régné en Souveraine dans l'institution des Majorats comme dans les autres dispositions testamentaires : *Quando Majoratûs institutor* , &c. Il est permis au Testateur de changer l'ordre ; il peut n'appel-

*Molina c.
22. n. 27. l.
40. Tauri.*

ler que les mâles descendans par mâles ; il peut n'appeller que les mâles simplement. Deux règles peuvent nous conduire à la connoissance de sa volonté ; premièrement , lorsque le Testateur a appelé d'abord un mâle , & qu'il a ordonné expressément que son Majorat fût toujours tenu par un mâle , on ne sçauroit nier qu'en ce cas les filles n'en soient exclues. Deuxième règle. Lorsque le Testateur en a exclus une fille , nous croyons pouvoir proposer une distinction qui nous paroît très-juste : ou cette fille avoit en elle une cause personnelle d'exclusion , une cause non tirée de son sexe ; ou elle n'avoit point de cause personnelle d'exclusion : dans le premier cas , elle est seule excluse ; son exclusion n'emporte point celle des autres filles où de pareilles causes ne se peuvent pas trouver. Dans le second , il nous paroît qu'on doit dire que son sexe est exclus : En effet , il ne paroît pas raisonnable de penser que le Testateur eût sans aucune raison exclus une fille qu'il connoissoit , & qu'il en eût appelé d'autres qu'il ne connoissoit pas. Suivant ces principes , examinons d'abord si le Testateur a exclus les filles de son Majorat. Dans le préambule de la clause

Majorat de Rye. 583

constitutive de son Majorat ; il dit qu'il entend que tous les biens soient toujours tenus entièrement & pour le tout par une seule personne mâle ; il veut que cette qualité soit tenue pour répétée en tous cas & degrés qui pourroient arriver touchant le Majorat & Fideicommiss ci-après , & jusqu'à l'infini. Dans la clause même par laquelle il établit le Majorat , il répète que ce Majorat sera toujours tenu , comme dit est , par un seul mâle ; ces termes comme dit est , sont relatifs à ce qu'il a dit dans le préambule ; ils rappellent & remettent dans la clause même tout ce qui a été dit au sujet de ce mâle dont il avoit voulu que la qualité fût tenue pour répétée en tous les cas & degrés qui pourroient arriver touchant le Majorat & Fideicommiss de ses biens jusqu'à l'infini. Dans la clause où il appelle les descendans du Marquis de Varambon , il n'appelle que les mâles : *ma volonté étant que pour le regard du Majorat de mesdits biens, que tous les enfans & descendans mâles en ligne masculine de mondit neveu le Marquis de Varambon y soient appelés en leur ordre.* Jusques-là , pas un mot des filles descendantes du Marquis de Varambon :

mais ce qui fuit , les exclut bien formellement : *Et avenant en quelque tems que ce soit qu'il ne reste plus aucun mâle descendant par ligne masculine de mondit neveu , je veux que mondit Majorat & Fideicommis passe , &c.* On ne peut douter que les filles de la postérité du Marquis de Varambon ne soient exclues ; voyons si celles de la postérité de Louïse de Rye le sont aussi ; au défaut des descendans par mâles du Marquis de Varambon , qui est-ce qu'appelle le Testateur ? Ecoutons-le parler : *Je veux que mondit Majorat & Fideicommis de mes biens passe & retourne , à qui ? Aux enfans mâles & descendans par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée nièce Dame Louïse de Rye & voulant que de-là il passe de mâle en mâle perpétuellement , suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier.* Ce n'est point Louïse de Rye que le Testateur appelle , quoiqu'elle fût sa bien-aimée nièce , ce sont ses descendans ; mais le Testateur en appelant la postérité de Louïse de Rye , auroit-il voulu traiter plus avantageusement une petite-fille qu'il ne connoissoit pas , que celle qui étoit sa bien-aimée , qui n'avoit d'autre cause d'exclusion que

celle de son sexe ? S'il n'a appelé que les mâles descendans d'elle , s'il l'a excluse parce qu'elle étoit fille , croirait-on qu'une petite - fille descendante d'elle ne soit pas aussi excluse ? C'est ce que nous ne sçaurions nous persuader. Le Testateur a déclaré trop de fois qu'il ne vouloit que des mâles , pour qu'on puisse mettre sa volonté en question. En reprenant ce que nous avons déjà prouvé , il est donc vrai de dire que le Testateur a voulu non-seulement faire une substitution ; mais encore une substitution perpétuelle ; & voyons s'il a voulu qu'elle fût de descendans mâles par mâles , ou s'il s'est contenté de la simple masculinité ; c'est ce qui forme la question épineuse , & sur laquelle il est très-difficile de se déterminer ; essayons cependant de le faire , & de connoître quelle a été la volonté du Testateur.

Il y a de trois sortes d'expressions dans un Testament. Les unes sont si claires & sont si certaines , qu'on ne doit admettre aucune interprétation ; c'est la décision qui se présente ; où quoique les paroles pussent s'interpréter en différentes manieres , le sens du Testateur est si manifeste , qu'on n'en

doit admettre aucune interprétation. C'est la décision de la Loi 3. c. de lib. prater. & exhered. D'autres sont si obscures, qu'on ne peut leur donner aucun sens, & elles doivent être rejetées. *Ea perinde sunt ac si scripta non essent* : c'est ce que porte la Loi 2. ff. de his que pro non scriptis habentur. La troisième espece est des expressions douteuses, équivoques, qui rendent la disposition incertaine & susceptible de différens sens. Il est assez difficile de trouver des principes généraux pour se déterminer ; alors ce sont ordinairement les circonstances particulières qui font connoître quelle a été la volonté du Testateur : Nous croyons cependant pouvoir tirer quelques règles de la L. 50. §. 3. ff. de leg. 1^o. Cette Loi nous propose cinq voies pour interpréter la volonté du Testateur ; ou la maniere dont le pere de famille avoit coutume de s'exprimer. 2^o. Ou la maniere dont on s'exprime dans le lieu où il demeurait. 3^o. La qualité du Légataire. 4^o. L'amitié, l'affection que le Testateur avoit pour lui ; enfin ce qui précède & ce qui suit la disposition obscure : des cinq il y en a trois dont nous croyons pouvoir nous servir dans l'espece. Ce

sont la maniere dont M. l'Archevêque de Besançon avoit coutume de s'enoncer ; son affection pour certaines personnes ; enfin ce qui précède & ce qui suit la disposition qui peut recevoir différens sens.

Dans le Testament de M. l'Archevêque de Besançon , nous trouvons des dispositions claires , & certaines ; il a voulu faire une disposition pareille à celle qu'on fait en Espagne , il a voulu qu'elle fût perpétuelle , qu'elle fût masculine , cela est clairement exprimé , *non debet admitti voluntatis questio* ; mais s'il a voulu faire un Majorat , ne devons-nous pas croire qu'il a connu la nature de ces sortes de dispositions , lui qui étoit Ministre du Roi d'Espagne , où les substitutions sont si ordinaires ? Et s'il en a connu la nature , s'il en a connu les Loix , ne doit-on pas présumer qu'il s'y est soumis dans tout ce qui n'y est point contraire dans son Testament ? S'il a voulu que cette substitution fût perpétuelle , ne devons-nous pas l'étendre autant que nous pourrons ? & s'il a voulu qu'elle fût masculine , ne devons-nous pas dire que toutes les filles en sont exclues ? Mais le descendant d'une fille le sera-t-il ?

Suivant les principes de Droit , les filles étant exclues , la vocation des mâles faite dans un Testament ne comprend point les descendans des filles ; la raison en est que le Testateur n'est présumé avoir regardé que son agnation. Dans l'espèce il est certain que l'intention du Testateur a été de préférer à tous autres les mâles qui porteroient son nom , il ne veut pas que son Majorat sorte de la postérité du Marquis de Varambon , tant qu'il restera des mâles descendans par mâles de lui ; mais quoiqu'il ait eu en vûe les mâles de son nom , quoiqu'il ait exclus les filles en leur faveur , il est cependant vrai de dire , qu'il a jetté les yeux sur d'autres mâles que ceux de son nom , & de son agnation , sur des mâles descendans des filles qu'il avoit exclues. La vocation des mâles descendans de Louïse de Rye ne nous laisse pas lieu d'en douter. Mais le Testateur ayant appelé un mâle descendant d'une fille , est-il présumé avoir compris sous le nom de mâle , les autres mâles descendans des filles ; voyons ce qu'en disent les Auteurs , & examinons si ce qu'ils proposent est raisonnable. Mo-

lina n. 40. 45. & 48. dit que lorsque dans un Majorat , il ne s'agit pas de conserver l'agnation , les mâles descendans des femmes sont compris sous le nom des *mâles* ; il cite le cas où le Testateur auroit appelé sa fille , & ses descendans mâles , *veluti si Majoratus , &c.* parce que dans ce cas le Testateur n'a pas eu en vûe de favoriser son agnation , il paroît n'avoir considéré que la masculinité ; cela est conforme à l'équité , au bon sens. Dumoulin sur l'Art. 16. de l'ancienne Coutume de Paris , n. 17. est du même sentiment. Appliquons maintenant ces principes à l'espèce : il est vrai que dans le premier ordre , le Testateur appelloit les mâles descendans par mâles ; alors il avoit égard à l'agnation , il la vouloit conserver ; mais dans le second ordre , comme il ne s'agissoit pas de conserver l'agnation du Testateur , que tout son dessein est que ses biens passent perpétuellement à un mâle qui porte , & relève son nom , ne pouvons-nous pas dire que dans ce cas *habuit rationem masculinitatis* ? Qu'ayant appelé un mâle de la cognation , le nom de mâle dans ce second ordre , ne comprend pas simple-

ment les mâles descendans par mâles. Ne sommes-nous pas dans une espece plus favorable que celle proposée par Molina , où le Testateur avoit appelé sa fille , & ses descendans mâles , *veluti* , &c. Dans notre espece le Testateur n'a appelé que des mâles , il n'a pas même appelé Louïse de Rye , quoique ce fût sa bien-aimée nièce. Mais il n'a eu , dit-on , égard qu'à l'agnation , d'abord à celle de Varambon , ensuite à celle de Poictiers. On doit interpréter la seconde clause par la premiere. Dans la premiere , il n'a voulu que des mâles descendans par mâles de Varambon , donc dans la seconde , il n'a voulu que des mâles descendans par mâles de Poictiers. Cet argument est faux dans son principe , le Testateur a eu égard à l'agnation ; mais c'est à la sienne , & non à celle d'un autre ; en effet ce n'est ni Claude de Poictiers , ni ses descendans que le Testateur appelle , mais les mâles , & descendans par mâles de sa bien-aimée nièce Dame Louïse de Rye. Si Claude de Poictiers fût mort , & qu'elle eût eu des enfans mâles d'un second mariage qu'elle auroit contracté , il est certain que ces enfans au-

roient été appellés à la substitution ; le Testateur ne dit de qui elle est épouse , que pour marquer ses qualités ; il auroit fait une espece d'affront à Claude de Poitiers , s'il n'eût pas ajouté qu'elle étoit la femme. Il est vrai qu'on dit que Louïse de Rye étoit lors du Testament , d'un âge qui ne permettoit pas d'espérer qu'elle pût avoir des enfans d'un second mariage , quand Claude de Poitiers seroit venu à décéder avant elle ; mais cette objection ne détruit pas la clause qui fait connoître clairement que c'est la postérité de Louïse de Rye que le Testateur a appelée. Enfin c'est un Majorat , ce terme emporte une vocation de toute la famille , il faut donc une restriction contre ceux qu'on veut exclure ; examinons la question par le Testament , & voyons s'il y a une restriction aux mâles descendans par mâles , & si les descendans par filles n'y sont point appellés.

Nous écartons d'abord quelques réflexions de la Demoiselle de Poitiers : la premiere a été tirée de ce que le Testateur dit , *ou autre appelé ci - après au Majorat , & Fideicommis de mes biens* ; d'où elle conclut qu'il

n'y a que ceux qui y ont été appelés dans la suite qui y peuvent prétendre ; mais que s'ensuit il de-là ? Que le Testateur ayant depuis constitué le Majorat , toute la famille y étoit par ce terme appelée , à moins qu'il n'y eût une restriction contre quelques-uns , & cela retombe dans la question que nous examinons. On en fait une seconde sur ce que le Testateur à l'idée de perpétuité , a ajouté , *autant qu'il plaira à la divine Providence* : nous y avons déjà répondu , cela ne diminue point l'étendue de l'idée de perpétuité qui s'entend toujours autant qu'il plaira à la divine Providence. Nous ne nous arrêterons pas à la vocation de la postérité masculine du Marquis de Varambon , la clause qui la contient est claire , & ne souffre aucune difficulté ; venons à la vocation de la postérité de Poitiers , ou plutôt de Louïse de Rye.

La Demoiselle de Poitiers dit que dans les Testamens , on interprète les clauses les unes par les autres ; que dans la première , le Testateur n'ayant appelé que des mâles descendans par mâles , il doit être présumé avoir fait de même dans la seconde. On vous a

expliqué les motifs que le Testateur avoit pû avoir de faire un second ordre différent du premier. Si le Testateur n'avoit fait aucune disposition , Louïse de Rye venoit naturellement à sa succession , le Testateur l'en avoit privée , quoiqu'elle fût sa bien-aimée nièce , pour l'amour qu'il avoit pour son agnation ; mais cette agnation venant à s'éteindre , alors le Testateur qui n'avoit plus cette agnation en vûe à cause de laquelle seule il l'avoit excluse , s'est déterminé à appeller ses enfans mâles & descendans par mâles , par une espece de justice. Mais avoit-il les mêmes vûes dans le second ordre , il a borné la premiere vocation à cause de sa bien-aimée nièce qu'il chérissoit ; mais qui pouvoit l'engager à borner la seconde ? Y avoit-il quelque un qu'il voulut gratifier ? Nous n'en voyons aucun vestige dans son Testament ; ainsi les mêmes raisons qu'il avoit dans le premier ordre ne se rencontrant point dans le second , on pourroit se tromper en interprétant l'un par l'autre. Venons maintenant à la clause. *Et avenant en quelque tems que ce soit , je veux que mondit Majorat, & Fideicommiss de mes biens pas-*

se & retourne aux enfans mâles , & descendans par mâles en légitime mariage de ma bien-aimée nièce Dame Louïse de Rye. Préférant l'ainé au puîné , & le plus prochain d'elle au descendant plus éloigné. Cette Clause paroît contenir deux ordres : le premier , au profit des mâles ; le second , au profit des descendans par mâles ; le Testateur s'y exprime en ces termes , passe & retourne aux enfans mâles & descendans par mâles , ensuite il détermine la préférence de l'ainé sur le puîné. Le Testateur ajoute , & voulant que de là il passe de mâle en mâle , de degré en degré , de ligne en ligne , à la charge de prendre , porter , & relever les noms & armes de notredite Maison de Rye. Ce terme de-là marque certainement un passage ; il dit donc quelque chose de différent de ce qui a été dit auparavant , & on ne va point d'un endroit dans le même endroit : mais si ces termes marquent quelque chose de différent de ce qui a été dit , voyons quelle peut être leur signification : le Testateur a d'abord appelé les enfans mâles & descendans par mâles de Louïse de Rye , préférant l'ainé au puîné , on dit que ce terme de-là s'entend que de

est aîné , il passera de mâle en mâle ; mais ou ce mâle auquel il passera sera descendant par mâle , & en ce cas comme il avoit déjà été appelé , le Testateur ne pouvoit marquer que *delà* il passeroit ; ou il n'a pas été appelé ; il faut donc nécessairement que ce soit un autre qu'un mâle descendant par mâle , & par conséquent ce sera un descendant par fille. En un mot le Testateur avoit appelé tous les mâles descendans par mâles , il avoit marqué l'ordre suivant lequel ils devoient posséder le Majorat , que l'aîné seroit préféré au puîné ; ce n'est donc pas de cet aîné dont il parle , puisque ceux qui devoient le posséder après cet aîné étoient déjà nommés ; mais c'est des descendans par mâles pour aller à d'autres dont il n'a point encore parlé , & qui ne peuvent être que des descendans par filles.

Mais si ces raisons ne suffisent pas pour déterminer , revenons aux règles que nous donne le Jurisconsulte pour connoître quelle a été l'intention du Testateur. La première est la manière dont il avoit coutume de s'exprimer. Voyons comme il l'a fait , quand il a appelé les mâles descen-

dans par mâles dans le premier ordre ; lorsque le Testateur appelle les mâles descendans par mâles du Marquis de Varambon , il ne se sert pas du simple terme de *mâles* ; mais ajoute *mâles descendans par mâles* , ou *mâle en ligne masculine* : dans l'endroit que nous examinons , il dit simplement *de mâle en mâle*. Dans cette partie du second ordre , il dit *de mâle en mâle* , *de degré en degré* , *de ligne en ligne perpétuellement*. Dans la vocation des descendans par mâles du Marquis de Varambon , il ne se sert point de ce terme *perpétuellement* ? Pourquoi cela ? Il prévoyoit que la ligne masculine du Marquis de Varambon ne dureroit pas toujours. Il avoit raison de penser de même des descendans par mâles de la ligne de sa bien-aimée nièce ; mais en appelant tous les mâles , comme il le fait , dans cette partie du second ordre , il prévoyoit que la durée en seroit infinie , & c'est pourquoi il se sert du mot de *perpétuellement*. La seconde voie est comme nous avons dit , l'affection du Testateur envers le Légataire ; vers qui se porte-t-elle dans notre espece ? Ce n'est pas en faveur

des Poictiers ; il n'appelle pas Claude de Poictiers , ni ses descendans ; mais c'est en faveur de sa bien-aimée nièce ; il ne l'appelle cependant pas , mais seulement les descendans mâles , Pourquoi ? C'est parce qu'elle étoit fille , il vouloit un mâle descendant de sa bien-aimée nièce , c'est tout ce qu'il cherchoit ; mais si l'agnation de Poictiers ne le touchoit point , qui peut douter que les mâles descendans par femmes de la famille de Poictiers ne soient appelés au Majorat ? Troisième voie ; attachons-nous à ce qui précède , & ce qui suit. Le Testateur veut que son Majorat soit perpétuel , il prévoit que la ligne masculine du Marquis de Varambon ne sera pas perpétuelle ; il prévoit sans doute que la ligne masculine de sa nièce ne le sera pas non plus ; étoit-elle plus privilégiée que celle de Varambon ? Il faut donc qu'il fasse une disposition plus étendue à l'égard de la postérité de Louïse de Rye , qu'il n'en a fait à l'égard de celle de Varambon , puisqu'il y attache une idée de perpétuité , & par conséquent qu'il y appelle non-seulement les mâles descendans par mâles , mais à leur défaut qu'il y appelle aussi les

mâles descendans par filles ; nous ne voyons pas qu'ils soient exclus jusqu'ici , & suivant les principes des Majorats , ils sont donc appelés. Il est vrai que le Testateur dit dans la suite de cette partie du second ordre , *suivant toujours la ligne masculine de celui qui aura été mon héritier.* D'abord il semble par ces termes , que le Testateur a voulu restreindre sa disposition aux mâles descendans par mâles de sa bien-aimée nièce , mais en y faisant quelque attention , on est bientôt désabusé. En quel endroit le Testateur a-t-il placé ces termes ? C'est dans une nouvelle clause qui commence , par *voulant encore.* Quelle preuve en rapportons-nous ? La voici. Le Testateur après avoir dit qu'il veut que *de-là son Majorat passe de mâle en mâle , de degré en degré , de ligne en ligne perpétuellement , ajoute , à la charge de prendre , porter , & relever les noms , & armes de notre dite Maison de Rye.* Il dit ensuite , *voulant encore ,* c'est ici que nous prétendons commencer une nouvelle disposition , parce qu'à la fin de cette clause , il ajoute , *à la charge de prendre , porter , & relever le nom , & les armes de no-*

tre dite Maison de Rye ; si ce n'étoit pas une autre clause , auroit-il répété les mêmes termes ? Ils seroient sans aucun sens cette seconde fois ; il faut donc que ce soit une autre clause , que ce soit une nouvelle disposition ; dans le premier ordre le Testateur avoit exclus de son Majorat ceux qui posséderoient la substitution de la Pallud , à la réserve de Ferdinand , & François de Rye ; mais ce n'étoit pas une exclusion perpétuelle , elle ne devoit durer que tant qu'il se trouveroit des mâles par mâles du Marquis de Varambon , capables de posséder le Majorat de Rye. De même dans le second ordre le Testateur exclut de son Majorat ceux qui posséderont la substitution de Vadans , mais ce n'est aussi comme dans le premier ordre , que tant qu'il s'en trouvera d'autres descendans mâles de Louïse de Rye capables de le posséder , *suivant toujours la ligne masculine* , c'est-là que ces termes se doivent rapporter : le Testateur ne veut pas que son Majorat sorte de la ligne masculine de Louïse de Rye , que cette ligne n'ait été entièrement épuisée ; & comme les descendans de Louïse de Rye n'auroient

pû objecter au dernier des descendans par mâles du Marquis de Varambon , qu'il possédoit les substitutions de la Pallud , & de Rye , de même le mâle descendant par femme de Louïse de Rye n'auroit pû objecter au dernier des descendans par mâles de Louïse de Rye , qu'il possédoit les deux substitutions de Rye & de Vadam. Le Marquis de la Baume n'auroit pû faire cette objection au Comte de Poitiers , parce que le Testateur veut que la ligne des descendans par mâles soit épuisée avant que le Majorat passe à une autre descendant par femme. Ce second ordre contient deux parties ; dans la première , le Testateur appelle les mêmes descendans par mâles de Louïse de Rye ; dans la seconde , il appelle à leur défaut les mâles descendans des filles.

Nous croyons que cela suffiroit pour se déterminer. Venons cependant à l'examen de la dernière clause , elle levera tous les doutes , s'il en pouvoit encore rester quelqu'un ; le Testateur y déclare , mais avec majesté , de la manière dont nos Rois se servent pour faire connoître leur volonté :

Avons

Avons déclaré & déclarons, avons entendu & entendons, avons voulu & voulons faire non seulement une substitution vulgaire, mais aussi fideicommissaire & compendieuse, & toute autre substitution propre & apte à perpétuer. Idée de perpétuité que le Testateur marque encore en cet endroit, nos biens, hoirie, & succession aux descendants mâles. Il ne dit point par mâles, il ne dit point en ligne masculine; mais simplement aux descendants mâles, tant médiatement qu'immédiatement, jusqu'au nombre infini, tant de notredit héritier que de tous les substitués, & leurs descendants ci devant nommés. Le Testateur appelle les descendants, tant de son héritier, que de tous les substitués; qui peuvent être ces descendants, tant médiatement qu'immédiatement des substitués; si ce ne sont les descendants mâles par femmes? Selon même la Demoiselle de Poitiers, tous les descendants mâles par mâles sont substitués. Donc selon elle dans les précédentes clauses les descendants des substitués sont autres que les mâles par mâles; car s'ils étoient mâles par mâles, ils seroient substitués, & par conséquent ne pourroient être descendants des substitués. Examinons maintenant les objections de la Demoiselle.

selle de Poitiers. Cette clause , dit-elle , ne contient point de vocation , elle n'a été mise par le Testateur que pour expliquer le terme , à défaut , dont il s'étoit servi ; il le déclare lui-même au commencement de cette clause , elle ne doit rien contenir de contraire aux précédentes. Cela est vrai ; mais le Testateur en expliquant sa volonté , n'a-t-il pû faire connoître qu'elle étoit plus étendue qu'elle ne paroïssoit d'abord ? Ne transporte-t-il pas par là aux clauses précédentes la force , & l'énergie de celle-ci , en déclarant que ce que contient la dernière clause , est ce qu'il a entendu par les précédentes ? Ne peut-on pas expliquer les précédentes par celle-ci , où sa volonté est manifestée , lorsque dans ces précédentes , on ne trouve rien qui y soit contraire ? Seconde objection de la Demoiselle de Poitiers. Il s'ensuit que les mâles descendans par filles du Marquis de Varambon seroient appelés , la conclusion n'est pas juste , & si la vocation des descendans des substitués ne se rapporte pas au premier ordre , la conséquence qu'on en doit tirer est qu'elle se rapporte au second ; car il faut que cette clause ait quelqu'application. Les ter-

mes de *médiatement*, & *immédiatement*, donnent encore une nouvelle force aux autres. En effet quel peut-être ce descendant médiatement d'un substitué? Nulle personne de bon sens ne peut dire que ce soit un mâle descendant par filles, tant qu'on soutiendra que tous les mâles descendants par mâles sont substitués. A l'égard de l'induction qu'on veut tirer de ce que le Testateur dit à la fin de cette clause, *sous les charges, conditions, & restrictions prédites*, elle est facile à résoudre. Ces charges, & conditions sont de prendre, porter, & relever le nom du Testateur; les restrictions sont de n'être point engagé dans les Ordres sacrés, ni Religieux Profès de quelque Ordre que ce soit. Enfin le Testateur appelle ces descendants mâles des substitués à l'infini; cette clause n'est-elle pas relative à ce qu'il a déjà dit en appelant la postérité des Poictiers, qu'il vouloit que son Majorat passât *de degré en degré, de ligne en ligne perpétuellement*? Nous ne trouvons point ce mot *perpétuellement* dans la vocation de la postérité de Varambon; pourquoi? C'est qu'il n'appelloit que les mâles descendants par mâles du Marquis de Varambon: il prévoyoit que cette ligne masculine ne

dureroit pas toujours ; mais il s'en fert dans le second ordre , non pas qu'il crût que la ligne masculine de Poitiers dût avoir une plus longue durée ; mais parce qu'il y appelle tous les mâles. N'ayant plus d'agnation à considérer , s'il y fait mention de la ligne masculine ; c'est seulement pour indiquer qu'il lui donne la préférence. Enfin l'intention de perpétuité qu'a eu le Testateur est bien claire ; si on y veut mettre quelque restriction , il faut donc la prouver , & l'on ne prouve pas que les mâles descendants des filles soient exclus dans ce second ordre.

Plus nous approfondissons le Testament , plus nous voyons que le Testateur a voulu faire une substitution perpétuelle , une substitution masculine ; mais si la substitution est perpétuelle , la Demoiselle de Poitiers ne peut donc prétendre qu'elle soit finie ; si elle est masculine , sa qualité de fille l'en exclut. L'intention du Testateur a été de perpétuer ses biens avec son nom ; pour y parvenir , d'abord il a appelé les mâles descendants par mâles du Marquis de Varambon : mais prévoyant que cette ligne ne pourroit pas durer long-tems , il passe dans sa cognation pour y appeller

d'autres personnes , afin de soutenir la perpétuité de son nom. Il y préfère les Poictiers à tous les autres ; mais ce n'est pas Claude de Poictiers qu'il appelle , ce n'est pas même Louïse de Rye, quoiqu'elle fût la bien-aimée niece, ce sont les mâles & descendans par mâles d'elle qu'il appelle ; mais la même crainte qu'il avoit eu pour les mâles descendans par mâles du Marquis de Varambon , il l'a au sujet de ceux de sa bien-aimée niece : il veut cependant perpétuer son nom , il veut qu'il soit pris , porté , & relevé par un mâle , c'est ce qui fait que de-là il passe de mâle en mâle , il appelle tous les mâles de sa cognation à l'infini , préférant l'aîné au puîné , & le plus prochain du dernier possesseur au descendant plus éloigné : le mâle plus proche du dernier possesseur est le Marquis de la Baume , l'idée de perpétuité , & de masculinité que le Testateur a attachée à son Majorat ne permet pas d'en douter.

Il est bien fâcheux à la Dame de Poictiers après avoir perdu un époux qu'elle chérissoit , de voir passer les biens à d'autres qu'à sa fille ; nous pourrions lui appliquer ce que dit la Loi ff. de lib. *quasi liberos masculos*. Mais ils entrent

dans une Maison qui n'est pas moins illustre que l'autre. Déjà le Marquis de la Baume s'apprête à soutenir la gloire de ses Ancêtres: l'illustre nom qu'il va prendre , * porter & relever fera encore un nouveau motif pour lui. Il l'excitera à imiter les actions de ce grand homme * que nos peres ont admiré , quoiqu'il combattît contre eux ; ils n'ont pû refuser leur éloge à son courage , & à sa grandeur d'ame. Pour nous qui n'avons pas été témoins de ces grandes actions, nous respectons sa mémoire , & conservons autant que nous pouvons sa volonté.

* Le nom de Rye.

* L'Archevêque de Besançon avoit servi le Roi d'Espagne, & s'étoit signalé par de belles actions.

Conclusions de M. l'Avocat Général.

C'est par ces considérations que nous
 » concluons « qu'il y a lieu de prononcer,
 » en infirmant la Sentence du Châtelet,
 » que le Fideicommiss est ouvert en faveur du Marquis de la Baume. Ce faisant, le maintenir, & le garder dans la
 » propriété & jouissance des biens dudit
 » Fideicommiss, & condamner la Dame
 » de Poitiers à restituer les fruits & revenus qu'elle a indûment percûs dudit
 » Fideicommiss, au dire d'Experts convenus, & nommés d'office par le plus
 » prochain Juge Royal.

Intervient Arrêt du 25. Mai 1719. qui
 » après treize Audiences « appointe les

Parties sur l'appel au Conseil , sur la demande en droit , & joint. »

M^e. Guillet de Blaru plaida pour le Marquis de la Baume , & M^e. Chevalier pour la Demoiselle de Poitiers ; ils parlerent l'un & l'autre avec beaucoup de force , & tirèrent de leur sujet tout ce qu'il pouvoit leur fournir , & peut-être au-delà.

Si M. de Lamoignon ne parla point de la prétention du Comte de Beaujean ; c'est qu'il n'étoit point encore intervenu dans ce Procès ; ce Prétendant y parut dans le cours de l'Appointement par mon ministère ; j'ai d'abord interverti l'ordre , afin qu'on vît tout de suite tous les moyens des Prétendants contre Mademoiselle de Poitiers.

Le Plaidoyer de M. de Lamoignon est analytique , toutes les difficultés y sont expliquées avec beaucoup de précision & de netteté , & la lumière est répandue dans les endroits obscurs de ce Testament , où le Testateur avoit enveloppé sa volonté. (a)

(a) La Maison de Lamoignon qui est originaire de Nevers , & qui a fleuri dès le treizième siècle sous les regnes de saint Louis , Philippe le Hardi , & Philippe le Bel, est enfin entrée dans la robe ; Guillaume de Lamoignon premier Prési-

Le Marquis de la Baume crut entrevoir que le vent du bureau n'étoit pas pour lui ; car quoique les Juges dissimulent leur sentiment , il est certaine cause où il se décele presque sur leur visage , *facies ejus erat euntis in Jerusalem*, son visage étoit celui d'un homme qui alloit à Jerusalem , selon l'expression de l'Ecriture Sainte.

On lit sur leur front qu'ils se disposent à embrasser une opinion par l'impression qu'elle a fait sur eux , & par l'opinion contagieuse qui les gagne insensiblement.

Le Marquis de la Baume dans cette idée pensa qu'il falloit temporiser ; il suscita le Marquis de Vaugrenan des-

cent du Parlement , étoit fils d'un Président à Mortier. L'éloquence du célèbre Fléchier qui nous a fait un si beau portrait de ce Magistrat , l'a peut-être fait encore moins beau qu'il ne l'étoit. Il y a eu depuis plusieurs Présidens à Mortier , des Conseillers d'Etat , un fameux Intendant en Languedoc connu sous le nom de M. de Lamoignon de Baviile , qui étoit un de ces génies supérieurs nés pour commander aux autres , & nous avons à présent devant les yeux un Conseiller d'Etat , & deux Présidens à Mortier , dont l'un est l'héritier de l'illustre Guillaume de Lamoignon. Cette Maison s'est divisée , & subdivisée en plusieurs branches , & rameaux , Grandpré , Beaulieu , Baviile , Launay , Courson & Blancmesnil,

pendant de Catherine de Poitiers, fille puînée de Louise de Rye. Il étoit évident qu'il ne pouvoit être appelé qu'après qu'on auroit épuisé la branche aînée de Louise de Rye; mais il étoit bon pour l'usage que le Marquis de la Baume en vouloit faire; cet artifice ne lui réussit point.

Par Arrêt rendu le 19. Décembre 1722. en la Grand'Chambre, le sieur Marquis de Vaugrenan est débouté quant à présent de sa demande en intervention, sans que l'Arrêt qui interviendra puisse lui nuire, ni lui préjudicier.

Enfin par Arrêt du 25. Janvier 1723. la Sentence du Châtelet fut confirmée, en conséquence le Marquis de la Baume & le Comte de Beaujean déboutés avec dépens de la demande en ouverture du Fideicommis; & Mademoiselle de Poitiers maintenue dans la propriété du prétendu Fideicommis, comme étant des biens libres dont elle étoit saisie par la mort de son pere; ainsi la Cour a jugé que le Fideicommis étoit éteint par la mort du dernier Comte de Poitiers, & que sa fille recueilloit sa succession comme des biens libres.

Arrêt définitif.

Cette célèbre contestation a exercé un grand nombre d'Avocats à titre de conseils des Parties. Ils étoient divisés en

trois corps : dans chacun des trois l'Avocat chargé de l'affaire la rapportoit ; on y déliberoit , on examinoit les écritures , & on y donnoit la dernière forme. M^e. Tartarin & M^e. Chevalier Avocats de Mademoiselle de Poitiers ; M^e. Blaru & M^e. Sicaud , Défenseurs du Marquis de la Baume , déploierent la profondeur & l'étendue de leur érudition.

La Cour a-t-elle suivi l'intention du Testateur ? C'est un problème qui ne paroît pas trop aisé à décider ; mais ne doit-on pas s'en prendre à lui-même ? Pourquoi ne s'est-il pas expliqué plus clairement ? Pourquoi ayant les expressions à son commandement , ne les a-t-il pas mises en œuvre ? Ne semble-t-il pas qu'il ait voulu donner la torture à l'imagination des Juges & des Avocats ? Et dans cette obscurité si embarrassante, la Cour n'a-t-elle pas pris le parti que l'humanité lui inspiroit , en adjugeant à la fille les biens de son pere ?

La fortune de Mademoiselle de Poitiers affermie par cet Arrêt , en lui conservant quarante mille livres de rente , à quoi montoit le Majorat , lui procura un heureux mariage ; elle épousa le Duc de Randan fils du Duc de Lorges.

J'ai crû que la Déclaration du Roi ,
qui fuit feroit ici dans fa place.

DECLARATION DU ROI

*Concernant les Substitutions de Franche-
Comté, donnée à Paris le 14. Septem-
bre 1721.*

L O U R s par la grace de Dieu , Roi
de France & de Navarre. A tous
ceux qui ces présentes Lettres verront :
Salut. Le feu Roi notre très-honoré
Seigneur & Bisayeul, ayant été informé
par les Officiers de notre Parlement de
Besançon, qu'ils avoient remarqué dans
l'étendue de leur ressort plusieurs usa-
ges, qui quoique anciens, & tirés la
plupart du Droit Civil, étoient néan-
moins contraires au bien de la Justice
dans les matieres les plus importantes
de la Jurisprudence, jugea à propos d'y
pourvoir par un Edit du mois de Juillet
1707. par lequel il auroit été entre au-
tres choses ordonné dans l'Article VI.
qui regarde les substitutions, que tant
celles qui étoient déjà faites, que cel-
les qui se feroient à l'avenir, seroient
publiées en Jugement à jour de Plaidoi-
rie, & enregistrées au Greffe de la Jus-
tice Royale du domicile du donateur

ou Testateur , & pareillement au Greffe de la Justice Royale , dans l'étendue de laquelle les biens donnés ou substitués seroient situés , & ce dans les six mois ; sçavoir , à l'égard des substitutions qui seroient faites à l'avenir , à compter du jour des contrats pour celles qui seroient contractuelles , ou de la mort du Testateur , si elles étoient faites par Testament ; & à l'égard de celles qui étoient déjà faites , à compter du jour de la publication dudit Edit , & par l'Article suivant , il auroit été ordonné que les substitutions qui auroient été publiées & enregistrées dans les six mois en la forme portée par l'Article précédent , auroient leur effet du jour du décès du Testateur , tant contre les créanciers que contre les tiers-acquereurs des biens qui y seroient compris , & que celles qui n'auroient été publiées & enregistrées qu'après les six mois , n'auroient effet contre lesdits créanciers & tiers-acquereurs que du jour des publications & enregistrements. Une Loi si claire & si simple sembloit ne devoir laisser aucun doute sur l'intention du Législateur , qui étoit de fixer par une nouvelle publication , & par un enregistrement authentique l'état des familles & des fortunes des habi-

tans d'une Province dans laquelle les substitutions ne ſçauroient être rendues trop notoires & trop publiques , parce que l'usage des Fideicommiss graduels & perpétuels y est autorisé ; & quoique les Ordonnances du Pais y eussent toujours ordonné la publication & l'enregistrement de tous Testamens , ces Loix avoient été non-seulement mal observées , mais même pratiquées diversément , sur-tout dans les tems ou par un abus qui a été réformé depuis , la Jurisdiction Ecclésiastique avoit entrepris de connoître de plusieurs matières de la compétence des Juges séculiers , & entre autres de la publication des Testamens , lesquels étoient seulement déposés dans le Greffe de l'Officialité de Besançon , sans y être enregistrés dans aucun Registre public. Mais malgré l'évidence de ces motifs qui avoient donné lieu à l'Edit du mois de Juillet 1707. Nous avons été informés qu'il s'est élevé dans cette Province depuis queques années différentes contestations sur cette matiere : Quelques-uns ayant prétendu que cet Edit n'avoit assujetti les substitutions antérieures à une nouvelle publication & à un nouvel Enregistrement , qu'au cas qu'elles

n'eussent point déjà été publiées suivant les Loix & usages qu'ils prétendent avoir été suffisamment autorisées dans ladite Province. Les autres soutenant au contraire que l'esprit de l'Edit ayant été de remédier à l'incertitude & à l'irrégularité des usages observés dans le Comté de Bourgogne sur la publication des substitutions, il étoit évident que suivant cet esprit, toutes les substitutions antérieures sans aucune distinction avoient dû être de nouveau publiées & enregistrées pour acquérir une notoriété suffisante. En quoi le Législateur avoit fait même une grace singulière aux anciennes Maisons du Comté de Bourgogne, en leur donnant le moyen de couvrir par une nouvelle publication & un nouvel enregistrement, le vice ou l'imperfection des usages précédens, & de faire remonter par-là l'effet des substitutions jusqu'au jour de la mort du Testateur; & quoique ces dernières raisons qui découvrent si parfaitement l'esprit de l'Edit de 1707. fussent plus que suffisantes pour en assurer l'exécution : Nous avons crû néanmoins devoir l'affermir encore plus par une nouvelle Déclaration qui conserve pour toujours dans les familles du Comté de

Bourgogne le repos & la tranquillité que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul a voulu leur procurer par une Loi aussi simple, aussi générale, & aussi nécessaire que l'Edit du mois de Juillet 1707. A CES CAUSES, après avoir pris l'avis des Officiers de notre Parlement de Besançon, & nous être fait représenter les Loix & les Ordonnances de notredit Comté de Bourgogne sur la matiere des Testamens & Fideicommiss, de l'avis de notre très-cher & très-Amé Oncle le Duc d'Orleans, Petit-fils de France, Régent, de notre très-cher & très-Amé Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de notre Sang, de notre très-cher & très-Amé Cousin le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-Amé Cousin le Comte de Charollois, de notre très-cher & très-Amé Cousin le Prince de Conti, Princes de notre Sang, & de notre très-cher & très-Amé Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, Grands & Notables Personnages de notre Royaume. Nous avons dit, statué & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaît, que ledit Edit du mois de Juillet

1707. soit exécuté selon la forme & te-
neur, & en conséquence avons déclaré &
déclarons toutes les substitutions faites
avant ledit Edit dans l'étendue de notre
Comté de Bourgogne, quelques ancien-
nes qu'elles puissent être, & soit qu'elles
ayent été faites par contrats entre-vifs,
ou par Testament, ou autres dispositions
de dernière volonté, avoir été sujettes
à la nouvelle publication & au nouvel
enregistrement ordonnés par ledit Edit,
& en quelque forme & manière qu'elles
eussent pu l'être, suivant les différens
usages de notre dit Comté. Ordonnons
que lesdites anciennes substitutions qui
n'auront point été publiées & enregi-
strées dans les six mois du jour de la pu-
blication dudit Edit, n'auront d'effet
contre les créanciers & tiers-acquereurs
que du jour que la publication & enre-
gistrement en auront été faits : N'en-
tendons néanmoins par notre présente
Déclaration donner aucune atteinte aux
Arrêts, Transactions, consentemens ou
acquiescemens donnés jusqu'au jour de
notre présente Déclaration, par lesquels
des substitutions antérieures à l'Edit de
1707. auroient été confirmées, recon-
nues ou approuvées, & ce à l'égard de
ceux seulement avec qui lesdits Arrêts

auroient été rendus , ou par qui lesdites Transfactions ou Actes de consentemens, ou acquiescemens auroient été faits. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Franche-Comté , que ces Présentes ils ayent à enregistrer , même en tems de vacations , & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement , cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens , nonobstant toutes choses à ce contraires : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le quatorzième jour de Septembre , l'an de grace mil sept cens vingt-un , & de notre Regne le septième.

Signé , LOUIS ; & plus bas , Par le Roi , le Duc d'Orleans Régent présent.
Signé , FLEURIAU , & scellé.

J'ai cru devoir placer ici une Dissertation sur une question de substitution sur laquelle j'ai embrassé une opinion différente de celle de plusieurs Jurisconsultes. J'ai toujours été persuadé que les combats qui se soutiennent dans le Barreau ne sont point des combats d'autorités , mais de raisons.

*Dissertation où l'on agite la question qui a pour objet de sçavoir si les enfans de Jean Philippe ** donataire , qui sont dans la condition de la substitution de la donation entre-vifs de Philippe ** donateur sont dans la disposition.*

LA premiere idée qui se présente, est que la condition ne dispose point, pour parler le langage des Jurisconsultes; en effet, condition & disposition, sont deux expressions qui ont un sens différent; & quand on met des enfans dans une condition d'une substitution, ne paroît-il pas qu'ils ne sont là que pour remplir cette condition, & non point pour un autre usage? Ainsi la plupart ont décidé en général, que les enfans qui sont dans la condition, ne sont point dans la disposition; mais aussi ils sont tous convenus que lorsqu'il y a plusieurs conjectures qui font présumer la vocation des enfans, ils sont appelés. Or l'on peut dire que dans l'espece les enfans de Jean-Philippe ** donataire, qui sont dans la condition, sont dans la disposition.

En premier lieu, on présume en général que la même tendresse qu'un donateur a pour un donataire, il l'a pareillement pour les enfans de ce dona-

taire ; *persona patris est persona filii.*
Nous aimons nos enfans , parce qu'ils nous représentent ; ils sont d'autres nous-mêmes ; ils nous font revivre , & nous rendent pour ainsi dire immortels par le pouvoir qu'ils ont d'avoir d'autres enfans qui perpétueront notre nom. Peut-on présumer qu'un donateur qui substituera à son neveu un autre parent plus éloigné , n'ait pas voulu substituer les enfans de son donataire qui est son plus proche parent ? Quel est le principe qui l'a engagé à cette substitution ? C'est le désir de conserver des Terres considérables en toute justice dans sa parenté. On ne peut pas supposer d'autres motifs de sa substitution. Or s'il les a voulu conserver pour des parens plus éloignés , on ne peut pas douter qu'il ne les ait voulu conserver pour des parens plus proches : dans l'ordre de l'affection qu'un donateur a pour sa parenté , les parens plus proches lui sont plus chers que les plus éloignés ; les neveux , les petits-neveux plus chers que les cousins. Or il n'est pas douteux ici que le neveu lui soit plus cher que le cousin qu'il lui substitue , puisqu'il est le premier objet de sa libéralité ; & par une conséquence nécessaire , les pe-

rits-neveux enfans du donataire lui sont plus chers que le cousin substitué.

En second lieu, la nature du bien qui est l'objet de la donation, est une conjecture qui fait juger que les enfans qui sont dans la condition sont censés dans la disposition. On est jaloux de la conservation d'une Terre dont on prend le nom; on est jaloux de la conserver dans sa famille, & encore plus jaloux de la conserver dans des proches parens que dans des parens plus éloignés; si nous tenons à des parens, parce que nous nous persuadons que notre sang coule dans leurs veines, n'est-il pas moins mêlé & confondu avec un sang étranger dans un parent proche que dans un parent éloigné? Il ne tombera jamais sous le sens qu'un donateur qui est jaloux de conserver ses Terres à des parens plus éloignés, n'ait eu la même jalousie pour les enfans d'un plus proche parent à qui il a donné son bien.

En troisième lieu, qui est celui qui a cette jalousie? C'est un homme d'une famille illustre; par conséquent cette jalousie est plus vive & plus forte dans son cœur que dans celui d'une personne qui ne seroit pas de naissance. Qui ignore que pour conserver la splendeur d'une Maison, la

conservation des Terres titrées est très-nécessaire , & que les Justices patrimoniales qui y sont attachées , qui sont les images de celle du Roi , donnent une grande idée de la famille qui les possède. Nous voyons ordinairement que les noms de ces Terres servent de surnom à la famille , & que ce surnom qui la désigne en offre à l'esprit toute l'illustration. Aussi Cujas dans sa Consultation trente-cinquième , parmi les conjectures qu'il met en œuvre pour faire présumer que les enfans qui sont dans la condition sont dans la disposition , employe cette conjecture , si celui qui fait la disposition est une personne Noble.

En quatrième lieu , une forte conjecture en faveur des enfans , est si la substitution est graduelle. Ici le donateur substitue à son neveu donataire son cousin Yves ** Président au Parlement de Bretagne , & à Yves ** Philippe ** son neveu , à Philippe ** Louis ** Capitaine , & à Louis ** son plus proche parent d'estoc & de ligne paternelle : On voit donc un désir ardent dans l'ame du donateur de conserver ses Terres dans sa parenté ; car la substitution est le seul moyen de les conserver dans leur

intégrité. S'il est gêné par l'Ordonnance d'Orleans qui ne permet que deux degrés outre l'institution, on voit qu'il souffre de cette contrainte ; car après avoir dit dans le dernier degré de sa substitution que ses biens appartiendront au plus proche parent d'estoc & de ligne jusqu'à la quatrième génération, au désir des Loix, Ordonnances & Coutumes du Royaume ; ne semble-t-il pas dire que sans ces Loix il étendrait plus loin sa substitution ? Or s'il a montré par tant de degrés de substitution dans sa parenté le désir d'y conserver ses Terres dans leur intégrité jusqu'à la quatrième génération d'un parent éloigné qu'il ne connoissoit pas, & qui ne lui est présente que parce qu'il creuse dans l'avenir, n'est-il pas très-évident qu'il a voulu conserver ses biens aux enfans de son donateur son neveu ? N'est-ce pas là une de ces conjectures si fortes & si pressantes qu'on est obligé de s'y rendre ?

En cinquième lieu, quand il appelle Yves de** Président du Parlement de Bretagne, il déclare qu'il lui substitue ses Terres, & non à ses enfans ; ce sont ses termes ; il se sert là du mot de substitution, afin de déclarer expressement

que les enfans de ce Président ne sont pas substitués ; ne nous explique-t-il pas bien que s'il n'a pas mis les enfans du Président dans la condition , ils ne sont pas dans la disposition par une conséquence nécessaire , en mettant les enfans du donataire dans la condition ? Il les a mis dans la disposition , en disant qu'il ne substitue pas les enfans du Président , & en ne les appelant point , ne voit-on pas clairement que n'ayant point fait la même exclusion pour les enfans du donataire , au contraire en les rappelant expressément , il les a voulu substituer ?

En sixième lieu , on voit qu'il donne au donataire son neveu la plus grande marque d'affection qu'il puisse donner : ici il se dépouille dès son vivant de la propriété de ses Terres. Un Testateur qui institue un héritier , se préfère toujours à cet héritier , puisqu'il ne l'appelle qu'après sa mort ; mais un donateur qui se dépouille de son bien dès son vivant , préfère son donataire à lui-même. Peut-on donner à quelqu'un une plus grande marque d'affection que de le préférer à soi-même ? Suivant les sentimens de la nature , quand nous aimons quelqu'un ardemment , no-

tre affection se porte vers ceux qu'il aime le plus , parce que nous ne pouvons pas mieux lui prouver l'amitié que nous avons pour lui ; & comme nos enfans sont les plus grands objets de notre tendresse , celui qui nous aime tendrement les aime de même ; il faut même observer qu'un oncle qui n'a point d'enfans , qui aime tendrement son neveu , aime encore plus tendrement le fils de son neveu , ainsi qu'un grand-pere aime plus tendrement son petit-fils que son fils , parce que si ce pere aime ce fils parce qu'il revit & rajeunit dans lui , ne revit-il pas , & ne rajeunit-il pas davantage dans le petit-fils ? C'est le proverbe que l'amour paternel croît en descendant.

En septième lieu , si le donateur a voulu faire plutôt une donation entre-vifs qu'un Testament , c'est parce qu'il a voulu s'interdire à lui-même la volonté de vendre & d'aliéner ses Terres , tant étoit pressant le motif qu'il avoit de les conserver dans sa parenté , puisqu'il s'est délié de lui-même , & a craint qu'il ne rendît inutile ce désir. Or s'il a voulu s'interdire à lui-même cette liberté dans cette vûe , n'est-il pas évident qu'il a voulu en substituant les enfans , interdire

dire la même liberté à son neveu ?

En huitième lieu, M^e. Charles Dumoulin dans son Conseil septième, prétend qu'une seule conjecture pressante suffit pour faire présumer que les enfans qui sont dans la condition, sont dans la disposition. Peut-on douter ici que les enfans ne soient pas appelés dès qu'on voit cet assemblage de conjectures, qui toutes concourent à démontrer cette vérité. En rassemblant tous ces raisons dispersés, ne forme-t-on pas un corps de lumieres qui ébloût ? Mais pour ne laisser aucun nuage, on refutera ici le sentiment de quelques Avocats fameux qui ont été consultés, & qui ont pensé que dans cette espece, les enfans qui sont dans la condition ne sont point dans la disposition ; il faut que le respect qu'on a pour la vérité soit bien grand, puisqu'il l'emporte sur le respect qu'on a pour ces célèbres Jurisconsultes.

Le premier établit pour principe que la condition ne dispose point : il cite *Ferrerius* sur la question 39. de Guy Pape, *Ricard* dans son *Traité des Substitutions* part. 1. chap. 8. sect. 1. & *Henri*, & il dit qu'il y en a une infinité d'autres, & il avance que cette maxime n'a jamais

fait difficulté au Parlement de Paris.

Il est vrai que Ferrerius en général , dit que les enfans qui sont dans la condition ne sont pas dans la disposition ; mais il rapporte pour exemple le Testament d'un pere qui substitue son second fils au premier , si le premier meurt sans enfans. Dans cette espece , on peut juger que le pere préfere son second enfant aux enfans du premier ; mais dans notre espece on ne présumera jamais que le donateur ait préféré son cousin aux enfans de son neveu donataire , ses petits-neveux. Il y a encore ici d'autres conjectures pressantes , & Ferrerius dans l'espece qu'il rapporte , ne rappelle aucune conjecture en faveur des enfans.

Guy Pape qui est d'un aussi grand poids que Ferrerius , puisqu'il a mérité que ce dernier Jurisconsulte fît des notes sur ses Ouvrages , dans la Question 84. est du sentiment que les enfans qui sont dans la condition sont dans la disposition , & il en rapporte des especes ; & *Chorier* qui nous a donné la Jurisprudence de *Guy Pape* , après nous avoir dit : Quand le Fideicommiss n'est pas formel & littéral , les conjectures l'établissent , dit *L. 3^e. c. 3^e. Art. 5. & 6.* que le redoublement de cette condition , si mon hé-

ritier meurt sans enfans, prouve que les enfans sont appelés. Or dans notre espece, cette condition a été mise plusieurs fois ; il est vrai que c'est dans différentes vocations ; mais on est toujours en droit de dire que la réiteration de cette condition fait présumer la vocation des enfans. Ricard que l'Avocat cite, convient qu'il n'y a point de texte de Droit qui soit contre les enfans, & que les Jurisconsultes Ultramontains se déclarent tous pour eux ; il cite *Peregrinus* ; il auroit pû citer *Fuſarins*. Il rapporte même une espece où le Parlement jugea le 3. Septembre 1727. que la condition dispoſoit en faveur des enfans ; il cite *Guy Pape*, qui fait foi que le Parlement de Grenoble a diverses fois jugé la même chose, ainsi que le Parlement de Toulouse, comme le rapporte Maynard, L. V. dans ses notables Questions de Droit, chap. 66.

Enfin il seroit superflu de citer nos Jurisconsultes, parce qu'ils se réunissent tous dans ces deux points ; que la condition dépouillée de toutes conjectures ne dispose point, mais qu'accompagnée de conjectures, la règle cesse.

Voici comme parle l'Avocat que nous refutons.

» Il ne reste qu'à sçavoir si les clauses
» postérieures contiennent quelque ex-
» pression assez forte pour faire présumer
» que le donateur a voulu substituer les
» enfans du donataire , & même ses pe-
» tits-enfans ; car dans cette matiere les
» régles générales n'ont point d'effet, lors-
» qu'il y a des clauses particulieres qui
» font connoître que l'Auteur de la sub-
» stitution a voulu que les enfans qui ne
» paroissent être que dans la condition ,
» fussent dans la disposition , & que mê-
» me les petits-enfans fussent substitués.

Or nous avons démontré que dans
cette espee les conjectures sont si for-
tes , qu'on ne peut pas douter de la vo-
cation des enfans ; par conséquent nous
nous prévalons du principe de cet Avo-
cat contre lui-même. Il prétend que
Cujas n'est pas pour nous , parce qu'il
ne se rencontre pas ici le concours des
trois circonstances qu'il désire dans sa
Consultation 35^e , pour que la condi-
tion dispose en faveur des enfans ; mais
il s'en rencontre une : au défaut des deux
autres, il y en a plusieurs qui sont parlan-
tes , & qui peuvent bien les remplacer.
Quand Cujas rapporte ces trois circons-
tances , il n'a pas prétendu qu'il les fal-
lût nécessairement ; il a voulu seulement

qu'il y en eût d'assez fortes pour faire présumer la volonté du Testateur favorable aux enfans ; il a voulu donner un exemple , mais il n'a pas crû qu'il fût unique , & qu'on n'en pût pas donner d'autres.

Le second Avocat critique la donation , & traite de bizarre le donateur. Sa critique ne pourroit avoir pour but que la nullité de la donation , & ce n'est pas là la question ; car la donation n'est pas contestée ; elle a été exécutée.

Il dit ensuite que la question ne s'agit ordinairement que pour les Testamens , où il s'agit d'interpréter la volonté d'un défunt , mais non par rapport aux donations entre-vifs qui sont de Droit étroit , où l'on ne doit ni ajouter ni suppléer.

On répond que lorsqu'il dit que la question ne s'agit ordinairement que pour les Testamens , il convient qu'elle peut s'agiter pour les donations ; en effet , cette question regarde toutes les substitutions dans quelque acte qu'elles soient faites. Dans toutes les clauses des Actes de Droit étroit quand elles sont susceptibles de deux sens , on y cherche la volonté des contractans comme on cherche la volonté d'un

Testateur dans un Testament.

D'ailleurs on a démontré que de la donation entre-vifs dans cette espece où le donateur s'interdisoit la liberté d'aliéner, il naissoit une conjecture très-forte en faveur de la vocation des enfans.

Cet Avocat cite ensuite des exemples où les enfans sont appelés, lorsque l'usage d'une telle vocation est dans la famille, & que dans l'Acte qui contient la substitution, il y a des préférences des mâles aux femelles avec la charge de porter le nom & les armes du substituant ou autres circonstances semblables; il dit que ces circonstances ne se rencontrant point dans notre espece, il se détermine contre les enfans.

Mais il a dû y voir la circonstance de plusieurs degrés du Fideicommiss. A l'égard des autres circonstances, ce sont des conjectures fortes, si l'on veut; mais sont-elles les seules? Dès qu'il peut y en avoir d'aussi fortes, & même qui le soient plus, comme on peut le juger par cette Dissertation, n'est-on pas en droit de décider que le donateur a voulu substituer les enfans du donataire? Cet Avocat dit lui-même qu'il peut y avoir encore d'autres circonstances sembla-

bles qui militent en faveur des enfans ; il n'a donc pas dû se déterminer par les seules circonstances qu'il rapporte.

A l'égard même de la préférence des mâles , elle ne fait pas toujours le vœu des substituans ; on en voit des exemples dans des Majorats qui sont les substitutions les plus solennelles. Si dans le fameux Majorat de Rye qui fut jugé au Parlement , où j'avois écrit , on préféroit les mâles aux filles , c'est que le Testateur l'avoit ordonné expressément. Dans la succession d'Espagne qui est le plus célèbre Majorat du monde , les filles dans la ligne directe sont préférées aux mâles collatéraux.

Le troisième Avocat qui se déclare contre les enfans , dit qu'on doit plutôt présumer que le dessein du donateur a été de laisser le pere libre à l'égard de ses enfans , afin de les obliger à mériter par leur soumission le bien dont il peut les priver , que de le lier par nécessité à conserver du bien à des enfans qui peuvent s'en rendre indignes , & a le mépriser par la certitude que le pere ne peut les en priver.

On répond que cette présomption n'a point lieu ici , puisque le Substituant a mieux aimé faire sa substitution

dans une donation où il fût dépouillé de la liberté d'aliéner, que de faire cette disposition dans un Testament où il conservât cette liberté.

D'ailleurs ce dessein de laisser les peres libres pour contenir les enfans , ne se présume que lorsque des peres ont des enfans qui ne sont pas bien nés ; c'est ce qui ne s'est point rencontré ici : & même dans le cas où les enfans ne sont pas d'un bon caractere , il est à propos , afin qu'ils ne dissipent point leurs biens , qu'ils soient grevés de substitution ; les exemples fréquens des peres qui substituent à leurs enfans leurs petits-fils font voir que la présomption de cet Avocat n'a aucun fondement.

Les autres moyens qu'employe cet Avocat étant refutés , on n'usera point de redites.

Le quatrième Avocat convient que sur la question les Jurisconsultes sont fort partagés ; mais il adopte les deux principes dans lesquels ils se réunissent , que l'on a rapportés.

Il dit que l'Edit perpétuel des Archiducs a décidé que les enfans qui sont dans la condition d'une substitution doivent avoir à ce titre les biens substi-

tués : la même maxime a fait un très-grand progrès au-delà des Monts.

Pourquoi les Archiducs ont-ils fait cette Loi ? Pourquoi les Auteurs Ultramontains ont-ils embrassé cette opinion , si ce n'est parce qu'ils ont consulté les sentimens de la nature ?

Cet Avocat en se déterminant contre les enfans , dit qu'ils n'ont point été obligés de rendre les biens substitués , ainsi que le donataire leur pere ; mais il décide la question par la question ; il s'agit de sçavoir s'ils sont substitués par les raisons qu'on a apportées : s'ils le sont comme on a démontré , il n'y a nul doute qu'ils ne soient obligés de rendre les biens substitués , puisqu'à leur défaut le donataire appelle Yves ** son cousin.

Cet Avocat a senti toute la difficulté qu'on peut lui opposer.

Tout ce qui peut embarrasser , dit-il, dans l'espece particuliere , consiste en ce qu'après différentes substitutions au profit de plusieurs des parens du donateur , il est dit par la donation que le donateur appelloit le plus proche parent de l'estoc & de la ligne , & subsidiairement tous les autres parens jusques à la quatrième génération , d'où il semble que l'on pourroit tirer cette con-

séquence, qu'ayant voulu conserver les biens donnés à sa famille, sa vûe a été que les enfans de son donataire, de même que les enfans de Joseph-Philippe **, recueilleroient les biens comme substitués, encore qu'ils ne fussent que dans la condition.

Il croit répondre à cette difficulté, en disant que si le donateur avoit eu une si grande envie de conserver ses biens, & que les enfans fussent substitués, il les auroit grévés de substitution, ce qu'il n'a pas fait; mais on soutient contre lui qu'il l'a fait, & que si leur substitution est présumée par les conjectures qu'on a employées, les mêmes conjectures prouvent qu'ils sont grévés de substitution, puisqu'à leur défaut Yves ** est appelé, & que cette substitution graduelle qui va jusqu'à la quatrième génération du plus proche parent après tous les substitués qu'il a appelés, n'est limitée que par l'Ordonnance.

Cet Avocat dit encore que cette difficulté à laquelle il a tâché de répondre emporteroit la balance avec quelques autres conjectures; mais afin, poursuit-il, de réussir, il seroit à propos de soutenir que les enfans du donataire & de Joseph-Philippe ** ne sont pas seule-

ment substitués en vertu de la condition , mais encore qu'ils sont eux-mêmes chargés d'une substitution envers ceux qui suivent leur pere. Ce qui ne sera pas aisé à faire entendre , le plus proche parent ou les plus proches parens de l'estoc & ligne n'étant substitués qu'en cas de décès de Louis ** qui est le dernier de ceux appelés nommément par le donateur.

On répond que l'on prouve que les enfans sont grévés de substitution , en prouvant qu'ils sont substitués ; ainsi l'ouvrage n'est pas si difficile que le croit cet Avocat.

Je crois avoir détruit tous les moyens de ces quatre Avocats ; rien ne prouve mieux la force de la vérité , puisqu'avec son secours j'ai combattu l'ouvrage d'Avocats qui me sont supérieurs en lumieres & en expérience.

Domat dit que les substitutions ont pour fondement la liberté générale de disposer de ses biens , la vûe de conserver les biens dans les familles , l'utilité d'ôter à de certains héritiers ou légataires la liberté de disposer dont ils pourroient faire un mauvais usage , & d'autres motifs semblables.

La Loi Papia qui a introduit divers

moyens par lesquels les dispositions testamentaires qui demeuroident caduques , étoient déferées au Fisc faute de les recueillir par celui qui étoit appelé , fut cause qu'on substitua plusieurs héritiers les uns aux autres , afin que si la succession n'étoit pas recueillie par le premier héritier , elle fût prise par le substitué , & qu'elle échappât au Fisc. Dans la suite les substitutions fideicommissaires furent introduites par un mauvais principe : les Loix ayant défendu de disposer au profit de certaines personnes , les Testateurs pour leur faire passer leur succession , en ont nommé d'autres qu'ils ont chargés tacitement de les leur rendre ; de-là les substitutions fideicommissaires ont eu d'autres usages dont on a parlé.

Ricard dit que la matiere des substitutions est celle qui a servi davantage à grossir les Volumes des Jurisconsultes : En effet , ils les ont hérissés de plusieurs questions épineuses , & ils ont réussi par leurs Commentaires à rendre ce sujet si ténébreux , qu'il est devenu un des plus abstraits de la Jurisprudence , de sorte qu'on ne peut que louer les Nations qui n'admettent point les substitutions , & je raconterai à ce propos le trait suivant.

On fait en Suisse l'honneur au bon Jugement
sens d'un Artisan de lui faire dispenser sensé rendu
la Justice , on n'admet point les Tail- en Suisse ,
leurs à cette fonction , parce que la rail- naïveté de
lerie ne veut pas que leur probité soit cette Na-
hors de soupçon. Un Gentilhomme de tion.
Bresse à qui il étoit échû en Suisse par
la voie de la substitution un bien con-
sidérable , prétendoit s'exempter de
payer les dettes contractées par celui à
qui il succédoit ; il fut obligé de plai-
der , il fit venir de Bourg un habile
Avocat. Il fut fort étonné en entrant
dans la sale de l'Audience , de voir dans
le tribunal son Cordonnier qui venoit
de lui prendre la mesure d'une paire de
souliers ; l'Avocat plaïda avec beau-
coup de vivacité , il cita du Latin , ci-
tation perdue. Comme il se promenoit
dans les vastes champs que son éloquen-
ce lui avoit ouverts , le Juge fronça le
sourcil , & cédant à son impatience , il
dit au Gentilhomme dans un patois qui
est en usage dans ce pays-là : *Faites quai-
si votron parlaire* : Faites taire votre par-
leur. L'Avocat qui avoit enflé les voi-
les de son éloquence faisoit toujours
beaucoup de chemin , & prouvoit avec
un air victorieux , que les biens substi-
tués devoient revenir à ceux qui les re-

ciueilloient , exempts de toutes dettes. Le Juge qui ne goûtoit point cette maxime , interrompant le Plaidoyer , se leva brusquement & prononça dans ces termes élégans : *E prou substituteia , que substituteia qui a lon bien paye les charges :* Ce qui est substitué a beau être substitué , qui a le bien doit payer les charges. Le Greffier prit la plume & rédigea cette Sentence judiciaire :

Il faut pourtant que je réponde au reproche qu'on fait à notre Nation d'aimer les Procès , & d'avoir des Loix qui semblent les favoriser. Que la science du Droit parmi nous , dit-on , est vaste , puisqu'elle comprend la Jurisprudence du Droit Ecrit , des Ordonnances , des Arrêts , & des Coutumes ! Et dans toute cette étendue qu'elle a peu de principes fixes , & certains ! Les Loix suivant lesquelles on se règle sont susceptibles de plusieurs explications. La Jurisprudence des Arrêts varie tous les jours : je ne dis pas dans les différens Parlemens du Royaume ; mais dans un même Parlement. Les Commentaires de la Loi ont encore augmenté l'incertitude. Comment marcher sûrement dans un pays où l'on a ouvert une infinité de routes différentes , quoiqu'il n'y

en ait qu'une de véritable ? Et comment discerner celle-là ? Une voix confuse de Jurisconsultes dont chacun s'est frayé un chemin nouveau , nous crie : C'est ici par où il faut passer , vous vous égarez en prenant une autre voie. Les Ordonnances d'un grand Roi digérées par les meilleures Têtes du Royaume , dictées par la sagesse même , quoiqu'elles n'aient été composées que pour abrégér la procédure , ont fourni de nouvelles ressources à la chicane. Les Procureurs se sont creusé des mines d'or dans ce nouveau Perou.

Enfin le Dedale de nos Loix , le labyrinthe de notre science du Palais , & la réputation qu'ont parmi nous les Normands , & les Daupinois d'être les pères de la chicane , donne lieu de dire que les Suisses , & les Turcs qui nous cèdent en science , & en politesse , démêlent plus sûrement que nous la vérité de la justice. Je ne veux point faire ici l'apologie de ceux qui aiment le Procès ; mais je dirai qu'on concluroit mal , en disant que les Suisses , & les Turcs ont moins de cupidité que nous , parce qu'il paroît qu'ils aiment moins le Procès ; la cupidité est égale dans le cœur de toutes les Nations , s'il y en a

qui disputent mieux les biens qu'ils possèdent , c'est parce qu'ils sont plus ingénieux que ceux qui ne peuvent pas les défendre , leur esprit sert mieux leur convoitise , & leur fait trouver une éloquence plus séduisante. Si le Turc & le Suisse avec ce bon sens qu'on veut leur attribuer , avoient comme le François un esprit de ressource , ils plaideroient avec la même ardeur , & aussi long-tems que nous ; & ils auroient des Procureurs aussi raffinés que les nôtres. C'est donc un faux raisonnement de conclure , que parce que leur Justice a banni la chicane , leurs ames sont privilégiées , & exemptes de la cupidité ; ils doivent ce bonheur qui régné dans leurs Tribunaux plutôt à l'indigence des ressources de leur esprit , qu'à leur droiture , & au détachement de leurs biens. Ce malheur que notre esprit nous attire n'est-il point racheté par d'autres avantages qu'il nous procure ? D'ailleurs sommes-nous les seules Nations où régné cet art de plaider , & ne serions-nous point les écoliers des Italiens , ou du moins ne fraterniseroient-ils point avec nos Plaidiers les plus subtils ?

Fin du douzième Volume.



TABLE

DES MATIERES

Contenuës dans le douxième Volume.

LA Marquise de Saffy accusée du meurtre de son mari, & d'une supposition de pari. Page 1.

Histoire du Procès. 2. & suivantes.

Moyens de M. de Villiers accusateur. 15. & suiv.

Défenses de Madame de Saffy accusée: 24. & suiv.

Premiere Proposition. M. de Saffy n'a point été tué. 30. & suiv.

Seconde Proposition. Supposé qu'il vive, comme on ne peut en douter, M. de Villiers son beau-frere ne peut jamais être écouté dans l'accusation qu'il forme contre Madame de Saffy, d'avoir comploté pour faire assassiner son mari. 32. & suiv.

La troisième, en supposant que M. de Villiers fût recevable à accuser la Marquise de Saffy d'un tel complot, il s'y trouveroit certainement très-mal fondé. 37. & suiv.

La quatrième, M. de Saffy vivant, il ne peut jamais être permis à M. de Villiers d'accuser Madame de Saffy d'avoir supposé un enfant à son mari. 40. & suiv.

La cinquième & dernière Proposition. Dans les circonstances de cette affaire, une Partie lé-

- gitime ne pourroit éviter la condamnation des
 Accusateurs qui succombent. Cette Propo-
 sition se trouve renfermée dans la preuve que
 la Marquise de Saffy fait de son innocence ,
 accusée d'une supposition de part. 50. & suiv.
 Réponse de M. de Villiers. 68. & suiv.
 Sentence du Châtelet définitive du 20. Mars
 1706. 80. & 81
 Lettre du Gouverneur de l'Isle de Gerfay. 82
 Procuration qui n'engage point le Mandataire à
 rendre compte en Justice. 85
 Moyens d'appel de M. de Villiers , où il établit
 que la décharge d'un Accusé n'emporte pas
 nécessairement une condamnation de domma-
 ges & intérêts contre l'Accusateur. 86. &
 suiv.
 Réponse de Madame de Saffy , où elle établit
 qu'elle n'a pas eu au Châtelet une réparation
 suffisante , ni des dommages proportionnés.
 91. & suiv.
 Peinture vive que fait M. de Sacy de ce qu'a
 souffert Madame de Saffy. 108. & suiv.
 Parallele que fait M. de Sacy de l'affaire de Ma-
 dame de Saffy avec celle que poursuit M. de
 Vervins contre l'Abbé de Grand-Maison &
 M. le Comte de Joyeuse. 115. & suiv.
 Arrêt définitif du Parlement. 126
 Observations sur l'Arrêt. 127. & suiv.
 Eloge de M^e de Sacy Avocat au Conseil. 131.
 & suiv.
 Histoire de Jean Maillard , ou mari qui après
 quarante ans d'absence , vient accuser sa fem-
 me d'adultere & de bigamie. 139. & suiv.
 Première question. Si le témoignage des Experts
 & Maîtres Ecrivains qui déposent de la confor-
 mité des écritures, est une preuve suffisante pour

DES MATIERES. 643

la reconnoissance d'un homme. 157. & suiv.

Seconde Question. *Si la ressemblance établie par témoins est une preuve certaine pour la reconnoissance d'un homme, & si des témoins fort vieux qui font cette reconnoissance, peuvent déposer de ce qu'ils ont vû étant impuberes.*

172. & suiv.

Troisième Question. *Si l'on peut opposer à Jean Maillard son absence pendant quarante-trois années, comme une fin de non-recevoir contre son appel comme d'abus interjetté de la célébration du mariage de sa femme avec un autre mari.*

199. & suiv.

Quatrième Question. *Si le mariage du sieur de la Boissiere a été contracté de bonne foi.*

216. & suiv.

Cinquième & sixième Question. *Premierement, si Marie de la Tour ou son second mari, ou l'un ou l'autre étant dans la bonne foi, leur mariage quoiqu'en figure, peut produire quelque effet en faveur des enfans qui en sont nés.*

Secondement, si leurs enfans nés avant leur mariage peuvent être légitimés par le mariage subséquent, quand il y en a un précédent qui subsiste.

222. & suiv.

Arrêt définitif.

245. & suiv.

Principes pour la légitimation par mariage subséquent.

248. & suiv.

Observations sur l'Arrêt.

124. & 255

Eloge de M. Pajot Avocat.

255

L'om Carlos fils de Philippe II. Roi d'Espagne condamné à mort par son pere.

256

Portrait de Philippe II.

258

Portrait de Dom Carlos.

259

Leur parallele.

260

Belle Harangue de Philippe II. à Charles V.

lorsqu'il abdiqua.	261
Trait de l'enfance de Dom Carlos.	263
Eloge de la beauté de la Reine d'Espagne fille d'Henry II.	265. & suiv.
Education de Dom Juan fils naturel de Charles V.	268
Quelle fut sa mere , dans la note qui est au bas de la page	269
Lettre de Dom Carlos au Comte d'Egmont.	273
Philippe II. fait arrêter Dom Carlos.	275
Lettre que Philippe II. écrit à l'Impératrice sa sœur au sujet de Dom Carlos qu'il a fait arrêter.	278
Lettre qu'il écrivit au Pape sur le même sujet.	280
Philippe II. assemble son Conseil pour faire le Procès à Dom Carlos.	283
Plaidoyer pour Dom Carlos.	284
Plaidoyer contre Dom Carlos.	287
Supplice des fils de Brutus , dans la note qui est au bas de la page	289
Philippe II. abandonne son fils au Jugement des Inquisiteurs.	295
Entreprise de l'Inquisition contre la mémoire de Charles V.	295. & suiv.
Les Inquisiteurs opinent pour condamner à la mort Dom Carlos.	302
Philippe II. signe la Sentence.	304
Dom Carlos choisit le genre de sa mort.	307
Il se détermine à se faire ouvrir les veines & à mourir dans un bain.	ibid.
Récit tout différent qu'un autre Historien fait de la mort de Dom Carlos.	309
Magnifiques obseques qu'on fait à Dom Carlos.	315

DES MATIERES. 645

Traits historiques sur le Cardinal Spinosa, dans la note au bas de la page & dans les suivantes	317
Trait & sentiment de Philippe II.	321. & suiv.
Traits historiques sur l'Inquisition.	330. 331
Mort funeste de la Reine Elizabeth.	332
Frayeur que causa à Philippe II. un lion de Dom Juan.	335
Dom Juan est empoisonné.	336
Epitaphe satyrique de Philippe II.	337
Alexis Petrowitz Czarewitz, héritier présomptif de l'Empire de Russie, condamné à mort par son pere.	338
Remontrances faites au Czarewitz par son pere dans un Ecrit.	340. & suiv.
Réponse du Czarewitz dans une Lettre.	347
Derniere monition du pere au fils.	349
Réponse du fils.	351
Lettre que le pere écrit à son fils de Coppenhague.	354
Evasion du Czarewitz.	356
Lettre du Czar au Czarewitz à Naples.	356
Réponse du Czarewitz.	360
Le Czarewitz revient à Moscou.	361
Manifeste du Czar où il explique les raisons qui l'ont obligé à dépouiller le Czarewitz de la succession à la Couronne & à y appeller son second fils.	365. & suiv.
Ecrit que le Czarewitz remit à son pere, par lequel il se soumet à sa volonté.	383
Confession que fait le Czarewitz à son pere.	385. & suiv.
Le Czar se détermine à faire juger son fils; il consulte son Clergé.	393. & suiv.
Il donne le pouvoir aux Sénateurs de juger son fils.	396

- Les Sénateurs rassemblent les autorités de l'Ecriture Sainte, & des Constitutions de Russie. 398. *& suiv.*
- Les Archevêques en usent de même, & y joignent les passages de saint Chrysostome, & disent leur avis. 403. *& suiv.*
- Sentence des Sénateurs contre le Czarewitz. 409. *& suiv.*
- Mort du Czarewitz. 420
- Déclaration du Czar sur la succession à la Couronne. 422. *& suiv.*
- Explication du Bacdogi, châtiment des criminels de Moscovie. 427
- Explication du Knout, châtiment plus sévère des Moscovites. 429. *& suiv.*
- Parallele du Czar & de Charles XII. Roi de Suede. 433
- Vers de la Comtesse de Kanisnare à la louange du Roi de Suede. 434
- Majorat de Rye. 436
- Définition du Majorat. 437
- Analise du Testament de Ferdinand de Rye Archevêque de Besançon, qui est le sujet du Procès. 439. *& suiv.*
- Histoire du Fideicommiss du Testament. 447
- Moyens de la Comtesse de Poitiers fille du dernier possesseur du Fideicommiss. 449. *& suiv.*
- Moyens contre Mademoiselle de Poitiers, qui prétendoit recueillir la succession par la voie de la substitution. 476. *& suiv.*
- Le Marquis de la Baume autre prétendant à la succession par la même voie, établit sa prétention par les Loix des Majorats. 498. *& suiv.*
- Comment le Comte de Beaujean attaque le Marquis de la Baume. 522. *& suiv.*

DES MATIERES. 647

- Moyens du Marquis de la Baume contre le
Comte de Beaujean. 554. & suiv.
Replique du Comte de Beaujean. 561. & suiv.
Plaidoyer de M. de Lamoignon de Blancmesnil.
571. & suiv.
Eloge de M. le Camus Lieutenant Civil, & de
son successeur, dans la note qui est au bas de
la page 572
Eloge de l'Archevêque de Besançon. 606
Conclusions de M. l'Avocat Général. *ibid.*
Illustration & ancienneté de la Maison de La-
moignon, dans les notes au bas des pages
607. 608
Arrêt définitif. 619
Déclaration du Roi concernant les substitutions
de Franche-Comté, donnée à Paris le 14. Sep-
tembre 1721. 611
Dissertation où l'on agite la question qui a pour
objet de sçavoir si l. s enfans de Jean-Philippe **
donataire, qui sont dans la condition de la sub-
stitution de la donation entre-vifs de Philippe **
donateur son oncle, sont dans la disposition.
618. & suiv.
Jugement censé rendu en Suisse sur les substitu-
tions. Naïveté de cette Nation. 637

Fin de la Table du douzième Volume.

De l'Imprimerie de la Veuve MERGE', rue S.
Jacques au Coq, vis-à-vis S. Yves. 1742.



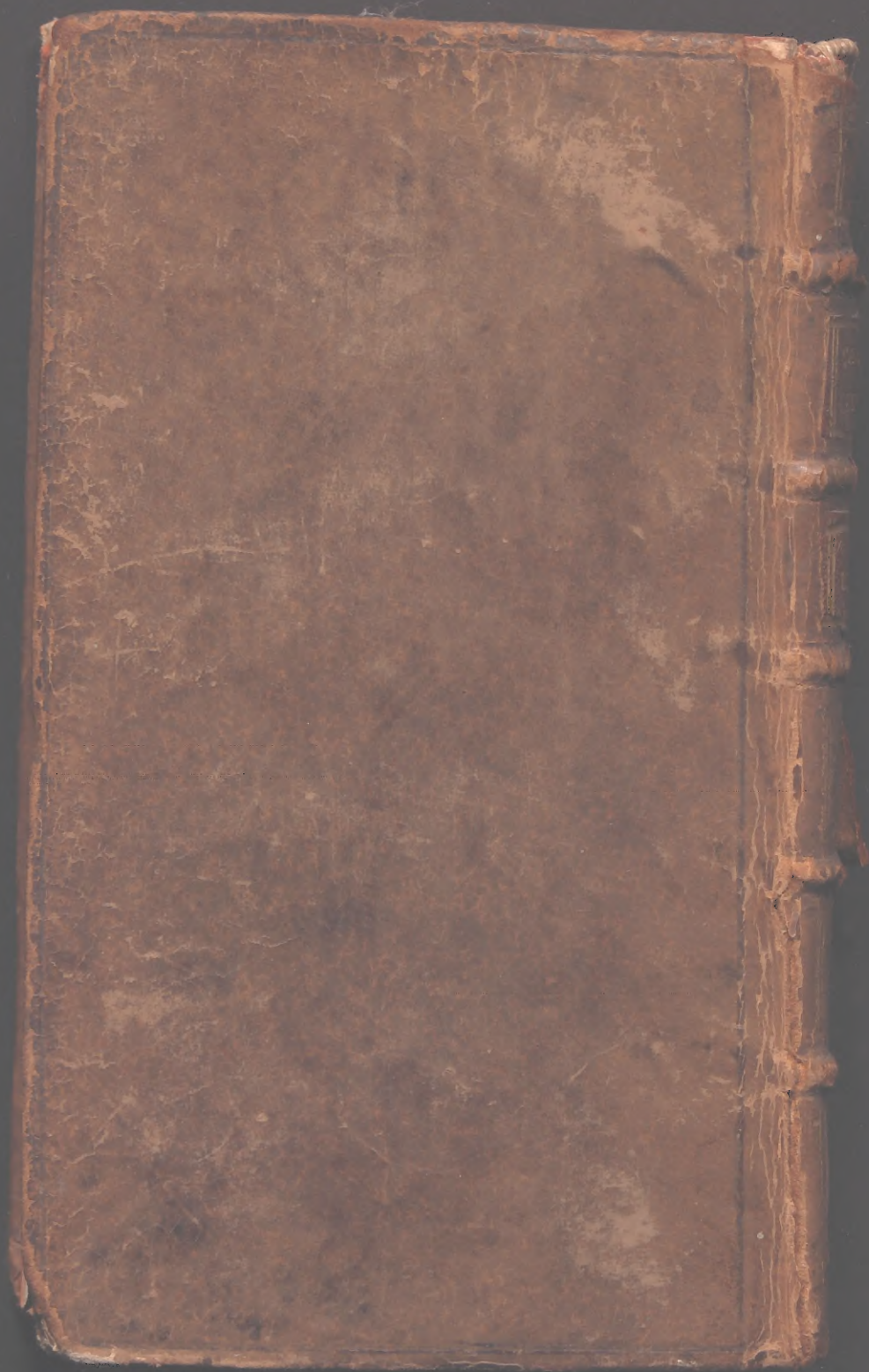
11129
R
O
H



1
1
2
9
2
2
0
1





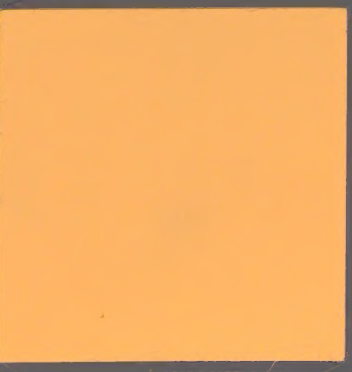
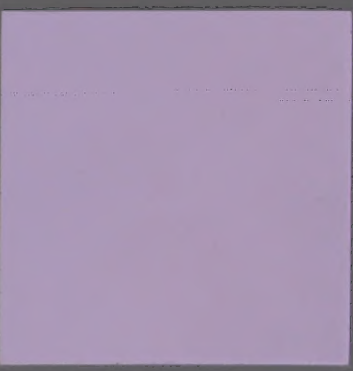
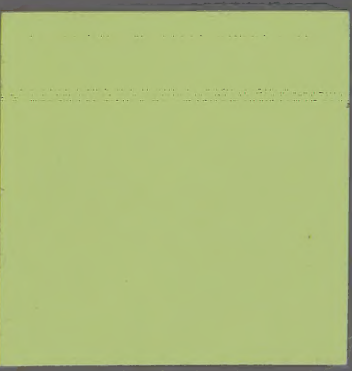
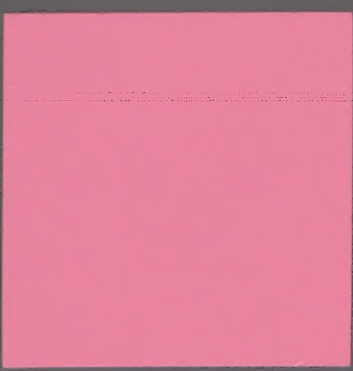


CAUSES
CELEBRE

TOM XII



+ colorchecker classic



calibrite

100mm